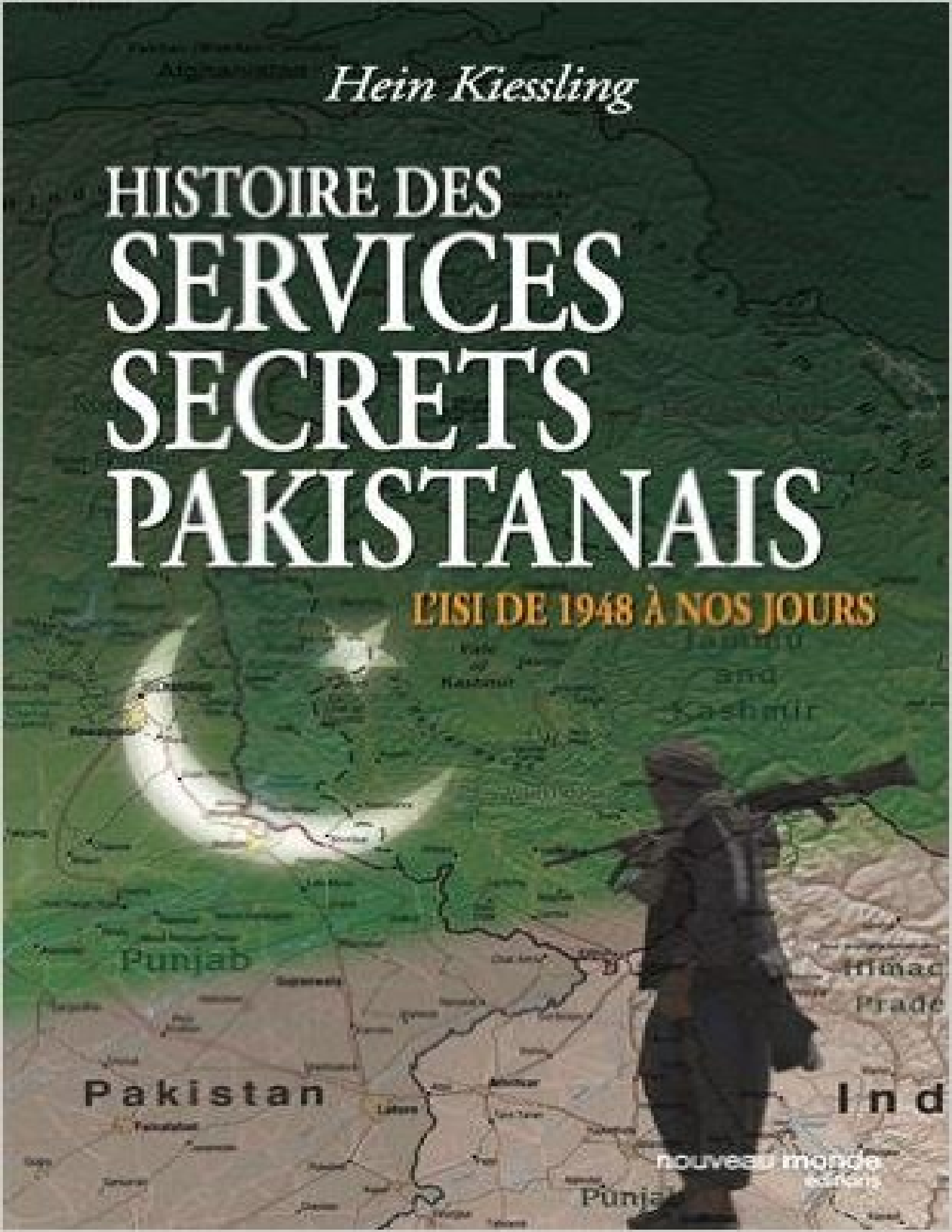
Hein Kiessling

HISTOIRE DES SERVICES SECRETS PAKISTANAIS

L'ISI DE 1948 À NOS JOURS



HISTOIRE DES SERVICES SECRETS PAKISTANAIS

L'ISI de 1948 à nos jours

Titre original : *Faith, Unity, Discipline: the ISI of Pakistan*

Suivi éditorial : Iris Granet-Cornée
Corrections : Catherine Garnier
Maquette : Farida Jeannet

© Nouveau Monde éditions, 2016
170bis, rue du Faubourg-Saint-Antoine – 75012 Paris
ISBN : 978-2-36942-141-2

Hein Kiessling

HISTOIRE DES SERVICES SECRETS PAKISTANAIS

L'ISI de 1948 à nos jours

Traduit de l'anglais par Hugues Van Besien

nouveau monde éditions

Note du traducteur

La présente traduction a été établie à partir de la seconde édition (en langue anglaise) du livre de Hein Kiessling (*Faith, Unity, Discipline: the ISI of Pakistan*, Hurst & Company, Londres, 2016), profondément remaniée par rapport à la première édition (en langue allemande) publiée par les éditions Köster (Berlin) en 2011 sous le titre *ISI und R&AW – Die Geheimdienste Pakistans und Indiens : Konkurrierende Atommächte, ihre Politik und der internationale Terrorismus*. Nous avons conservé la transcription des patronymes indiens, pakistanais et arabes utilisée par l'auteur, qui suit l'usage local et en général l'usage anglo-saxon, sauf quand la transcription française est d'un usage si courant que s'en départir aurait causé une confusion. Nous avons en revanche francisé la transcription des toponymes quand il existe des versions françaises.

C'est ainsi que nous avons adopté Oussama ben Laden à la place de la forme originale Osama bin Laden, Massoud (le « commandant » Massoud familier des lecteurs francophones) pour la forme originale [Ahmed Shah] Masud, Al-Qaida pour Al-Qaeda. À ces rares exceptions près, conserver la forme originale qui est aussi généralement une forme locale au Pakistan nous a paru de nature à faciliter au lecteur curieux d'éventuelles recherches ultérieures dans les sources locales et les sources de langue anglaise (et aussi sur Internet), de loin les plus considérables sur le sujet. Les transcriptions francophones sont d'un usage beaucoup plus limité. Les italiques signalent des termes dans des langues autres que le français dans le texte, au moins pour leur première occurrence. Les passages entre crochets correspondent à la traduction française de ces termes. L'armée et l'administration pakistanaises disposent d'une terminologie anglaise complète, les termes anglais sont donc aussi des termes locaux qu'il nous a paru important de conserver tout en les traduisant, dans la mesure où ils ont une signification plus accessible que les termes locaux en langue non européenne et aussi parce qu'ils traduisent des emprunts institutionnels qui sonneront familièrement aux oreilles des lecteurs au fait des réalités britanniques et nord-américaines, bien plus que leurs équivalents français. Les cartes ont été ajoutées par nos soins.

Avant-propos

Ce livre se veut une histoire objective de l'ISI, de ses origines et de son développement, de ses missions et de ses objectifs, de ses succès et de ses échecs. Puisque l'ISI est aussi *de facto* un service de renseignement intérieur, nous avons largement inclus dans notre étude le contexte politique intérieur du Pakistan.

Les observations et les analyses de l'auteur sont tirées de son expérience personnelle au cours des années pendant lesquelles il a vécu au Pakistan (1989-2002). Il a passé trois ans avec sa famille à Quetta et à Loralaï dans la province pakistanaise du Baloutchistan et séjourné ensuite pendant neuf ans à Islamabad, nanti d'un permis spécial l'autorisant à voyager dans tout le pays, y compris dans les zones tribales. Son travail pour le compte d'une fondation allemande de sciences politiques lui a permis d'établir de bons contacts avec les élites politiques et militaires du Pakistan. Des voyages dans le reste de l'Asie du Sud, en Chine et en Asie centrale, ainsi que des contacts avec les élites locales de ces régions l'ont aidé à compléter les connaissances acquises au Pakistan. L'auteur est retourné au moins deux fois par an en Inde et au Pakistan depuis 2004 pour entretenir ses contacts. Certains détails de ses entretiens et conversations personnelles avec des agents de renseignement en activité ou en retraite ont été omis ici pour des raisons de confidentialité.

Introduction

Les pays de l'Asie du Sud sont considérés comme un des points chauds du globe. Deux puissances militaires disposant d'armées bien équipées, l'Inde et le Pakistan, sont face à face dans un contexte politique instable. Depuis qu'ils ont procédé avec succès à des essais atomiques en 1998, les deux États ont rapidement développé leurs arsenaux nucléaires. Le nombre de têtes nucléaires est estimé aujourd'hui à plus de cent de chaque côté et comprend des armes à courte, moyenne et longue portée. Il existe donc une possibilité de recours tactique ou stratégique à l'arme nucléaire par les deux camps, accrue par l'absence d'accord de « *no first use* » (pas d'usage en premier). L'Inde a fait sienne la doctrine du « *no first use* » contre les États non dotés de l'arme nucléaire mais le Pakistan ne se donne même pas une restriction de cette sorte. L'armée y est très puissante et elle a jusqu'ici bloqué toute inclination des responsables politiques vers une telle doctrine du « *no first use* »[1].

Des experts internationaux se sont penchés sur la sécurité du stockage des armes nucléaires dans les deux pays et ont exprimé des préoccupations à ce sujet. Dans le cas du Pakistan notamment, la crainte existe de voir des armes nucléaires tomber un jour entre les mains d'extrémistes, avec un risque potentiel pour l'ensemble de la région et au-delà. Les têtes nucléaires du Pakistan sont normalement conservées séparément des engins vecteurs et leur garde est confiée à une unité spéciale triée sur le volet. La décision de les déployer revient à la *National Command Authority* (NCA) et, ultimement, au président et au Premier ministre. Néanmoins, les spécialistes sont d'accord pour penser qu'en fait la décision reviendrait au chef de l'armée et au directeur de la division des plans stratégiques (*Director of the Straegic Plan Division*), actuellement un général de division, qui ont autorité sur la NCA. Chacun des deux détient une mallette avec des codes spéciaux autorisant la mise à feu. Il est extrêmement peu probable que des terroristes réussissent à s'emparer simultanément des deux hommes et de leurs mallettes. Toutefois, le Grand Quartier général de l'armée à Rawalpindi et les quartiers généraux régionaux des services de renseignement ont déjà fait l'objet d'attaques par des terroristes talibans,

ainsi que les aéroports civils et militaires de Karachi. Ces attaques ont fait des morts, des blessés et des dégâts matériels considérables. Ceci ne contribue pas à apaiser les craintes de la communauté internationale quant à la sécurité de la force nucléaire pakistanaise, même si la question du risque associé au stockage d'armes nucléaires est en fin de compte globale[2].

Les deux puissances sont en conflit depuis la partition de 1947, notamment parce qu'elles s'opposent sur le statut du Cachemire, un différend permanent pour lequel aucune résolution ne semble en vue. Elles sont entrées dans des confrontations militaires ouvertes en 1947, 1965, 1971 et 1999. La guerre indo-pakistanaise de 1971 a eu pour résultat la partition du Pakistan oriental et la naissance de l'État indépendant du Bangladesh. La guerre de 1999, dite guerre de Kargil, a conduit les États-Unis à exercer des pressions diplomatiques sur le Pakistan pour le faire reculer, une escalade nucléaire entre les deux voisins semblant du domaine des possibilités.

En 2002, le général Pervez Musharraf, président du Pakistan, s'est rendu en Inde pour s'entretenir avec le Premier ministre indien Atal Bihari Vajpayee. Musharraf a reconnu que le conflit frontalier du Cachemire ne pouvait être résolu uniquement par des moyens militaires et qu'il convenait d'ouvrir des négociations permettant aux uns et aux autres de sauver la face et de faire taire les mouvements radicaux au Pakistan et au Cachemire. Islamabad était impressionné par le rattrapage économique de l'Inde depuis les réformes libérales de 1991 et souhaitait intensifier la coopération économique entre les sept États membres de la SAARC, l'Inde, le Pakistan, le Népal, le Bhoutan, le Bangladesh, le Sri Lanka et les Maldives. Cette stratégie avait déjà été proposée par Benazir Bhutto pendant son second mandat de Premier ministre (1993-1996), mais celle-ci avait dû faire machine arrière devant l'opposition de son ministre des Affaires étrangères et de son service de renseignement, l'*Inter-Services Intelligence* (ISI), qui ne souhaitaient pas voir découpler la question du Cachemire et les perspectives de coopération économique avec l'Inde.

La visite de Musharraf en Inde en juillet 2001 à l'occasion du sommet d'Agra aurait pu marquer une première phase d'amélioration des rapports bilatéraux. Le Pakistan était disposé à faire des concessions et estimait que le Premier ministre indien Vajpayee verrait dans la résolution du conflit du

Cachemire le couronnement de sa vie politique. Cependant, les Pakistanais ont commis l'erreur de faire de la question du Cachemire l'enjeu principal du voyage diplomatique, dont dépendait tout le succès de celui-ci. La composition de la délégation pakistanaise paraissait taillée sur mesure pour cette discussion. La stratégie de négociation étant évidente, Vajpayee s'est heurté aux tenants de la ligne dure dans son pays et rien n'a abouti. Néanmoins, Islamabad a réduit son soutien direct aux insurgés du Cachemire pour préserver le dialogue entre les deux gouvernements, qui s'est poursuivi entre 2003 et les attaques terroristes de Mumbai en novembre 2008. En 2008, aussitôt après son investiture comme président du Pakistan, Asif Zardari a de nouveau tenté de recentrer les échanges sur le développement des relations commerciales avec l'Inde et les autres États membres de la SAARC, en laissant aux générations futures le soin de régler le conflit du Cachemire, ce qui l'a exposé à de fortes critiques de la part des milieux nationalistes du Pendjab et des groupes extrémistes du Cachemire. Ceux-ci mettaient en avant le fait que les rivières du système hydrographique du Pakistan prennent leur source au Cachemire et rappelaient que le fondateur de l'État Muhammad Ali Jinnah considérait le Cachemire comme la veine jugulaire du Pakistan.

La question des ressources en eau demeure un enjeu géostratégique. L'Indus est un des fleuves les plus longs du monde et ses cinq affluents orientaux, la Jhelum, la Chenab, la Ravi, la Beas et la Sutlej, sont tous concernés par le conflit pour l'eau entre l'Inde et le Pakistan. La Jhelum vient de la partie indienne du Cachemire, la Sutlej vient du Tibet, et les trois autres des régions himalayennes de l'Inde. Le traité de l'Indus (*Indus Waters Treaty*) de 1960 limite les interventions de l'Inde et prévoit que l'Inde ne peut intervenir que sur les deux affluents supérieurs, la Jhelum et la Chenab, en faisant des aménagements « au fil de l'eau » qui ne modifient pas le volume d'eau transporté par le fleuve. Ce qui n'a pas empêché l'Inde de construire deux centrales hydro-électriques avec retenues sur la Chenab (Baglihar, 450 mégawatts, et Sedal, 690 mégawatts) et trois autres sur la Suru, l'Indus et la Jhelum. Le Pakistan craint que les barrages indiens ne privent d'eau leur agriculture irriguée et leurs centrales électriques dans la partie pakistanaise de la vallée de l'Indus.

C'est dans ce contexte que feu Majid Nizami, vieux militant de la Ligue musulmane et propriétaire du respecté quotidien pakistanais *The Nation*, a

déclaré en mars 2008 au cours d'une interview qu'il n'excluait pas le recours à l'arme nucléaire pour libérer le Cachemire. La presse indienne a répliqué en mettant en garde contre la politique simpliste du Pakistan. Dans le mois qui suivit, le conseiller indien pour la sécurité nationale (*National Security Advisor*) M. K. Narayanan a fait remarquer : « Nous ne voyons aucun changement dans le soutien apporté par l'ISI à des groupes terroristes comme le *Lashkar-e-Taiba* et le *Jaish-e-Mohammed*… Les attaques menées contre l'Inde depuis le territoire pakistanais vont probablement continuer. »

Plusieurs solutions du conflit du Cachemire ont été proposées au cours des trois dernières décennies. Les experts parlent de plus d'une douzaine. Aucune n'a fonctionné. Beaucoup d'observateurs internationaux sont aujourd'hui d'avis que la question du Cachemire ne peut être résolue qu'en respectant le *statu quo* en vertu duquel l'Inde contrôle 50 %, le Pakistan 30 % et la Chine environ 20 % (avec l'Aksai Chin et une autre zone plus réduite) du territoire de l'ancienne principauté du Jammu-et-Cachemire. N'importe quel gouvernement indien qui accepterait une modification des frontières au-delà de quelques corrections mineures commettrait un suicide politique. Il est évident que le Pakistan n'est pas disposé à accepter le *statu quo*. Par conséquent, le conflit traîne en longueur et engendre une instabilité régionale durable.

L'autre grand problème des pays de la SAARC est la Chine, le grand et puissant voisin du nord-est. L'Inde en particulier se sent menacée. L'Inde se verrait bien devenir une puissance mondiale mais elle doit compter avec une République populaire de Chine qui a déjà acquis ce statut. Les contentieux territoriaux entre les deux pays n'arrangent rien. Leur premier conflit, dit conflit frontalier sino-indien, a éclaté en octobre 1962 quand l'Armée populaire chinoise est passée à l'offensive sur deux fronts distants de 1 000 km. À l'ouest, c'est la zone de l'Aksai Chin, au Ladakh, qui était le théâtre d'opérations. L'armée chinoise s'en est emparée en un mois et elle y est toujours. À l'est, c'était le Sikkim et l'État indien de l'Arunachal Pradesh, où l'armée chinoise a pénétré en territoire indien sur 48 km de profondeur avant de se retirer sur 20 km, laissant une situation tendue entre patrouilles frontalières qui perdure jusqu'à maintenant. Les cartes officielles chinoises continuent de représenter certaines parties de l'Arunachal Pradesh comme le « Tibet méridional » faisant partie du territoire chinois. La revendication chinoise porte sur 90 000 km² tandis que l'Inde considère que

la Chine occupe illégalement 38 000 km² au Jammu-et-Cachemire. Des années de négociations n'ont pas fait avancer les choses d'un pouce. La Chine traîne délibérément les pieds pour résoudre le problème frontalier. Il reste à voir si le gouvernement de Narendra Modi qui s'est donné pour but de développer les relations économiques avec la Chine parviendra à le régler.

L'autre zone où s'est fait sentir une menace d'expansion chinoise est la région autonome du Tibet. La voie de chemin de fer construite entre Lhassa et Qinqhai est en cours d'extension vers la frontière indienne de l'Arunachal Pradesh et selon certaines informations la Chine a le projet de doubler la ligne Lhassa-Qinqhai par une voie principalement dédiée au fret. Enfin, après avoir étendu et développé le port de Qwadar au Pakistan, la Chine étudie l'amélioration et l'extension d'un corridor de transport Gwadar-Karakorum-Kachgar qui passerait soit par le Gilgit-Baltistan soit par l'Azad Kashmir, la partie du Cachemire sous contrôle pakistanais que les Indiens nomment *Pakistan Occupied Kashmir* (POK). Le président chinois Xi Jinping est venu au Pakistan en avril 2015 et des accords sur un corridor économique entre la Chine et le Pakistan ont été signés, comprenant l'infrastructure routière et ferroviaire, les infrastructures énergétiques et des zones économiques pour un montant de 45 milliards de dollars. Le corridor va de Kachgar dans le nord-ouest de la Chine au port pakistanais de Gwadar sur la mer d'Arabie. Il fait partie du projet chinois de route de la soie et vise à approfondir et élargir les relations économiques entre la Chine et le Pakistan. De plus, la Chine a développé ses infrastructures pour l'aviation civile au Tibet en construisant plusieurs nouveaux aéroports, faisant du Tibet un « hub » pour le trafic aérien en Chine occidentale. Les manœuvres militaires de l'Armée populaire chinoise au Tibet sont un autre sujet d'inquiétude pour New Delhi. Pendant les premières grandes manœuvres « *Stride* » en 2009, la région militaire tibétaine de Chengdu n'a pas été concernée, mais ce n'était plus le cas en 2010 lors de trois nouvelles manœuvres, deux au Tibet et une dans les régions militaires de Chengdu et de Lanzhou. Il est clair que la Chine fait peu de cas de la sensibilité indienne à propos du Tibet.

La Chine est également en train de développer sa marine et d'étendre la zone d'opération de celle-ci. Pékin prétend depuis 1960 que le nom d'« océan Indien » est injustifié et indéfendable. Les priorités de la Chine sont

de développer et de sécuriser sa présence navale dans l'océan Indien, la mer d'Arabie et le golfe Persique. Elle cherche à obtenir des facilités portuaires pour sa flotte le long des côtes de la Birmanie, de la Malaisie, du Bangladesh, du Sri Lanka, de l'île Maurice et des Seychelles et a remporté quelques succès dans ce sens. La Chine a reçu un droit d'accès aux ports de Sittwe en Birmanie et de Chittagong au Bangladesh. En 2008, Pékin a attribué un milliard de dollars américains au Sri Lanka pour développer le port d'Hambantota sur la côte sud de l'île. La même année, le montant de l'aide américaine s'élevait à 7,4 millions de dollars, celle de la Grande-Bretagne à 1,25 million de livres. On voit pourquoi, sous le gouvernement de Rajapaksa, Colombo ne s'embarrassait pas outre mesure des critiques occidentales à propos des violations des droits de l'homme de la population tamoule. Les Chinois gèrent désormais le port pakistanais de Gwadar, sur la côte du Makran en mer d'Arabie. De là, des unités de reconnaissance chinoises surveillent le passage des pétroliers dans le détroit d'Ormuz et les mouvements des navires de guerre indiens et américains dans l'océan Indien.

L'Inde a répliqué au renforcement du déploiement militaire chinois au Tibet en doublant ses forces dans l'Arunachal Pradesh et en développant ses propres infrastructures. Les spécialistes indiens de la sécurité gardent de plus un œil vigilant sur les six autres États du Nord-Est, l'Assam, le Manipur, le Meghalaya, le Mizoram, le Nagaland et le Tripura. Depuis le milieu des années 1950, le service secret pakistanais ISI y a couvé et soutenu des organisations clandestines séparatistes comme le Front uni de libération de l'Assam (*United Liberation Front of Assam*, ULFA), l'Armée de libération du peuple (*People's Liberation Army*, PLA), le Front national de libération du Tripura (NLFT) en leur fournissant des armes et de l'argent, en les entraînant. Les services de sécurité indiens ont constaté une décrue des activités de l'ISI dans le Nord-Est depuis deux décennies, mais il y a des indices montrant que les services de renseignement chinois ont pris le relais pour armer l'ULFA. Ce mouvement qui perdait du terrain est en train de se refaire une santé grâce au soutien chinois. Les opérations clandestines de Pékin dans la région sont désormais la priorité de l'armée et des services de renseignement indiens.

De son côté, la Chine suit avec attention le développement de la nouvelle politique « *Look East* » (Regarder vers l'est) de l'Inde. Lancée dans les

années 1990 par le Premier ministre Narasimha Rao, elle n'a vraiment eu des effets que dans les trois dernières années. Il s'agit d'une réaction des responsables politiques et militaires indiens à la « théorie de la menace chinoise ». Le ministre de la Défense A. K. Antony a qualifié la montée des ambitions chinoises de « menace sérieuse à long terme », le Premier ministre d'alors Manmohan Singh a exhorté les forces armées indiennes à renforcer la sécurité des frontières du pays tandis que les responsables militaires indiens classifiaient la Chine comme « menace durable » à un niveau comparable à celui du Pakistan.

En 2010 et 2011, des missions gouvernementales et militaires indiennes se sont rendues au Vietnam, en Corée, au Japon, aux Philippines, en Indonésie, en Thaïlande et à Singapour. Un détachement de la marine militaire indienne a entrepris un voyage de plusieurs mois dans le Pacifique qui l'a conduit en Australie, en Indonésie, à Singapour et au Vietnam. Les responsables politiques et militaires indiens cherchent le soutien des pays voisins de la Chine pour faire contrepoids à celle-ci dans une stratégie de défense à long terme, intensifiant leur activité diplomatique dans l'est de l'Asie pour contrer les progrès stratégiques de la Chine et développant une politique du « *Look East* » afin de nouer des partenariats militaires concrets avec des alliés asiatiques.

L'Inde a particulièrement misé sur sa relation avec le Vietnam. Après vingt-cinq ans de prospection gazière et pétrolière sur le continent, Hanoï a maintenant signé des contrats avec l'Inde portant sur des projets offshore en mer de Chine. Bien que ces projets soient situés dans la zone maritime revendiquée par le Vietnam, les réactions chinoises ne se sont pas fait attendre. Le journal chinois *Global Times* a évoqué l'usage de la force pour protéger les « intérêts vitaux » de la Chine dans le sud de la mer de Chine sans qu'on sache si ce propos reflétait la position du gouvernement chinois.

La Chine est entrée dans une alliance stratégique avec le Pakistan et celle-ci est dans une certaine mesure dirigée contre l'Inde, ainsi que l'expose Andrew Small dans un récent livre, *The China-Pakistan Axis*. Cette alliance a débuté en 1966 par une coopération militaire et elle a évolué avec le temps. La Chine est désormais le principal fournisseur d'armes du Pakistan et son troisième partenaire commercial. Les coopérations les plus importantes concernent les secteurs nucléaires et militaires. Les deux pays construisent des armements ensemble, notamment des avions de combat et

des frégates lance-missiles. La Chine a assisté le Pakistan pour la construction de l'usine de séparation du plutonium de Kunshan au Pendjab. Il a été confirmé en février 2015 qu'elle était impliquée dans six autres projets nucléaires civils au Pakistan.

La Chine recherche parallèlement de nouveaux partenaires commerciaux à l'importation et à l'exportation. À l'est, elle veut développer une nouvelle route terrestre à travers la Birmanie. À l'ouest, une nouvelle route vers Gwadar à travers le Pakistan. La route orientale passe par des régions afghanes en proie aux troubles et par la province du Baloutchistan qui est chroniquement instable. Une insurrection rampante s'y nourrit de l'insatisfaction de la jeunesse qui a perdu confiance en l'autorité traditionnelle des chefs tribaux et des *sardars*. Des fractions de la classe moyenne inférieure ont basculé dans l'agitation politique, particulièrement au sein de la *Balochistan Liberation Army* (BLA). Ils s'en prennent aux Pendjabis qui vivent et travaillent au Baloutchistan, souvent comme médecins, enseignants ou hommes d'affaires, et ceux-ci quittent la région. Ils visent aussi les oléoducs, les lignes électriques et les transformateurs, commettent des assassinats et enlèvent des coopérants étrangers, principalement chinois. Pékin a retiré du Baloutchistan la plupart de ses personnels et la province est devenue une des plaies de la politique pakistanaise au même titre que Karachi et les zones tribales (*Federally Administered Tribal Areas*, FATA). À ce jour, ni les mesures d'assistance économique du gouvernement fédéral ni l'action des services de renseignement pakistanais n'ont été efficaces. L'ISI a tenté d'infiltrer les divers groupes de résistance et encouragé au moins tacitement l'élimination de leurs cadres. La presse fait état de la découverte de cadavres dans des sacs de jute, ce qui laisse penser à des exécutions extra-judiciaires clairement destinées à intimider la population. En réponse, l'opposition baloutche a renouvelé ses attaques contre les gens venus du Pendjab et contre les infrastructures économiques de l'État.

L'importance de Gwadar vient du fait qu'il constitue la liaison la plus courte entre l'ouest de la Chine et l'océan Indien, par le Pakistan, l'Afghanistan et l'Asie centrale. Le port a été financé et construit par les Chinois qui ont pris en charge 80 % du total des investissements. La deuxième tranche de construction a été achevée en 2008, après quoi la gestion de Gwadar a été concédée à une filiale du port de Singapour

jusqu'en 2012. Très peu de navires y ont abordé à cette époque et très peu de fret y a été traité en raison de la situation d'insécurité qui prévalait en Afghanistan et au Baloutchistan. Néanmoins Islamabad ne doute pas de pouvoir pacifier à terme au moins le Baloutchistan. Depuis 2013, Gwadar est géré par la *China Overseas Port Holding* (COPH), une société qui dépend de l'État chinois. Leur itinéraire routier doit éviter l'Afghanistan et percer un passage stratégique par le Baloutchistan et la *Karakoram Highway* (KKH) en direction de l'antique ville de Kachgar dans l'ouest de la Chine. Selon des informations données par Pékin, il y a actuellement plusieurs milliers d'ingénieurs chinois au Pakistan. La KKH est élargie et renforcée pour permettre le trafic hivernal et il y a des projets pour la doubler par des oléoducs et des gazoducs. La réalisation du rêve pakistanais d'une liaison ferroviaire efficace avec la Chine parallèle à la route du Karakorum est improbable en raison des conditions qui règnent l'hiver dans le massif du Karakorum. Gwadar a été conçu comme une zone franche économique. Le port pourrait être développé et étendu jusqu'à devenir effectivement un véritable point d'accès à l'Afghanistan, à l'Asie centrale et à la Chine occidentale.

Le Pakistan a sur sa frontière occidentale un voisin, l'Afghanistan, qui s'est opposé à son entrée à l'ONU en 1948. Les relations entre les deux pays ont toujours été tendues. Il y a des contentieux frontaliers le long de la ligne Durand, l'ancienne frontière coloniale entre les deux pays. Aucun des gouvernements successifs de Kaboul n'a reconnu la frontière.

Avec l'entrée des forces soviétiques dans le pays en décembre 1979, l'Afghanistan est devenu une nouvelle ligne de faille de la guerre froide. Des milliers de moudjahidine, combattants autoproclamés de l'islam et de la libération nationale, ont reçu un soutien massif des États-Unis, du Pakistan et de l'Arabie saoudite, soutien obtenu et contrôlé par la CIA et son partenaire pakistanais, l'ISI. Ce fut une opération clandestine d'une ampleur et d'un résultat sans équivalents dans l'histoire des services de renseignement, largement ignorée par le reste du monde. Ce n'est que dans la dernière phase du conflit que des informations plus détaillées ont circulé, notamment des photos prises par les moudjahidine montrant des hélicoptères abattus, des blindés détruits, des corps de soldats russes et d'immenses camps de réfugiés.

L'Afghanistan a continué d'attirer l'attention des médias mondiaux après le retrait des troupes soviétiques en février 1989. Cette fois pour la guerre civile afghane dans les années 1990 et la montée des talibans qui font le sujet principal des reportages : l'apparition de ces nouveaux guerriers, leur incapacité à administrer le pays, leurs convictions religieuses, la façon dont ils traitent les femmes, l'anéantissement de tout ce qui ne correspond pas à leur vision de l'islam comme la destruction à l'explosif des statues de bouddhas de la vallée de Bamiyan, qui a suscité une réprobation internationale. De rares journalistes ont fait remarquer l'entrée en lice d'intérêts extrarégionaux comme les compagnies pétrolières occidentales et leurs projets de nouveaux oléoducs acheminant le pétrole d'Asie centrale par le Pakistan et l'Inde vers les mers du Sud.

Le 11 août 1988, sept hommes se sont réunis dans la ville pakistanaise de Peshawar pour discuter de la suite du jihad postsoviétique en Afghanistan. Il y avait là quatre Égyptiens, un Kurde irakien et deux Saoudiens, dont Oussama ben Laden[3]. Une nouvelle organisation a été fondée à la suite de ces trois jours de conclave, qui s'appellera Al-Qaida. Elle ne compte à l'origine qu'une trentaine de combattants mais leur nombre va croître rapidement. Ils participent aux opérations contre le régime de Najibullah en Afghanistan et à l'assaut raté contre Jalalabad en mars 1989[4]. Pendant un certain temps, Al-Qaida agit secrètement et obtient peu de succès. Et puis, en mars 1997, Ben Laden invite une équipe de la chaîne de télévision américaine CNN à l'interviewer en Afghanistan et il revendique des attaques terroristes pour le compte d'Al-Qaida : l'attentat de Mogadiscio en 1993, celui de Riyad en 1995, celui des tours de Khobar en Arabie saoudite en 1996. Ben Laden déclare la guerre aux États-Unis et à la famille royale saoudienne, dénonçant la présence de troupes américaines en Arabie saoudite depuis la première guerre du Golfe de 1991.

Puis, en février 1998, Ben Laden et six autres personnes (dont deux Pakistanais) proclament au nom d'un Front mondial islamique du jihad contre les juifs et les croisés une fatwa enjoignant à chaque musulman de tuer les Américains et leurs alliés, en civil ou en uniforme. Il donne pour justifications la guerre du Golfe de 1991, le rôle de l'Amérique dans la politique d'Israël et la présence de troupes américaines en Arabie saoudite[5]. La fatwa est publiée le 28 février 1998 par le journal arabophone de

Londres *Al-Quds al-Arabi*. Elle sera ultérieurement invalidée par des personnes faisant autorité en matière de religion. Des attentats terroristes ont lieu le 7 août 1998 contre les ambassades des États-Unis à Nairobi au Kenya et à Dar es Salaam en Tanzanie. Les États-Unis ripostent en tirant des missiles de croisière contre le camp d'Al-Qaida à Khost, sur la frontière afghano-pakistanaise. La suite est bien connue, jusqu'aux attaques terroristes de New York le 11 septembre 2001.

L'autre événement majeur de cette période est l'effondrement de l'Union soviétique en décembre 1991, qui conduit l'Inde et le Pakistan à réviser leurs politiques. L'Inde décide de s'ancrer à l'Ouest, notamment en s'orientant davantage vers une économie de marché et en concluant avec les États-Unis un accord sur le nucléaire civil. New Delhi doit reconnaître que l'hégémonie américaine en fait de science et de technologie est destinée à durer et peut espérer profiter d'une ouverture vers l'Ouest. L'ancienne alliance avec Moscou est maintenue pour la forme tandis que de nouveaux accords économiques et commerciaux, technologiques et militaires sont passés avec les Occidentaux. Pour le Pakistan aussi, la fin de la guerre froide marque une césure. Les États-Unis se détournent d'un allié de longue date et abandonnent le pays à lui-même, sous le prétexte de son programme d'armement nucléaire. Leur aide financière et leur aide au développement se réduisant, Islamabad frôle la banqueroute et le Pakistan en est réduit à se tourner vers les marchés financiers internationaux en position de solliciteur. Ce qui l'amène à regarder de plus en plus en direction de la Chine. Les deux pays affichent depuis une amitié à toute épreuve.

Les essais nucléaires de l'Inde et du Pakistan en 1998 ont remis l'Asie du Sud au premier plan de la scène mondiale. Il est devenu évident que la politique de non-prolifération a échoué et qu'il faut compter avec de nouvelles puissances nucléaires. Les attentats dévastateurs contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie d'août 1998 et les événements du 11 Septembre ont dessiné les contours d'un nouveau terrorisme international dont le berceau se trouve dans l'Indu Kush. Le général Musharraf, président du Pakistan, n'a d'autre choix que de ranger son pays aux côtés des États-Unis dans le combat contre la menace internationale.

La réaction militaire des États-Unis commence en octobre 2001 et, en décembre 2001, les troupes de l'*International Security Assistance Force*

(ISAF) arrivent en Afghanistan, ce qui fait que le Pakistan et l'Afghanistan sont assiégés par la presse internationale. À tel point qu'on ne trouve alors plus de chambres d'hôtel libres à Islamabad, Peshawar ou Kaboul, ou à des prix exorbitants.

L'ISI devient un sujet d'intérêt pour les journalistes. On se penche sur ses actions au Cachemire et en Afghanistan depuis le début des années 1980. L'art du résumé propre aux journalistes fait qu'on le présente comme un État dans l'État, un service de renseignement qui influence voire contrôle la politique intérieure et la politique internationale pakistanaise, qui ne recule pas devant les enlèvements et les liquidations d'individus considérés comme indésirables. De pareilles affirmations peuvent correspondre à la vérité dans certains cas mais elles sont trop souvent répandues sans preuves substantielles par des politiciens et des journalistes pakistanais, et reprises sans vérifications par leurs collègues étrangers. Selon d'autres bruits, il existerait au sein de l'ISI différentes factions ayant chacune leur propre agenda politique. Ces factions prétendument hors de tout contrôle, pas même sous celui de la hiérarchie du service, saperaient le travail du gouvernement, terniraient l'image du pays et contrarieraient son développement vers la démocratie. Hommes politiques, journalistes et analystes au Pakistan et dans le reste du monde continuent aujourd'hui de soupçonner l'ISI dès qu'il se produit dans la région un enlèvement, un assassinat ou un attentat terroriste d'ampleur. Même quand il n'est pas possible d'avoir des preuves ou d'établir un lien avec l'ISI, la suspicion demeure.

L'ISI est resté sous les projecteurs en raison de l'entrée du Pakistan dans l'alliance contre le terrorisme international, du retour des néotalibans en Afghanistan en 2004, des révélations de 2004 sur le transfert de la technologie nucléaire au Pakistan par le gourou pakistanais de l'atome Abdul Qadeer Khan. Les atrocités terroristes comme celles des attentats de Mumbai en novembre 2008 et les attaques contre l'ambassade indienne à Kaboul en 2007 et 2008 ont encore contribué à accroître la curiosité internationale à son égard. Le sommet a été atteint quand les *Navy Seal*s américains ont tué Oussama ben Laden dans une maison de la ville de garnison pakistanaise d'Abbottabad en mai 2011. L'ISI reste au cœur des débats : il y a là matière à toutes sortes de suppositions, d'accusations, de théories du complot.

La *Research and Analysis Wing* (R&AW) qui est le pendant indien de l'ISI, et qui en tant que service de renseignement extérieur opère aussi dans l'ensemble de la région, n'a quasiment pas retenu l'attention internationale. Non pas parce que ses activités sont minces, mais plutôt en raison de paravents efficaces contre la curiosité de la presse et d'une certaine réussite dans le camouflage de ses structures, de ses objectifs et de ses opérations. Les longues années d'amitié entre l'Inde et l'Union soviétique ont déteint sur les services secrets indiens. La R&AW a plus de points communs avec les anciens services soviétiques qu'avec les services de renseignement occidentaux du XXIe siècle[6]. Les précautions dont les services indiens s'entourent et le culte du secret qui règne dans le pays sont bien connus des auteurs et des journalistes indiens. Début 2007, par exemple, le mensuel *Force* a été accusé de menacer la sécurité nationale parce qu'il avait publié la photographie du chef de l'armée indienne. Comme le journal était diffusé librement, le sous-inspecteur compétent avait estimé que l'ennemi savait maintenant à quoi il ressemblait.

« N'importe qui peut être arrêté sans acte d'accusation sous le prétexte d'atteinte à la Sûreté nationale et jeté en prison. Il n'y a pas de définition de la menace contre la Sûreté nationale, c'est une notion entièrement subjective laissée à l'appréciation des hommes en uniforme[7]. »

1. L'ISI a communiqué sa position sur ce point à l'auteur à l'été 2015 : « Le Pakistan est favorable à la dénucléarisation de l'Asie du Sud mais pas à un renoncement unilatéral ou spécifique. La doctrine indienne du non-emploi en premier n'est qu'une posture politique parce que dans sa doctrine nucléaire l'Inde se réserve le droit de faire un usage de l'arme nucléaire en premier dans le cas d'une attaque de grande envergure contre l'Inde ou les forces armées indiennes avec des moyens bactériologiques ou chimiques, gardant l'option de représailles nucléaires. Ainsi, l'Inde peut utiliser l'arme nucléaire sous le prétexte d'une attaque chimique. »

2. Communication de l'ISI à l'auteur en 2015 : « Nos armes nucléaires sont sécurisées par un système de commandement et de contrôle à toute épreuve car le Pakistan a mis en place un programme de fiabilisation personnelle amélioré qui concerne tous les scientifiques et tous les agents de l'État qui travaillent sur des projets sensibles, parallèlement à un programme spécifique concernant tous les personnels militaires impliqués dans la force nucléaire. Les doutes qui se sont exprimés sur la sécurité des installations et des armes nucléaires pakistanaises semblent provenir d'Inde et de la propagande occidentale. Le fait est que les moyens nucléaires sont bien protégés par un dispositif militaire inviolable et qu'il est impossible à des terroristes de s'approcher de leur localisation. L'appréciation du Pakistan est partagée par de hauts responsables militaires américains dont l'amiral Mike Mullen, ancien président du *US Joint Chiefs of Staff*, qui a déclaré en 2007 qu'il ne voyait aucun risque de sécurité associé aux armes nucléaires pakistanaises. Il n'est pas exact de dire que c'est l'armée qui détient le contrôle opérationnel des armes nucléaires du Pakistan. »

3. Les autres participants étaient Sheikh Abdullah-Azam, Abu Hafs al-Masri, Abu Ubajdah, le docteur Fadl (Sajid Imama), Wael Dschuleidan et le Kurde Abu Had.
4. Environ 200 combattants d'Al-Qaida ont été engagés dont environ 80 sont morts.
5. En plus d'Oussama ben Laden, les auteurs de la fatwa étaient des Égyptiens (Dr Ajman Al-Sawahiri et Rifa 'i Taha), des Pakistanais (Sheikh Mir-Hamza et Fadl Al-Rahmen) et des Bangladais (Sheikh Abdul Salam Mohammad Khan), tous appartenant à la cellule dirigeante de groupes jihadistes actifs.
6. Il y a eu une période d'étroite coopération entre l'*Intelligence Bureau* indien et la CIA dans les années 1960, puis entre la *Research & Analysis Wing* (R&AW) et la CIA dans les années 1970. Après la séparation d'avec l'IB en 1968, le directeur de la R&AW, R. N. Kao, a beaucoup été aidé par la CIA pour mettre sur pied la R&AW et l'ARC. Il y a aussi eu des opérations clandestines conjointes de la CIA et de la R&AW au Tibet. Cette collaboration a cessé dans les années 1980.
7. Ghazala Wahab, « Fighting a Ghost: When it comes to national security, who dare argue », *FORCE*, février 2007, p. 71.

Chapitre 1

La première décennie

Le contexte historique

L'ISI a été fondé en 1948 et la fondation du service est généralement interprétée comme une réaction à la première guerre entre l'Inde et le Pakistan pour le Cachemire. Cette guerre aurait révélé de grandes carences pakistanaises en matière de reconnaissance stratégique[8]. Le déroulement des hostilités devait du reste montrer que ces lacunes dans le renseignement touchaient les deux belligérants. À la fin de l'année 1948, la ligne de front est à peu près fixée sur le tracé actuel. On la désigne aujourd'hui sous l'expression « ligne de contrôle » (*Line of Control*, LoC). Des troupes des deux armées s'y font face. Les forces pakistanaises ne se sont donc pas si mal sorties de la guerre de 1947-1948, contrairement à ce qu'en disent les sources publiées. L'*Azad Kashmir*, le soi-disant « Cachemire libre » des Pakistanais, « *Pakistan occupied Kashmir* » [Cachemire sous occupation pakistanaise] pour les Indiens, ainsi que les Territoires du Nord (*Northern territories*), soit la partie du Gilgit et du Baltistan où les *Gilgit scouts* ont hissé le drapeau pakistanais le 3 novembre 1947, se trouvent du côté pakistanais de la LoC. Le Pakistan contrôle donc un tiers de l'ancienne principauté du Cachemire et peut se prévaloir d'un certain succès militaire. Les événements ultérieurs n'ont pratiquement pas modifié la situation. Le Pakistan contrôle aujourd'hui environ 32 % du territoire, l'Inde, avec le Jammu et une partie du Cachemire, quelque 48 %, et la Chine, dans l'Aksai Chin, à peu près 20 % de l'ancienne principauté du Jammu-et-Cachemire.

On peut donc mettre en doute la version habituelle de la fondation de l'ISI. N'a-t-il été créé que pour remédier à des carences dans le domaine du renseignement militaire ? Les historiens font aussi référence au « grand jeu » de l'époque coloniale, la rivalité opposant la Grande-Bretagne et la Russie[9] dans la région, qui dans une certaine mesure a perduré après la Seconde Guerre mondiale, les anciennes puissances coloniales conservant un besoin d'informations et de renseignement sur l'Asie centrale, l'Asie

méridionale et l'Asie occidentale. Dans ce contexte, les raisons qui ont présidé à la fondation de l'ISI ne remontent pas seulement à la guerre de 1947-1948, mais aussi au jeu des intérêts britanniques dans la région après la décolonisation. Cela se lit clairement dans une correspondance adressée à l'un de ses amis à Lucknow en 1947 par Sir Francis Mudie, ministre de l'Intérieur du Raj [l'Empire britannique des Indes], puis gouverneur du Sindh au temps de la domination britannique, passé au service du Pakistan après la partition et l'indépendance :

> Le fait est que le Pakistan est coincé entre une Inde qui lui est hostile, très hostile, et une Russie expansionniste et dénuée de scrupules. Tant que les relations entre le Pakistan et la Grande-Bretagne sont bonnes et tant que le Pakistan reste dans le Commonwealth, une attaque russe – et, je serais tenté de le croire, une attaque indienne – verrait le Royaume-Uni et les États-Unis se ranger du côté du Pakistan[10].

Stephen P. Cohen, l'un des experts américains de l'Asie du Sud les plus reconnus, émet la même thèse à propos de la fondation de l'armée pakistanaise : « Tous les militaires qui se sont penchés sur la question étaient conscients du problème fondamental : le Pakistan seul n'avait pas les ressources stratégiques pour résister à une poussée sérieuse depuis le Nord-Ouest, même s'il n'y avait plus de menace soviétique directe depuis 1948[11]. »

Le père fondateur : le général d'armée Walter Joseph Cawthorn

Walter J. Cawthorn, qui dirigea l'ISI de janvier à juin 1948, passe généralement pour en être le fondateur. Le spécialiste indien de l'ISI Bhure Lal écrit à ce propos :

> Le général Cawthorn a conçu l'organisation et les fonctions de l'ISI en même temps que les autres projets de services de renseignement militaire. Il avait décidé de rester au Pakistan après l'indépendance et de prendre du service comme *Deputy Chief of Staff* [chef d'état-major adjoint] du ministère de la Défense de Karachi. Il avait toute la confiance du général Iskander Mirza, ultérieurement maréchal, qui était ministre de la Défense à l'époque[12].

Le général Cawthorn faisait la liaison entre le ministère de la Défense et les quartiers généraux des trois armes.

Même écho chez un autre auteur indien, S. K. Ghosh : « On ne sait pas si le général britannique d'origine australienne Cawthorn qui était resté au service du nouvel État du Pakistan est à l'origine de la création de l'ISI, mais il est avéré qu'on lui fit l'honneur de le charger de la conception de l'organisation initiale du service[13]. »

Cawthorn, né en 1896 à Melbourne, ne manque pas d'expérience en matière de renseignement. Le futur général d'armée (*Major General*) – *Knight Bachelor*, chevalier de l'ordre du Bain, compagnon de l'ordre de l'Empire britannique, commandeur de l'ordre de l'Empire – avait combattu avec le contingent australien pendant la Première Guerre mondiale, notamment sur le front turc (Gallipoli) en France et en Belgique. Entré dans la *British Indian Army* en 1919, il avait pris part aux combats contre les tribus du Mohmand dans la province de la Frontière-du-Nord-Ouest en 1930 et en 1935. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il était *Head of Middle East Intelligence Centre* [responsable du renseignement pour le Moyen-Orient] de 1939 à 1941 et *Director of Intelligence Indian Command* [responsable du renseignement pour le théâtre d'opérations indien] de 1941 à 1945. Entre 1943 et 1945, il a cumulé ces fonctions avec celle de *Deputy Director of Intelligence South-East Asia Command* [directeur adjoint du renseignement pour l'Asie du Sud-Est].

Cawthorn s'engage dans l'armée pakistanaise au moment de la partition en 1947. À cette époque, il connaît déjà personnellement les futurs chefs de l'armée du nouvel État. Il y fait carrière jusqu'à atteindre les fonctions de chef d'état-major adjoint (*Deputy Chief of Staff*) en 1951[14]. Le futur lieutenant général britannique Sir James Wilson, qui était alors son subordonné, écrit à son sujet :

> Douglas Gracey avait la chance d'avoir Bill Cawthorn comme *Deputy Chief of Staff* […], un brillant officier, à l'intelligence très affûtée. Il travaillait à Karachi où il assistait de ses conseils Iskander Mirza et Liaquat, recueillait leurs instructions et nous les transmettait à Rawalpindi. […] Bill Cawthorn était un bon pédagogue qui partait toujours du principe que les gens étaient plus intelligents qu'ils ne le paraissaient. Je lui suis très reconnaissant pour tout ce qu'il m'a appris et aussi pour m'avoir permis d'informer Douglas Gracey sur ce qui se passait à Karachi[15].

Cawthorn prend sa retraite de l'armée en 1951, tout en conservant des liens avec le Pakistan. Après un intermède comme directeur du service interarmes de renseignement (*Director Joint Intelligence Bureau, dept of Defence*) – un organe du renseignement militaire australien –, il revient au Pakistan comme premier *High Commissioner* [ambassadeur] australien à Karachi entre 1954 et 1958. Son dernier poste fut celui de *High Commissioner* à Ottawa au Canada (1959-1960). Il meurt en 1970 en Australie.

La direction de l'ISI dans la première décennie

Depuis Cawthorn, les directeurs de l'ISI ont toujours été des militaires de carrière. Ses successeurs immédiats jusqu'au milieu des années 1960 sont des généraux de brigade, degré le plus bas sur l'échelle des officiers généraux, ce qui correspond bien au niveau relativement modeste des missions et des moyens du service à cette époque, exception faite d'un colonel en poste de mai 1951 à avril 1953. À cette époque, jusqu'à la fin des années 1950, il est d'usage que le directeur reste en fonction environ deux ans. Cela change en octobre 1959 avec le général de brigade Riaz Hussein, qui reste à la tête de l'ISI pendant plus de six ans.

Les directeurs des deux premières décennies furent :

– Général de brigade Syed Shahid Hamid : juillet 1948-juin 1950
– Général de brigade Mirza Hamid Hussain : juin 1950-mai 1951
– Colonel Muhammad Afzal Malik : mai 1951-avril 1953
– Général de brigade Syed Ghawas : avril 1953-août 1955
– Général de brigade Sher Bahadur : août 1955-septembre 1957
– Général de brigade Muhammad Hayat :
septembre 1957-octobre 1959
– Général de brigade Riaz Hussein : octobre 1959-mai 1966

Concepts initiaux : 1948-1958

La constitution de la nouvelle armée pakistanaise ne se fait pas sans difficultés. Au moment de la partition entre l'Inde et le Pakistan, le partage se fait de la façon suivante :

> Le Pakistan a reçu 6 régiments de chars (l'Inde, 14), 8 régiments d'artillerie (l'Inde, 40) et 8 régiments d'infanterie (l'Inde, 21). En ce qui concerne les structures, le Pakistan a conservé

> le *Staff College* à Quetta, la *Royal Indian Army Service Corps School* (à Kakul) et quelques autres institutions comme des centres d'instruction de régiments, certaines plus importantes, comme les installations de la marine à Karachi et à Chittagong, ainsi que le système de défense obsolète de la frontière du Nord-Ouest[16].

Il faut 4 000 officiers pour encadrer une armée qu'on projette initialement de porter à 150 000 hommes. Il n'y en a alors que 2 500. À la date de proclamation de l'indépendance du nouvel État le 15 août 1947, on ne compte qu'un général d'armée pakistanais, deux généraux de brigade et six colonels pour des besoins par grades respectivement estimés à 13, 40 et 53. Les trous furent comblés par l'embauche sous contrat d'environ 500 officiers britanniques dont 355 se trouvent déjà sur place, 129 autres étant recrutés en Angleterre[17]. Les deux premiers commandants en chef de la nouvelle armée sont des officiers britanniques, Sir Frank Messervy et Sir Douglas Gracey. Il faut attendre la nomination d'Ayub Khan en janvier 1951 pour voir un Pakistanais accéder à cette responsabilité.

Un autre service de renseignement militaire, le *Military Intelligence* (MI), coexiste avec l'ISI. Le MI est chargé du renseignement tactique et de la sécurité à l'intérieur des forces armées. Le renseignement stratégique, le contre-espionnage et la sécurité du territoire relèvent de l'ISI[18].

En jetant les bases de l'ISI, Cawthorn met au point une formule promise au succès : il recrute pour le nouveau service des militaires et des agents musulmans de l'ancien *Indian Intelligence Bureau* de l'époque anglaise. Ces experts civils forment la colonne vertébrale de l'ISI pendant les premières années[19]. Leurs collègues militaires doivent d'abord se familiariser avec leur nouveau secteur d'activité ou retourner assez rapidement en unité.

Selon Winchell, la structure de l'ISI aurait repris le modèle de la Savak iranienne.

> Formé à partir des trois armes de l'armée pakistanaise et bâti sur le modèle du service de renseignement iranien Savak, l'ISI coordonne les services de renseignement de l'armée de terre, de la marine et des forces aériennes en collectant, analysant et évaluant l'information de nature militaire et non militaire et s'intéresse principalement à l'Inde. Après avoir été entraîné par la CIA américaine et par le SDCE français, l'ISI n'avait pas un rôle très important au Pakistan en dehors du Cachemire occupé par le Pakistan (PoK) et des Territoires du Nord, le Gilgit-Baltistan[20].

En réalité, la création de la Savak datant de 1950 et celle de l'ISI de 1948, la Savak peut difficilement avoir servi de modèle. Les historiens militaires pakistanais considèrent avec raison que c'est plutôt le *Secret Intelligence Service* britannique (l'actuel MI6) qui a inspiré les structures de l'ISI. C'est d'ailleurs de ce service et de la CIA que sont venus les premiers instructeurs et les premiers équipements. Le renseignement en Inde et dans la partie du Cachemire sous contrôle indien est en effet la première mission du nouveau service. Il participe aussi à la sélection et à la définition des missions des premiers attachés militaires du Pakistan à l'étranger. Jusqu'ici l'ISI n'était pas mandaté pour agir sur le territoire pakistanais, à l'exception des zones de conflit de l'Azad Kashmir et des Territoires du Nord.

8. Voir Sean P. Winchell (« Pakistan's ISI: The Invisible Government », *International Journal of Intelligence and Counter Intelligence*, vol. 16, n° 3, automne 2003, p. 374-88) : « En 1948, après la défaite du Pakistan lors de la première guerre indo-pakistanaise et la carence abyssale du service de renseignement pakistanais, l'*Intelligence Bureau*, le général R. Cawthorne, chef d'état-major adjoint, a créé l'I*nter-Services Intelligence* (ISI) » ; et Hamid Hussain (*Covert Action Quarterly*, n° 73, été 2002, p. 18) qui écrit que la création de l'ISI est une conséquence de la guerre « après que le Pakistan eut pris conscience de ses insuffisances en matière de renseignement pendant la guerre avec l'Inde pour le Cachemire ». Dans le journal allemand *Die Zeit* (n° 4, 17 janvier 2002, p. 6), Michael Schwelien écrit : « En fait, l'ISI a été créé en 1948… par un major général britannique, un homme du nom de Walter Crawford. Sous Crawford, l'ISI a collecté des informations sur l'Inde. Le commandement militaire pakistanais n'avait obtenu que des renseignements inexacts sur son adversaire pendant la guerre de 1947. »

9. Voir John Keay, *The Gilgit Game,* Oxford University Press, 1993, pour l'histoire du « grand jeu » ; Ahmed Rashid, *Taliban*, Londres, IB Tauris Publishers, 2000, pour une perspective récente.

10. Narendra Singh Sarila, *The Shadow of the Great Game: The Untold Story of India's Partition*, New Delhi, Harper&Collins, 2005, p. 325.

11. Stephen P. Cohen, *The Pakistan Army*, Karachi, Oxford University Press, 1984, p. 17.

12. Bhure Lal, *The Monstrous Face of ISI*, New Delhi, Siddharth Publications, 2000, p. 6.

13. S. K. Ghosh, *Pakistan's ISI: Network of Terror in India*, New Delhi, A. P. H. Publishing, 2000, p. 15.

14. Cawthorn entretenait des relations d'amitié avec les futurs responsables militaires du Pakistan Sikander Mirza et Ayub Khan au moment où il s'est décidé à rester au Pakistan.

15. Sir James Wilson, *Unusual Undertakings: A Military Memoir*, Royaume-Uni, Leo Cooper, 2002, p. 165.

16. Stephen P. Cohen, *The Pakistan Army, op. cit.*, p. 17.

17. Chiffres extraits de Hasan-Askari Rizvi, *Military, State and Society in Pakistan*, Lahore, Sang-e-Meel Publications, 2003, p. 60.

18. En plus de l'ISI et du MI, le Pakistan a aussi des services de renseignement et de sécurité civils, notamment l'*Intelligence Bureau* (IB) et la *Federal Investigation Agency* (FIA). L'effectif total de ces services est d'environ 100 000 personnes avec un budget de 150 millions de dollars américains.

19. D'après un entretien de l'auteur avec l'historien pakistanais (et colonel en retraite) Mohammad Effendi, qui a dirigé le service de recherche de l'ISI dans les années 1980 et 1990.

20. Sean P. Winchell, « Pakistan's ISI », *op. cit.*, p. 375.

Chapitre 2

Le temps des premiers généraux

(1958-1971)

L’ISI sous le maréchal Ayub Khan

Au début des années 1950, le Pakistan dispose d’un service de renseignement intérieur, l’*Intelligence Bureau* (IB), et d’un service de renseignement extérieur, l’ISI. L’armée de terre, la marine et l’armée de l’air disposent de leur propre service de renseignement militaire chargé de la reconnaissance tactique. L’IB dépend du ministère de l’Intérieur et l’ISI du ministère de la Défense. Le directeur de l’IB rend compte au ministère de l’Intérieur et le directeur de l’ISI directement au chef du gouvernement. Dans la pratique, le commandant en chef des forces armées se met assez tôt à déterminer lui-même quelles sont les informations obtenues par l’ISI qui peuvent être transmises au gouvernement.

Altaf Gauhar, en fonction à partir de 1957 au secrétariat du Premier ministre Feroz Khan Noon, racontera des années plus tard dans la presse que celui-ci était bien informé des contacts conspiratifs entretenus par les services militaires avec certains hommes politiques. Le chef du gouvernement n’avait toutefois pratiquement aucun moyen de s’y opposer parce que le président de la République Syed Iskander Ali Mirza était très lié au général Ayub Khan, le chef de l’armée, et qu’il poursuivait déjà ses propres objectifs politiques[21]. Ayub Khan reconnaîtra plus tard avoir fait espionner le Premier ministre Feroz Noon en donnant comme prétexte le souci qu’il avait de prolonger sa carrière au-delà de la limite de durée fixée à 1959. Il dira plus franchement : « Ce gars-là était sous l’influence de sa femme. Il voulait promouvoir le général Sher Ali. Mes garçons l’avaient à l’œil[22]. »

Le président Syed Iskander Ali Mirza, soutenu par son chef des armées, proclame la loi martiale le 7 octobre 1958 et la Constitution de 1956 est suspendue. Ayub Khan se voit confier par Mirza le rôle de *Chief Martial Law Administrator* (CMLA) [administrateur en chef de la loi martiale]. Les

populations du Pakistan occidental et du Pakistan oriental s'accommodent de cet événement. La majorité des gens tiennent déjà les politiciens pour corrompus et responsables du blocage du développement du pays. On attend une régénération politique de l'action des chefs de l'armée. Les généraux passent pour patriotes, efficaces et intègres[23]. Cependant, l'alliance de circonstance entre le président et le chef de l'armée ne tient pas plus de trois semaines, le temps qu'il faut au second pour se rendre compte que le premier ne va pas se contenter d'un rôle représentatif et que le président se cherche des alliés dans les milieux militaires, politiques et judiciaires : « Je ne maintiendrai l'état d'exception que pour la plus courte durée possible. […] Nous constituerons un conseil national qui ne comptera pas plus de douze à quinze personnes et qui sera chargé d'épurer le pays. […] Trente ou quarante hommes expérimentés, de bonne volonté, seront priés de rédiger une constitution. La censure sera levée et le débat sur la Constitution sera public[24]. »

Les projets du président Mirza ne vont pas plus loin. Tard dans la soirée du 27 octobre 1958, il est arrêté par trois généraux, contraint de se démettre et envoyé avec sa femme dans un avion de transport de fret vers Quetta au Baloutchistan. Il ne se trouve pour lui faire des adieux sur le tarmac de l'aéroport que l'ambassadeur des États-Unis, James M. Langley, ainsi que le haut-commissaire australien Cawthorn, les seuls à avoir reçu l'autorisation des nouveaux détenteurs du pouvoir. Le père fondateur de l'ISI manque le départ de l'avion pour une raison inconnue.

Le 2 novembre 1958, les époux Mirza sont ramenés à Karachi et aussitôt mis dans un autre avion, un vol de la KLM qui les conduit en exil à Londres. Cette fois, Cawthorn est là à temps pour revoir son ami. Il est tout seul avec son collègue portugais. On sait que Cawthorn est intervenu auprès d'Ayub Khan pour faire en sorte qu'Iskander Mirza soit traité décemment dans sa résidence surveillée à Quetta. Humayun, le fils de Mirza, s'en souvient :

> Dans les premiers temps de la république du Pakistan, le général d'armée Sir Walter Cawthorn était le *Deputy Chief of Staff* d'Iskander Mirza au ministère de la Défense. Son intelligence et sa capacité de jugement ont été un apport inestimable lors de la constitution des forces armées pakistanaises. […] Après avoir quitté le service du Pakistan, il a rejoint le corps diplomatique australien avant de revenir [au Pakistan] comme *High Commissioner* d'Australie. Lui et

> l’ambassadeur américain Langley se sont adressés de façon répétée à Ayub, ils ont insisté pour qu’Iskander Mirza ne soit pas malmené physiquement. Sans leurs efforts les généraux auraient bien pu arranger un accident pour ôter la vie au malheureux président[25].

Iskander Mirza, gouverneur général de 1955 à 1956, premier président de la république du Pakistan de 1956 à 1958, vit pendant une décennie dans des conditions très modestes dans le quartier de South Kensington à Londres. Il ne revoit jamais le Pakistan et meurt le 13 novembre 1969.

Tout au début du règne d’Ayub Khan, une division dite *Covert Action Division* [division des opérations clandestines] est créée au sein de l’ISI. Elle a pour mission de soutenir des groupes d’activistes dans le nord-est de l’Inde dans les années 1960, ainsi que les rebelles sikhs au Pendjab indien dans les années 1970. Cependant, il paraît plus urgent dans un premier temps de consolider la situation au Pakistan même. Pour cela, on procède à des modifications dans la chaîne de l’information des services de renseignement. Le MI renseigne désormais le chef d’état-major général (*Chief of General Staff*) qui transmet les informations qu’il juge importantes à Ayub Khan avec la mention *Eyes only*. L’ISI et l’IB renseignent directement l’administrateur de l’état d’exception[26]. Les opposants politiques et militaires sont tenus sous surveillance. C’est le colonel Khawaja Muhammad Azhar qui en est chargé à l’ISI. Cet officier qui fait aussi fonction de directeur par intérim dans la période de transition procède souvent lui-même personnellement aux entretiens et aux interrogatoires et, de toute évidence, sa façon de remplir sa mission satisfait ses supérieurs. Il termine sa carrière militaire au grade de général trois étoiles sous Yahya Khan et est ensuite nommé gouverneur de la province de la Frontière-du-Nord-Ouest. Le renseignement politique dans le pays même devient un axe fondamental du travail de l’ISI. Les services de renseignement sont devenus des outils du pouvoir et ils rivalisent pour se surpasser. On se met à espionner des individus, des partis, des groupes, des universités, la presse. L’ISI s’occupe des mises en garde et des pressions. On en vient à débattre de l’élimination physique des opposants. « Ce fut Ayub Khan le premier qui donna l’ordre à l’ISI d’éliminer physiquement Nawabzada Nasrullah Khan parce que celui-ci était hostile à la prise du pouvoir par les militaires. Le

chef du service de renseignement s'employa contre cette décision et il parvint à faire changer d'avis le dictateur[27]. »

L'ISI n'est quand même pas devenu le principal et le plus puissant service de renseignement du pays, loin s'en faut. Comme son journal publié en 2007 le montre, Ayub Khan préfère s'appuyer sur l'IB et sur le MI. Il n'évoque qu'une seule fois l'ISI sur une période de six ans et c'est pour se montrer négatif, parce que l'ISI n'a pas eu connaissance d'un complot contre lui impliquant de jeunes officiers de marine finalement démasqués par la police de Karachi. « Dig Tareen et ses collaborateurs faisaient du très bon travail pendant que le service de renseignement de la marine et l'ISI hibernaient. […] Cela montre bien que nous étions des débutants en matière de services secrets[28]. » (Journal, mai 1967)

Six officiers de marine sous la conduite de Faiz Hussain, un natif de Gujrat (dans la province du Pendjab pakistanais) projettent d'assassiner Ayub Khan pendant une visite navale des pêcheries côtières, et de prendre le pouvoir. Leur plan qui prévoit de faire du fondateur du parti *Jamaat-e-Islami*, Maulana Maududi, le ministre de la Justice, de Maulvi Farid Ahmed le gouverneur du Pakistan occidental, et du général Azam le gouverneur du Pakistan oriental, laisse supposer une proximité avec des cercles religieux traditionalistes.

Les doutes qu'Ayub Khan entretient à l'égard de son service de renseignement ne le cèdent qu'à sa méfiance envers ses compatriotes du Pakistan oriental. Sa défiance à l'égard de l'officier de police bengalais qui dirige le *Subsidiary Intelligence Bureau* à Dacca l'a déjà conduit en 1960 à prendre un décret pour transférer à l'ISI la collecte du renseignement politique intérieur au Pakistan oriental. Cela place l'ISI et l'IB dans une situation de concurrence directe. Dans le contexte de la préparation des élections présidentielles de 1965, l'IB remet à Ayub Khan un rapport détaillé sur les perspectives du vote. L'ISI et le MI « lui donnaient une information sur les tendances de l'opinion publique qui ne reposait que sur des ragots[29] ». Les résultats du vote de janvier 1965 qui confirme Ayub Khan à la présidence montrent que les services n'ont pas perçu la popularité de son adversaire Fatima Jinnah, la fille du fondateur de l'État Mohammad Ali Jinnah, et qu'ils ont enjolivé les prévisions de résultats d'Ayub Khan.

La guerre de 1965 avec l'Inde est un vrai fiasco pour le MI et pour l'ISI. La cellule secrète chargée du Cachemire au *Foreign Office* pakistanais a élaboré avec les responsables de l'ISI un plan consistant à infiltrer « au Cachemire des groupes d'hommes armés travestis en combattants de la libération, chargés de faire des sabotages dans les territoires occupés par les Indiens[30] ». L'opération *Gibraltar* repose sur le postulat qu'on peut provoquer un soulèvement de la population du Cachemire. Lors d'une réunion de coordination des services de renseignement (*Intelligence Committee*) tenue en février 1965, Ayub Khan a encore signifié son opposition à cette opération : « Qui a autorisé le ministère des Affaires étrangères et l'ISI à faire des projets de ce genre ? Tout ce que je leur ai demandé, c'est de fournir une évaluation de la situation au Cachemire. Ils n'ont pas à contraindre le gouvernement à agir militairement[31]. »

Quoi qu'il en soit, il approuve finalement en mai 1965 une version de l'opération *Gibraltar* retravaillée par Akhtar Malik, le général d'armée commandant le 12e corps, et intégrée dans une opération militaire plus vaste baptisée « opération *Grand Slam* ». Fin juillet, des groupes de 20 à 30 hommes s'infiltrent en cinq endroits différents de l'autre côté de la LoC dans la partie du Cachemire tenue par les Indiens. L'opération *Gibraltar* commence. Ce sera un échec, tout comme l'opération *Grand Slam* qui prévoit de faire franchir la frontière internationale par des unités militaires plus consistantes et de les faire entrer profondément à l'intérieur du Cachemire : au final, de lourdes pertes, aucun gain territorial[32].

Dès le début de l'opération, la mise en route de la station radio « Voice of Kashmir » échoue. La propagande qui devait fournir l'étincelle initiale du soulèvement ne peut être diffusée. Il faut se reporter sur la station « Azad Kashmir » et celle-ci peut être écoutée par les Indiens. Les Indiens ne tardent pas à présenter sur « All India Radio » quatre membres des forces armées pakistanaises faits prisonniers, qui se mettent à raconter leur mission en détail. « Oh, mon Dieu, les salauds ont lâché le morceau ! » : c'est tout ce que peut dire le général de brigade directeur du MI Muhammad Irshad en apprenant la nouvelle[33]. Riaz Hussein, le général de brigade commandant l'ISI, s'est un peu mieux couvert. Selon lui, son service est mieux équipé et son personnel mieux formé. Il a envoyé des contacts, c'est-à-dire des

agents, au Cachemire indien et en Inde et en escompte un flot de renseignements. Mais, dès le début de l'opération, ses contacts font défaut. L'ISI est devenu aveugle politiquement et militairement, dans l'impossibilité de faire son travail de reconnaissance. Ultérieurement sommé de s'expliquer devant Ayub Khan, Riaz Hussein s'est justifié par ces mots : « Toutes ces années nous n'avons pas pu faire notre vrai travail, le contre-espionnage, parce que nous étions bien trop occupés à poursuivre nos opposants politiques chez nous[34]. »

La guerre de 1965 pour le Cachemire est un échec pour les services secrets pakistanais. Habitués à surveiller prioritairement leurs propres hommes politiques, ils se révèlent incapables en matière de reconnaissance stratégique. Ni le MI ni l'ISI ne réussissent à localiser les positions et à suivre les mouvements des unités indiennes. Des rapports ultérieurs établiront qu'au cours des combats l'ISI avait perdu de vue une division indienne entière et ne pouvait plus savoir où elle se trouvait.

Pour éclaircir les choses, Ayub Khan met en place une commission d'enquête sous la présidence du général Yahya Khan. Lors des auditions, le Grand Quartier général fait tout ce qu'il peut pour charger l'IB, façon de détourner l'attention des erreurs et de l'incompétence des services de renseignement militaires[35]. Yahya Khan insiste pour faire figurer dans le rapport qu'il est recommandé de nommer des gens de l'ISI et du MI dans les administrations civiles des districts, en contradiction avec l'avis des membres civils de la commission et avec celui du directeur de l'IB, A. B. Awan. Comme le président Ayub Khan s'oppose à une augmentation du budget militaire, cela ne se fait pas. Cela aurait été la première immixtion des militaires dans les administrations locales. L'ISI doit se contenter de poursuivre la surveillance des politiciens et des fonctionnaires considérés comme suspects. Selon Altaf Gauhar, comme nous le verrons, ce sont les prémisses de la levée de la loi martiale (1969) et de l'alternance entre Ayub Khan et Yahya Khan.

Le général Yahya Khan (1969-1971)

Fin mars 1969, la fin du règne d'Ayub Khan initiée par la guerre malheureuse de 1965 et la déclaration de Tachkent de février 1966 est consommée. L'accord de Tachkent permet le retour chez eux de milliers de

prisonniers de guerre pakistanais tout en laissant la question du Cachemire ouverte, du moins du point de vue pakistanais. Les dernières années du pouvoir d'Ayub Khan sont marquées par la montée des troubles intérieurs dans les deux parties du pays, et le maréchal est un homme malade. Il a été victime d'un infarctus en 1968. Il finit par accepter de se démettre et de remettre le pouvoir à l'armée. La loi martiale est à nouveau proclamée le 25 mars 1969. Le commandant en chef en exercice des forces armées, le général Yahya Khan, devient le nouvel administrateur en chef de la loi martiale (CMLA). Un nouveau Conseil de sécurité nationale (*National Security Council*) présidé par ses soins est chargé d'une part de contrôler les services de renseignement et d'autre part de jouer le rôle de pilier du régime avec le ministère de l'Information et les services secrets. Personne ne prend la mesure de la tragédie qui se noue dans la partie orientale du pays.

On considère souvent aujourd'hui que la grande décision de Yahya Khan fut d'autoriser des élections libres fin 1970, mais en fait les généraux entendaient bien empêcher qu'un parti accède à une prééminence nette. Ils pensaient qu'un Parlement divisé était le meilleur moyen de tenir la politique sous contrôle. Le général d'armée Ghulam Umar, numéro deux de la hiérarchie militaire, est chargé de superviser les activités de l'ISI en lien avec la campagne électorale et il dispose pour cela d'un budget de 29 lakhs de roupies pakistanaises[36]. En outre, en plus du bureau de l'ISI à Dacca, des antennes du service sont installées auprès des régiments stationnés à Comilla, Chittagong, Mymensingh, Rajshahi, Pabna et Bagura, toutes composées exclusivement de gens du Pakistan occidental.

Comme on prévoit une montée de l'*Awami League* bengalaise, on fait jouer la religion comme un moyen de renforcer l'unité nationale. L'une des missions de l'ISI est de soutenir le parti *Jamaat-e-Islami* (JI). Le service s'illusionne lui-même et prend ses désirs pour des réalités : c'est un échec. On peut le voir par exemple dans un rapport du bureau de Dacca daté du 31 mai 1970 qui se flatte du succès du *Glory of Islam Day* organisé par les islamistes locaux : « L'assistance massive des musulmans au *Glory of Islam Day* montre leur foi inébranlable en l'idéologie islamique et pakistanaise[37]. » La suite montre que c'est un vœu pieux. Au cours de la campagne, l'ISI est amené à revoir ses estimations à la baisse sans toutefois cesser de croire à un résultat équilibré. Le général directeur de l'ISI Muhammad Akbar

Khan prédit des polémiques et des tractations entre politiciens après les élections, et traite ceux-ci de *bandar bat*, « des singes qui se disputent un morceau[38] ». Les résultats des élections de décembre 1970 sont un choc pour l'ISI. L'*Awami League* de Sheikh Mujibur Rahman remporte 298 des 300 sièges à pourvoir au Pakistan oriental et aussi 167 sièges sur 313 au Parlement national, la majorité. L'heure semble venue de rééquilibrer les relations de politique intérieure et au minimum de concéder une plus grande autonomie politique au Pakistan oriental. Les élites politiques et militaires du Pakistan occidental ne peuvent s'y résoudre tant est grand leur mépris pour leurs compatriotes du Bengale. La tragédie de 1971 est scellée, et l'ISI va y être grandement mêlé.

Des agents de l'ISI tentent alors d'infiltrer les milieux universitaires et la presse du Bengale pour saper la position de la ligue Awami. Altaf Gauhar s'exprime ainsi à ce sujet : « Le général Akbar qui commandait l'ISI et avec qui j'avais entretenu de bonnes relations du temps que j'étais encore fonctionnaire de l'État me pria de lui présenter des universitaires et des journalistes bengalais. […] si je lui avais donné des noms, ils auraient fini sur la liste d'intellectuels bengalais de Rao Farman Ali[39]. »

Les tentatives de l'ISI pour contrôler la scène politique du Bengale n'ont qu'un effet limité, bien que des moyens radicaux soient mis en œuvre : « Les menées de l'ISI incluaient l'assassinat de certains hommes politiques importants au Bengale[40]. » Le service de renseignement de l'armée ne parvient pas à évaluer correctement la situation politique au Pakistan oriental et son évolution et les officiers supérieurs se montrent incapables de prendre les bonnes décisions[41]. Parmi les explications, il faut mentionner aussi le fait que l'ISI avait un nouvel adversaire en face de lui : le service de renseignement extérieur indien, la *Research and Analysis Wing* (R&AW), créée en 1968, qui remporte un de ses premiers grands succès au Pakistan oriental.

Si l'ISI échoue à produire une bonne analyse de la situation politique intérieure, ses informations sur les intentions militaires de l'Inde se révèlent précoces et fondées. Des forces indiennes ont franchi la frontière du Pakistan oriental sans déclaration de guerre pendant la première semaine de novembre. Le gros de l'invasion, huit divisions, suit le 21 novembre 1971.

L’ISI a fourni des copies des plans opérationnels du chef d’état-major indien Manekshaw au président, aux trois responsables des services de renseignement militaire et au *Defence Secretary* dès le 6 septembre. Ces plans ont été découverts mi-août et décrivent précisément l’invasion imminente du Pakistan oriental. Pendant les combats, l’ISI réussit encore à se procurer le 3 décembre une copie des ordres les plus récents adressés par le commandement indien à ses unités. Tout cela n’a que peu d’incidence sur l’issue militaire du conflit. « Bien que nous ayons bénéficié en temps utile de la transmission de renseignements secrets d’ordre stratégique et technique, cela fut d’un faible secours pour la cause pakistanaise », constatera plus tard le général Khalid Mahmud Arif, l’ancien chef d’état-major de Zia ul-Haq[42].

Yahya Khan a laissé un souvenir peu flatteur. On dit qu’il était notoirement porté sur la bouteille et sur les femmes, et si limité intellectuellement que, pour son bien et pour celui du pays, il n’aurait jamais dû dépasser le rang d’un général deux étoiles, surtout pas devenir commandant en chef de l’armée et administrateur de la loi martiale. Quoi qu’il en soit, les élections qui se sont tenues sous son égide en décembre 1970 peuvent être considérées comme le scrutin le plus libre jamais organisé au Pakistan avant 2008. Son véritable échec réside dans son incapacité à reconnaître la nécessité des réformes politiques rendues urgentes par les résultats électoraux. Il donne l’ordre des premières interventions militaires au Pakistan oriental en mars 1971 et des milliers d’habitants de la région en furent victimes. En décembre, l’armée pakistanaise est obligée de capituler à Dacca devant les forces indiennes. 93 000 soldats pakistanais sont faits prisonniers de guerre, et la perte du Pakistan oriental scelle la fin du pouvoir de Yahya Khan. Dans l’ISI, le changement est déjà intervenu : le général d’armée Muhammad Akbar Khan a été remplacé par le général d’armée Ghulam Jilani en juin 1971.

Changements à la tête de l’ISI et dans les missions du service

Entre 1947 et 1966, après l’ère Cawthorn, la direction de l’ISI est confiée à des officiers qui ne dépassent pas le rang de général de brigade. Le service de renseignement militaire est alors une unité compacte, de taille relativement modeste. Les échecs des opérations *Gibraltar* et *Grand Slam*

montrent la nécessité de renforcer sa direction. Il faut attribuer à Zulfikar Ali Bhutto la remise en ordre organisationnelle et morale du commandement militaire après le désastre du Pakistan oriental. Au niveau de l'ISI, cela se traduit par la nomination à la tête du service d'un général trois étoiles à partir des années 1970.

Entre le milieu des années 1960 et les débuts de l'ère Zia ul-Haq, l'ISI connaît trois responsables :

– Le général d'armée Muhammad Akbar Khan (mai 1966-juin 1971) ;

– Le lieutenant général Ghulam Jilani Khan[43] (juin 1971-octobre 1977) ;

– Le général d'armée Muhammad Riaz Khan (octobre 1977-avril 1979).

En deux décennies, l'éventail des missions du service s'est considérablement élargi jusqu'à inclure à la fin de l'ère Ayub Khan et Yahya Khan :

– Le renseignement intérieur et extérieur ;
– La coordination des services de renseignement des trois armes ;
– La surveillance des cadres militaires ;
– La surveillance des étrangers résidant au Pakistan ;
– La surveillance des médias et des organisations politiques ;
– La collecte des informations technologiques ;
– Les opérations clandestines.

L'expérience du contre-espionnage fait largement défaut. Sous Ayub Khan, le KGB soviétique réussit à recruter des informateurs jusqu'au ministère des Affaires étrangères et au sein du corps diplomatique pakistanais pour espionner la politique extérieure du Pakistan. Vassili Mitrokhin, un transfuge du KGB passé en Grande-Bretagne en 1992, a livré quantité d'informations sur des sources actives au sein du *Foreign Office* et des représentations pakistanaises à l'étranger.

> Parmi celles-ci, il y avait GNOM, KURI, GREM et GULYAM. GNOM avait fourni pendant sept ans des télégrammes diplomatiques codés ou non qu'il photographiait avec un appareil miniature. Il avait rompu le contact avec son officier traitant à son retour au Pakistan. KURI était un chiffreur qui transmettait des informations depuis son poste à Washington et depuis le ministère jusque dans les années 1970. Son dossier montre qu'il était financièrement très exigeant. GREM était le diplomate pakistanais du plus haut rang à avoir été recruté. Devenu un agent en 1965, il avait fait carrière jusqu'à devenir ambassadeur et passait pour livrer des renseignements importants. Abu Sayid Hasan, nom de code GULYAM, le seul dont l'identité a été révélée, avait été recruté en 1966. Il avait exercé les fonctions de troisième secrétaire à la

> High Commission [ambassade] à Bombay, de second secrétaire d'ambassade en Arabie saoudite et de chef de section au ministère des Affaires étrangères. L'une des plus belles prises du KGB était ALI, qui avait un rang important au centre des renseignements militaires de Rawalpindi. Il avait été recruté en 1965 par un agent du KGB qui se faisait passer pour un ingénieur allemand des télécommunications, G. M. Yersafyev. ALI a livré des informations pendant dix ans, bien qu'il ait rapidement compris qui était son véritable employeur. L'objectif principal du KGB sous Ayub était de discréditer les États-Unis. Sa cible privilégiée était Zulfikar Ali Bhutto, l'extravagant ministre des Affaires étrangères d'Ayub Khan[44].

Coopérations renforcées avec la CIA

Mirza devient le premier président de la république du Pakistan en 1956, quand la fonction remplace celle de gouverneur général. Deux ans plus tard, il est démis par un coup d'État militaire, le 7 octobre 1958, dont Washington a été informé trois jours avant. L'administration américaine indique qu'elle ne voit aucune justification à celui-ci et exprime sa désapprobation sans pouvoir ou vouloir contrecarrer l'événement. Eisenhower et Dulles font preuve de compréhension envers le général Ayub Khan et la relation bilatérale n'est pas affectée. Ensuite, Kennedy (1961-1963) et Johnson (1963-1968) montrent quelques réserves mais sous le mandat de Nixon la coopération entre l'ISI et la CIA s'intensifie. Des documents déclassifiés montrent que Nixon appréciait Yahya Khan et appelait Indira Gandhi la « vieille sorcière » quand il discutait avec Kissinger. La réussite du vol secret qui a emmené Kissinger de Rawalpindi à Pékin le 9 juillet 1971 est un coup de maître à l'actif de la collaboration entre la CIA et l'ISI. Le secrétaire d'État américain, prétendument tombé malade pendant sa visite au Pakistan, peut préparer et mener à bien sa mission en Chine sans que rien ne filtre et sans que les journalistes sur place se doutent de quoi que ce soit.

La CIA et l'ISI travaillent en tandem contre Indira Gandhi, Première ministre de l'Inde depuis 1966, qui a signé un traité de paix, d'amitié et de coopération avec Moscou le 7 août 1971. Les articles 8 et 10 de ce traité prévoient une coopération militaire et une assistance mutuelle en cas de menace pour la souveraineté territoriale d'un des deux États. Le contenu exact de l'accord n'est pas connu des Américains, cependant l'ouverture à la flotte soviétique des ports indiens de Vizag [Visakhapatnam, au sud-est de l'Inde] et des archipels Andaman et Nicobar suffit à les inquiéter[45]. New

Delhi de son côté accuse l'ISI et la CIA d'assister des groupes sécessionnistes et de provoquer des troubles dans le pays, à commencer par des campagnes sur les violations des droits de l'homme en Inde. Pratiquement, ces campagnes conjointes de la CIA et de l'ISI ne prennent vraiment fin qu'après l'assassinat d'Indira Gandhi en 1984.

Les opérations en Inde dans les années 1960 et 1970

La division des opérations spéciales (*Covert Action Division*) créée au sein de l'ISI au début de l'ère Ayub Khan a déjà beaucoup à faire pour appuyer des groupes d'activistes locaux dans le nord-est de l'Inde dans les années 1960, ainsi qu'avec la rébellion sikhe au Pendjab indien dans les années 1970[46]. Les sources indiennes font remonter l'implication de l'ISI dans le nord-est de l'Inde dès 1957 avec l'installation de bases de repli et de camps d'entraînement, et l'aide logistique apportée aux rebelles nagas dans la région des Chittagong Hills au Pakistan oriental. Pour s'y rendre, les Nagas doivent passer par le territoire birman, par la *Chin Hills Special Division of Myanmar*. Une voie qui leur est fermée après 1965 quand, sous la pression de l'Inde, le régime militaire birman au pouvoir depuis 1962 y déploie son armée. À ce moment-là, l'ISI profite de ses contacts avec la Chine, dont les services secrets se chargent d'installer des bases dans le Yunnan.

Un autre groupe armé trouve refuge au Pakistan oriental : le *Mizo National Front* (MNF), qui s'est replié hors de l'État indien du Mizoram à partir de 1966. Comme les précédents, il établit son quartier général dans les Chittagong Hills et reçoit le soutien de l'ISI. Les commandos de l'armée indienne trouvent leur quartier général déserté pendant la guerre au Pakistan oriental. Le chef mizo Laldenga s'est replié avec ses hommes vers Akyab dans l'État birman d'Arakan, d'où l'ISI les fait passer vers Karachi *via* Yangon [Rangoon] en Birmanie. Laldenga quittera le Pakistan en 1975. Il passera par Peshawar et Kaboul pour se réfugier en Suisse et ouvrira des négociations avec le gouvernement indien.

L'ISI manifeste un intérêt accru pour les autonomistes sikhs du Pendjab indien après la défaite de la guerre de 1965. Charanjit Singh Pancha et la direction d'un mouvement nationaliste sikh (*Sikh Homeland*) se morfondent à Londres, désespérant de recevoir un appui des Britanniques. Les contacts

initiés par l'ISI sont fructueux. Le gouvernement d'unité nationale en place au Pendjab indien perd le pouvoir en 1967. Un de ses ministres, le docteur Jagjit Singh Chauhan, part pour Londres en 1970 et réussit à fédérer autour de lui les exilés nationalistes du mouvement *Sikh Homeland* bientôt rebaptisé *Khalistan Movement*. L'ISI est ravi. Chauhan est invité au Pakistan en 1971 et Yahya Khan le proclame *Father of the Sikh nation* [Père de la nation sikhe]. En 1971 toujours, Chauhan fait le voyage aux États-Unis, a l'honneur de rencontrer Kissinger et peut présenter sa cause à la télévision. Le projet conjoint ISI-CIA, destiné à contrer la propagande indienne sur les violations des droits de l'homme au Pakistan oriental par une campagne inverse prenant pour thème les exactions indiennes au Pendjab, tourne à plein régime. Cela cimente la collaboration entre la CIA et l'ISI et occasionne à l'Inde quinze ans d'une insurrection séparatiste au Pendjab qui culmine avec l'assassinat d'Indira Gandhi à la suite de l'opération *Blue Star*.

21. Altaf Gauhar, « How intelligence agencies runs our politics », *The Nation*, 17 août 1997.
22. *Ibid.* Sir Feroz Khan Noon fut le Premier ministre de la première phase démocratique du pays (1953-1958). Il est resté en fonction moins d'un an entre le 16 décembre 1957 et le 7 octobre 1958.
23. Le président Mirza lui-même venait de l'armée, et il avait été ministre de la Défense. Toutefois, les généraux qui l'ont déposé avaient tendance à le prendre plutôt pour un politicien et pour un technocrate.
24. Cité par Humayun Mirza, *From Plassey to Pakistan*, Lahore-Rawalpindi-Karachi, Ferozsons, 2000, p. 225.
25. *Ibid.*
26. Le général Ayub Khan s'est emparé de la fonction présidentielle juste après le coup d'État.
27. *Herald*, août 1994.
28. Cité par Umar Cheema dans *The News*, 2 mai 2007.
29. Altaf Gauhar, *Thoughts and after Thoughts*, Lahore, Sang-e-Mell Publications, 1998.
30. *Ibid.*, p. 320.
31. *Ibid.*, p. 321. Il existe une autre version selon laquelle c'est Ayub Khan lui-même qui était à l'origine de l'opération et qu'il tentait d'en esquiver les répercussions négatives. Il aurait confié la chose au général de brigade adjoint du directeur de l'ISI sans en avertir ce dernier, qui y était opposé car il pensait que la base politique locale d'un soulèvement était inexistante. Le directeur de l'IB aurait été du même avis et ne s'y serait rallié qu'après coup en comprenant que le plan venait d'Ayub Khan.
32. « *Grand Slam* » vit des troupes pakistanaises franchir la frontière (internationalement reconnue) entre l'Inde et le Pakistan dans le but de couper les routes entre l'Inde et le Cachemire, notamment en occupant le pont d'Akhnur et la ville de Rajauris, tout d'abord pour compléter l'opération *Gibraltar*, puis, après son échec, pour soulager les troupes du Cachemire.
33. Altaf Gauhar, *Thoughts and after Thoughts*, *op. cit.*, p. 318.
34. *The Herald*, août 1994.
35. Altaf Gauhar, « How intelligence agencies runs our politics », *op. cit.*
36. Un lakh équivaut à 100 000 roupies. Le dollar américain vaut 60 roupies en 2010.

37. Husain Haqqani, *Pakistan between Mosque and Military*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2005, p. 59.
38. *Ibid.*, p. 61.
39. Altaf Gauhar, *Thoughts and after Thoughts*, *op. cit.* Le général Rao Farman Ali était depuis 1970 conseiller du gouverneur du Pakistan oriental. Il aidait le *Jamaat-e-Islami* pendant les campagnes électorales, dont la branche armée Al Badar se rendait coupable de nombreux assassinats d'intellectuels bengalais. Le général, décédé en 2005, a encore aujourd'hui la réputation d'avoir été l'instigateur de ces meurtres.
40. Sean P. Winchell, « Pakistan's ISI », *op. cit.*, p. 377.
41. Voir Ziring, 1997, cité par Altaf Gauhar.
42. Général K. M. Arif, *Working with Zia*, Oxford University Press, 1995, p. 32.
43. Jilani Khan était major général quand il a été nommé à la direction de l'ISI.
44. Christopher Andrew, Vasili Mithrokin, *The World Was Going our Way: the KGB and the Battle for the Third World*, New York, Basic Books, 2005, p. 341.
45. Le quartier général de la flotte indienne de l'Est est situé à Vizag, le quatrième port du pays, sur la côte de l'Andra Pradesh.
46. Le mouvement dirigé depuis Londres par Charan Singh Panchi devindra plus tard le *Khalistan Movement* de Jagjit Singh Chauhan.

Chapitre 3

Zulfikar Ali Bhutto chef du gouvernement

(1971-1977)

La tragédie du Pakistan oriental propulse Zulfikar Ali Bhutto au pouvoir. Yahya Khan se retire le 20 décembre 1971 sous la pression des civils et des militaires. Il propose à sa succession comme président de la République et comme administrateur en chef de la loi martiale (CMLA) Zulfikar Ali Bhutto, ancien ministre des Affaires étrangères de 1963 à 1965 quand Ayub Khan était au pouvoir. Bhutto avait fondé le 1er décembre 1967 le Parti du peuple pakistanais (PPP), vainqueur des élections de 1970 au Pakistan occidental. Il avait aussi sa part de responsabilité dans la partition du Pakistan oriental, mais pour l'heure il tire avantage de la situation : président et CMLA jusqu'en août 1973, il devient Premier ministre à l'entrée en vigueur de la Constitution de 1973.

Cherat : l'école de combat de l'armée

Cherat est une garnison des montagnes de la province de la Frontière-du-Nord-Ouest [aujourd'hui Khyber Pakhtunkhwa] située non loin de Peshawar où on avait installé dès la fin des années 1950 un centre d'entraînement des forces spéciales pakistanaises, le *Special Service Group* (SSG). Dans le contexte de l'époque, on craint de voir les Soviétiques s'emparer de l'Afghanistan puis attaquer le Pakistan sans que le pays puisse valablement résister avec des forces conventionnelles. Incité et soutenu matériellement par les États-Unis, le gouvernement pakistanais décide alors de se préparer à une guérilla. La CIA et les forces spéciales américaines sont mises à contribution dans le cadre de l'aide militaire des États-Unis. Les amis de l'ISI doivent pouvoir recourir à des combattants formés à la clandestinité en cas d'invasion soviétique. Cherat devint le berceau du *Special Service Group.*

L'éditorialiste Ikram Sehgal écrit à ce sujet :

> Le SSG est fier de porter l'insigne du poignard ailé et de suivre la devise universelle des forces spéciales, *Qui ose gagne !*. Le général Pervez Musharraf a accompli deux périodes de commandement à la tête du SSG et il est actuellement *Colonel in Chief* dans cette force […] qui a compté parmi ses instructeurs Chuck Lord, Robert Buckley, Robert Dunn, le major Murray, le lieutenant Hicks, Sommers, etc. Les officiers pakistanais du SSG faisaient des voyages à Fort Bragg et/ou à Fort Benning pour l'entraînement avancé. Robert Dunn connaissait personnellement la plupart des gens du SSG parce qu'il avait fait presque toute sa carrière dans ce milieu. Casey en fit le chef des opérations de la CIA pendant la guerre d'Afghanistan[47].

Les officiers du SSG sont entraînés pour se fondre dans la population, y organiser des structures clandestines et de là passer progressivement à des actions opérationnelles. Pour commencer, de petits groupes d'officiers sont chargés de reconnaître des zones géographiques données. Ils doivent évaluer les dispositions politiques des populations ainsi que les conditions économiques et sociales d'une guérilla, le niveau de formation des gens, leur familiarité avec les armes, les aspects historiques et ethnologiques, les infrastructures et la topographie de chaque zone. Il faut aussi organiser différemment la résistance. Tout le territoire pakistanais est ainsi couvert et la CIA reçoit les copies de tous les rapports de reconnaissance. Le général, et futur président, Musharraf lui aussi est passé par Cherat.

Après l'entrée des forces soviétiques en Afghanistan en décembre 1979, le camp de Cherat est reconverti en centre d'entraînement des commandos. Un groupe de 35 anciens officiers du SSG est mis à la disposition du commandement de l'ISI pour l'Afghanistan. Ils étaient appelés à jouer un rôle important dans les combats des années 1980 et 1990. Les Afghans ne les percevaient pas comme des corps étrangers et une partie d'entre eux est restée en Afghanistan. Connaissant bien les réseaux islamistes, ils avaient d'importants contacts dans le monde entier. Cette unité spéciale de l'ISI fut dissoute en 1996 quand les États-Unis pressèrent le gouvernement de Benazir Bhutto de rompre avec les talibans. Ses membres se sont dispersés, cessant pour la plupart d'entretenir des liens dans leur ancienne zone d'opérations. L'opinion circule encore aujourd'hui dans les milieux bien informés du Pakistan que l'ISI n'a pas d'informations claires sur ce qui se trame en Afghanistan depuis que cette unité spéciale a été mise à l'écart.

Le point chaud du Baloutchistan : les années 1970

Le Baloutchistan, en superficie la plus grande des quatre provinces du pays, connaît un regain de troubles à partir de 1972. Comme Ayub Khan l'avait fait au Pakistan oriental, Zulfikar Bhutto qui n'a pas confiance dans les agents locaux de l'IB à Quetta transfère la surveillance de la province à l'ISI.

Entre octobre et décembre 1972, des hostilités éclatent entre des factions des tribus Marri, Mengal et Bizenjo appuyées par le *Balochistan Dehi Mahafiz* (BDM), une milice de police forte de 1 100 membres recrutée par le ministre de l'Intérieur de la province, et quelque 7 000 hommes des Jamoto. Le gouvernement de la province soutenu par les Marri, les Mengal et les Bizenjo accuse les guerriers des Jamoto, des Zehri et des Bugti d'être favorables au pouvoir central et de jouer ainsi contre les intérêts de la province. La tension est maximale, encore aggravée par de nouvelles lois sur l'exploitation du sous-sol. Les habitants du Baloutchistan craignent déjà à cette époque de se voir déposséder des ressources de leur territoire. Les éléments les plus radicaux passent à l'action. Dans les zones irriguées fertiles, les *Feeder Area*, les exploitations agricoles des fermiers originaires du Pendjab sont la proie des flammes. En février 1973, l'ISI fait la découverte dans les locaux de l'ambassade irakienne d'un important stock d'armes apparemment destiné à la tribu Marri[48]. Bhutto réagit en accusant le gouvernement provincial de Quetta de visées séparatistes, le dépose et décrète la dissolution du Parlement de la province. Nawab Akbar Bugti, le chef tribal des Bugti, est nommé gouverneur, ce que les Mengal et les Marri prennent pour une trahison à laquelle ils réagissent par une escalade dans la rébellion. Le gouvernement de la province de la Frontière-du-Nord-Ouest à Peshawar démissionne par solidarité avec les tribus.

Ces événements sont bien entendu suivis de près en Afghanistan. Kaboul n'a jamais reconnu la ligne Durand comme frontière d'État et certains cultivent le rêve d'un grand Afghanistan qui inclurait tous les territoires pachtounes du Pakistan. Les groupes en rébellion au Baloutchistan peuvent compter sur un soutien amical et secret de ce côté-là. Bhutto ne vient à bout de la situation qu'avec l'intervention de l'armée, et à cette occasion l'ISI collabore avec la Savak. Le Shah d'Iran Reza Pahlavi redoute une extension de l'insurrection baloutche dans l'est de son propre pays et procure à Bhutto de l'aide économique, des hélicoptères et des pilotes pour réprimer la

rébellion. Des agents de l'ISI se rendent en Iran pour travailler à la coordination, la CIA en est aussi. À la fin du conflit, le chef des Marri Khair Bakhsh Marri se réfugie avec ses hommes en Afghanistan. Son exil va durer plus de dix ans. Mais certains d'entre eux seront formés au sabotage par les experts du KGB et du KHAD afghan et reviendront au pays commettre des attentats. Le sentiment de ne plus être maître chez soi grandit au Baloutchistan. On commence à parler d'impérialisme pendjabi et cette idée fait son chemin dans les esprits des Pachtounes de la province et des Baloutches.

Naissance du *Special Operations Bureau*

Au début de l'ère Bhutto, l'ISI est encore dirigé par le général d'armée Ghulam Jilani Khan, nommé par Yahya Khan. Son entrée en fonction a été marquée par quelques succès comme l'obtention d'informations sur d'importants mouvements de troupes indiennes à la frontière du Bengale et sur des livraisons d'armes soviétiques à l'Inde[49]. Comme l'armée dans son ensemble, l'ISI et le MI sont sortis profondément démoralisés de la guerre du Pakistan oriental. Bhutto vient à la rescousse du service de renseignement qui dépend directement de lui, de deux façons. D'une part, il en agrandit formellement le périmètre en créant la sulfureuse cellule de politique intérieure. D'autre part, il revalorise la direction de l'ISI en l'associant à un grade de général trois étoiles.

Ghulam Jilani Khan est un général d'infanterie, issu de la *Frontier Force*, il a tout du baroudeur. Le travail de bureau n'est pas son affaire. Il aime évoluer au milieu de ses hommes. Ses apparitions inopinées lui permettant d'écouter les avis et les problèmes de ses subordonnés autour d'une tasse de thé sont typiques de sa façon de faire. La récupération par le KGB et le KHAD des Baloutches exilés met les Pakistanais dans l'obligation de réagir. Naseerullah Khan Babar, *Inspector General Frontier Constabulary* dans la province de la Frontière-du-Nord-Ouest, insiste auprès de Bhutto pour qu'on se montre plus agressif avec le voisin afghan. Sur instruction de Bhutto, l'ISI met sur pied une force de guérilla composée de 5 000 Afghans entraînés par les hommes de Babar et chargés de fomenter des troubles chez les Pachtounes des zones frontalières. Parmi les tout premiers bénéficiaires de cet entraînement, on trouve des noms appelés à une notoriété mondiale

dans les années 1990 : Gulbuddin Hekmatyar, Burhanuddin Rabbani, Ahmed Shah Massoud.

Les affaires du Baloutchistan sont aussi l'occasion d'adjoindre à l'ISI un *Special Operations Bureau* en 1973, la matrice du futur et légendaire bureau Afghanistan. Le colonel Syed Raza Ali en prend la tête. Il écrit : « Je devais construire et diriger une organisation destinée à servir d'expert au gouvernement pour tous les aspects de la contre-guérilla au Pakistan et à coordonner l'action dans ce sens des différents services gouvernementaux impliqués dans l'endiguement et l'éradication des menaces. C'est comme ça que cela a commencé. C'était le premier acte de la guerre en Afghanistan[50]. »

C'est le début de l'époque afghane de l'ISI. La première grande opération consiste à soutenir une rébellion dans la vallée du Panshir en 1975. Elle échoue mais elle montre à Kaboul qu'il ne faut pas sous-estimer le Pakistan. Raza Ali a raconté que l'ISI avait pris conscience en cette occasion de l'intérêt d'hommes comme Hekmatyar, Rabbani, Khalis et Massoud et des possibilités de les utiliser pour ses propres objectifs.

> Ces individus exerçaient en propre une certaine influence sur les collèges et les universités afghanes, particulièrement à Kaboul. Leurs orientations religieuses conservatrices et leur opposition au pouvoir communiste les avaient placés en opposition directe au gouvernement en place… Ils traversaient et retraversaient souvent la frontière de l'Afghanistan où ils ont organisé le soulèvement de la vallée du Panshir en 1975. Cet événement a tiré Daoud [Mohammad Daoud Khan, premier président de la république d'Afghanistan de 1973 à 1978] de sa torpeur et lui a fait prendre conscience de la gravité de sa situation. Il a commencé à se faire plus humble envers le Pakistan. À partir de là, la vraie politique et la diplomatie ont repris leurs droits. Daoud a commencé à discuter d'une solution à la question de la ligne Durand et de l'arrêt des infiltrations terroristes au Pakistan par la frontière afghane[51].

Le *Special Operations Bureau* du colonel Syed Raza Ali avait rempli sa mission à la grande satisfaction du chef de l'armée et du chef de l'ISI. Il retourne en unité avec le grade de général de brigade en 1977. Il est rappelé deux ans plus tard par le général Zia ul-Haq, nouveau chef de l'armée. L'espionnage, le sabotage et la contre-insurrection sont redevenus des articles très demandés.

Zia ul-Haq, 1976-1988

La Constitution de 1973 avait modifié la hiérarchie des forces armées en transformant le « commandant en chef » (*Commander in Chief*, *C-in-C*) en « chef d'état-major » (*Chief of Army Staff*, COAS). La désignation de Muhammad Zia ul-Haq à la succession du général Tikka Khan en février 1976 est la décision personnelle la plus néfaste jamais prise par Bhutto. Le lieutenant général Chishti qui est à cette époque un intime de Zia dira plus tard que Zia ul-Haq était le meilleur lèche-bottes et courtisan de M. Bhutto[52].

Les historiens pakistanais soutiennent aujourd'hui que les États-Unis et l'ISI ont vu d'un bon œil la nomination de Zia et que l'ambassade de Chine était la seule à émettre des doutes[53]. Zia a la faveur des Américains depuis son action en Jordanie. L'ISI tombe d'accord avec les Américains : le service tient à une étroite coopération avec la CIA. Zia a effectivement été envoyé en Jordanie avec son unité en 1969 pour deux ans quand il était général de brigade et il s'y était acquis une réputation flatteuse pour avoir maté les Palestiniens en conflit avec le roi. Raja Anwar raconte à ce propos :

> Quand Bhutto devint président, Zia, alors général de brigade, fut promu général d'armée sur l'intervention du roi Hussein de Jordanie. Sans cette intervention, Zia serait probablement resté général de brigade jusqu'à sa retraite. Zia avait agi contre les Palestiniens de Jordanie au moment de Septembre noir. Il avait participé à des massacres à la demande du roi, en contradiction flagrante avec ses devoirs d'officier pakistanais. Hussein était intervenu pour lui en retour. Bhutto a pris cela pour un indice que Zia ferait aussi ses quatre volontés à lui[54].

Jilani, le chef de l'ISI, prétendit par la suite qu'il n'était pour rien dans la nomination de Zia, qu'il avait au contraire suggéré de choisir le chef d'état-major sur le critère de l'ancienneté, selon lequel Zia n'arrivait qu'à la huitième place.

Tous les hommes placés dans les premiers rangs auraient bien fait l'affaire. De plus, transgresser l'ordre d'ancienneté aurait créé des tensions dans le corps des officiers supérieurs parce que la tradition voulait que ceux qui n'étaient pas promus prennent leur retraite. Interrogé sur Zia ul-Haq, il aurait répondu à Bhutto : « Comparé aux autres, je ne le connais pas vraiment en tant que personne et il ne serait pas juste que je me hasarde à

faire un commentaire sur lui […] Zia et moi avons certes servi ensemble à Kohat, mais cela remonte à 1950[55]. »

Il y a toujours des gens au Pakistan pour soutenir à l'inverse que l'ISI avait explicitement recommandé la nomination de Zia au poste de chef des armées. Il est effectivement difficile de croire que le chef des services secrets ne possédait pas de dossier sur la période jordanienne de Zia et qu'il ne disposait pas de renseignements détaillés sur sa personne. On peut être sûr que le chef de l'ISI a émis un avis favorable sur cette nomination, parallèlement à ses amis de la CIA. On peut penser aussi que Jilani cherchait à influencer les décisions de politique intérieure de Bhutto quand il en avait l'occasion.

Ingérences dans la politique intérieure

L'écrasement de la révolte au Baloutchistan ne signifie pas pour autant que le pays était politiquement pacifié. En 1973, de jeunes officiers de l'armée et des forces aériennes qui jugent que Bhutto et certains généraux sont responsables de la défaite contre l'Inde et de la perte du Pakistan oriental montent un complot auquel ils réussissent à gagner un général de brigade et un colonel. L'ISI dépiste rapidement les préparatifs de ce qui demeure dans l'histoire sous le nom de « conjuration d'Attock ». Le service secret surveille en douce les conjurés pendant des mois avant de passer à l'action. Zia ul-Haq prend la présidence de la cour martiale et en profite pour informer Bhutto du déroulement de la procédure et se rendre utile auprès de lui. Les principaux comploteurs sont condamnés à la prison à vie. Bhutto et quelques généraux auraient souhaité qu'on prononce la peine de mort mais ce n'est pas l'avis de la majorité de la cour.

Bhutto jouit au Pakistan occidental d'un assez large soutien populaire à sa politique intérieure et à sa politique extérieure depuis son élection en 1970. En 1974, il est à son apogée politique. Les difficultés économiques et ses pratiques de pouvoir autoritaires ne tardent pas à inverser la tendance.

Bhutto réagit à cette évolution négative selon son habitude. En 1975, il dote l'ISI de la cellule politique que nous avons déjà mentionnée. Cette cellule existait déjà de fait sous Ayub Khan, désormais son existence est consacrée et elle prend rapidement de l'importance. Parallèlement, il institue au sein de l'IB une autre cellule dirigée par le colonel en retraite

Mukhtar qui est chargée de surveiller l'armée et de l'informer sur l'état de l'opinion militaire. Cette tentative pour installer dans les casernes un service de renseignement commandé par un ancien officier tourne court. L'ISI et le MI ont bien compris de quoi il s'agissait et ils en ont fait rapport au Grand Quartier général. Le corps des officiers de carrière sait à quoi s'en tenir et les hommes de Mukhtar récoltaient plus de moqueries que d'informations. Syed A. I. Tirmazi, alors général de brigade et responsable du *Counter Intelligence Bureau* de l'ISI, raconte : « Quand l'état d'urgence a été décrété, son bureau a été placé sous scellés et perquisitionné. Bien sûr, ils n'ont rien trouvé d'intéressant en rapport avec l'état d'urgence, mais les autres informations que ses hommes avaient rassemblées sur des officiers supérieurs ont procuré beaucoup de divertissement à leurs lecteurs. Mukhtar a été la première personne assignée à résidence[56]. »

Après six ans de gouvernement Bhutto, il était plus que temps de procéder à de nouvelles élections et l'ISI le sait pertinemment. Voici ce qu'en dit Husain Haqqani, plus tard conseiller de deux chefs de gouvernement, et ambassadeur du Pakistan à Washington après 2008 : « En avril 1976, peu après la nomination de Zia ul-Haq à la tête de l'armée, l'ISI a adressé à Bhutto un rapport qui recommandait la tenue d'élections à brève échéance et le renouvellement de son mandat. Le lieutenant général Ghulam Jilani Khan a récidivé au mois d'octobre en écrivant au Premier ministre une note tout en louanges à son égard qui préconisait des élections[57]. »

Bhutto qui pense qu'il a la majorité du peuple derrière lui acquiesce. Les élections au Parlement national sont fixées au 7 mars 1977 et les élections pour les parlements des provinces trois jours plus tard. Au soir du 7 mars, le Premier ministre a des raisons de s'inquiéter. Le PPP a remporté 155 sièges contre 36 (sur 200) à l'opposition fédérée dans la *Pakistan National Alliance* (PNA). Bhutto sait que des résultats pareils ne peuvent résulter que des manipulations d'une administration électorale docile et sa victoire lui inspire des sentiments mitigés. On rapporte qu'au soir des élections il a demandé pourquoi on lui avait infligé une victoire comme celle-là. Son intuition ne le trompait pas : la PNA décide de boycotter les élections provinciales et de repartir en campagne. Elle exige la démission du gouvernement, la convocation d'une nouvelle commission électorale et la tenue de nouvelles élections sous la supervision de la justice et de l'armée.

Ses revendications sont appuyées par des manifestations incessantes dans les grandes villes.

Le gouvernement dénonce une opposition financée par l'étranger. Jilani a raconté plus tard comment Bhutto et son *Foreign Secretary* Aziz Ahmad pressaient l'ISI et l'IB de leur fournir les preuves de versements financiers de l'étranger. Jusqu'à se lamenter pendant un Conseil des ministres parce que « les services secrets n'ont pas réussi à anticiper une intervention étrangère […] et ne donnent que des informations souvent dépassées sans analyse et sans prévision[58] ».

Ni Jilani ni Rao Abdur Rashid, le chef de l'IB, ne peuvent bien entendu donner de preuves de financements de l'étranger puisque selon eux ces affirmations sont pure invention. Ils pensent que la PNA était soutenue simplement par les milieux d'affaires pakistanais. Le général de brigade Tirmazi, de l'ISI, responsable des affaires politiques intérieures au *Joint Counter Intelligence Bureau* (JCIB), en revanche, souscrivait à cette thèse. Dans ses Mémoires rédigés dix ans plus tard, il écrit : « JI et quelques familles des dirigeants recevaient secrètement de l'argent de l'étranger. Il y avait aussi des hommes d'affaires et des industriels qui étaient contre la politique de nationalisations de Zulfikar Ali Bhutto et qui finançaient le mouvement[59]. »

Devant la persistance de l'agitation, le directeur de l'ISI adresse le 19 mars 1977 au Premier ministre un nouveau rapport recommandant la tenue de nouvelles élections. Jilani a dit par la suite qu'il avait tenté de dissuader Bhutto de proclamer l'état d'urgence en réponse aux troubles « parce que quand l'armée intervient, elle est susceptible de rester longtemps, ce qui n'est bon pour personne ». Il avait plaidé « pour qu'on trouve dans le dialogue politique une issue à la crise[60] ». Bhutto choisit d'ignorer l'avis du chef de l'ISI. Le 21 avril 1977, il proclame l'état d'urgence dans les principaux foyers d'agitation : Karachi, Hyderabad, Lahore. Mesure qu'il est contraint de reporter quelques semaines plus tard. La haute cour de Lahore déclare le 9 juin 1977 que l'acte du gouvernement est anticonstitutionnel et fait libérer 1 700 opposants. La PNA prétend que les mesures associées à l'état d'urgence ont entraîné la mort de 200 militants de l'opposition et continue à manifester.

Le chef du gouvernement ne croit plus guère les rapports sur l'opposition que lui font les services de renseignement et prête l'oreille aux insinuations des flatteurs. C'est ainsi qu'il prend en mai 1977 toute une série de mesures sur le conseil de son chef des armées Zia ul-Haq : fermeture des maisons de jeu, prohibition de l'alcool, introduction du repos du vendredi, restauration du *Council of Islamic Ideology*, annonce de la proclamation de la charia dans les six mois. Bhutto a dit que Zia avait présagé un apaisement de la situation politique et que celui-ci ne s'était pas produit. Commence-t-il à comprendre la duplicité de son général ? Déposé par celui-ci et traduit devant un tribunal, Bhutto parle d'un complot ourdi contre lui des mois durant par la hiérarchie militaire et par l'ISI. Il n'y a pas à ce jour de preuves dans ce sens, bien que cette éventualité ne soit pas à écarter. Haqqani a commenté celle-ci sur un mode ironique : « Si cette conspiration a existé, elle a commencé par la proposition de l'ISI d'organiser des élections, s'est poursuivie avec la dénonciation du truquage du scrutin par la Pakistan National Alliance et s'est achevée par le coup d'État militaire de juillet 1977 et la chute de Bhutto[61]. »

La chute d'un chef du gouvernement

Jilani se prévaudra ultérieurement d'avoir, conjointement avec le chef de l'IB Rao Abdur Rashid, mis en garde Bhutto contre le risque d'une prise du pouvoir par les militaires.

> Nous avons rencontré M. Bhutto le 3 juillet et nous lui avons fait part de nos craintes et de nos prévisions qui étaient appuyées sur nos observations et sur nos analyses. À ce stade, il y avait déjà des informations sur quelques leaders de l'opposition qui travaillaient l'armée à l'éventualité d'une prise de pouvoir pour en terminer avec l'agonie [du gouvernement]. M. Bhutto nous a écoutés et après il s'est entretenu en particulier avec chacun des chefs de corps. Il leur demandait si tout était en ordre et s'il ne se passait rien d'inhabituel ! Il n'apprit rien de plus par ces entretiens et il n'en fut plus question[62].

On peut douter que Jilani ait vraiment agi dans ce sens, anticipant le coup d'État et prévenant le pouvoir civil. C'est en revanche le cas de Rao Abdur Rashid, secrétaire de Bhutto pendant de nombreuses années, qui était à ce moment-là le chef de l'IB : il redoute effectivement un coup d'État militaire.

Benazir Bhutto a une autre version. Selon elle, Bhutto avait été prévenu par le général Sharif, *Chairman Joint Chiefs of Staff Committee*, que le chef des armées Zia ul-Haq « n'avait rien de bon en tête et qu'il se pourrait qu'il prépare une sorte de coup d'État[63] ». Bhutto se serait adressé à Jilani, pour obtenir confirmation de cette information, et Jilani aurait démenti, « déclarant tout ignorer de la préparation d'un coup d'État et ajoutant que cette rumeur devait venir du général Sharif et de son désir de nuire au général Zia parce que Sharif lui-même n'avait pas été fait chef des armées ».

On ne peut pas non plus accorder du crédit aux affirmations de Jilani selon lesquelles lui, directeur de l'ISI, n'aurait appris le coup d'État de Zia que dans la nuit du 5 juillet. La mécanique du putsch était actionnée depuis le début de la soirée du 4 juillet, comme en témoignera le général Arif :

> Les lieutenants généraux F. A. Chishti et Muhammad Riaz sont arrivés chez moi dans un véhicule civil sans s'être annoncés le 4 juillet 1977 à 18 h 30. En me disant que c'était une affaire urgente, ils m'ont emmené à l'*Army House* où un général Zia tout à fait détendu nous a annoncé que l'option militaire, l'opération *Fair Play,* serait lancée cette nuit même. « Le gouvernement et la PNA sont d'accord pour ne pas se mettre d'accord », dit-il, et il a ajouté qu'il n'y avait aucun espoir quant à l'issue des négociations et que les chefs de corps partageaient son avis[64].

Le lieutenant général Faiz Ali Chishti, commandant du 10e corps d'armée à Rawalpindi, fait arrêter par ses hommes « presque tous les dirigeants de la PNA, le Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, ses conseillers proches et les membres du cabinet du PPP[65] ». Même si, comme les militaires pakistanais le racontent aujourd'hui, un seul bataillon avait suffi pour prendre le pouvoir dans la région de Rawalpindi et d'Islamabad, Jilani aurait été un bien piètre chef de service de renseignement s'il n'avait pas appris la chose plus tôt. Sa mutation après le putsch ne contribue pas vraiment à le blanchir. Son nouveau poste de *Secretary Defence* est une position-clé et on ne peut en aucun cas interpréter cela comme un limogeage. De plus, certaines informations contradictoires ont couru à ce moment-là. La littérature sur ce sujet dit généralement que la mutation s'est produite après le coup d'État, cependant l'ISI lui-même fait remonter le changement de directeur à juin 1973, alors que Bhutto est encore au pouvoir. C'est évidemment faux et

on peut se demander pourquoi cette version a été mise en circulation. Quoi qu'il en soit, le changement à la tête du service ne peut pas être invoqué pour disculper l'ISI d'une participation au putsch.

Au contraire, on peut aujourd'hui considérer comme un fait acquis que le directeur de l'ISI a prévenu Zia ul-Haq qu'il allait être relevé de ses fonctions de chef d'état-major de façon imminente. Bhutto n'est plus satisfait de l'attitude du chef de l'armée face à l'agitation intérieure et s'est décidé à le remplacer. Nusrat Bhutto, sa veuve, a confirmé cela[66]. Et dans le mensuel *Newsline*, on peut lire :

> Selon différentes sources sur les derniers jours du gouvernement Bhutto, il apparaît que c'est le directeur de l'ISI de l'époque, le général d'armée Jilani, qui a fait prévenir le général Zia qu'il devait être démis. Ce qui a précipité le coup d'État du 5 juillet 1977 qui a déposé Bhutto. Ironie du sort, le même général Jilani avait participé le mois précédent aux interminables tractations entre Bhutto et l'opposition du PNA[67].

L'ISI continue de peser sur le destin de Bhutto après son renversement. Zia charge le service de produire un rapport sur les réactions de l'opinion publique dans l'éventualité d'une condamnation et d'une exécution. L'ISI utilise les services de deux psychologues, un qui était en fonction au quartier général et l'autre au *Secretary Education*. Ceux-ci estiment que cela ne constitue pas un danger immédiat pour le nouveau pouvoir, le psychologue de l'armée étant toutefois de l'avis qu'à terme un Bhutto mort pouvait être plus dangereux pour le général Zia qu'un Bhutto vivant. Ce conseil de prudence reste sans effet sur le général qui intente à Bhutto un procès inique[68] au terme duquel l'ancien Premier ministre est exécuté le 4 avril 1979. Les appels à la clémence des chefs d'État et de gouvernement étrangers restent lettre morte. L'ISI a encouragé la procédure en faisant pression sur les témoins et sur les juges. Les archives en font abondamment état. Au moment de l'exécution de Bhutto, l'ex-chef de l'ISI Ghulam Jilani Khan occupe le mandat de gouverneur du Pendjab. C'est là qu'il fait œuvre de découvreur de talents politiques pour le compte de Zia en dénichant Nawaz Sharif, un potentiel contrepoids au PPP dont il va contribuer à bâtir la carrière.

47. Ikram Sehgal, « Intelligence happenings », *The Nation*, 24 novembre 1991.

48. L'auteur de la découverte est le major Shahid Tirmizi, qui était membre de l'ISI et qui finira sa carrière comme général trois étoiles.

49. Stanley Wolpert, *Zulfi Bhutto of Pakistan*, New York, Oxford University Press, 1993, p. 161.
50. Manuscrit non publié à ce jour de *The Shadow War*, préface, p. 3, aimablement communiqué par son auteur en mars 2002 à Rawalpindi.
51. *Ibid.*
52. Cité par Stanley Wolpert, *in Zulfi Bhutto of Pakistan, op. cit.*, p. 263. Chishti a quitté l'armée en mars 1980 sans avoir été promu comme il l'espérait, son appréciation sur Zia peut s'en ressentir.
53. Communication personnelle du professeur Aslam Syed à l'auteur en juin 2004.
54. Raja Anwar, *The Terrorist Prince: the Life and Death of Murtaza Bhutto*, Lahore, Vanguard Books, 1998, p. 11.
55. Général K. M. Arif, *Working with Zia, op. cit.*, p. 44.
56. Syed A. I. Tirmazi, *Profiles of Intelligence*, Lahore, Fiction House, 1995, p. 44.
57. Husain Haqqani, *Pakistan between Mosque and Military, op. cit.*, p. 114.
58. Les observateurs sur place estiment que 35 à 40 % des votes ont été truqués. Général K. M. Arif, *Working with Zia, op. cit.*, p. 78.
59. Syed A. I. Tirmazi, *Profiles of Intelligence, op. cit.*, p. 34.
60. Général K. M. Arif, *Working with Zia, op. cit.*, p. 71.
61. Husain Haqqani, *Pakistan between Mosque and Military, op. cit.*, p. 115.
62. Général K. M. Arif, *Working with Zia, op. cit.*, p. 86.
63. Muhammed Ali Shaikh, *Benazir Bhutto*, Karachi, Orient Publishing House, 2000, p. 79.
64. Général K. M. Arif, *Working with Zia, op. cit.*, p. 93.
65. Stanley Wolpert, *Zulfi Bhutto of Pakistan, op. cit.*, p. 302.
66. Communication personnelle du P^{r} Aslam Syed à l'auteur en août 2004 à Berlin.
67. *Newsline*, Karachi, octobre 1992, p. 25.
68. Peu avant sa mort en 1994, Dorab Patel, l'un des trois juges ayant voté l'acquittement (contre quatre voix en faveur de la culpabilité), a qualifié ce jugement d'exécution judiciaire.

Chapitre 4

Bilan des trente premières années

(1948-1977)

Si on tire le bilan de l'ISI à la fin du règne de Zulfikar Ali Bhutto, on voit que les débuts ont été modestes : dans les premières années, le service est une petite unité de reconnaissance, « *a low profile organisation with a strictly professionnal mandate*[69] ». Le rôle de l'ISI commence à évoluer après l'accession au pouvoir du général Ayub Khan, qui est décidé à modifier le cours de l'histoire de la jeune nation. Celui-ci a créé dans les années 1950 un service dévolu aux opérations spéciales au sein de l'ISI. Le champ d'action du service s'en trouve élargi et ses entreprises deviennent plus agressives.

Pendant le mandat d'Ayub Khan à la tête de l'ISI, le service est utilisé dans des actions de renseignement intérieur aussi bien au Pakistan oriental qu'au Pakistan occidental et cela continue sous Yahya Khan. Les années de dictature militaire montrent que l'ISI est déjà profondément impliqué dans les affaires politiques intérieures. Selon la déposition faite devant la Cour suprême en juin 1997 par l'ancien COAS, le général Mirza Aslam Beg, l'ISI n'aurait été mêlé à la politique intérieure qu'à partir de 1975, avec la création en son sein d'une cellule politique par Zulfikar Ali Bhutto.

Aslam Beg affirme :

> L'ISI est un service secret fondé par le gouvernement du Pakistan qui est resté jusqu'en 1975 soumis à l'autorité des trois forces armées par le biais du JCSC. En 1975, le Premier ministre de l'époque a créé par décret une cellule politique au sein de l'ISI. Ce changement dans ses missions a eu pour conséquence de placer l'ISI sous l'autorité directe du *Chief Executive* [Premier ministre] pour ce qui relevait des questions politiques. Pour les questions de sécurité qui concernaient les forces armées, l'ISI faisait ses rapports directement au *Joint Chiefs of Staff Committee*. C'est l'organisation institutionnelle qui prévaut encore actuellement. L'ISI est partagé en deux ailes, une aile politique et une autre chargée du contre-espionnage et du renseignement militaire stratégique. Pendant toute la période où la loi martiale a été en vigueur, sous Zia, l'ISI relevait directement du président pour toutes les affaires, aussi bien

politiques que militaires, parce que celui-ci était administrateur de l'état d'exception et président du Pakistan[70].

En réalité, l'ISI a déjà une cellule politique chargée du renseignement et des interventions en politique intérieure sous Ayub Khan et Yahya Khan et elle a été utilisée de façon intensive. Beaucoup de travaux récents, tant pakistanais qu'étrangers, attribuent la responsabilité de l'implication de l'ISI dans les affaires intérieures à partir des années 1960 aux chefs de l'armée pakistanaise, en raison notamment de leur inculture politique et de leurs ambitions. Cette façon de voir les choses est partiale et ne correspond pas vraiment à ce qui s'est passé dans les débuts du nouvel État.

Après la mort de Mohammad Ali Jinnah en 1948 et l'assassinat de Liaquat Ali Khan[71] trois ans après, il ne s'est plus trouvé aucun leader d'envergure à la mesure des problèmes de ce pays séparé en deux parties géographiquement isolées l'une de l'autre. Ghulam Muhammad, gouverneur général entre 1951 et 1955, est un bureaucrate aux affaires, qui se passe de Premier ministre et tente de gouverner par l'intermédiaire de technocrates et de politiciens dociles. Il n'a pas la main heureuse. Il n'est pas question alors d'une vie politique avec pluralité des partis et des programmes. La Constitution dont il y avait grand besoin ne put même pas voir le jour et, finalement, il fallut démettre le président dont les facultés déclinaient. Son successeur Iskander Mirza arrive à la présidence après la promulgation en 1956 d'une Constitution dont il fait fi en proclamant la loi martiale. Ancien ministre de la Défense, il avait des contacts personnels avec quelques militaires et cherche à s'en servir pour consolider son pouvoir personnel. Quand il fait du commandant en chef de l'armée Ayub Khan son ministre de la Défense en 1956, établissant par là une forme d'union personnelle entre le gouvernement et l'armée, c'est lui qui concède un rôle politique aux militaires, et ceux-ci l'acceptent de bonne grâce. Il a lui-même semé les germes du coup d'État militaire qui éclate contre lui deux ans plus tard.

Ayub Khan était à la tête de l'armée depuis janvier 1951 et il est le premier Pakistanais à occuper le poste de commandant en chef d'une armée encore en cours de constitution. Dès le début de son commandement, il est confronté à une tentative de coup d'État politique connue sous le nom de « conspiration de Rawalpindy ». Dans ce complot, démasqué par l'IB, pas par

l’ISI, sont impliqués un général d’armée, un général de brigade, des colonels et un officier des forces aériennes qui ne se satisfont pas de la situation politique telle qu’elle a évolué depuis 1948. Chef de l’armée, Ayub Khan a alors réagi avec loyauté envers le gouvernement. Les conjurés ont été jugés et chassés de l’armée.

En 1952, un conflit sur la langue nationale éclate au Pakistan oriental. Le Parlement de Dacca déclare que son *Speaker* [président] est fou. L’adjoint de celui-ci est battu à mort dans l’enceinte du Parlement le 21 septembre 1958. Au Pakistan occidental, l’état d’urgence est proclamé à Lahore en réponse aux émeutes dirigées contre la secte musulmane des ahmadistes. Au Baloutchistan, le Khan de Kalat proclame l’indépendance de sa principauté, une menace pour l’unité de l’État qui ne peut être jugulée que par l’intervention de l’armée. Tout cela est de nature à susciter l’inquiétude des généraux et à multiplier leur besoin d’informations. De là, il n’y avait plus qu’un pas à franchir pour engager l’ISI dans des actions de renseignement intérieur.

À la fin des années 1960, deux personnalités politiques importantes émergent : Sheikh Mujibur Rahman au Pakistan oriental et Zulfikar Ali Bhutto au Pakistan occidental, mais ni l’un ni l’autre ne parviennent à faire coïncider leurs ambitions politiques avec l’intérêt de l’État. Les généraux manquent d’expérience politique et tentent de contrôler la politique par instinct de survie national. Ils étaient obsédés par la menace du puissant voisin indien et utilisèrent l’ISI aussi bien à l’intérieur qu’à l’extérieur dans ce qu’ils considéraient comme un combat pour l’existence même du Pakistan.

La parenthèse démocratique de Zulfikar Ali Bhutto qui suit ces événements ne change pas grand-chose aux développements en cours à l’ISI. Le jeune Bhutto avait étudié les sciences politiques aux États-Unis et, une fois arrivé au pouvoir, il est resté fidèle à ces enseignements. Il sait combien il était important de disposer d’un bon service de renseignement extérieur. L’ISI est engagé à redoubler d’activité dans le sud de l’Asie. Il convenait d’étendre la capacité de renseignement du Pakistan à toute la région. C’est à ce moment-là que le pays prend la décision de se donner l’arme nucléaire et l’ISI a joué un rôle-clé dans l’obtention à l’étranger des techniques nécessaires à son développement, comme on le verra plus loin. Enfin, Bhutto renforce le rôle de l’ISI en politique intérieure. C’est sur ses

instructions qu'on crée l'*International Security Wing* au milieu des années 1970. Cette direction est chargée de surveiller l'opposition politique et les membres de son propre parti.

Un témoin haut placé devait raconter plus tard : « Les téléphones et les bureaux de ses ministres étaient sur écoute et on espionnait aussi leur vie privée parce que Bhutto ne faisait confiance à personne et aimait beaucoup faire écouter les enregistrements à ceux qui tombaient en disgrâce[72]. »

Les années Bhutto coïncident avec un recours grandissant à l'ISI dans la vie politique intérieure, ce que les responsables actuels du Parti du peuple pakistanais oublient volontiers. La *Federal Investigation Agency* (FIA) est une création de Bhutto destinée à contrecarrer l'ISI. Bhutto, qui se méfie autant des militaires que de la police, a aussi mis en place une *Federal Security Force* (FSF), une unité paramilitaire qui lui sert de garde prétorienne[73]. Il semble bien s'être fié davantage au chef de celle-ci qu'à celui de l'ISI[74]. Néanmoins, c'est à lui, en tant que Premier ministre après les désastres de 1965 et de 1971-1972, qu'il revient d'avoir rendu une dynamique aux services secrets sévèrement éprouvés en revalorisant l'ISI, désormais dirigé par un général trois étoiles, nanti d'un budget amélioré et doté d'une nouvelle direction de la sécurité intérieure. Le service prospère à la faveur des crises politiques du milieu des années 1970. Sous Bhutto comme sous ses prédécesseurs, et même davantage, l'ISI a pour mission d'espionner ses adversaires politiques. Par une ironie de l'histoire, l'ISI a provoqué la chute de son bienfaiteur. Quand l'heure de vérité sonne, le service se souvient de ses origines militaires et prend le parti de l'état-major.

Les événements d'Afghanistan au début des années 1980 marquent le début d'une nouvelle ère pour l'ISI. La FSF créée par Bhutto est dissoute et l'ISI devient beaucoup plus qu'un simple service de renseignement.

69. Iqbal Akhund, *Trial and Error*, Karachi, Oxford University Press, 2000, p. 136.

70. Cité par Ashgar Khan, *We've Learnt Nothing from History*, Karachi, Oxford University Press, 2005, p. 287.

71. Liaquat Ali Khan a été tué le 16 octobre 1951 à Rawalpindi par un réfugié afghan installé au Pakistan.

72. *Newsline*, Karachi, octobre 1992, p. 25.

73. Owen Bennett Jones, *Pakistan Eye of the Storm*, Lahore, Vanguard, 2002, p. 228 : « Il ne fait pas de doute que Bhutto a utilisé la FSF contre ses adversaires, mais il est difficile de savoir jusqu'où. Nombre de Pakistanais pensent que cette organisation a commis des meurtres et des historiens

indépendants de premier plan sont arrivés à la conclusion que la FSF est mêlée à plusieurs affaires de persécutions d'adversaires politiques de Bhutto, éventuellement assassinés. »

74. Le premier directeur général de la FSF fut Haq Nawaz Tiwana, rapidement remplacé par une personnalité plus brutale et plus expérimentée, Masood Mahmood, qui devint un intime de Bhutto et finalement un témoin à charge (Stanley Wolpert, *Zulfi Bhutto of Pakistan, op. cit.,* p. 223).

Chapitre 5

L’ISI sous Zia ul-Haq

(1977-1988)

Le général Zia ul-Haq ne dispose pas d’appuis politiques en dehors de l’armée et par conséquent il a d’autant plus besoin d’informations sur l’état de l’opinion dans le pays. Comme il lui faut prévenir une renaissance du PPP, les services de renseignement prennent de l’importance. Dans l’ISI, la surveillance des milieux politiques est déjà bien établie et la prise en charge de la sécurité intérieure, placée sous le commandement des généraux de brigade Tirmazi, puis Imtiaz Ahmed, est intensifiée. Un des dirigeants de la *Muslim League* rapporte *:* « Le général Jilani passait beaucoup de temps en compagnie des responsables politiques et de cette façon, il établit des contacts entre les services secrets et toute une génération d’hommes politiques[75]. »

Selon des sources en provenance de l’ISI, Ghulam Jilani Khan est relevé de ses fonctions à la tête de l’ISI en octobre 1977. D’autres sources mentionnent la date de mars 1978. Quoi qu’il en soit, sa nomination ultérieure comme ministre de la Défense puis comme gouverneur de la province du Pendjab montre qu’il est resté proche de Zia ul-Haq.

« Jilani est resté pendant des années un des hommes de confiance de Zia, autant quand il était chef de l’ISI qu’ensuite, en tant que gouverneur du Pendjab[76]. »

Nous n’avons pu trouver aucune preuve irréfutable allant dans le sens des rumeurs persistantes qui disent que Jilani a fait pression sur les juges pendant le procès de Zulfikar Ali Bhutto pour arriver à une sentence conforme aux vœux de Zia. En revanche, il est sûr que pendant qu’il était gouverneur Jilani a repéré le jeune Nawaz Sharif et qu’il a contribué, conjointement avec Maulana Fazlur Rehman, à lui donner sa stature de jeune espoir de la politique.

Jilani est remplacé à la tête de l’ISI par le général d’armée Muhammad Riaz Khan, précédemment responsable administratif de l’armée au Grand

Quartier général. K. M. Arif devait raconter plus tard qu'il avait proposé Riaz Khan à un poste d'officier d'état-major (*Principal Staff Officer,* PSO) pour en faire un des plus proches collaborateurs de Zia. Celui-ci avait refusé au motif que le général manquait d'expérience pour les fonctions de secrétaire de l'administrateur de la loi martiale[77]. Mais il convenait bien pour l'ISI. Riaz Khan n'en est resté le responsable que pendant un an et demi. Son subordonné, le général de brigade Syed A. J. Tirmazi, à cette époque *Director Counter Intelligence Bureau*, a écrit à son sujet : « C'était un homme pieux, profondément honnête, très professionnel, et un soldat dans l'âme […] un homme d'une intégrité et d'une honnêteté sans faille[78]. »

Il meurt en 1979, la même année que Bhutto, victime d'un infarctus, une mort plus douce que celle réservée à l'ancien Premier ministre, pendu le 4 avril.

Les fonctions de Riaz Khan à la tête de l'ISI coïncident avec une période de dégradation des relations entre le Pakistan et les États-Unis. Deux jours après l'exécution de Bhutto, l'administration Carter tente de faire obstacle aux ambitions nucléaires du Pakistan et annonce la suspension de son aide financière. L'incendie de l'ambassade américaine à Islamabad en novembre 1979 marque le niveau le plus bas des relations entre les deux pays[79]. Malgré la destruction de l'ambassade et l'embargo sur les aides, les rapports entre la CIA et l'ISI ne sont pas altérés. On se connaît bien de part et d'autre et on est réciproquement conscients de l'intérêt de la coopération. Au demeurant, tous les membres de l'ISI ne voient pas cette collaboration du même œil. Depuis le milieu des années 1970, il existe un fort sentiment antiaméricain, majoritaire au sein du service mais perpétuellement contrebalancé par une faction pro-États-Unis. L'attitude du gouvernement pakistanais est en l'espèce plus déterminante que celle de l'ISI. Bhutto s'est montré de plus en plus réservé à l'égard des États-Unis, tandis que Zia a adopté une attitude plus pragmatique, non sans effets. Dans ces conditions, il n'y a pas d'obstacle au transfert des services opérationnels de la CIA de l'Iran vers le Pakistan après la révolution iranienne et avant même la fuite du Shah d'Iran. Il faut bien trouver un nouvel endroit pour installer les stations d'écoute électronique et Zia ul-Haq y voit d'emblée l'opportunité d'obtenir des informations. Il approuve l'installation des bases américaines.

Dans les temps qui suivent, la CIA se met à livrer de l'équipement électronique et à former des spécialistes de l'ISI. Les deux services coopèrent pour écouter l'Union soviétique.

Le président Carter avait approuvé le principe d'une aide clandestine à la résistance afghane contre le gouvernement communiste de Kaboul en juillet 1979, plusieurs mois avant l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan. Le conseiller à la sécurité Brzezinski est à l'origine de cette décision. Selon les dires des Américains, il s'agissait surtout de fournir des brochures de propagande et des corans. Au début, c'est une force de police paramilitaire spéciale des régions frontalières, la *Frontier Constabulary* de la province de la Frontière-du-Nord-Ouest, qui est chargée de livrer les Afghans. À partir de la fin 1980, cette fonction est confiée à l'ISI. Brzezinski fait accorder un budget de 500 millions de dollars américains à la CIA pour l'opération *Cyclone* en vue de déstabiliser les républiques soviétiques d'Asie centrale en encourageant la montée de l'islam. Le jour de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, il écrit à Carter : « Nous avons maintenant l'occasion d'offrir un Vietnam à l'URSS[80]. » Plus tard, à un journaliste : « Nous n'avons pas contraint les Russes à intervenir, mais nous avons consciemment accru la probabilité de leur intervention. […] Cette opération secrète était une idée remarquable. Son but était d'attirer les Russes dans le piège[81]. » Quatre jours après le début de l'intervention militaire russe, le président Carter élargit le programme américain pour l'Afghanistan et commence à livrer des armes et des munitions.

Le choix afghan

Considérée par Washington comme l'occasion de se laver de l'échec vietnamien, l'affaire afghane devait donner lieu dans les années 1980 à une collaboration entre les services américains et pakistanais sans commune mesure avec ce qui s'était passé antérieurement.

Pour Zia ul-Haq, cette collaboration est surtout un moyen de consolider son pouvoir. Il ne faut pas négliger non plus l'hostilité que ce musulman dévot ressentait à l'égard de l'idéologie athée régnant à Kaboul. Quand le président Carter, soucieux d'améliorer les rapports des deux pays, lui propose en 1979 une aide militaire d'un montant de 400 millions de dollars américains, il décline l'offre qu'il trouve quantité négligeable. Il sait qu'il

peut maintenant espérer beaucoup plus. Et effectivement, en février 1980, Brzezinski fait le voyage au Pakistan pour étudier avec Zia la possibilité d'un soutien plus important. On se met d'accord. De là, le conseiller à la sécurité américain part pour Riyad où les Saoudiens acceptent de compléter le financement américain pour les opérations en Afghanistan. L'alliance commence à rapporter au Pakistan. Début 1981, Reagan augmente encore la proposition d'aide américaine en la portant à 3 milliards de dollars et achève ainsi de gagner Zia ul-Haq.

Nous savons aujourd'hui que dans les deux dernières années du mandat de Carter, la CIA n'était pas vraiment convaincue des perspectives de succès en Afghanistan. Le sénateur Gordon J. Humphrey, président de la *Congress Task force on Afghanistan* (Congrès américain pour l'Afghanistan) fera ultérieurement état des réserves de l'agence. Un agent de la CIA se rend tout de même en mai 1979 à une rencontre avec des chefs insurgés arrangée par l'ISI sur la frontière pakistano-afghane. Le grand jeu s'ébauchait. Zia avait suivi cette rencontre et confié la prise en charge de ces questions à un de ses hommes de confiance, Akhtar Abdur Rahman, directeur de l'ISI d'avril 1979 à mars 1987.

La relation de confiance entre le général des blindés Zia et l'artilleur Abdur Rahman va durer bien des années.

Un ouvrage publié par le général de brigade (retraité) Mohammad Yousaf, *The Bear Trap* [Le piège à ours], un best-seller au Pakistan, donne un premier aperçu substantiel sur les dix années de guérilla en Afghanistan[82]. C'est la première analyse dans un ouvrage public de la manière dont on a poussé vers le déclin la puissante Union soviétique. Yousef raconte qu'après l'invasion soviétique, Zia, désireux d'en connaître les répercussions sur le Pakistan, demande un rapport sur la situation. Akhtar Abdur Rahman propose au terme de son analyse que le Pakistan soutienne les moudjahidine dans la mesure où cela permettrait de se poser en défenseur de l'islam tout en allant dans le sens des impératifs de sécurité du pays. Selon l'ISI, la prise de contrôle de l'Afghanistan par Moscou conduira tôt ou tard les Soviétiques à pénétrer au Pakistan pour s'assurer dans la foulée un débouché sur l'océan Indien. Toujours selon Yousaf, Abdur Rahman pensait depuis le début que l'Afghanistan serait le Vietnam de l'Union soviétique et pressait Zia ul-Haq d'adopter une stratégie de guérilla. Zia ul-Haq adopte

ses vues. Il rappelle le général de brigade Syed Raza Ali qui était retourné dans l'armée régulière depuis trois ans et lui donne début 1980 l'instruction de « reprendre les choses là où il les avait laissées[83] ».

Raza Ali a laissé une description très intéressante des réactions pakistanaises à l'entrée des Soviétiques en Afghanistan, si intéressante qu'elle justifie d'en faire ici une citation développée :

> Dans la première moitié du mois de janvier 1980, il y a eu une réunion à un très haut niveau pour envisager la situation créée par l'invasion soviétique. […] Le président, le chef d'état-major de l'armée, le ministre des Affaires étrangères, tous ceux qui comptaient étaient là. […] Le premier intervenant a dit que les Soviétiques étaient là pour rester, qu'ils étaient une superpuissance et qu'ils n'avaient jamais quitté un pays qu'ils avaient occupé. « Ce n'est qu'une question de temps avant qu'ils soient à notre frontière », dit un autre. « La partie est terminée » […] et ainsi de suite : « Les Soviétiques s'ouvriront tout simplement la voie avec leurs chars et ce ne sont pas des bandes de moudjahidine afghans en haillons, mal équipés, mal organisés, indisciplinés qui pourront leur résister. La partie est terminée. Nous devons revoir notre politique à la lumière de ce qui s'est passé en Afghanistan. » Tous ceux qui prenaient la parole délivraient plus ou moins un message semblable […]. Une seule voix s'éleva contre l'avis général : la mienne. La partie vient juste de commencer. […] Plus les Soviétiques resteront en Afghanistan et plus leurs problèmes vont s'aggraver. Ils ne pourront pas empêcher la résurrection de l'islam dans leur propre pays et ne pourront pas non plus gagner la guerre en Afghanistan. Les moudjahidine vont se renforcer sans arrêt et si Dieu le veut, nous réussirons[84].

Zia consulte les chefs militaires, le ministère des Affaires étrangères, les gouverneurs de province et d'autres experts encore. Le général Arif rapporte que quelques-uns de ces experts et décideurs sont d'avis que le Pakistan est trop petit et trop faible pour entrer dans un rapport de force avec les Soviétiques. Mais l'avis dominant est que l'objectif ultime de l'intervention russe en Afghanistan est le Pakistan ou l'Iran, et qu'à tout prendre il valait mieux tenter de les arrêter avant, dans les montagnes afghanes[85]. Les commentateurs des Mémoires du général Arif, un des plus proches collaborateurs de Zia ul-Haq, sont nombreux à penser que celui-ci a donné une version trop lisse des événements des années 1980. La version de Raza Ali qui dépeint une première réaction de crainte des élites pakistanaises devant l'émergence d'une nouvelle menace est probablement plus proche de la réalité. Zia ul-Haq décide de s'engager dans l'aventure afghane. Il y voit l'occasion de stabiliser et de développer ses relations avec

les États-Unis et de devenir le champion du monde musulman. Son chef des services secrets l'encourage dans cette politique et il devient avec les années l'un des militaires pakistanais les plus puissants.

L'*Afghanistan Bureau* de l'ISI

Zia avait proposé de confier les questions afghanes aux services de l'administration de la loi martiale mais le général de brigade Raza Ali préfère installer ses activités au sein de l'ISI. Raza Ali a visiblement conservé un bon souvenir de sa collaboration antérieure avec Ghulam Jilani Khan.

> Le président avait souhaité que je travaille au sein du secrétariat du *Chief Martial Law Administrator* mais j'ai opté pour la direction de l'ISI pour des raisons de sécurité et de préséance, également en raison de mes bonnes expériences de travail avec le général Ghulam Jilani Khan, l'ancien directeur de l'ISI, des expériences dont je me souviens volontiers. C'est pourquoi le *Special Operations Bureau* a été rattaché à la direction de l'ISI. Le bureau appartient à l'ISI depuis lors[86].

Le directeur de l'ISI de l'époque, le lieutenant général Akhtar Abdur Rahman, est parmi les chefs de l'ISI l'un des plus chanceux dans ses entreprises, des plus intéressants, mais aussi des plus controversés. Comme Zia, Rahman est issu de l'armée des Indes dans laquelle il est entré en 1946. Il reçoit son brevet d'officier en 1947, devient artilleur et suit la formation d'état-major du *Pakistan Army Command and Staff College Quetta* en 1957. Entre 1961 et 1964, il sert comme instructeur et chef de compagnie à l'académie militaire de Kakul. Il a aussi, devenu colonel, fréquenté le *Joint Service Staff College* britannique pendant un an à la fin des années 1960 et il était diplômé du *Pakistan National Defence College* depuis 1973.

Akhtar Rahman participe à toutes les guerres contre l'Inde et il fait ses preuves en tant qu'officier. Son parcours se déroule normalement jusqu'au grade de colonel, puis il stagne. On lui préfère systématiquement d'autres impétrants lors des promotions au généralat de brigade, d'armée et de corps d'armée. Dans sa biographie [*Silent Soldier*], par Yousaf, on peut lire :

> C'était en partie parce qu'il était de nature plutôt réservée et qu'il ne se prêtait pas au jeu consistant à cultiver les faveurs politiques et les amitiés influentes […] Il faisait son travail et

> le faisait bien, mais souvent ce n'était pas suffisant pour avancer. […] Akhtar était difficile à saisir. C'était une personnalité complexe, avec des facettes multiples. Du point de vue de ses supérieurs, c'était un modèle de discipline et de loyauté, mais il pouvait aussi se montrer brutal avec ses subordonnés[87].

Dans *The Bear Trap* [Le piège à ours], publié un an plus tard, Yousaf tempère son portrait : « C'est à son énergie, à son courage et à sa capacité d'aller jusqu'aux limites de ses possibilités qu'il devait d'être monté si haut[88]. »

De l'avis du général de brigade Tirmazi, qui fut responsable du contre-espionnage à l'ISI sous sa direction, ces qualités ne suffisaient pas non plus pour faire carrière : « Il était victime de la jalousie professionnelle […] mais son professionnalisme a quand même fini par payer dans la mesure où il a atteint le plus haut grade que l'armée pakistanaise pouvait lui offrir. Je ne connais aucun autre officier qui soit plus estimé à l'étranger que le général Akhtar[89]. »

D'autres témoins directs rencontrés par l'auteur de ce livre font de lui un portrait opposé, soulignant son caractère servile. Ils font allusion notamment à des lettres adressées à Zia ul-Haq pour lui exprimer sa loyauté au moment où les promotions qu'il convoite se font attendre. Akhtar Rahman y explique que ce serait pour lui un honneur de le servir, promu ou pas, et ses propositions de soumission n'auraient pas laissé indifférent le nouveau dictateur militaire. En poste depuis un an au Grand Quartier général comme *Adjutant General*, Rahman est promu par ses soins à la tête de l'ISI en juin 1979. Sous son commandement, l'ISI devient un pilier du pouvoir de Zia ul-Haq et le plus important des services secrets du pays.

Responsable de l'ISI, Akhtar Rahman peut difficilement s'accommoder de la présence dans le service d'un homme qui rend directement compte au président sans passer par lui. Il propose à Raza Ali de passer par son intermédiaire pour informer Zia. Raza Ali expliquera plus tard qu'il ne put faire autrement que d'accepter parce qu'il était très souvent en mission. Il lui était arrivé plusieurs fois de ne pas pouvoir répondre à un appel de Zia parce qu'il était absent. Il s'en remettait à ses compétences, à son expérience et à l'estime que lui portait le président. La justification de sa décision porte néanmoins la trace d'une certaine frustration devant une

perte d'autonomie aussi bien pour lui personnellement que pour son service :

> Entre-temps, la situation en Afghanistan évoluait très rapidement. Mettre nos plans à jour et les coordonner était difficile. Le général Akhtar Abdur Rahman qui tenait toujours à agir au plus près des événements et à assurer le rôle d'intermédiaire entre le président et le *Special Operations Bureau*, c'est-à-dire moi, offrit ses bons offices. Quant à moi, je me devais au jihad et je voulais gagner la guerre. C'était le président qui m'avait chargé de cette mission. Tout est bien qui finit bien. La question fut réglée à la satisfaction de tous mais il y eut quand même des chevauchements de compétences, des dissensions et des failles dans le système. Comme j'étais éloigné du centre des décisions, je ne pouvais pas tenir le président quotidiennement au courant des affaires en cours. Dans ces conditions, les rênes sont progressivement passées du bureau opérationnel au général avant que cet état de chose soit finalement institutionnalisé[90].

Akhtar Abdur Rahman a tiré profit de la situation. L'affaire de Quetta en 1983 fournit l'occasion de démettre Raza Ali de sa responsabilité à la tête de l'*Afghanistan Bureau.* Trois agents du centre de l'ISI à Quetta sont accusés de corruption. Ils ont vendu des armes à des Afghans. Tous les trois sont accusés, confondus et condamnés. Ce cas fut utilisé pour dénoncer une défaillance de contrôle de la part de Raza Ali et il est démis de ses responsabilités sur l'*Afghanistan Bureau* tout en continuant à en faire partie, assurant les fonctions d'une sorte de chef d'état-major. Akhtar choisit pour lui succéder le général de brigade Mohammad Yousaf qui décrit dans ces termes les circonstances de sa nomination et de ses missions :

> J'ai appris par la suite que c'est l'affaire de Quetta qui avait tout provoqué. L'ISI avait été touché quelques mois auparavant par un scandale de corruption impliquant trois officiers pakistanais qui avaient été arrêtés parce qu'ils avaient reçu de l'argent de chefs moudjahidine en échange d'armes. Ces armes se négociaient très cher dans la région frontalière. On leur a fait un procès et les officiers ont été condamnés. Le général de brigade que j'ai remplacé avait été mis à l'écart. J'étais directement subordonné au général Akhtar et le général Akhtar informait le président, c'était aussi simple que cela[91].

Le service dont Yousaf hérite en octobre 1983 est déjà bien organisé avec des sections « opérations », « logistique », « guerre psychologique ». La section des opérations est dirigée par un colonel, elle a une autonomie opérationnelle allant jusqu'au choix des objectifs et des groupes de moudjahidine impliqués. Elle était aussi chargée du renseignement tactique

et de l'instruction militaire des moudjahidine. La section logistique, elle aussi confiée à un colonel, s'occupe de stocker et de répartir les livraisons d'armes et de munitions aux moudjahidine. La section de la *Psychological warfare*, dirigée par un lieutenant-colonel, faisait fonctionner trois émetteurs radio, fabriquait des tracts, assurait des interviews, les interrogatoires de prisonniers, etc.

Selon les dires de Yousaf, l'effectif de l'*Afghanistan Bureau* comptait 60 officiers, 100 *Junior Commissioned Officers* (JCO) [un statut d'aspirant hérité de l'armée des Indes] et 300 *Non-Commissioned Officers* (NCO) [sous-officiers][92]. 80 000 moudjahidine ont reçu un entraînement et des milliers de tonnes d'armes et de matériels ont été livrés au cours de la décennie 1980. Officiellement, le Pakistan dément tout soutien à la rébellion afghane, mais Kaboul et Moscou savent très bien que les moudjahidine sont formés en territoire pakistanais et que leur logistique passe par là. Zia et Akhtar ont réussi à imposer à la CIA le monopole de l'ISI sur la distribution des armes et des munitions aux Afghans. Il n'était pas souhaitable que les Américains aient des relations directes avec les chefs des moudjahidine. Contrairement à ce qu'on peut lire ici ou là, dans les années 1980, l'ISI n'était en aucun cas le « *junior partner* » de la CIA mais bien l'acteur déterminant du conflit en Afghanistan. Les gens de l'ISI planifient les opérations, entraînent les rebelles et les accompagnent jusque dans leurs opérations sur le sol afghan. La CIA s'abstient de tout cela, ce qui ne veut pas dire que son rôle était mineur. L'aide financière des États-Unis que certaines estimations chiffrent au moins à 3 milliards de dollars et l'instruction dispensée par des spécialistes américains ont été décisives dans la possibilité et la réussite du travail de l'ISI avec les moudjahidine afghans.

Logistique et corruption

Le bureau des affaires afghanes avait son quartier général au camp Ojhri, dans la banlieue nord de la ville de Rawalpindi, à 10 km de la capitale, Islamabad. Ce camp d'une étendue de 80 acres [32 ha] comprenait des bâtiments pour la formation et l'administration, une cantine qui pouvait accueillir 500 personnes, des garages pour 300 véhicules civils, des terrains d'entraînement, une école spécialisée dans la formation à la guerre psychologique et, à partir de 1986, un site d'entraînement à l'utilisation des

célèbres missiles Stinger. Ojhri a servi de lieu de transit pour 70 % du total des armes et des munitions destinées aux moudjahidine. Il se retrouve sur le devant de la scène en 1988 quand un incendie s'y déclare et le détruit entièrement. Il y avait d'autres dépôts et d'autres camps en plus de celui-ci. Un livre blanc publié à Kaboul en 1986 recense 15 dépôts d'armes et de munitions et 67 camps pour l'équipement et l'intendance des insurgés sur le territoire pakistanais[93]. La logistique nécessaire aux armes, aux munitions et à l'équipement mettait à l'épreuve les capacités organisationnelles, l'engagement et l'honnêteté de tous ceux qui y participaient. L'affaire de Quetta avait déjà montré l'étendue de la corruption mais il n'y eut pas de retombées notables. Les abus perduraient, une partie des fonds disparaissait, entre 15 et 40 % des armements livrés restaient au Pakistan.

Mi-1986, on fait à Washington le constat suivant :

> Les dépenses engagées par les États-Unis pour l'Afghanistan dépassent celles consacrées à toutes les autres opérations clandestines. Depuis 1979, avant même l'invasion soviétique qui s'est produite à la fin de l'année, les rebelles ont reçu secrètement un milliard de dollars. Des observateurs bien informés estiment que 30 % de l'aide acheminée par voie terrestre à travers le Pakistan est volée, voire davantage[94].

Le général Yousaf se targue d'avoir colmaté les brèches dans la logistique. Les armes et les munitions étaient initialement réparties entre quelque 300 groupes de résistance. À partir de 1984, pour mieux contrôler l'aide et gagner en influence, les livraisons sont réservées à une alliance de sept partis politiques mise en place par l'entremise active de l'ISI. De cette façon, tous les chefs de moudjahidine sont mis en demeure de s'affilier à un parti.

Il y a deux tendances dans cette alliance : l'une fondamentaliste et l'autre conservatrice, la première composée d'extrémistes religieux, la seconde plutôt monarchiste ou politiquement libérale. Il faut compter au rang des premiers le *Hezb-e-Islami* (Parti islamique I) d'Hekmatyar, le *Hezb-e-Islami* (Parti islamique II) de Yunus Khalis, le *Jamaat-e-Islami Afghanistan* (Rassemblement islamique) de Burhanuddin Rabbani et le *Edehadie-Islami-Mujadin Afghanistan* (Organisation de libération islamique) de Rasul Sayyaf. La deuxième tendance comprend le *Mahaz-e Melli Wa Islami Afghanistan* (Front national islamique) de Pir Ahmad Gailani, le *Jabhai-e-*

Nedjate Melli Afghanistan (Front de libération nationale), de Seghatullah Mujaddadi, le *Hezb-e-Harakat-e Enqelab-e-Islami Afghanistan* (Parti de la révolution islamique nationale) de Maulvi Mohammad Nabi.

La corruption prolifère également de ce côté-là. Fin 1987, la presse occidentale relate le cas du commandant d'un parti devenu millionnaire en revendant les armes qui lui étaient livrées. On connaît d'autres groupes qui ont revendu à l'Iran six camions de munitions pour lance-roquettes multiples. Il y avait beaucoup de bénéficiaires tout au long de la chaîne, depuis les fabricants d'armes jusqu'aux utilisateurs présumés. Un document publié à Berlin Est en 1986[95] recense les types de matériels occidentaux livrés aux moudjahidine et leurs origines. Ironie du sort, l'étude d'une centaine de pages rédigée en RDA omet les armes fabriquées dans les pays du bloc de l'Est et en Chine : lance-roquettes chinois, mitrailleuses tchèques, kalachnikovs russes achetés par la CIA au gré des besoins et des disponibilités sur le marché dans des pays tels que la Chine, la Turquie, Israël ou l'Égypte. Des services secrets amis aident à se procurer des armes de production soviétique, ce qui contribue à dissimuler l'engagement occidental.

Deux semaines avant sa mort, le président égyptien Anouar el-Sadate reconnaissait dans une interview à NBC News : « Les Américains m'ont contacté dès le début des événements en Afghanistan et les avions américains qui transportaient les armes partaient du Caire[96]. » L'Égypte livre des kalachnikovs et des missiles antichars de conception russe et reçoit en échange des missiles antiaériens américains plus modernes. Bientôt, des combattants afghans sont entraînés en Égypte. La République populaire de Chine, qui ne voit pas du meilleur œil la démonstration de force de Moscou en Afghanistan, livre aussi des armes et envoie des instructeurs au Pakistan pour former des Afghans.

Les célèbres missiles Stinger n'entrent en jeu que très tardivement en raison des atermoiements des Américains et des Pakistanais, malgré la promesse de Ronald Reagan pendant sa campagne électorale de 1981 de livrer aux rebelles afghans ces missiles individuels, tirés à l'épaule et guidés par le rayonnement thermique. Le Stinger est entré en service en 1982 dans l'armée américaine mais il n'est arrivé au Pakistan qu'en 1986. À Washington, on craignait de voir fuiter la technologie, que ce type d'arme

tombe entre des mains ennemies, et qu'elle soit utilisée contre des appareils américains[97]. À Rawalpindi, Zia ul-Haq redoute pour sa part qu'un Stinger soit tiré contre son avion, une idée non dénuée de fondement car il avait échappé de justesse à deux attentats du groupe Al-Zulfikar.

L'année 1987 : départs d'Akhtar Rahman et de Yousaf

Akhtar Abdur Rahman cède sa place à la tête de l'ISI en mars 1987 après sept ans de service. Il reçoit une quatrième étoile de général et devient président du Comité des chefs d'état-major (*Chairman Joint Chiefs of Staff Committee*, CJCSC). Pourquoi Zia a-t-il relevé son homme de confiance pour le promouvoir à un poste plus élevé mais associé à moins de pouvoir effectif avant que la victoire ne soit assurée en Afghanistan ? Selon les uns, il est simplement temps de faire un changement dans l'ISI. La victoire est en vue, Akhtar a bien gagné sa quatrième étoile et Zia veut un homme de confiance au poste de CJCSC. Une autre opinion veut que Zia en soit venu à se méfier d'Akhtar Abdur Rahman et qu'il l'ait remplacé avant que l'évolution de la situation en Afghanistan ne le rende encore plus puissant. Une troisième version est qu'avec le temps, Akhtar se soit mis à pratiquer la corruption à une telle échelle que même son mentor, qui s'y connaissait en la matière, finit par la trouver excessive. Cette interprétation s'appuie sur ce qu'on sait de la fortune considérable des fils de ces deux généraux.

Yousaf considère que le déplacement d'Akhtar s'explique par des pressions américaines. Washington commence à envisager l'avenir et ne tient pas du tout à voir s'installer à Kaboul un régime islamique dans le genre de celui de l'Iran. De longues années de collaboration avec des gens comme Hekmatyar le rendent peu fiable aux yeux des Américains. Akhtar avait laissé des indices inquiétants de ses sympathies islamistes, proclamant par exemple qu'il irait prier dans la grande mosquée de Kaboul après le départ des Soviétiques. Les Américains sont aussi réservés que Zia est soucieux de ne pas partager les lauriers de la guerre en Afghanistan. Le général, par intérêt propre et par souci de ses alliés, pouvait penser que le moment d'écarter son bras droit était venu. Le nouveau CJCSC s'est efforcé pendant deux semaines de conserver la responsabilité des opérations afghanes dans ses nouvelles fonctions. Il reçoit une fin de non-recevoir de

Zia. Commentaire de Yousaf : « On fit gravir les échelons à Akhtar […] jusqu'à un poste où il ne lui restait plus guère d'influence et d'autorité[98]. »

Les quatre versions comportent des éléments de vérité. Les relations entre l'ISI et la CIA n'ont pas été limpides tout au long de la guerre en Afghanistan, il y a des divergences de points de vue et de plus en plus de méfiance. Les Américains n'ont jamais été convaincus que le système consistant à passer par l'alliance des sept partis offre un meilleur contrôle et un meilleur levier d'influence que les distributions directes d'armes aux chefs rebelles. Des soupçons de corruption pèsent constamment sur l'ISI. Akhtar esquive toutes les propositions et toutes les critiques et il impose sa ligne. Pour Washington et pour le quartier général de la CIA à Langley, son temps était fini. Les regrets de l'ambassadeur américain au moment de son départ sont de pure forme.

Le général de brigade Yousaf était en fin de carrière quand il a rédigé ses commentaires. Le 27 avril 1987, l'*Army Promotion Board* avait passé son tour pour les promotions au grade de deux étoiles, ce qu'il attribue dans ses Mémoires au caractère nécessairement discret de son action en Afghanistan, qui avait fait obstacle à ce que son travail et ses mérites soient reconnus. Ironiquement, c'est aussi le 27 avril que l'ambassadeur d'URSS à Islamabad exprime au ministre des Affaires étrangères Sahibzada Yaqub Khan que la poursuite des attaques de moudjahidine sur le territoire soviétique est susceptible d'avoir de graves conséquences sur les relations russo-pakistanaises. Dans ses Mémoires, Yousaf raconte que, trois années durant, des groupes entraînés par l'ISI ont passé l'Amou-Daria dont le cours sert de frontière entre l'Afghanistan et l'Union soviétique pour commettre des sabotages en territoire soviétique sur une profondeur atteignant 25 km. Des milliers d'exemplaires du Coran et des brochures décrivant les atrocités infligées à la population par les Soviétiques ont été diffusés dans les cercles clandestins de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan. On a fait sauter des ponts, miné des routes, tendu des embuscades à des convois militaires dans la région soviétique frontalière. En 1986, deux groupes de guérilla ont tiré des roquettes de fabrication chinoise (des SBRL de 107 mm) et égyptienne (une version locale de la BM-21 Grad de 122 mm) sur des centrales hydrauliques. L'inspirateur de ces opérations n'était autre que William Casey lui-même, le chef de la CIA, persuadé que « des

troubles dans ces régions feraient bien mal au ventre à l'ours russe. Il avait proposé au général Akhtar de commencer par la contrebande de littérature de propagande, puis d'armes, en vue de provoquer un soulèvement local[99] ».

Le directeur de l'ISI et son responsable pour l'Afghanistan étaient du même avis mais s'en tiennent aux orientations fixées par Zia, qui sont de maintenir le chaudron afghan en ébullition sans le faire déborder. En décembre 1986, on passe tout près d'une escalade majeure quand un commando fort seulement de trois hommes réussit à perpétrer un attentat spectaculaire sur un dépôt de carburant dans la région de Nizhnyi Pyandzh. Le chef de la CIA à Islamabad enjoint à son apprenti de l'ISI de ne pas laisser l'escalade se poursuivre et le Premier ministre Junejo impose au nouveau directeur de l'ISI Hamid Gul de mettre fin aux opérations au-delà de l'Amou-Daria.

C'était après la mise à l'écart d'Akhtar, qui n'avait donc plus d'influence sur la promotion de Yousaf. Zia ne tenait pas non plus à lui conférer une distinction publique. Yousaf dut en concevoir une profonde déception. Il ne donne pas suite au souhait de son ancien chef qui voudrait le voir rester à l'ISI à l'issue de son mandat au bureau afghan, quelles que soient ses fonctions. Il choisit de partir à la retraite et de quitter à la fois l'ISI et l'armée le 8 août 1987. Dans *The Bear Trap*, il justifie son départ par un projet de retour en Afghanistan en tant que civil pour continuer à y servir la cause. Il dit avoir passé la frontière une dernière fois en 1992 lors d'un séjour à Peshawar pour les besoins de son livre. Son prédécesseur Syed Raza Ali raconte à propos de son départ du service actif : « Je pensais qu'il était de mon devoir de continuer à agir. Pourquoi Yousaf est-il parti s'il était aussi engagé au service de la cause qu'il le dit dans son livre[100] ? »

Raza Ali est demeuré au poste de *Chief of Staff* au bureau Afghanistan de l'ISI et n'a pas non plus été promu. Retraité, il vit aujourd'hui à Rawalpindi au milieu de ses souvenirs. Yousaf et sa famille ont déménagé à Karachi où il est mort en 2009. Il a publié *Silent Soldier* en 1991, un hymne de 100 pages à la gloire des moudjahidine et d'Akhtar Rahman. Certains à Rawalpindi et à Islamabad croient que la brochure est en fait un travail de commande écrit pour le compte des proches d'Akhtar qui voulaient honorer la mémoire de leur père et la réputation de la famille. La publication de *The*

Bear Trap avec la caution de Mark Adkin comme coauteur serait une prolongation de cette commande intéressée. Il s'agit, selon les défenseurs de ce point de vue, de servir les ambitions politiques notoires de Humayun Akhtar, le fils de l'ancien directeur de l'ISI, membre du gouvernement du général Musharraf à Islamabad.

75. *Newsline*, octobre 1992, p. 25.
76. Cité par Abbas Nazir, « The inside story », *Herald*, janvier 1991, p. 29.
77. Général K. M. Arif, *Working with Zia*, *op. cit.*, p. 109.
78. Syed A. I. Tirmazi, *Profiles of Intelligence*, *op. cit.*, p. 13 et 311.
79. Sur les relations américano-pakistanaises entre 1947 et 2000, voir Dennis Kux, *The United States and Pakistan 1947-2000: Disenchanted Allies*, Karachi, Oxford University Press, 2001.
80. *Ibid.*
81. Global Policy Forum, *Al-Qaida and the war on terrorism* (www.globalpolicy.org).
82. Brigadier Mohammad Yousaf et major Mark Adkin, *The Bear Trap*, Lahore, Jang Publishers, 1992. Yousaf a rémunéré Mark Adkin pour être son coauteur. Ce dernier était un ancien agent du MI6 britannique doué d'un style concret et informatif. Il avait servi dans le Royal Anglian Regiment et avait été en garnison en Allemagne, en Malaisie, à Maurice et à Aden. Après cela, il avait travaillé pendant plusieurs années au *Overseas Civil Service* et pendant cinq ans sous contrat pour la force de défense des Barbades, et avait participé à l'invasion américaine de la Grenade en 1983.
83. Syed Raza Ali, *The Shadow War the Great Game Replayed*, manuscrit non publié, p. 3.
84. *Ibid.*, introduction, p. 5.
85. Même opinion chez Agha Shahi, secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Le futur ministre des Affaires étrangères considère l'intervention soviétique comme une agression pure et simple, inacceptable.
86. Syed Raza Ali, *The Shadow War the Great Game Replayed*, *op. cit.*
87. Mohammad Yousaf, *Silent Soldier: the Man behind the Afghanistan Jihad*, Lahore, Jang Publishers, 1991, p. 32.
88. Mohammad Yousaf, Mark Adkin, *The Bear Trap*, Lahore, Jang Publishers, 1992, p. 22.
89. Syed A. I. Tirmazi, *Profiles of Intelligence*, *op. cit.*, p. 344.
90. Syed Raza Ali, *The Shadow War the Great Game Replayed*, *op. cit.*
91. Mohammad Yousaf, Mark Adkin, *The Bear Trap*, *op. cit.*, p. 27.
92. *Ibid.*, p. 29.
93. *White Book. Pakistan's Subversive Activities against the Afghan Revolution*, Kaboul, 1984, p. 48.
94. *US News & World Report*, Washington, 16 juin 1986, p. 30.
95. Julius Mader, *Geheimdienstaktivitäten im ungeklärten Krieg der USA gegen Afghanistan*, Berlin, Militärverlag der DDR, 1988, p. 47.
96. Jay Peterzell, *Reagan's Secret Wars* (CNSS Report), Washington, DC, Center for National Security Studies, 1984, p. 9, 12.
97. Des Stinger sont tombés entre les mains des Russes et des Iraniens dès 1987 mais ils n'ont pas été retournés contre leurs inventeurs.
98. Mohammad Yousaf, Mark Adkin, *The Bear Trap*, *op. cit.*, p. 207. Un autre ancien de l'ISI a dit le contraire à l'auteur. Selon lui, Akhtar Rahman a conservé toute sa vie une immense influence sur l'ISI et Hamid Gul n'aurait été jusqu'en août 1988 pas beaucoup plus que son homme de paille.
99. *Ibid.*, p. 189.
100. Entretien avec Syed Raza Ali en mars 2004.

Chapitre 6

Les turbulences de la fin des années 1980

D’Akhtar Rahman à Hamid Gul

La succession d’Akhtar Rahman est confiée au général d’armée de l’arme blindée Hamid Gul. Il avait été directeur du MI et le fonctionnement d’un service de renseignement lui est donc déjà familier. Il entretenait des contacts étroits avec l’ambassadeur des États-Unis, Arnold Raphel, et avec le responsable local de la CIA, Milton Bearden. L’arrivée de Gul provoque un changement de climat à l’intérieur de l’ISI où nombre de collaborateurs s’étaient sentis ignorés, insuffisamment reconnus ou injustement traités par Akhtar. Il n’y avait pratiquement pas eu de promotions sous sa direction. De l’avis général, Gul apporte du changement.

Hamid Gul devient le second directeur de l’ISI engagé dans la lutte pour l’Afghanistan. Gul est un Pachtoune. Sa famille a émigré au Pendjab à la fin du XIX^e^ siècle, son grand-père, un ancien soldat de l’armée des Indes, y ayant reçu un lopin de terre près de Lahore. Hamid Gul fréquente deux écoles chrétiennes à Lahore, et entre dans l’armée pakistanaise en 1956. Il y reste trente-six ans. Le Premier ministre Junejo le choisit pour l’ISI sur une liste de noms proposés par le Grand Quartier général. Zia ul-Haq n’avait aucune raison de refuser la nomination de Gul. Ses anciens camarades font aujourd’hui de lui un portrait qui diffère du standard militaire habituel. Ils insistent sur son intelligence, ses capacités d’analyse, son esprit d’initiative tout en soulignant ses ambitions politiques et sa vision du monde pas toujours rationnelle. Il lui arrive de prendre ses désirs pour des réalités, il peut se montrer obtus, mais il est toujours loyal. Il ne dissimule pas sa façon de penser, c’est un Pachtoune policé par la vie militaire. Certains de ses anciens camarades sont d’un autre avis : selon eux, il n’avait de pachtoune que le nom et n’en gardait guère de traces dans sa façon de parler[101].

Hamid Gul, devenu chef de l’ISI, poursuit la coopération avec Gulbuddin Hekmatyar tout en déclarant après coup qu’il avait pris ses distances. Il

aurait plutôt mis ses espoirs dans Ahmed Shah Massoud et se serait efforcé de rééquilibrer le soutien pakistanais au profit de celui-ci[102].

Selon Yousaf, l'ancien chef du bureau Afghanistan, avec Hamid Gul commence une période de décisions malheureuses moins imputables d'ailleurs à sa personne qu'aux circonstances. Yousaf considère que l'abandon des opérations de guérilla au-delà de l'Amou-Daria est une erreur. D'après lui, l'URSS de Gorbatchev n'était de toute façon pas disposée à s'engager dans une guerre ouverte avec le Pakistan. Akhtar aurait partagé cette analyse et, s'il était resté à la tête de l'ISI, il aurait poursuivi ces opérations en les maintenant dans certaines limites.

Yousaf voit le bureau Afghanistan de l'ISI comme « le seul quartier général à avoir, pendant les quarante dernières années, conçu et coordonné des opérations militaires sur le territoire de la superpuissance communiste. La quasi-totalité de ces opérations ont été des succès, elles ont blessé l'ours et prouvé l'efficacité d'attaques de guérilla bien conduites[103] ».

Il critique par ailleurs le retour à des livraisons directes d'armes à certains chefs de l'insurrection. Il estime que cela perturbe la logistique et que l'ancien système consistant à passer par les sept partis garantit mieux l'influence politique du Pakistan. Il attribue ce revirement aux pressions américaines. Selon lui, les États-Unis croyaient que le régime de Najibullah ne tiendrait pas longtemps et ils voyaient avec terreur la perspective que des gens comme Yunus Khalis, Rasul Sayyaf, Burhanuddin Rabbani ou Gulbuddin Hekmatyar prennent le pouvoir à Kaboul. Ils couvent l'idée de rappeler l'ex-roi Zaher Shah de son exil à Rome et de lui donner à diriger un gouvernement de réconciliation nationale incluant Najibullah. Les moudjahidine ne voulaient pas entendre parler de ce plan. Le fait que la direction politique et la direction militaire du Pakistan aient été en accord sur ce point avec les chefs des moudjahidine est à compter parmi les tragédies afghanes.

La catastrophe du camp d'Ojhri

Hamid Gul était en fonction depuis un an quand il fut confronté à une catastrophe de grande ampleur. En avril 1988, le camp d'Ojhri est ravagé par un incendie. Les difficultés logistiques consécutives à la réorientation

des livraisons d'armes aux Afghans font qu'à ce moment-là, les dépôts du camp sont pleins d'armes et de matériels en attente.

Des roquettes (certaines sources avancent le chiffre de 30 000 roquettes en stock), des bombes, des montagnes de munitions, de mines antichars, de missiles Stinger alimentent le brasier : c'est un feu d'artifice sans précédent au Pakistan et qui dure trois jours[104]. Le bilan officiel recense 100 morts et 1 000 blessés, le nombre réel des victimes est beaucoup plus élevé. L'ISI perd cinq de ses hommes, trente autres sont blessés. La catastrophe provoque des débats animés, des mises en question, des accusations. Les généraux Akhtar et Gul sont mis en cause par Muhammad Khan Junejo, Premier ministre depuis mars 1985, et par d'autres responsables politiques. Pour se protéger, l'armée reporte les responsabilités sur l'incompétence de l'ISI. Akhtar Rahman, qui avait visité le site plusieurs fois et qui en avait été le responsable pendant sept ans, est mis en demeure d'expliquer comment il a pu laisser une telle menace dans une zone d'habitation. L'ancien chef de l'ISI devenu CJCSC et général quatre étoiles voyait sa position et sa réputation menacées.

Le président lui-même, qui cumulait la fonction de chef de l'État et le commandement de l'armée, avait aussi visité le camp plusieurs fois et il avait pendant des années autorisé le développement du site. Il ne peut faire autrement que de s'interposer pour protéger Akhtar et l'ISI. Le rapport de la commission d'enquête confiée au lieutenant général Imranullah Khan, le chef de la région militaire de Rawalpindi, n'a jamais été rendu public. Le départ du Premier ministre Junejo en mai 1988 sonne la fin de l'affaire. On peut penser que celui-ci a dépassé les limites en critiquant le camp d'Ojhri et les généraux qui en avaient été responsables[105]. Son départ met fin à une période de tension politique entre lui et Akhtar Rahman. Ce dernier avait déjà intrigué auprès du président contre le chef du gouvernement à l'époque où il commandait l'ISI[106].

La thèse de l'accident et la thèse de l'attentat s'opposent encore aujourd'hui. Il y a des arguments valables à l'appui de l'une comme de l'autre. L'hypothèse de l'accident explique le départ du feu par l'allumage spontané de roquettes livrées par l'Égypte. On aurait omis de les neutraliser en violation des prescriptions sur leur transport et leur stockage. Les erreurs commises dans la gestion du sinistre – on s'était d'abord préoccupé des

blessés au lieu de se concentrer sur la lutte contre l'incendie – auraient aggravé les choses. L'autre hypothèse invoque la livraison de roquettes non désamorcées comme une preuve de sabotage. Les saboteurs auraient pertinemment su qu'on pouvait compter sur une autodéflagration étant donné les températures habituelles en avril au Pakistan. Les commanditaires seraient les services secrets russes, afghans, indiens ou américains qui auraient travaillé avec le groupe terroriste Al-Zulfikar fondé par les fils de Zulfikar Bhutto. Une autre version qui circule au Pakistan, notamment chez les gens du PPP, voudrait que l'ISI lui-même soit responsable et qu'il ait agi sur ordre de Zia ul-Haq. Les Américains allaient procéder à une inspection spéciale du dépôt d'armes et celle-ci aurait immanquablement révélé la disparition de missiles Stinger. Un grand nombre de ces missiles auraient été vendus à l'Iran à la suite de tractations politiques et de la corruption de certains généraux[107]. Il fallait impérativement dissimuler ces détournements, d'où l'incendie, qui avait bien rempli son but. Les Américains n'avaient pu trouver aucune preuve et ils s'en étaient retournés frustrés.

La catastrophe du camp d'Ojhri n'est toujours pas vraiment éclaircie et ne le sera probablement jamais. L'endroit a été reconverti, il a changé de nom et il abrite maintenant de nouveaux bâtiments utilisés par l'ISI pour la formation et l'hébergement de son personnel.

Un accident d'avion lourd de conséquences : la mort de Zia ul-Haq

Le 17 août 1988, l'avion présidentiel *Pakistan-1*, un Hercules C-130, s'écrase près de Bahawalpur dans la province pakistanaise du Pendjab. Depuis l'éviction par ses soins du Premier ministre Junejo trois mois auparavant, c'était la première fois que le président Zia ul-Haq sortait de sa résidence lourdement protégée[108]. Outre le président, le président du Comité des chefs d'état-major, Akhtar Rahman, l'ambassadeur américain Arnold Raphel, son attaché militaire, le général de brigade Herbert Wassom, huit autres généraux pakistanais avec leurs ordonnances ainsi que l'équipage trouvent la mort, soit 31 victimes. Les causes du crash n'ont pas été élucidées et, encore une fois, thèse de l'accident et thèse de l'attentat s'affrontent.

L’hypothèse d’un attentat est la plus répandue. Ses partisans incriminent les services secrets russes, afghans, indiens, américains ou pakistanais et leurs intermédiaires. Ils tirent argument des imprécisions, des omissions, des contradictions et des erreurs dans les enquêtes américaines et pakistanaises, ainsi que de la non-publication des rapports d’enquête. Difficile de ne pas soupçonner des complicités parmi les militaires pakistanais. La plupart du temps, l’explication donnée est que l’équipage a été victime d’une attaque au gaz neurotoxique foudroyant. Une cartouche de ce gaz préalablement déposée dans le cockpit et mise à feu alors que l’avion était en phase de montée après son décollage aurait neutralisé le pilote et le mécanicien de vol. Qui pouvait bien disposer d’un tel gaz ? Ceux qui adhèrent à cette hypothèse pensent en général qu’il ne peut s’agir que des Américains, d’autres cherchent du côté de chiites au sein de l’aviation pakistanaise. En effet, quelques semaines auparavant il y avait eu des troubles au Gilgit et un haut dignitaire religieux chiite y avait été assassiné. Il s’agirait d’une sorte de vendetta religieuse[109].

L’ambassadeur des États-Unis en Inde John Gunther Dean a défendu la thèse selon laquelle l’attentat serait l’œuvre d’un complot associant Indiens et Israéliens avec l’aide du KGB, du KHAD afghan et de complices pakistanais. Les Israéliens seraient à l’origine de l’organisation parfaite du coup et auraient agi parce qu’ils pensaient que « le général Zia était un grand danger pour la région[110] ». Dean a rendu sa théorie publique, ce qui lui a valu d’être convoqué au département d’État. Comme il persistait dans ses affirmations, il a été déclaré « mentalement incompétent » et prématurément renvoyé du corps diplomatique.

Il y a aussi des théories qui font intervenir les Indiens. A. K. Verma, chef du service de renseignement indien R&AW entre 1987 et 1989, raconte que Zia ul-Haq et Rajiv Gandhi avaient noué des contacts en 1988. L’objectif initial de ces contacts était limité à la question du conflit du glacier du Siachen. Cependant, de fil en aiguille, ils en étaient venus à parler du problème du Cachemire dans son ensemble[111]. Verma avance pour preuve de l’avancée de ces négociations que quatre déserteurs sikhs de l’armée indienne ont été remis à l’Inde, où un tribunal militaire les attendait. Comme les discussions se passaient de mieux en mieux, les généraux de Rawalpindi seraient devenus nerveux. Ils pensaient que Zia allait trop loin

dans la voie du compromis. Zia ul-Haq est mort dans un accident d'avion en août 1988, Rajiv Gandhi a été tué dans l'attentat suicide d'une activiste tamoule en mai 1991. Quelques heures avant sa mort Rajiv Gandhi aurait parlé de « rêves brisés » dans un entretien avec la célèbre journaliste américaine Barbara Crossette. L'entretien a été publié le lendemain par le *New York Times* et cite Rajiv Gandhi en ces termes : « Mais je sais qui aurait pu résoudre ce problème avec nous, c'était le général Zia. Nous étions tout près de parvenir à un accord sur le Cachemire. Nous avions déjà les cartes et tout le reste, il ne restait plus qu'à signer. Et puis, il a été tué[112]. »

Crosette poursuit : « Monsieur Gandhi, Premier ministre de l'Inde entre 1984 et 1989, avait de bonnes relations avec le président Zia ul-Haq, mort en 1988 dans un accident d'avion resté inexpliqué. Monsieur Gandhi disait qu'il existait des preuves que le général Zia avait été assassiné mais qu'il n'en dirait pas plus. »

Venant de l'ex-chef de la R&AW, de telles paroles peuvent surprendre. Dans d'autres documents du *South Asia Analysis Group* plus récents et de toute évidence rédigés en collaboration avec la R&AW, Zia ul-Haq est au contraire présenté comme un partisan de la ligne dure sur la question du Cachemire. On peine à trouver d'autres sources qui accréditeraient l'idée de bonnes relations entre lui et Rajiv Gandhi. Tout cela ne repose que sur les déclarations d'A. K. Verma.

Parmi les tenants de la thèse de l'accident figurent d'anciens pilotes chevronnés des forces aériennes pakistanaises qui penchent pour une défaillance technique[113]. Ils rappellent que le Hercules C-130 est un appareil aux qualités éprouvées, doué de bonnes qualités de vol, qui tend à se rétablir de lui-même à l'horizontale après un cabré exagéré pour peu que les moteurs soient à pleine capacité. Les appareils de transport sont conçus pour cela. L'appareil aurait continué à voler normalement si les pilotes avaient été mis hors de combat. D'après ce qu'on a rapporté du comportement de l'avion au décollage, l'avion avait eu des soubresauts, typiques d'un problème de couple moteur non corrigé par les pilotes à cause d'une défaillance dans l'hydraulique des commandes ou d'un déplacement vers l'arrière du centre de gravité de l'avion. Dans le premier cas, ce peut être à cause d'une fuite dans le réservoir de liquide hydraulique ; dans le

second, la conséquence d'un déplacement de la cargaison pendant la montée de l'avion. Il n'y a aucune preuve d'explosion, d'une panne de moteur ou d'un problème dans la structure de l'avion avant sa chute. Le C-130 n'est pas un avion adapté au transport de personnalités. Son constructeur a prévu de pouvoir équiper la soute d'une cabine en cas de besoin. L'armée de l'air pakistanaise avait construit elle-même une cabine de ce genre pour le transport d'un groupe de personnalités. Il est possible que ce dispositif ait rompu ses amarres pendant la montée, occasionnant le déplacement du centre de gravité évoqué plus haut. Les témoins ont vu l'appareil louvoyer trois fois au décollage, moteurs à plein régime, puis piquer, s'écraser et prendre feu[114]. Le C-130 a connu des difficultés. Vingt machines ont été accidentées après des problèmes de gouverne. Le *Pakistan-1* avait déjà connu des problèmes. L'ex-ambassadeur du Pakistan à Washington Mahmud Ali Durrani raconte : « J'ai souvent voyagé avec le président et les problèmes mécaniques et électroniques étaient fréquents. Il est arrivé à plusieurs reprises, trois ou quatre fois, que nous devions renoncer à utiliser l'avion pour une raison ou pour une autre. Je regrette profondément qu'il n'y ait pas eu d'enquête vraiment scientifique[115]. »

À rebours des théories du complot, il est bien possible qu'un accident se soit produit le 17 août 1988. Dans leur rapport d'enquête conjoint, les experts américains concluent à une panne mécanique, les Pakistanais à un attentat ou à un sabotage ayant pour résultat une perte de contrôle de l'appareil.

La mort du général Akhtar a ceci de tragique qu'il s'était décidé à voyager en compagnie du président à la dernière minute. Ce n'était pas prévu. Akhtar avait demandé un entretien à Zia qui tout d'abord n'avait pas réagi et qui lui avait ensuite proposé de l'accompagner à Bahawalpur[116]. Ce qui, selon son ex-collaborateur Yousaf, adepte de la théorie du complot, fait de lui un *chahid*, un martyr tombé dans la guerre sainte. Sa mort prématurée l'empêcha de connaître le triomphe de l'année 1988 : le retrait de l'armée soviétique d'Afghanistan entre mai 1988 et février 1989. Les moudjahidine et leurs chefs y virent la volonté d'Allah, les gens de l'ISI l'occasion de se complaire dans la trop bonne opinion qu'ils avaient d'eux-mêmes.

Désastre à Jalalabad

Revenons au directeur de l'ISI Hamid Gul et à sa politique d'agir directement sur les opérations militaires en Afghanistan. Gul s'était imposé comme président du *Military Committee*, l'organe militaire de l'alliance des sept partis. Ce devait être la première étape d'une nouvelle stratégie approuvée alors que Zia était encore président : passer de la guérilla à la guerre conventionnelle. Le moment choisi est prématuré et cela conduit au désastre de Jalalabad.

Akhtar et Yousaf ont convenu en 1987 que la stratégie de guérilla en Afghanistan devait continuer au-delà du retrait des forces russes. La conception stratégique de l'ISI change à partir de 1989. La nouvelle stratégie initiée par Hamid Gul entend user politiquement et militairement le régime de Kaboul par des offensives à grande échelle. On s'attendait à ce que la prise de Jalalabad précipite la chute d'autres grandes villes dont Kaboul, contraignant finalement le régime à l'abandon. Depuis décembre 1988, l'ISI s'efforçait de mettre en place un gouvernement intérimaire afghan (*Afghan Interim Government*, AIG). En février 1989, on semble toucher au but. Une assemblée traditionnelle (*shura*) consultative convoquée à Rawalpindi finit au terme de longues discussions par constituer un cabinet. 25 millions de dollars américains alloués par les services secrets de l'Arabie saoudite y ont contribué. Les postes-clés sont distribués aux chefs les moins puissants de l'alliance et soumis à une rotation tous les six mois de façon à prévenir l'installation d'un pouvoir fort à Kaboul. Hekmatyar repart de Rawalpindi très dépité. Ahmed Shah Massoud avait mieux manœuvré. Il sait que des chefs comme Mujaddadi et Rabbani ont besoin de ses combattants et que son poste de ministre de la Défense lui donne une position de premier ordre. L'attaque contre la ville de Jalalabad, située à 50 km de la frontière, devait permettre de transférer l'AIG de Peshawar vers le territoire afghan. Les autorités pakistanaises et l'ISI voient aussi dans ce transfert un moyen de soulager Peshawar d'une partie des Afghans qui s'y trouvent. Entre 5 000 et 7 000 moudjahidine entreprennent le siège de Jalalabad à partir de début mars 1989. Au bout de trois mois, leur défaite est consommée. La résistance des forces armées afghanes a été sous-estimée. Les soldats gouvernementaux savaient très bien ce qui les attendait en cas de défaite. Le sort de ceux qui s'étaient rendus aux moudjahidine les avait édifiés, ils n'avaient de choix qu'entre tenir ou mourir. Et puis, Hekmatyar s'était trop vanté. Il avait obtenu de

l'ISI de l'argent et des équipements pour plus de 30 000 combattants (d'autres sources parlent de cinq bataillons) entraînés par l'ISI au fil du temps et qui en principe se tenaient prêts à se ruer sur Jalalabad. En fait, Hekmatyar ne dispose que d'une partie des combattants équipés et formés de la sorte. Nombre d'entre eux sont retournés dans leurs villages et ne répondent pas à l'appel quand il faut assiéger la ville. Hekmatyar payait le fait d'être un chef de mercenaires et non pas un chef traditionnel disposant d'une tribu à ses ordres.

À l'arrêt des combats pour prendre Jalalabad, après quatre mois de siège, les attaquants ont perdu 3 000 tués et blessés. Le vieil adage qui dit que la victoire a beaucoup de pères et que la défaite est orpheline se vérifie une fois de plus : Jalalabad passe pour un revers catastrophique de l'ISI et en particulier du général Hamid Gul alors que beaucoup d'autres y avaient leur part. Parmi les participants à la réunion du bureau Afghanistan du 6 mars 1989 qui prend la décision finale en l'absence de tout émissaire afghan se trouvent la Première ministre Benazir Bhutto et son ministre des Affaires étrangères Sahibzada Yaqub Ali Khan qui approuvent tous les deux l'opération. Il s'agit pour eux de prouver que le nouveau gouvernement en exil ne se contentait pas de faire des tours en Mercedes autour de Peshawar[117]. L'ambassadeur américain Robert Oakley était dans le coup aussi et il était favorable à l'attaque de Jalalabad. La CIA et l'ISI ont collaboré à sa planification. Tout cela n'exonère ni le bureau Afghanistan ni l'ISI ni Hamid Gul de leur responsabilité mais montre que l'interprétation des événements qui prévaut est pour le moins partiale.

L'affaire conduit Benazir Bhutto à réviser ses conceptions. Elle enlève à l'ISI sa prééminence sur la politique afghane et confie celle-ci au Grand Quartier général de l'armée, resté à l'écart de l'offensive sur Jalalabad. Elle convoque Beg, le chef de l'armée, lui explique qu'elle ne peut plus regarder les chefs afghans en face et lui demande de travailler à un « concept militaire et politique de la transition en Afghanistan[118] ». Beg se rappelle avoir reçu sa nouvelle mission alors qu'il était absorbé par l'organisation des grandes manœuvres *Zarb-e-Momin*. Néanmoins, il reçoit des hommes politiques et des chefs de guerre afghans à Rawalpindi entre novembre 1988 et mars 1989. Le chef de l'Alliance du Nord Ahmed Shah Massoud était de ceux-là. Pour trouver une solution durable, le commandant de l'armée Beg

emmène ses invités afghans à Téhéran. Les dirigeants iraniens suggèrent une division politique de l'Afghanistan. Le Nord serait gouverné par l'Alliance du Nord, le Sud par le conseil des moudjahidine. Ahmed Shah Massoud accepte, les autres refusent.

À la suite de cette rencontre, Beg et son équipe transmettent une proposition de stratégie afghane au gouvernement Bhutto au printemps 1990. Le 28 janvier 1991, il déclare devant un auditoire d'officiers pakistanais :

> Comme vous le savez, la première phase de cette guerre a pris fin il y a deux ans environ. Personne ne s'est hasardé à intervenir pendant le retrait des troupes soviétiques et ce sont les Afghans qui ont réglé ça à leur manière, à la façon tribale, avec des notions de l'espace et du calendrier qui leur sont propres. Il leur a fallu du temps mais comme vous avez pu le constater il y a quelques mois, tous les chefs et tous les leaders politiques ont fini par se rassembler, pour la première fois depuis dix ans. Ils ont adopté une stratégie politique et militaire commune pour régler la question afghane. Le processus est lancé et devrait si Dieu le veut porter ses fruits d'ici le milieu de l'été. Vous verrez que le moment décisif interviendra en juin, en juillet ou en août. En résumé, l'offensive militaire et les actions politiques seront simultanées. Vous devrez les accompagner parce que c'est la logique même. Quand le facteur militaire débouche sur une situation, le processus politique doit prendre le relais[119].

Le gouvernement de Benazir Bhutto avait été renversé six mois auparavant en août 1990. Nawaz Sharif qui avait succédé à Benazir Bhutto en novembre 1990 n'avait à cette époque qu'un intérêt limité pour les questions afghanes. L'imminence de la première guerre du Golfe rejetait celles-ci au second plan.

Jalalabad a fourni à Benazir Bhutto une raison de procéder à des changements à la tête de l'ISI. Le remplacement d'Hamid Gul est à vrai dire surtout l'occasion de raffermir son contrôle politique sur le service, mais l'entreprise échoue. Jalalabad marque certes une césure pour Hamid Gul et pour le bureau Afghanistan mais ne met pas fin à leur influence dans le pays voisin. Gul promu général trois étoiles est muté en tant que chef de corps à Multan et est forcé de prendre prématurément sa retraite en janvier 1992. Il continue cependant à agir comme conseiller des partis religieux et des groupes jihadistes. Il maintient une certaine influence à la fois sur les événements d'Afghanistan et sur la politique intérieure du Pakistan. Son nom continue d'apparaître dans les rapports internationaux sur la situation dans la région et on le considère toujours, souvent à tort,

comme un des hommes les plus dangereux du Pakistan. Hamid Gul est mort d'une hémorragie cérébrale à l'âge de 78 ans en août 2015.

L'ISI continue d'encaisser des échecs en Afghanistan jusqu'en 1995, date à laquelle il renoue avec les succès des années 1980 dans le contexte de nouvelles alliances. Avant d'évoquer ce tournant, il nous faut d'abord revenir sur le rôle du service au Pakistan même, dans la période qui suit la disparition de Zia.

101. Lors d'un entretien, l'auteur a reçu du tempérament pachtoune la définition qui suit : « Aime la liberté, l'argent et Dieu. Sa loyauté va d'abord à la tribu. »

102. Conversation avec Hamid Gul en mars 2005 à Rawalpindi. On peut mettre en doute cette version. D'anciens militaires disent que pendant qu'il était à l'ISI, Gul justifiait son soutien préférentiel à Hekmatyar par le fait que celui-ci aurait eu la meilleure logistique pour distribuer les armes aux combattants. Plus tard, Gul a admis qu'il avait privilégié Hekmatyar sous l'influence du *Jamaat-e-Islami*.

103. Mohammad Yousaf, Mark Adkin, *The Bear Trap*, *op. cit.*, p. 206.

104. Selon différentes sources, il y aurait eu plus de 30 000 roquettes de tous types entreposées au camp d'Ojhri.

105. Une autre raison au renvoi de Junejo était qu'il prenait de l'assurance et qu'il avait contrarié Zia au sujet d'une liste de promotion aux trois étoiles. Zia avait l'habitude de recommander des gens en tant que chef de l'armée et les faisait approuver par le président mais le circuit passait par le Premier ministre et Junejo commençait à poser des questions. En 1985, Zia avait recommandé qu'on promeuve le major général Pirdad Khan en grillant la priorité à l'ancienneté du major général Shamim Alam. Pirdad commandait le *Frontier Constabulary* des Territoires du Nord au moment où les troupes indiennes avaient occupé Siachen. On ne pouvait rien reprocher à Shamim Alam. Le compromis fut qu'ils ont été promus tous les deux. Shamim Alam a obtenu ultérieurement une quatrième étoile et a fini sa carrière comme CJCSC.

106. Le général K. M. Arif, dans *Working with Zia*, *op. cit.*, p. 394-395, écrit que le directeur de l'ISI Akhtar avait fait mettre le téléphone de la fille de Zia sur écoute et qu'il avait donné les enregistrements au président en les présentant comme une œuvre de l'IB autorisée par Junejo pour faire croire au président que le Premier ministre l'espionnait. Des photographies prises par l'ISI montrant les arrivées et les départs des visiteurs du président servaient le même dessein.

107. Allusion notamment aux richesses accumulées par Zia ul-Haq et Akhtar Rahman dans les années 1980.

108. Zia limoge Junejo le 29 mai 1988, dissout le Parlement et met en place un gouvernement de transition sans Premier ministre. Le Sénat continue de fonctionner avec Ghulam Ishaq Khan comme président.

109. Il y avait eu un soulèvement chiite au Gilgit en 1988, et sa répression sur ordre de Zia ul-Haq avait fait beaucoup de victimes. Ce territoire était majoritairement peuplé de chiites jusqu'à ce que le gouvernement entreprenne à la fin des années 1970 d'y installer des sunnites, ce qui a provoqué des soulèvements répétés en 1983, 1988, 1996, ainsi qu'en avril et en septembre 2007.

110. Voir Khalid Hassan, « The Zia ul-Haq Murder Mystery », *The Friday Times*, Lahore, 16-22 juin 2006, p. 9. Cet article récapitule toutes les hypothèses et s'appuie notamment sur les récits de Mahmud Ali Durrani, un témoin oculaire qui ne partage pas la position de Dean.

111. A. K. Verma, « Siachen, an episode to remember », *South Asia Analysis Group, paper* n° 1859, 26 juin 2006.

112. *New York Times* du 22 mai 1991, cité par A. K. Verma.
113. Par exemple l'ancien maréchal de l'air du Pakistan Zulfikar Ali Khan et le vice-maréchal Mian Sadruddin dans des entretiens avec l'auteur en 2005. Ce dernier évoque la possibilité d'un blocage des commandes hydrauliques par des bagages non arrimés.
114. Khalid Hassan, « The Zia ul-Haq Murder Mystery », *op. cit.* Mais Durrani était également présent sur les lieux.
115. *Ibid.*
116. Deux Américains qui devaient retourner à Karachi avec leur propre avion et que Zia avait persuadé de voyager avec lui sont morts dans la catastrophe.
117. Voir Steve Coll, *Ghost Wars*, New York, The Penguin Press, 2004, p. 192.
118. Citation extraite d'un discours de Beg à l'*Army Auditorium* de Rawalpindi le 28 janvier 1991.
119. Citation extraite du même discours.

Chapitre 7

Scénarios de politique intérieure

(1988-1991)

Mirza Aslam Beg, chef de l’armée

Aslam Beg, *Vice Chief of Army Staff* (vice-COAS), était présent à la revue des troupes blindées à Bahawalpur. Il a fait le voyage dans un petit avion. Il aurait décliné poliment l’invitation de voyager dans l’avion présidentiel parce qu’il devait faire escale à Lahore sur le trajet du retour. Pour certains commentateurs malveillants à son égard, cela suffit à faire de lui un suspect. Beg pour sa part donne une autre version des minutes fatidiques. Il dit avoir remercié Zia ul-Haq et accepté sa proposition de l’accompagner. Il est déjà sur la passerelle pour embarquer dans l’avion présidentiel quand Zia aperçoit l’avion qui a conduit Beg à Bahawalpur et lui dit de prendre cet avion-là, ce qui sauve la vie de Beg. Simple disculpation *a posteriori* pour ses détracteurs, mais l’accusation ne cadre pas vraiment avec la réalité de la situation ce jour-là. Beg aurait été dans l’impossibilité de refuser l’honneur de faire partie du voyage avec le président et l’ambassadeur des États-Unis sans attirer l’attention. L’affirmation de Beg selon laquelle c’est Zia qui lui a ordonné de ne pas prendre l’avion présidentiel est plus plausible que la version qui lui fait refuser l’invitation. Les dires de Beg sont corroborés par le général K. M. Arif, qui fut le prédécesseur de Beg comme vice-COAS et qui peut difficilement passer pour un ami à lui : « Avant de monter dans l’avion, Zia a pris congé de chacun des officiers présents en leur serrant la main. Quand ce fut le tour de Beg, il lui a proposé de venir avec eux, Beg l’a remercié. Et puis le président a vu le jet de Beg et il lui a dit : Vous avez votre propre avion[120]. »

L’avion de Beg a décollé juste après celui du président et Beg ne s’est pas rendu compte que *Pakistan-1* s’était crashé. Il l’a appris par radio et son avion a fait immédiatement demi-tour pour venir reconnaître le lieu de la catastrophe. Quand le contrôle l’informe qu’il n’y a plus que des débris, il

décide de ne pas atterrir[121]. Beg et sa suite ont estimé que, dans une situation de vacance du pouvoir, leur présence était prioritairement requise au Grand Quartier général de Rawalpindi[122].

En 1988, les portes du pouvoir étaient grandes ouvertes au général Beg ; on l'a pressé de prendre la tête de la nation le 17 août et à d'autres reprises ensuite. Un témoin, Hassan Abbas, écrit en invoquant des témoignages directs de militaires : « Nombre des anciens proches de Zia firent savoir qu'il aurait leur appui s'il s'emparait de la présidence[123]. » C'est par conviction qu'il choisit une autre voie : il a dans l'idée que le temps de la dictature militaire est passé et que l'heure est à la démocratie. Comme vice-COAS, il est bien placé pour connaître l'état d'esprit du pays et en tirer des conclusions. Sa biographie témoigne de son sens politique. Il avait fait ses premières armes dans ce domaine du temps de la domination anglaise en s'engageant dans le mouvement étudiant. Il était originaire des *United Provinces* – l'actuel État indien de l'Uttar Pradesh – et il avait présidé l'association locale des étudiants musulmans. Les musulmans ne représentaient à l'époque que 9 % des étudiants. De 1945 à 1947, il avait milité dans le mouvement pakistanais et il s'était installé au Pakistan en 1949. Il était entré à la *Pakistan Military Academy* la même année et dans l'armée en janvier 1950.

En 1971, il est en garnison au Pakistan oriental. Il se prononce en faveur d'une solution politique et contre l'intervention de l'armée dans les affaires politiques, ce qui lui vaut d'être muté au Pakistan occidental et de passer tout près de la cour martiale[124]. Il passait pour un homme conciliant mais qui n'hésitait pas à défendre son point de vue. C'est ainsi qu'en 1985, il avait suggéré à Zia de « faire face à son rendez-vous avec l'histoire en démocratisant le pays ». Zia avait réagi en éclatant de rire et en lui demandant : « Général Beg, voulez-vous me passer la corde au cou[125] ? » Dans son livre *Pakistan's Drift into Extremism*, Hassan Abbas donne de Beg le portrait suivant :

> Beg venait de l'infanterie et il avait aussi servi dans les forces spéciales du *Special Service Group*. Il était de taille et de corpulence moyenne, l'atmosphère qui l'entourait était plutôt détendue et il était apprécié de ses supérieurs comme de ses subordonnés. Son visage poupin

> dissimulait un esprit affûté et de grandes ambitions. Il ne crachait pas sur un petit verre de scotch de temps en temps[126].

En 1987, Zia ul-Haq n'a pas confiance en Beg et préfère que le lieutenant général Zahid Ali Akbar soit numéro deux de l'armée. Un bon connaisseur de l'armée pakistanaise, le journaliste Zahid Hussein, écrit à ce sujet en 1991 :

> Beg avait la réputation d'être un militaire de carrière capable mais il ne faisait pas partie du premier cercle du général Zia. Il doit largement sa nomination au poste de vice-COAS à l'ancien Premier ministre Muhammad Khan Junejo. La nomination de Beg a été l'un des rares actes d'autonomie de M. Junejo et cela n'a pas peu contribué à agrandir le fossé entre celui-ci et Zia[127].

Les personnes hostiles à Beg soutiennent volontiers qu'il n'aurait pas été suivi par les commandants d'unité s'il avait tenté de prendre le pouvoir en 1988. On peut en douter. Des généraux formatés par onze ans de dictature militaire étaient *a priori* peu capables d'un tel acte la nuit même d'un événement qui les avait laissés abasourdis. Pas question de faire montre d'opposition au nouveau chef. Le général Mirza Aslam Beg avait toute latitude pour prendre le pouvoir en août 1988 s'il l'avait voulu. L'armée pakistanaise était disciplinée et l'aurait suivi.

Les élections et la formation du gouvernement

Dans l'après-midi du 17 août, Aslam Beg tient une réunion de crise au Grand Quartier général en présence du lieutenant général Imranullah Khan, du lieutenant général Imtiaz Warraich, du général d'armée Jehangir Karamat (10e corps d'armée de Rawalpindi) et du général Hamid Gul, le directeur de l'ISI[128]. Beg propose que conformément à la Constitution le pouvoir soit confié au président du Sénat Ghulam Ishaq Khan. Les commandants de la marine et de l'armée de l'air convoqués par la suite ratifient cette décision. Ghulam Ishaq Khan, informé, fait son apparition à 19 h 30. Le général K. M. Arif, déjà en retraite à cette époque et qui avait été un proche collaborateur de Zia, écrit dans son livre *Working with Zia* :

> Que M. Ghulam Ishaq Khan soit convoqué au quartier général par les chefs militaires avait quelque chose de choquant. Ils auraient dû se rendre auprès de lui pour l'assurer de leurs

> condoléances (pour la mort de Zia) et de leur loyauté. Ishaq pouvait devenir président en application de la Constitution. Ce n'était pas une faveur qui lui aurait été octroyée par l'armée. Ghulam Ishaq Khan était au demeurant quelqu'un de trop sympathique pour prêter attention au protocole à l'heure d'une tragédie nationale. Mais la hiérarchie militaire aurait été bien avisée de lui montrer le respect requis[129].

En fait, le quartier général comptait le joindre à Islamabad le lendemain matin mais il avait proposé de venir à Rawalpindi le soir même. Ghulam Ishaq Khan était un technocrate expérimenté. Au cours de son mandat, il se révèle un homme politique habile et ambitieux, capable de venir à bout successivement de deux Premiers ministres entrés en conflit avec lui, Benazir Bhutto puis Nawaz Sharif. La situation le 17 août 1988 imposait sa présence au quartier général de Rawalpindi. Il se montre modeste et commence par suggérer que l'armée reste provisoirement au pouvoir. Quand il comprend qu'une décision contraire a déjà été prise, il saisit sa chance. La promptitude de sa visite à Rawalpindi allait payer. La nuit même, il informe la population à la radio et à la télévision de la mort du président et de sa propre entrée en fonction. Un deuil national de dix jours est décrété, et la tenue d'élections fixée au mois de novembre. Mirza Aslam Beg devient chef de l'armée en application d'un *Presidential Order under the Constitution of Pakistan*. Le gouvernement de transition mis en place par Zia ul-Haq reste en fonction jusqu'aux élections.

Mais le camp conservateur ne tarde pas à regimber. La *Pakistan Muslim League* (PML) souhaitait que fût rappelé au pouvoir le Parlement congédié par Zia le 29 mai 1988 quand il avait démis le Premier ministre Junejo et dissous le Parlement national et les quatre parlements provinciaux. La PML tient à ses mandats et à ses prébendes et redoute une victoire du *Pakistan Peoples Party* de Benazir Bhutto. Le nouveau président penchait de ce côté-là. Il avait fait partie de la majorité qui n'avait rien objecté au moment de la condamnation et de l'exécution de Zulfikar Ali Bhutto, qui s'était accommodé de Zia pendant des années et en avait tiré profit[130].

Benazir Bhutto était au fait du risque et s'efforçait de faire valider par la justice la tenue des élections dans les délais prévus et dans le cadre du pluralisme des partis. La haute cour de Lahore rend son jugement le 27 septembre 1988 et recommande, pour satisfaire au processus démocratique et trouver une solution politique adaptée, qu'on tienne de

nouvelles élections en novembre[131]. Le président et l'entourage de Junejo ne s'y résolvent pas. Ils font appel devant la Cour suprême dont la plupart des juges étaient liés à l'establishment. Il devient rapidement évident que la juridiction suprême va contredire le tribunal de Lahore et donner raison aux auteurs de la plainte. Les tailleurs pour hommes voyaient déjà affluer les commandes des politiciens de la vieille garde qui se préparaient à retrouver leur siège. Tout le monde ne voit pas cela d'un bon œil, particulièrement le chef de l'armée Beg qui connaît bien l'establishment et souhaite plutôt un nouveau départ pour le pays[132]. Benazir Bhutto racontera plus tard avoir eu un entretien avec Beg qui lui aurait garanti la tenue d'élections libres en novembre, en échange de son maintien dans ses fonctions de commandant de l'armée[133]. Benazir Bhutto se vante : la durée du commandement d'Aslam Beg avait déjà été prorogée jusqu'au mois d'août 1991 par décret présidentiel et il n'y a pas lieu de penser que celui-ci cherchait à assurer ses arrières pour la période ultérieure.

Quoi qu'il en soit, au matin du 6 octobre 1988, le général Aslam Beg met son pouvoir et sa position dans la balance et convoque le ministre de la Justice Wasim Sajjad au quartier général, le jour où le jugement doit être rendu. Il se sert de lui pour signifier à la cour qu'il est hors de question d'invalider le jugement du tribunal de Lahore. Beg, le commandant de l'aviation et celui de la marine se concertent et présentent ensemble leurs hommages au président. Ghulam Ishaq Khan et les douze juges de la Cour suprême comprennent le message : il y aura des élections libres en novembre. Mais les adversaires de Benazir Bhutto et du PPP sont puissants : le jugement qui devait être rendu à 14 heures ne l'est qu'à 17 heures.

Aslam Beg sait que son attitude lui a aliéné l'establishment et une partie des généraux. La hiérarchie militaire est largement hostile au PPP. Il décide de ménager les deux camps. Les 24 octobre et 6 novembre, il reçoit chez lui des représentants du camp conservateur pour s'informer du déroulement de la campagne électorale et discuter de la situation politique. Hamid Gul est chargé de l'allocution d'ouverture[134]. Le directeur de l'ISI sait qu'on va vers une victoire électorale du PPP. L'establishment qui nourrit de forts soupçons sur l'intégrité des dirigeants du PPP est acculé. Il ne lui reste plus

qu'à se sortir des élections le moins mal possible. L'ISI entre dans le jeu électoral selon une méthode éprouvée, avec la bénédiction d'Aslam Beg.

Hamid Gul, chef de l'ISI, réussit le tour de force de rester en bons termes à la fois avec le président et avec le chef de l'armée. Conjointement avec le général de brigade Imtiaz Ahmed et avec le major Aamer de l'*Internal Security Wing*, il entreprend de consolider l'alliance des partis regroupés au sein de l'*Islami Jamoori Ithad* (IJI) [Alliance démocratique musulmane] pour contrer le PPP. Ce plan avait été ébauché déjà du temps de Zia. Il fait appel à Ijlal Haider Zaidi, un technocrate de haut vol qui jouit de la confiance de Ghulam Ishaq Khan. Zaidi fait aussi office de conseiller politique de Nawaz Sharif, la figure montante de l'establishment à Lahore. Plus tard, Hamid Gul justifiera son soutien à l'IJI par la pression des circonstances :

> Je pensais qu'on avait besoin d'un groupe comme celui-là, peu importait qui y était. Rappelez-vous la situation en 1988, l'année des élections. L'armée n'avait plus de chef. Le pays était plongé dans la confusion. La décision de la Cour suprême faisait qu'il n'y avait pas de gouvernement. Il n'y avait pas de Parlement. Il y avait un président qui n'était pas assermenté et il y avait, surtout chez les conservateurs, des politiciens qui sentaient que leur adversaire allait massivement gagner les élections. Les forces conservatrices étaient prêtes à tout pour faire obstacle au processus électoral et au rétablissement de la démocratie. Il y avait des pressions pour que les élections soient reportées et pour que l'état de siège soit proclamé. Et puis, il y a eu ce bain de sang à Hyderabad le 30 septembre 1988. Et des inondations dans soixante-cinq circonscriptions électorales du Parlement national. Dans des circonstances pareilles, il fallait absolument un contrepoids pour avoir une chance que le scrutin puisse avoir lieu. C'était vital. Ce n'était pas facile. Nous avions déjà fait en 1971 l'expérience désagréable de ne pas pouvoir transmettre le pouvoir à un seul parti clairement désigné par les élections[135].

Aslam Beg s'engage dans ce sens parce qu'il est conscient qu'un autre choix l'aurait complètement isolé. Quand il revient sur cette histoire, il emploie quasiment les mêmes termes que son responsable de l'ISI : « Sinon, l'armée n'aurait peut-être pas toléré l'accession au pouvoir de Benazir Bhutto. L'ISI a mis l'IJI sur pied pour que celle-ci puisse arriver au pouvoir sans obstacle et pour restaurer la démocratie. L'ISI savait très bien que de toute façon le PPP gagnerait les élections[136]. »

Les adversaires de Beg et de Gul ainsi que les sceptiques ne voient dans ce discours qu'une façon de couvrir des agissements illégaux : la hiérarchie

militaire a bel et bien trempé dans des manipulations électorales. « C'est le COAS Mirza Aslam Beg qui était responsable de la décision, il a chargé Hamid Gul des basses besognes et celui-ci s'en est acquitté pendant les semaines qui ont précédé le vote[137]. »

Accabler les militaires revient à sous-estimer la détermination des conservateurs d'empêcher l'arrivée au pouvoir de Benazir Bhutto. Le jeu de l'ISI est plus subtil. En créant une alliance électorale comme l'IJI, l'ISI s'efforce de garder le contrôle de la situation plutôt que d'empêcher une victoire du PPP, qu'il sait inévitable. Les rapports des agents de l'ISI étaient on ne peut plus clairs. Leur objectif était seulement d'éviter que le PPP domine sans partage. Comme cela avait été tenté en 1971, la division du Parlement doit permettre aux militaires de continuer à peser sur le cours des événements. L'ISI a fait l'inventaire des politiciens disponibles et retenu comme chef de file pour l'IJI Ghulam Mustafa Jatoi, un grand propriétaire foncier originaire du Sindh, tout comme la famille Bhutto. La confrontation de deux grandes personnalités venant de la même province devait scinder la base électorale de Benazir Bhutto.

Les neuf partis fédérés au sein de l'IJI n'ont en commun que leur hostilité au PPP. Aucun programme, aucune idéologie ne les rassemble. Une majorité d'électeurs trouve que ce n'est pas suffisant. Le 14 novembre 1988, le PPP sort en tête des élections au Parlement national avec 93 sièges contre 54 à l'IJI sur un total de 207. Les manœuvres d'Hamid Gul & Co ne sont pas absolument sans résultat : pour les élections locales, l'IJI remporte la majorité au Pendjab, la province la plus peuplée et la plus importante. Nawaz Sharif, le candidat de l'ISI, devient *Chief Minister Punjab* et prend la tête d'une opposition déterminée aux gouvernements PPP à Islamabad et dans le Sindh. Au Baloutchistan et dans la province de la Frontière-du-Nord-Ouest, les deux provinces limitrophes de l'Afghanistan, le PPP est dans l'incapacité de former un gouvernement. Une coalition de l'IJI et de partis locaux l'emporte. Dans le Sindh, la défaite de Mustafa Jatoi est un camouflet pour l'establishment et c'est le PPP qui constitue une majorité gouvernementale en formant une coalition avec le *Muhajir Qaumi Movement* (MQM) d'Altaf Hussain, un partenaire peu fiable.

Le 22 novembre, le président Ghulam Ishaq Khan convie la gagnante des élections aux pourparlers préalables à la constitution d'un gouvernement. Il

entend bien poser ses conditions. Ses coups de sonde pour trouver d'autres politiciens sont restés vains. Le général Aslam Beg de son côté invite M^me^ Bhutto et son mari Zardari à dîner chez lui à Rawalpindi le soir du 22 novembre. Lui et Benazir Bhutto eurent un entretien sans témoin pendant deux heures avant le repas. Elle en dit plus tard : « Un dîner privé, c'était une façon de briser la glace. Presque personne ne me connaissait. Ils ne m'avaient jamais rencontrée. Pourtant, c'était bien moi que le peuple pakistanais avait choisie pour prêter serment comme *Chief Executive* [chef du gouvernement] du pays et ils devaient me rendre les honneurs[138]. »

En présentant la chose comme un dîner privé, un événement social, la Première ministre déguise ou ignore la véritable portée de la rencontre. Beg ne souhaite pas seulement faire sa connaissance, il veut explorer la faisabilité d'une coopération politique. Il ne formule aucune exigence, toutefois, il conseille instamment au nouveau gouvernement de laisser en paix la famille de Zia ul-Haq. Beg lui-même, même s'il ne l'exprime pas, agit certainement aussi en fonction de ses objectifs propres : la prolongation de son commandement après août 1991, ou, éventuellement, une carrière politique après 1991, à l'issue de ses fonctions de chef de l'armée[139].

Un biographe de Benazir Bhutto a donné de leur rencontre la version suivante : « Le général lui a dit que l'armée émettait des réserves à son égard pour des raisons très diverses qui allaient de l'implication de son frère dans une organisation comme Al-Zulfikar aux craintes que pouvait susciter sa future politique au Cachemire et en Afghanistan[140]. »

Il est certain que le général ne s'est pas montré arrogant et qu'il n'a rien exigé. Il s'est posé en conseiller bienveillant. Mais la nouvelle tête du gouvernement laisse passer l'occasion d'établir une relation de confiance entre eux et n'admet aucun des amis de Beg dans son entourage.

Le président Ghulam Ishaq Khan propose Benazir Bhutto au Parlement comme future chef du gouvernement le 1^er^ décembre 1988. Elle prête serment le 2 décembre et obtient la confiance par 148 voix contre 55 le 12. Le même jour, Ghulam Ishaq Khan est réélu à la présidence pour cinq ans grâce aux votes des députés du PPP. Il n'y a pas de majorité possible pour un candidat du PPP, ni dans les deux chambres, le Sénat et l'Assemblée, ni dans les quatre parlements provinciaux qui ensemble constituent le congrès chargé d'élire le président. Dans l'entourage même de Benazir Bhutto,

certains sont favorables à Ghulam Ishaq Khan et pensent que ce technocrate peut placer son mandat au-dessus des considérations partisanes : c'était s'illusionner.

Dans les rangs du PPP et dans les études récentes, on souligne que le nouveau Premier ministre s'est trouvé dans l'obligation de faire d'autres concessions[141] pour arriver au pouvoir :

– accepter le MQM comme partenaire de coalition à Islamabad et dans le Sindh ;

– prendre Sahibzada Yaqub Ali Khan comme ministre des Affaires étrangères ;

– s'abstenir de se mêler de la politique afghane du Pakistan ;

– s'abstenir de se mêler de la politique du Pakistan au Cachemire ;

– ne pas intervenir dans la politique nucléaire.

Les anciens responsables militaires ne sont pas d'accord. Selon eux, il n'y a pas eu de pressions sur Benazir Bhutto parce que les pressions n'étaient pas nécessaires. Il y avait un large consensus sur l'Afghanistan et sur le Cachemire. La politique économique était une affaire purement politique. Sur le nucléaire aussi, les vues des uns et des autres se rejoignaient. La Première ministre faisait partie de droit de la *Pakistan Nuclear Command Authority* (PNCA) : elle participait à toutes les réunions, était informée de toutes les décisions et y souscrivait[142].

Nous disposons sur ce point d'un intéressant rapport de la CIA datant de mai 1989 :

> Le consensus existant au Pakistan sur le fait de se doter de l'arme nucléaire, Benazir Bhutto ne se hasardera pas à en finir avec le programme nucléaire ou même à le réduire de façon significative. […] mais elle se montrera plus sensible que les militaires aux préoccupations américaines. […] À terme, on peut s'attendre à ce que le pouvoir de décision en matière nucléaire passe entièrement aux militaires et que la marge de manœuvre de Benazir Bhutto soit des plus réduites, trop réduite pour exercer une influence sur cette question[143].

On peut effectivement se demander si les concessions faites par Benazir Bhutto en 1988, dans la mesure où des concessions ont été faites, s'expliquent simplement par la pression des militaires. Elles constituent au fond un compromis politique entre la nouvelle Première ministre, le président et l'opposition.

Le COAS Aslam Beg constate rapidement que la nouvelle tête du gouvernement fait peu de cas de ses conseils et qu'elle tente d'élargir sa marge de manœuvre face à l'armée sans le consulter. Elle s'est entourée de conseillers dont certains sont assez proches de l'armée, sans recruter aucun de ses amis à lui. Dans le but d'épurer l'armée, Benazir Bhutto demande au COAS une liste des militaires étroitement liés au régime de Zia. La requête lui est transmise par le général d'armée en retraite Imtiaz Ali Khan, conseiller militaire de la Première ministre, qui a déjà servi le père de celle-ci. Beg répond par une fin de non-recevoir en expliquant que l'armée gère elle-même ce genre de problèmes et en lui conseillant de ne pas se mêler des affaires internes de celle-ci. Il ajoute que l'épuration pourrait commencer par lui-même puisqu'il a été un proche collaborateur de Zia. Benazir Bhutto n'insiste pas mais c'est une première fausse note entre le gouvernement et le chef de l'armée.

Iqbal Akhund, le *Foreign Affairs Advisor* [conseiller pour les Affaires étrangères] dans le premier gouvernement de Benazir Bhutto, est un des opposants à la proposition faite par Beg de créer un *National Security Council* (NSC) [Conseil de sécurité nationale]. Il défend cette opposition auprès du gouvernement. Selon Beg, le défaut de concertation entre les politiques et les militaires est une des raisons de la prise du pouvoir par l'armée. D'après lui, la création d'un conseil mixte peut contribuer à prévenir les coups d'État. Akhund est d'un autre avis : il voit le NSC comme un instrument de mise sous tutelle du gouvernement par les militaires. Voici un extrait de son livre *Trial and Error* : « En d'autres termes, si les dirigeants politiques en venaient à penser exactement comme les militaires dans leurs rêves les plus secrets, ceux-ci n'auraient plus besoin de se fatiguer pour imposer leurs vues[144]. »

Beg ne peut avoir gain de cause et le NSC ne sera créé que bien plus tard par un général nommé Pervez Musharraf, arrivé au pouvoir par un coup d'État. Les événements suivent leur cours et Benazir Bhutto fait une première bévue de taille à propos de l'ISI.

À l'intérieur de l'ISI : d'Hamid Gul à Shamsur Rahman Kallue

Aslam Beg est assuré de pouvoir faire office de chef de l'armée pour trois ans encore, jusqu'en août 1991. Il n'en va pas de même pour le chef de l'ISI Hamid Gul. Selon la Constitution, le pouvoir de désigner le responsable de l'ISI revient au Premier ministre. Le nouveau gouvernement n'ignore rien des manœuvres de l'ISI au profit de l'IJI pendant la campagne électorale ni des orientations politiques de son directeur. Voici son portrait esquissé par un ancien ministre des Affaires étrangères : « Hamid Gul était un homme de l'armée et de l'ISI jusqu'à la moelle. Politiquement, il était absolument hostile aux civils. Il était proche du parti Jamaat-e-Islami et il avait dit une fois à propos de Benazir Bhutto que des premiers ministres comme ça, les militaires pouvaient les faire et les défaire[145]. »

On savait que Gul avait surveillé le Premier ministre Junejo et le ministre des Affaires étrangères Yakub Khan pour le compte de Zia lors des négociations sur l'Afghanistan engagées dans le cadre de l'ONU à Genève en 1987. L'ISI avait alors fait son possible pour torpiller l'accord de Genève. Benazir Bhutto avait aussi matière à penser concernant la mystérieuse mort par empoisonnement de son frère cadet Shahnawaz Bhutto en juillet 1985 dans le sud de la France. Beaucoup de Pakistanais la mettent sur le compte de l'ISI et d'Akhtar Rahman. On peut comprendre qu'elle éprouve le besoin de placer un homme de confiance à la tête du plus puissant service secret du pays.

Hamid Gul est conscient de la situation et il fait ce qu'il peut pour s'accrocher à son poste. À la demande de la Première ministre, il livre à l'Inde où une cour martiale les attend quatre sikhs déserteurs de l'armée indienne qui étaient détenus par l'ISI. Le président Ghulam Ishaq Khan le reprochera violemment à Benazir Bhutto après la chute de celle-ci[146].

Le fiasco militaire de Jalalabad fournit à Benazir Bhutto l'occasion de remplacer Hamid Gul. C'est chose faite en juin 1989. Elle informe le COAS Beg par téléphone qu'elle veut un changement à la tête de l'ISI et qu'elle pense au lieutenant général en retraite Shamsur Rahman Kallue pour ce poste. Beg se sent trahi. Il est d'usage que le chef de l'armée soit associé au choix. Au moment de la nomination d'Hamid Gul, le Premier ministre Junejo avait fait son choix dans une liste de cinq noms fournie par le quartier général. Beg fait savoir à la Première ministre les inconvénients qui surgiraient si on nommait quelqu'un qui n'était plus en service actif. On ne

peut pas faire siéger un retraité aux réunions des chefs de corps, au comité chargé des promotions, etc. Avec un civil à sa tête, l'ISI s'aliénerait l'armée, une évolution erronée et dangereuse. Beg devait avoir en mémoire le précédent du bureau Afghanistan quand Hamid Gul continuait à l'informer tout en étant un homme du président. Cela avait permis à Ghulam Ishaq Khan d'étendre son emprise sur l'ISI. Beg communique alors en retour à Benazir Bhutto une liste de trois généraux en activité, aptes à diriger l'ISI. La chef du gouvernement signifie qu'elle regrette, mais qu'elle a pris sa décision. Le COAS s'incline. Une semaine plus tard, Hamid Gul est démis et le changement est effectif. Gul est promu lieutenant général et prend le commandement du grand corps d'armée stationné à Multan.

Hamid Gul quitte son poste, persuadé qu'après lui la « Lady » s'en prendra au commandant en chef. Il n'a pas tout à fait tort. Le bruit court bientôt que Benazir Bhutto veut envoyer Beg au CJCSC et placer au poste de COAS quelqu'un qui aurait sa confiance. On cite les noms des lieutenants généraux Alam Jan, Ahmad Kamal et Zulikar Akhtar, tous trois réputés proches d'elle et du PPP. Le président Ghulam Ishaq Khan bloque la manœuvre visant à évincer Beg en le propulsant au CJCSC en maintenant en place le titulaire du poste, l'amiral Sirohev, au motif que l'amiral n'a pas fini son temps et qu'il doit terminer son mandat jusqu'au bout. Benazir Bhutto doit renoncer et elle écrit à Beg une sorte de lettre d'excuse lui assurant qu'il a toute sa confiance en tant que chef de l'armée. Le général est désormais bien conscient que Benazir Bhutto ne sera pas une alliée quand il se lancera en politique.

Shamsur Rahman Kallue est issu de l'arme blindée. Il avait la réputation d'être un bon professionnel et un commandant capable, intelligent, cultivé, autonome dans sa façon de voir les choses. Il aurait eu l'étoffe d'un chef d'état-major et aurait su, à ce poste, s'opposer à Benazir Bhutto si nécessaire. D'autres voix sont plus critiques et le dépeignent comme exagérément réservé dans les moments décisifs, manquant de détermination, voire soucieux de son confort. Il passait pour un ami de Zia ul-Haq au même titre que le général Rafi Alam. On s'attendait à ce qu'il soit nommé vice-COAS en mai 1987 quand la place est devenue vacante. On lui avait finalement préféré Aslam Beg. Hassan Abbas raconte à ce propos : « Kallue ne pouvait pas être promu à ce poste envié parce qu'il avait dans le passé refusé toutes les nominations en rapport avec l'état

d’urgence. C’était une attitude qui ne pouvait pas le faire bien voir de Zia[147]. »

De fait, en 1987, Kallue n’a jamais été sérieusement dans la course au poste de vice-chef d’état-major. Zia pensait au lieutenant général Zahid Ali Akhtar, apparenté au général Akhtar Rahman. C’est l’insistance du Premier ministre Junejo en faveur de Beg qui a été décisive.

En nommant Kallue à la tête du plus important des services secrets, Benazir Bhutto entend contrôler l’ISI pour sécuriser sa propre position. Une partie des hommes de la division des affaires intérieures sont remerciés et la taille de la division est réduite sans être supprimée. Un gouvernement PPP n’est pas moins enclin qu’un gouvernement conservateur à espionner le pays et les gens, et il n’est pas davantage prêt à se passer définitivement d’un tel outil. Cependant, la tentative d’exercer davantage de contrôle sur l’ISI tourne court, notamment parce que le choix du général Kallue n’a vraisemblablement pas été le bon. Il n’est en rien adapté à ce genre de mission. Il ne possède ni l’autorité glacée d’un Akhtar Rahman ni l’énergie d’un Hamid Gul. Les gens de l’ISI sont nombreux à penser que la période Kallue ne fut qu’une perte de temps[148].

Naturellement, la hiérarchie militaire réagit. Kallue passe pour plus loyal aux politiques qu’à l’armée, certains le prennent quasiment pour un renégat. Il est tenu à l’écart des réunions de commandement. On ne l’informe pas des décisions prises. Il ne parvient même pas à devenir maître chez lui, à assurer sa prise sur l’ISI. Tant qu’il en fut le responsable, l’ISI fut dans l’incapacité de procurer information et analyse au gouvernement. Même le secrétariat du Premier ministre trouvait sa naïveté incurable. Il fut bientôt surnommé « *No-clue Kallue* » [Kallue-qui-n’en-a-aucune-idée]. Benazir Bhutto dit un jour que sa nomination avait été la plus grosse erreur de son mandat. En tout cas, cela n’avait pas arrangé les relations du Premier ministre et du chef d’état-major…

Néanmoins, il est faux de croire comme on le fait souvent que sous Kallue les dossiers afghans de l’ISI ont été transférés au Grand Quartier général et confiés au MI d’Asad Durrani. Le MI n’est pas organisé pour cela et du reste rien dans l’ISI tel qu’il fonctionne sous la direction du général Kallue ne fait obstacle aux vues des militaires sur la politique afghane et n’empêche le service de continuer à suivre ces questions. Le bureau

Afghanistan jouissait d'une forte autonomie au sein du service et ne fut affecté en rien. Il y a tout de même une chose à l'actif de Kallue : il est le premier à informer Benazir Bhutto des trafics nucléaires du docteur A. Q. Khan qu'il a découverts à partir d'indices venant de Rawalpindi et d'Islamabad.

L'*Intelligence Bureau* (IB) du Pakistan : le service de renseignement intérieur

L'ISI, rattaché à l'armée, a la réputation d'être le principal service secret du Pakistan. Parallèlement, l'IB est le principal service de renseignement civil. Leurs missions et leurs champs d'action sont en principe distincts. Dans la pratique, il y a des chevauchements de compétences et de domaines. De fait, les deux services sont tous les deux actifs à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Voici une perspective plutôt critique sur l'IB livrée par deux journalistes pakistanais chevronnés en 1992 :

> Dans la très chic avenue de la Constitution à Islamabad, il y a une rue devant le siège de l'administration gouvernementale qui aboutit à un bâtiment quelconque, quasiment minable. C'est le bloc K, le quartier général du MI. L'opinion générale est que le premier service de renseignement civil du Pakistan n'est pas particulièrement bien doté en effectifs mais que son rôle de contre-espionnage va bien au-delà de la surveillance des activités des puissances étrangères hostiles et de leurs missions diplomatiques. Le bloc K est très occupé à surveiller les partis politiques d'opposition et à écouter les communications téléphoniques, à recruter des informateurs dans la presse et surtout, surtout, à manipuler la politique. Ses activités englobent la corruption, le harcèlement, la désinformation contre les opposants au même titre que la surveillance des autres services secrets. Éclipsé par l'ISI pendant les années de l'état d'urgence, l'IB est revenu au premier plan, notamment depuis que le général de brigade en retraite Imtiaz Ahmed a pris ses fonctions[149].

Les hauts fonctionnaires expérimentés qui dirigent l'IB pendant les années 1950 et 1960, comme G. Ahmed, A. B. Awan, Anwer Ali ou N. A. Rizvi, ont essayé de maintenir la neutralité du service par rapport à la politique. La situation change en 1969, quand le général Yahya Khan place son frère Agha Mohammad Ali à la tête de l'IB. L'instrumentalisation politique s'ébauche. Zulfikar Ali Bhutto va encore plus loin dans ce sens et l'IB devient l'auxiliaire du gouvernement dans les affaires de politique intérieure : « [L'IB] n'a pas seulement été utilisé pour faire des misères à

des adversaires politiques ou pour les intimider. Il a aussi été utilisé pour casser des résistances à l'intérieur du propre parti [d'Ali Bhutto]. L'agence a aussi été chargée de constituer des dossiers contre des ministres, des fonctionnaires[150]. »

L'importance de l'IB décline dans les années 1970 à partir de la création du service de sécurité intérieure (*Internal Security Wing*) au sein de l'ISI par un décret de Zulfikar Bhutto. Les deux services se retrouvent en concurrence. Zia ul-Haq rétablit son contrôle sur l'IB en plaçant à sa tête le général d'armée Nek Mohammad. Le Premier ministre Junejo s'est efforcé de desserrer l'emprise des militaires en remplaçant Nek Mohammad par un officier de police expérimenté, Zafar Iqbal Rathore. Bien conscient que l'ISI qui est censé lui être subordonné est en fait contrôlé par l'armée, le Premier ministre essaie de tirer parti de l'IB qui dépend du ministère de l'Intérieur, « mais le service n'avait jamais pu retrouver la puissance qui était la sienne à l'époque de Bhutto[151] ». Pendant les années du gouvernement de Benazir Bhutto de 1988 à 1990, l'IB est dirigé par Noor Nabi Leghari, le fils du futur président Farooq Khan Leghari, qui est loyal au gouvernement. Les gens bien informés savent que Leghari était un homme de paille et que le véritable homme fort de l'IB est son adjoint, le général d'armée en retraite Masud Sharif, un ancien condisciple d'Asif Zardari, l'époux de la première dame. C'est dans ce contexte qu'éclate en septembre 1989 un scandale impliquant les deux services à la fois.

L'affaire *Midnight Jackal*

L'affaire *Midnight Jackal* commence par une tentative de corruption de parlementaires par deux agents de l'ISI qui voulaient les amener à retirer leurs voix au gouvernement Bhutto à l'occasion d'un vote de confiance. On ne sait toujours pas qui était le véritable commanditaire. Le gouvernement entreprend de démasquer les coupables en faisant intervenir l'IB en septembre-octobre 1989. Il s'agit d'une affaire de corruption de députés du PPP. L'IB met la main sur des enregistrements et des bandes-vidéo montrant deux agents de l'ISI tentant de corrompre des députés de la majorité. Le but de l'IB est alors de prendre au piège le chef de l'opposition Nawaz Sharif. En vain, celui-ci se dérobe à la dernière minute et ne se présente pas à une rencontre compromettante. Les deux corrupteurs sont le général de brigade

Imtiaz Ahmed et le major Mohammad Aamer, tous deux officiers de carrière en activité[152]. Aamer est administrateur du patrimoine de l'ISI à Islamabad. Imtiaz appartient à une unité du génie cantonnée à Risalpur, mais il a appartenu à l'ISI pendant des années. À l'époque où Akhtar Rahman dirige l'ISI, il était colonel au service du contre-espionnage (*Counter Intelligence Bureau)* à Karachi et il a ensuite fait carrière au *Joint Counter Intelligence Bureau* (JCIB) au sein de la direction de l'ISI à Islamabad. Il a travaillé avec Hamid Gul à la mise en place de l'IJI. Il continue ses menées politiques dès les premiers temps du gouvernement Bhutto en essayant d'organiser une nouvelle coalition de l'opposition en décembre 1988. Imtiaz a finalement été rappelé dans le génie pour le sortir de la ligne de tir au moment où le général d'armée en retraite Naseerullah Babar, conseiller du Premier ministre pour la sécurité, a dénoncé ses agissements. Il n'en continue pas moins d'exercer son talent de manipulateur. C'est un conspirateur-né qui jouit d'une belle réputation au Pakistan. Le journaliste Zahid Malik l'a comparé à James Bond. Le général de brigade Tirmazi, son ancien chef et son prédécesseur au JCIB, considérait que, « comme son ami Aamer, il avait l'habitude de faire l'intéressant et de se mettre en scène dans des histoires inventées de toutes pièces[153] ».

On ne sait toujours pas si Imtiaz Ahmed et Aamer ont agi sur instruction du quartier général ou simplement au service de dirigeants de l'opposition. Ou bien à l'instigation de Kallue et de l'ISI ?

Les partisans de la première hypothèse font remarquer qu'ils ont participé à la création de l'IJI dès 1988. Imtiaz aurait aussi déclaré à des tiers qu'il avait des instructions directes d'Aslam Beg et de Hamid Gul[154]. C'est assez invraisemblable, le commandant de l'armée était bien trop expérimenté et trop prudent pour s'en remettre à deux subordonnés comme ceux-là. On peut le croire quand il déclare que l'armée n'a pris aucune part dans cette affaire politique[155].

La deuxième hypothèse est plus crédible si on considère qu'à l'automne 1990 Nawaz Sharif devenu Premier ministre allait bien récompenser les deux hommes entre-temps renvoyés de l'armée. Imtiaz allait devenir un de ses plus fidèles soutiens en prenant la tête de l'IB et

Aamer être nommé directeur pour les affaires d'immigration à la *Federal Investigation Agency.* On peut penser que les deux hommes considéraient en 1989 que Nawaz Sharif était l'homme du futur et qu'ils s'étaient mis à son service pour les basses besognes. Ils prenaient des avances pour l'avenir, quand ils auraient quitté l'armée. Nawaz Sharif aurait été prévenu à la dernière minute et aurait évité de se rendre à la réunion où l'IB l'aurait enregistré et filmé s'il lui en avait donné l'occasion.

La troisième hypothèse, celle qui voit Kallue derrière l'affaire, n'exclut pas absolument les deux autres. Elle tire argument de ce qu'Aamer a raconté en conseil de discipline. Dans sa déposition, Aamer dit avoir agi sur l'ordre de Kallue. Le plan aurait été le suivant : se faire passer pour un opposant au gouvernement et attirer les moutons noirs du PPP. Cela aussi est crédible : Kallue aurait bien pu vouloir venir en aide à la Première ministre menacée lors du vote de confiance. Il aurait fait un choix malheureux en missionnant Aamer : il avait mal apprécié ses liens avec le général de brigade Imtiaz. Aamer et Imtiaz se seraient entendus dans son dos et se seraient mis au service de Nawaz Sharif après s'être concertés avec leur ancien chef Hamid Gul[156].

Quand le scandale éclate et quand le secrétariat du Premier ministre lui transmet les accusations, le chef d'état-major Aslam Beg met l'affaire entre les mains de l'*Adjutant General* qui a compétence là-dessus au sein de l'armée. L'*Adjutant General* charge de l'enquête une commission de trois personnes.

Commentaire de Beg sur les dépositions recueillies par la commission :

> Le major Aamer dit avoir agi sur instruction du directeur de l'ISI, le général Shamsur Rahman Kallue, pour savoir quels étaient les parlementaires du PPP qui pactisaient avec l'opposition. À cette époque-là, Imtiaz ne faisait pas partie de l'ISI. Lui a dit avoir simplement voulu donner un coup de main à son ancien collègue Aamer. Il n'y a pas eu de réponse de la part de Kallue[157].

Aamer et Imtiaz ont été chassés de l'armée, mis à la retraite d'office « pour faute ». Les milieux hostiles à Beg et les personnes critiques envers l'armée sont d'avis que ce n'était pas la réaction ni la sanction appropriée. Ils considèrent que l'absence de renvoi devant une cour martiale prouve à l'envi que la hiérarchie militaire était bel et bien impliquée.

La fin du gouvernement de Benazir Bhutto en août 1990 ne sonne pas la fin de l'affaire *Midnight Jackal*. Le 10 août 1992, un cadre du PPP, un certain Salman Taseer, rend publics des enregistrements sonores censés provenir de l'ISI et destinés à montrer que le service entendait nuire à son ancien protégé maintenant brouillé avec les militaires, Nawaz Sharif. Asad Durrani, chef de l'ISI entre août 1990 et mars 1992, aurait commencé à apprécier le PPP et lui aurait remis les enregistrements en personne.

Les spéculations sur *Midnight Jackal* continuent. Des hommes politiques et des journalistes ont trouvé là un bon moyen de critiquer l'armée et l'ISI. Un éditorial publié par le *Friday Times* début 2001[158] évoque « le rôle joué par un commandant d'unité et Nawaz Sharif qui ont réussi à persuader Oussama ben Laden de financer un vote de défiance contre elle [Benazir Bhutto] en envoyant un chèque de 10 millions de dollars américains au général Aslam Beg, personnellement ». Benazir Bhutto a donné sa version de l'affaire lors d'un discours au sommet d'Abou Dhabi en novembre 2005 :

> Mes adversaires ont demandé de l'aide à quelqu'un qui n'était pas encore très connu à l'époque, Oussama ben Laden. Ils l'ont rappelé en Arabie saoudite où il était retourné en 1989 après le retrait russe d'Afghanistan. Ils lui ont demandé 10 millions de dollars américains pour renverser mon gouvernement en lui promettant en échange qu'ils feraient du Pakistan un État théocratique[159].

Aslam Beg a catégoriquement démenti avoir reçu de l'argent lors de ses entretiens avec l'auteur. Il dit que cette histoire de paiement est une invention destinée à diffamer un adversaire politique et à couvrir ses propres erreurs. Nous sommes tenté de penser comme lui.

Août 1990 : fin du premier gouvernement Benazir Bhutto

La majorité des Pakistanais pensent que le chef de l'armée Beg a eu un rôle décisif dans le renversement du gouvernement de Benazir Bhutto en août 1990. Les commandants des grandes unités militaires se seraient réunis le 21 juillet 1990 pour décider sa chute. Il est exact que la hiérarchie militaire discutait de la situation politique lors de ses réunions et que les décisions incombaient au chef d'état-major. Beg avait pour habitude d'écouter soigneusement l'avis de ses généraux. Comme il le dit lui-même :

« Quand on en venait à des questions d'ordre politique, je permettais à mes commandants d'exprimer librement leur opinion. À de rares exceptions près, ils confirmaient que le gouvernement devait se prolonger mais que c'était au président de trancher en dernier recours[160]. »

Beg eut dans la déposition du gouvernement Bhutto comme dans d'autres occasions un rôle de complicité passive. Le principal responsable fut le président Ghulam Ishaq Khan qui savait que le gros de la hiérarchie militaire partageait ses vues sur la Première ministre.

Voici ce qu'écrit l'éditorialiste Altaf Gauhar, dans *The Nation*, le 8 août 1993 :

> Après avoir prêté serment, après la mort subite de son prédécesseur et mentor le général Zia ul-Haq, contrairement aux dispositions de la Constitution, il [Ghulam Ishaq Khan] avait refusé de nommer un Premier ministre de transition. Les commandants des trois armes qui l'avaient appelé au pouvoir avaient essayé de le convaincre d'agir conformément à la Constitution. Il leur avait répondu que n'importe quel homme politique qu'on nommerait Premier ministre causerait des problèmes inutiles et qu'en raison de cela les élections seraient reportées. En réalité, il ne faisait pas confiance aux politiciens. Il les avait vus courber l'échine devant trois dictateurs militaires, il pensait qu'ils ne comprenaient pas les problèmes du pays et que leur dévotion à la démocratie n'était qu'une façade derrière laquelle ils dissimulaient leurs ambitions pour les charges publiques et leur avidité de s'enrichir. Quand le tribunal suprême lui a reproché de n'avoir pas nommé de Premier ministre de transition, il a fait valoir que c'était le général Zia ul-Haq qui n'avait pas trouvé nécessaire d'en désigner un, qu'il avait hérité de la situation et qu'il n'avait pas voulu perturber le *statu quo*[161].

Ghulam Ishaq Khan n'avait jamais fait confiance à Benazir Bhutto, pas plus que la plus grande partie de la hiérarchie militaire. C'était une opinion largement partagée au sein des élites, parmi les grands féodaux, les hauts fonctionnaires, les industriels et dans le camp des religieux pour qui la présence d'une femme à la tête du pays confine à l'abomination. Il était soutenu par l'ISI. Malgré l'influence que pouvait avoir Kallue sur une partie du service, certains pensent que le président avait largement le contrôle de celui-ci. Il avait le droit de déposer le gouvernement, c'était sa prérogative. Aslam Beg a déclaré plus tard à des journalistes qu'il avait reçu de Ghulam Ishaq Khan des extraits de lettres de plaintes adressées par le président à la Première ministre. Beg les aurait lus lors d'une réunion de commandement : « Il y avait un consensus général chez les chefs de corps

pour penser que la décision appartenait au président puisqu'il était le plus à même d'en juger[162]. »

Pour résumer : le général Aslam Beg a initialement tenté d'établir une collaboration avec la nouvelle Première ministre et n'a trouvé que peu d'écho auprès de celle-ci. Benazir Bhutto a préféré chercher des appuis ailleurs. Des agents de l'ISI, l'ayant mise sur écoute, découvrent que, la nuit même de son premier entretien avec Beg, elle s'est entretenue par téléphone avec ses amis américains et qu'elle leur a raconté ses conversations avec Ghulam Ishaq Khan et avec Beg. Elle leur a expliqué qu'on ne voulait pas lui remettre le pouvoir et demandait que Washington fasse pression. La radio « Voice of America » s'y est employée dès le lendemain. Beg en prend ombrage et il commence à se ménager tous les atouts possibles.

Benazir Bhutto concédera plus tard que Beg était initialement de son côté. Elle s'exprime ainsi en janvier 2001 dans le *Herald* : « Beg était de mon côté jusqu'à ce qu'il subisse l'influence des services secrets qui l'ont persuadé que je voulais le remplacer à la tête de l'état-major par le général Imtiaz. C'était ridicule, mais il l'a cru[163]. »

Elle oublie ici que sa tentative d'ôter son pouvoir à Beg en le propulsant au CJCSC est connue et attestée par des documents d'archives. Cela n'avait échoué que parce que Ghulam Ishaq Khan dont l'accord était indispensable avait refusé de s'y prêter.

Le déroulement de la visite de Rajiv Gandhi à Islamabad dans le cadre du sommet de la *South Asian Association for Regional Cooperation* (SAARC) de décembre 1988 n'a pas non plus contribué à lui assurer la sympathie de l'establishment. Le communiqué officiel faisait état de la conclusion d'un pacte de non-agression applicable aux centrales nucléaires des deux pays et de la volonté de régler le problème du Siachen par la négociation. L'ISI, qui avait mis bon nombre de protagonistes sur écoute, en avait bien d'autres à raconter : les deux chefs de gouvernement étaient tombés d'accord sur l'idée que le développement économique des deux pays passait par une réduction substantielle des dépenses militaires. Naturellement, les généraux des deux côtés ne voyaient pas cela d'un bon œil. L'ISI rapporte aussi que Rajiv Gandhi a conseillé à Bhutto de remplacer son chef d'état-major. Aslam Beg passait pour un faucon à New Delhi. Il avait organisé en 1988 les grandes manœuvres *Zarb-e-Momin* pendant lesquelles les forces

pakistanaises étaient passées à l'offensive allant ainsi à rebours de la stratégie militaire en vigueur. Les conceptions de Beg selon lesquelles, en cas de conflit, l'armée pakistanaise devait pénétrer rapidement et profondément sur le territoire indien pour y faire des gains territoriaux susceptibles de servir de monnaie d'échange dans les négociations à venir ne plaisaient pas beaucoup aux Indiens. Benazir Bhutto n'ayant, selon les agents de l'ISI, rien objecté à la recommandation de Rajiv Gandhi de remplacer le chef de l'armée, elle avait encore perdu du crédit auprès de l'état-major pakistanais.

L'ISI n'était pas resté sans réaction et avait contre-attaqué. Une accusation de trahison se met à circuler. Sur ordre de Benazir Bhutto, le ministre de l'Intérieur PPP Aitzaz Ahsan aurait transmis aux Indiens une liste de tous les contacts de l'ISI parmi les rebelles sikhs du Pendjab oriental, une trahison qui aurait coûté la vie à la plupart des sikhs. L'intensification de la répression contre les rebelles sikhs au printemps 1989 en serait la preuve.

Or, il n'existe pas la moindre preuve à l'appui de cette rumeur. Les partisans du PPP pensent que c'est une manipulation orchestrée par l'ISI et que Benazir Bhutto aurait été bien bête de prêter le flanc à un éventuel chantage de la part de New Delhi. Il est difficile de croire que le gouvernement ait pu entrer en possession d'une liste de contacts sikhs détenue par l'ISI. Aucun service secret ne communique jamais le nom de ses agents. Cela détruirait plusieurs années de travail. Ceux qui croient à la trahison répliquent que c'est le général Imtiaz (décédé en 2003) qui a transmis la liste à la Premier ministre. Benazir Bhutto et le PPP ont démenti avec véhémence mais la campagne de l'ISI a fait son effet : le soupçon de trahison ne s'est pas éteint et les sikhs du Pendjab oriental eux-mêmes ne l'ont pas oublié.

Le premier gouvernement de Benazir Bhutto n'a duré qu'un an et demi, n'a réussi que peu de choses et n'a eu du reste dès le début que peu de perspective de succès. L'establishment a trouvé le temps et les occasions de bloquer et de saboter son action, notamment en se servant de l'ISI et du MI. Selon l'expression de Benazir Bhutto, « l'appareil de sécurité était devenu fou[164] ». D'après elle, Hamid Gul avait mis son téléphone sur écoute dès le début de son mandat. À partir de janvier 1989, il a essayé de provoquer la défection en masse de membres du PPP du Sindh pour faire tomber la

coalition gouvernementale PPP-MQM au pouvoir à Karachi. Il a réussi après l'automne 1989 à détacher le MQM de la coalition et à faire passer Altaf Hussain dans l'opposition.

La Première ministre a tenté de contre-attaquer. Au printemps 1989, elle a chargé l'ancien maréchal de l'air (en retraite) Zulfiqar Ali Khan de rédiger un rapport sur les services secrets. Ce rapport n'a pas eu de conséquences, il a été enterré. Des extraits, les recommandations de la commission et des commentaires ont été publiés en août 1994 par le mensuel *Herald* sous le titre « Le rapport oublié ».

Maleeha Lodhi et Zahid Hussein, deux journalistes bien informés auteurs d'un reportage sur les services secrets paru en 1992, décrivent ainsi les activités politiques du MI :

> Presque toutes les missions de nature politique avaient été confiées à l'ISI par le Grand Quartier général. Il ne restait plus au MI que ses missions de départ : le contre-espionnage dans l'armée et la collecte d'informations sur les pays voisins hostiles. Le MI a repris un rôle politique parallèlement à l'ISI. Il a renoué avec l'espionnage politique sous les ordres du général d'armée Asad Durrani, qui avait la confiance de Beg, développant ses contacts avec les hommes politiques et élaborant pour le compte de l'armée une stratégie hostile au gouvernement[165].

Mirza Aslam Beg récuse ces affirmations et accuse les auteurs de cet article d'avoir été commandités pour nuire à sa réputation et renforcer le sentiment qu'il aurait dès le départ travaillé contre le chef du gouvernement. Interrogé à ce sujet par l'auteur de ce livre en avril 2007 à Rawalpindi, il répond qu'en fait, comme ses prédécesseurs et ses successeurs à la tête de l'état-major, il avait été amené à nouer des contacts avec des hommes politiques de différents bords pour se tenir informé de la situation et que s'il ne l'avait pas fait, les élections de 1988 auraient pu ne pas avoir lieu[166].

120. Général K. M. Arif, *Working with Zia*, *op. cit.*, p. 399.

121. Le général Shamim Alam qui avait participé à la revue des blindés avait envoyé le message : « Pas besoin de venir, il ne reste que des cendres ».

122. Jehangir Karamat, alors major général, futur commandant en chef, faisait partie de la suite de Beg.

123. Hassan Abbas, *Pakistan's Drift into Extremism*, New York, East Gate Books, 2005, p. 133.

124. Beg raconte qu'il était sous-divisionnaire et qu'il avait dit à son chef que l'armée avait fait son possible et qu'il convenait maintenant d'initier un processus politique pour sauver la situation. Le chef de division avait répondu : « Sortez ! »

125. Entretien avec Beg en avril 2005 à Rawalpindi. Beg dit aussi qu'il a récidivé en 1988 dans un mémorandum préconisant le retour à la démocratie et que Zia avait encore ri, en lui disant qu'il n'avait pas idée des problèmes qui se posaient.
126. Hassan Abbas, *Pakistan's Drift into Extremism, op. cit.*, p. 136. Favorable aux Bhutto, ce livre ne peut pas être soupçonné de complaisance envers Beg.
127. Zahid Hussein, « General Glasnost: a Final Salute ? », *Newsline*, Karachi, août 1991, p. 39.
128. Imranullah Khan commandait le 10e corps de Rawalpindi, Imiaz Warraich et Jehangir Karamat appartneaient à l'état-major, Hamid Gul était le chef de l'ISI.
129. Général K. M. Arif, *Working with Zia, op. cit.*, p. 402, 403. Le général Arif avait été un proche collaborateur de Zia à partir de 1977, il avait achevé sa carrière comme COAS adjoint, avec le grade de général quatre étoiles.
130. Adnan Adil, « Beg: the inside story », *Newsline*, février 1993, p. 28.
131. *Benazir Bhutto vs Federation of Pakistan, Constitutional Petition 2R-1987* datée du 2 juin 1988.
132. Jusqu'en 1990, la notion d'establishment recouvre au Pakistan la bureaucratie d'État largement organisée sur le modèle britannique. Depuis l'époque d'Ayub Khan, elle avait le plus souvent déféré aux vœux des militaires et des propriétaires fonciers tout en suivant la ligne de ses intérêts particuliers. Après la prise du pouvoir par Musharraf, le terme désigne plutôt la hiérarchie militaire.
133. Voir Muhammad Ali Shaikh, *Benazir Bhutto, op. cit.*, p. 110.
134. Étaient présents le leader de l'IJI Ghulam Mustafa Jatoi, les chefs des gouvernements provinciaux, le ministre de l'Intérieur Ali G. Kazi, le professeur Ghafoor Ahmed du *Jamaat-e-Islami* et le directeur de l'ISI Hamid Gul.
135. *Herald*, Karachi, août 1994, p. 42. Le *Newsline* donne la citation suivante : « Il était nécessaire de créer un contrepoids au PPP, sinon, la restauration de la démocratie pouvait échouer. »
136. *Herald*, Karachi, janvier 2001, p. 43.
137. *Newsline*, Karachi, octobre 1992, p. 28.
138. Muhammad Ali Shaikh, *Benazir Bhutto, op. cit.*, p. 120.
139. Selon la Constitution, il devait attendre deux ans après la fin de son commandement pour pouvoir éventuellement se présenter à la présidence comme on lui en prêtait l'intention.
140. Muhammad Ali Shaikh, *Benazir Bhutto, op. cit.*, p. 120.
141. Rapporté lors d'un entretien avec Iqbal Haider à Karachi en 2005.
142. La PNCA était composée de cinq membres : le président, le Premier ministre, le COAS, le directeur du laboratoire de recherches nucléaires de Kahuta et le président de la commission de l'énergie nucléaire. Il était coprésidé par le président et le Premier ministre.
143. Khalid Hassan, « Benazir Took Power 1988 under Deal with Army: CIA », *Daily Times*, Lahore, 3 juillet 2007.
144. Iqbal Akhund, *Trial and Error, op. cit.*, p. 138.
145. Entretien avec Agha Shahi en mars 2004 à Islamabad.
146. Sous Zia, Hamid Gul avait déjà rencontré son homologue indien de la R&AW, A. K. Verma, à Amman et à Genève. Les rencontres s'étaient faites à la demande du prince héritier de Jordanie Hassan ben Talal, marié à une Pakistanaise. Les discussions portaient sur le Khalistan et le Siachen, il n'en était pas sorti grand-chose.
147. Hassan Abbas, *Pakistan's Drift into Extremism, op. cit.*, p. 137.
148. Kallue avait été le condisciple d'Imtiaz Ali Khan à l'École de guerre. Ils étaient amis. Benazir a pu faire le choix de Kallue sur la recommandation de son conseiller pour la défense.
149. Maleeha Lodhi, Zahid Hussain, « Pakistan's invisible government », *Newsline*, Karachi, octobre 1992, p. 22, 23.
150. Un témoin direct cité dans *Newsline*, Karachi, 1993, p. 29.

151. *Ibid.*
152. Dans les sources secondaires, par exemple dans la presse, ils sont souvent désignés comme le général de brigade Imtiaz Bill et le major Amir.
153. Cité par Khaled Ahmed, *The Friday Times*, Lahore, 1er au 7 juin 1995, p. 9.
154. *Newsline*, Karachi, août 2012, p. 70.
155. *Newsline*, octobre 1992, p. 37.
156. Imtiaz et Aamer n'ont fait aucune déclaration à ce sujet dans le procès-verbal d'enquête de sorte que le COAS Beg, même s'il l'avait voulu, ne pouvait prendre aucune sanction contre Gul.
157. *Newsline*, Karachi, août 2012, p. 37.
158. *The Friday Times*, vol. XII, n° 48.
159. Cité par *The Nation*, Lahore, 21 novembre 2005.
160. *Newsline*, Karachi, octobre 1992, p. 38.
161. Altaf Gauhar, *Thoughts and after Thoughts, op. cit.*, p. 20.
162. *Newsline*, Karachi, octobre 1992, p. 38.
163. *Herald*, Karachi, janvier 2001, p. 49.
164. *The Herald Annual*, Karachi, janvier 2001, p. 44.
165. Maleeha Lodhi, Zahid Hussein, « Pakistan's invisible government », *op. cit.*
166. Entretien avec Aslam Beg en avril 2007 à Rawalpindi.

Chapitre 8

L’ISI et le Premier ministre Nawaz Sharif

(1990-1993)

Changement au Grand Quartier général

Le premier gouvernement de Benazir Bhutto prend fin le 6 août 1990. Nawaz Sharif, du parti PML, jusque-là Premier ministre du Pendjab, la plus peuplée des quatre provinces du pays, est nommé Premier ministre le 1er novembre. La fin du premier gouvernement Bhutto signifie aussi la fin du mandat de Shamsur Rahman Kallue à la tête de l’ISI. Il part en gentleman[167] mais suscite peu de regrets. Ils étaient nombreux à penser que le service avait été réduit à l’inactivité tant qu’il en était responsable. Tout comme Akhtar Rahman, il n’avait fait aucun « rapport annuel confidentiel », ce qui avait eu entre autres conséquences de bloquer les possibilités de promotion de ses subordonnés. Il est remplacé par le général deux étoiles Asad Durrani sur proposition du chef d’état-major Beg que le prévenant Premier ministre intérimaire Ghulam Mustafa Jatoi s’est empressé de suivre. Durrani espérait recevoir le commandement d’une division à son départ du MI mais Beg en personne l’avait convaincu qu’il serait plus utile à l’ISI.

Le nouveau Premier ministre Nawaz Sharif n’apprécie ni Beg ni Durrani. Sa priorité en août 1991 est de pourvoir l’armée d’un chef d’état-major. Beg gêne le chef du nouveau gouvernement en s’opposant publiquement à la politique de celui-ci sur l’Irak. Nawaz Sharif était disposé à accéder au souhait de Washington d’engager des unités combattantes pakistanaises en Irak dans la première guerre du Golfe. Le chef de l’armée était contre. Un compromis est trouvé avec l’envoi de troupes pakistanaises en Arabie saoudite avec la mission de protéger les lieux saints soit un contingent de 10 000 hommes sans mission de combat. Pour Beg, ce n’est pas satisfaisant. Même quand le monde entier constate que l’Irak s’effondre militairement, il prophétise encore dans les journaux pakistanais que l’Irak sera un nouveau

Vietnam pour les Américains. Il est la risée de la presse. Au moment de la rédaction de ce livre, Beg soutient toujours qu'on ne l'a pas compris et qu'il a été injustement attaqué. Selon sa vision des choses, il avait fait le voyage en Arabie saoudite à la demande de Nawaz Sharif pour inspecter les troupes pakistanaises : « Le voyage était pour Nawaz Sharif et pour Washington un moyen d'essayer de m'influencer[168]. » À Riyad, il assiste à une réunion avec le général américain Schwarzkopf [le commandant des troupes de la coalition] et à un *briefing* sur la situation. L'Américain déclare qu'il a atteint ses objectifs mais qu'il est dans l'incertitude à propos des intentions définitives de Washington en Irak. « Ils ont déplacé les poteaux du but », lui aurait dit Schwarzkopf, et Beg aurait répondu qu'une occupation prolongée du pays provoquerait une guerre de guérilla que les États-Unis ne pouvaient pas gagner[169]. Il concède qu'à son retour, s'entretenant avec la presse, il a tenu des propos de plus en plus antiaméricains. Il craint comme à l'époque de Benazir Bhutto qu'un Premier ministre inexpérimenté en relations internationales comme l'était Nawaz Sharif ne prête une oreille trop docile aux suggestions et aux exigences américaines[170].

Certains experts pakistanais pensent que la position de Beg vis-à-vis des événements d'Irak découle moins de sa conviction que Saddam Hussein pouvait gagner « la mère de toutes les batailles » que de calculs de politique intérieure pakistanaise. C'est la frustration politique qui aurait conduit le général à entrer en opposition avec la politique du gouvernement. Beg n'aurait pas apprécié l'arrivée au pouvoir du débutant de Lahore qu'il tient pour médiocre sur le plan politique. Il sait aussi qu'il ne recevra aucun soutien de sa part dans ses projets d'avenir et l'idée de terminer sa carrière lui fait perdre son sang-froid. De plus, le chef de l'armée pouvait, par ses déclarations, s'attirer la sympathie du mouvement de masse dont les manifestations hostiles à la guerre mettaient le gouvernement Sharif sous pression. Il aurait fait ses déclarations pour se hisser en quelque sorte sur la vague de protestation, prendre le train en marche et conclure une alliance avec Benazir Bhutto.

Ces analyses ne manquent pas de crédibilité mais quoi qu'il en soit, on peut penser que des raisons plus profondes motivent l'attitude de Beg en 1990. Pendant le « règne » de Zia, Beg ne s'était pas signalé par son attitude antiaméricaine. Dans les années 1980, certains cercles à

Washington le considéraient même comme « leur homme ». Après le retrait soviétique d'Afghanistan à la fin des années 1980, la position des Américains sur la politique nucléaire du Pakistan évolue et les États-Unis font pression sur leur ancien partenaire. Écoutons Husain Haqqani :

> Quand Zia ul-Haq était encore vivant, Beg défendait la position que le Pakistan devait tenir la dragée haute face aux Américains parce que ceux-ci ne pouvaient pas se permettre d'ignorer leur seul et unique allié dans une région dangereuse. Le général Beg pensait aussi que le potentiel nucléaire du Pakistan était son plus grand atout stratégique. Au lieu de mettre le programme nucléaire en sommeil de façon à éviter des sanctions américaines, Beg proposa au contraire qu'on lui donne une accélération et qu'on le rende public. Il croyait que les États-Unis ne laisseraient pas tomber un Pakistan équipé de l'arme nucléaire. De fait, une capacité nucléaire notoire pouvait constituer un mobile supplémentaire pour soutenir le Pakistan. Les États-Unis seraient portés à accepter le choix de leur dirigeant par les Pakistanais si ce dirigeant apparaissait susceptible de conserver la ligne. Beg pensait que le Pakistan pouvait compenser le franchissement du Rubicon nucléaire s'il faisait en même temps un pas vers la démocratie[171].

Plus Washington faisait pression sur la question nucléaire, plus Beg s'éloignait de la politique américaine, et il savait que la majorité de ses compatriotes le suivaient. Il ne faisait pas mystère de son revirement et Washington réagit. La presse américaine se mit à le dépeindre comme radicalement anti-occidental et dangereusement irrationnel. Cela n'a pas changé. Les journalistes pakistanais leur ont emboité le pas. Pendant les treize années où Zia était au pouvoir, leur liberté d'expression est restée limitée. Aujourd'hui, les digues qui restreignaient les critiques envers l'armée ont cédé. Beg devient la cible d'une rancœur accumulée depuis longtemps. On voit aussi se lever contre lui des plumitifs commandités pour le compte de cercles religieux, politiques ou économiques. L'indépendance de la presse pakistanaise est très relative. En dehors des faiseurs d'opinion stipendiés qui doivent leur survie économique aux subsides de telle ou telle agence, même des journalistes reconnus et des éditorialistes renommés sont notoirement liés à certaines institutions. Les journalistes soucieux de leur indépendance – il y en avait toujours eu et il y en a toujours au Pakistan – sont exposés à des pressions pour écrire selon une tendance donnée. Il leur arrive de céder pour garder une partie de leur liberté et pour pouvoir conserver leurs sources d'information.

En 1990, Beg fait encore une tentative pour rallier le président à sa cause par l'intermédiaire du leader du parti MQM Altaf Hussain. Elle échoue parce que le Pachtoune Ghulam Ishaq Khan a son agenda à lui. Il est resté longtemps sous la tutelle des militaires et il aspire à exercer un vrai pouvoir. Ghulam Ishaq Khan agit avec prudence. Dans la première moitié de l'année 1991, le bureau du président fait parvenir l'offre suivante à Aslam Beg : une prolongation d'un an au poste de commandant ou un mandat de trois ans en tant que président du Comité des chefs d'état-major *(Chairman Joint Chiefs of Staff Committee,* CJCSC). Beg refuse la première éventualité et pose ses conditions pour la deuxième. Dans le numéro de juin 1991 du mensuel *Herald*, qui est bien informé sur ces questions, on peut lire : « Selon les milieux autorisés, le général Beg était disposé à accepter la proposition à condition que les attributions [du CJCSC] soient élargies et deviennent comparables à celles d'un commandant des forces armées des États-Unis[172]. »

Le président, qui a déjà rejeté la proposition de créer un *National Security Council*, signifie à Beg sa décision définitive : il attend sa demande de mise à la retraite pour le mois d'août et il lui communique une liste de quatre successeurs potentiels à la tête de l'état-major de l'armée. Le premier nom est celui de Shamim Ala Khan, le dernier celui d'Asif Nawaz Janjua. Le procédé lui paraît respectueux à l'égard de Beg. La presse et les milieux politiques spéculent depuis des mois sur l'identité de son successeur et relèvent que Shamim Ala Khan n'a jamais exercé de commandement de corps, et qu'Asif Nawaz Janjua n'a aucune expérience d'état-major. Beg réagit en relevant Shamim Ala Khan de ses fonctions de chef d'état-major pour l'affecter au corps d'armée de Bahawalpur et en remplaçant Asif Nawaz à la tête du corps d'armée de Karachi pour le promouvoir chef d'état-major au quartier général. Il vient d'égaliser les chances, la décision finale revient au président. Le Premier ministre Nawaz Sharif soutient le choix du lieutenant général Asif Nawaz Janjua qu'il connaît pour avoir collaboré avec lui à Karachi. Janjua l'informait de la situation à Karachi quand il était à Lahore et manifestait peu de zèle pour réduire les difficultés que le gouvernement Bhutto rencontrait dans le Sindh. On peut lire en juillet 1991 dans *Newsline* :

> Après l'arrivée au pouvoir de Benazir Bhutto, Janjua se fit une certaine notoriété en tant que commandant de l'armée dans le Sindh. Il ne faisait pas mystère de son antipathie pour le gouvernement PPP et pour la politique menée par celui-ci. En février 1990, quand des affrontements violents avaient éclaté entre les militants du PPP et ceux du MQM, et que les deux partis en étaient arrivés à échanger sous son arbitrage les otages qu'ils avaient pris, Janjua était arrivé en retard à une réunion et il avait dit aux gens du PPP : « Vous êtes complètement immatures et incapables de gouverner[173]. »

Ghulam Ishaq Khan n'a rien contre ce général originaire du district de Jhelum au Pendjab qui a la réputation d'avoir des contacts à Washington par le biais de son frère vivant aux États-Unis. Cela fait partie des raffinements de la politique pakistanaise que de voir le président et le Premier ministre aller main dans la main contre la recommandation du chef de l'armée, de façon à faire savoir au nouveau chef militaire qu'il est l'homme de leur choix mais que le COAS l'a proposé au dernier rang. De cette façon, on dégrade les relations entre l'ancien et le nouveau COAS, et on limite l'influence de Beg sur son successeur. La décision de Nawaz Sharif et de Ghulam Ishaq Khan n'est pas une surprise pour Aslam Beg. Il sait aussi qu'on l'observe. L'ISI avait mis des gens sur son cas avant le départ de Kallue, il y a dans son entourage immédiat au quartier général un espion qui renseigne le président ou les chefs de la PML et du PPP. Beg est au fait des ambitions du chef d'état-major Asif Nawaz Janjua, du chef du MI Javed Ashraf Qazi et du général de brigade Ziauddin. Aslam Beg est le premier chef de l'armée pakistanaise à être écouté par ses hommes. Il s'est abstenu d'engager des poursuites disciplinaires contre ceux qu'il appelait le « gang » pour éviter un scandale préjudiciable à l'armée[174]. On peut se demander si ce n'est pas pour cela qu'il n'a placé qu'en quatrième position Asif Nawaz Janjua, le diplômé de l'Académie royale militaire britannique de Sandhurst…

La (brillante) carrière d'active du COAS Mirza Aslam Beg prend fin le 21 août 1991. Beg a été chef d'état-major général (*Chief of General Staff*) de 1980 à 1985, commandant du corps d'armée de Peshawar de 1985 à 1987, chef d'état-major adjoint de 1987 à 1988, chef d'état-major (*Chief of Army Staff*, COAS, soit commandant de l'armée dans la nouvelle terminologie) de 1988 à 1991. Il a modernisé l'armée et considérablement rehaussé son moral, sa confiance en elle-même et sa réputation. Sous son commandement, le niveau de formation des officiers a beaucoup progressé,

le nombre des détenteurs d'une thèse, par exemple, est passé de 0 à 25. Ses réserves politiques vis-à-vis de Washington n'ont pas empêché le développement de la coopération entre les forces armées pakistanaises et l'armée américaine. Pendant qu'il était COAS, 450 officiers ont été envoyés en formation aux États-Unis[175].

En 1991, Beg bénéficiait d'une certaine considération publique. Après la censure et l'opacité de l'époque Zia, son attitude envers la presse lui vaut le surnom de « général Glasnost ». Sa réputation a commencé à se ternir à partir du retour en politique de Benazir Bhutto en 1993, au moment de l'affaire du Mehrangate et des campagnes de presse contre lui. Il est devenu la cible de critiques et l'objet de polémiques pas toujours infondées. Ses déclarations politiques et sa liberté de ton provoquaient ses adversaires.

Hamid Gul : des adieux bien peu militaires

Dans les derniers mois avant le départ en retraite de Beg, le président Ghulam Ishaq Khan et le Premier ministre Nawaz Sharif se demandent si, contrairement à ce qu'il affirme publiquement, le COAS n'envisage pas de prendre le pouvoir par un coup d'État. Le lieutenant général Asif Nawaz a dû lui aussi avoir du mal à dormir en pensant à Hamid Gul, le commandant de l'armée à Multan. Il confie à Beg qu'il pense qu'Hamid Gul a chargé ses amis barbus d'Afghanistan de l'assassiner : il change de chambre toutes les nuits et il a besoin d'une protection renforcée. Beg lui offre des gardes du corps et lui suggère de s'installer dans la résidence fraîchement rénovée du vice-COAS, située dans le quartier bien protégé de l'*Army House* à Rawalpindi. Asif Nawaz y déménage aussitôt et la fait garder par une centaine de soldats disposés en trois cercles autour de son logement provisoire.

On ne sait pas si le nouveau COAS Asif Nawaz a retrouvé sa tranquillité après le 21 août 1991. La nomination du lieutenant général Shamim Ala Khan comme président du Comité des chefs d'état-major (CJCSC) semble recueillir l'assentiment de la plupart des chefs de corps, mais il y a toujours un spectre à Multan : Hamid Gul. Le nouveau COAS ne le quitte pas des yeux. Hamid Gul est toujours très influent parmi les chefs des moudjahidine afghans, nombre d'entre eux lui rendent visite à Multan pour lui faire des rapports sur la situation dans leur pays[176]. D'autre part, des hommes

politiques pakistanais viennent chercher ses conseils. Gul passe encore pour un homme disposant de pouvoir et d'influence. Asif Nawaz attend sa chance. Elle se présente en décembre 1991. Le vice-président russe Alexander Rutskoi vient en visite officielle au Pakistan dans la troisième semaine de décembre. Ses hôtes lui ont promis avec l'accord de chefs de guerre et de politiciens afghans la libération de soldats russes encore prisonniers d'Hekmatyar. Hamid Gul conseille à ses amis afghans de revenir sur leur accord et aucun prisonnier n'est libéré. Le gouvernement et l'armée pakistanaise ne sont pas disposés à digérer l'affront.

Deux jours après la visite de Rutskoi, le COAS Asif Nawaz passe à l'action : Gul reçoit une nouvelle feuille de route. Il est muté à Taxila au poste de responsable d'un complexe industriel de l'armée (*Head of the Heavy Rebuild Complex*), un poste purement administratif. L'intéressé obéit partiellement. Il fait la passation de son commandement à Multan au profit de Jehangir Karamat sans se rendre pour autant à Taxila. Il fait aussi sans succès des tentatives pour trouver appui auprès du Premier ministre et du président de la République. Le Premier ministre offre certes de le réintégrer dans un poste de commandement, mais ne parvient pas à faire fléchir le COAS. Le président de la République, qui, trois années plus tôt, était encore courbé devant les généraux et avait vu avec plaisir Gul saper le gouvernement Bhutto, ne daigne même pas le recevoir. Le général de cavalerie Hamid Gul est très à cheval sur son honneur professionnel. Il ne peut pas accepter de finir une brillante carrière à Taxila à deux ans de la retraite. Asif Nawaz saisit la balle au bond et Hamid Gul est renvoyé à la vie civile[177].

La mouvance islamiste crie à la trahison. Le parti *Jamaat-e-Islami* et les journaux ourdous dressent une statue à Hamid Gul, le troisième héros de la guerre de libération en Afghanistan avec Zia ul-Haq et Akhtar Rahman. « Le départ forcé du général Gul prouve qu'on essaie de saboter le jihad afghan et de modifier la position idéologique de l'armée[178]. » Et Gul d'en rajouter : « J'ai été mis à la retraite pour rassurer Washington en cédant sur la question nucléaire et sur la question afghane[179]. » Il dément aussi les accusations d'Islamabad selon lesquelles il aurait eu des contacts contraires à sa position de commandant d'unité avec les milieux politiques et les chefs de guerre afghans Qu'y a-t-il de mal à rencontrer des hommes politiques ?

Pourquoi rompre subitement avec les Afghans après avoir travaillé avec eux pendant des années ? La cause de son départ est à chercher du côté des pressions américaines. L'ami des États-Unis, Asif Nawaz, s'efforcerait de revenir sur l'islamisation réussie de l'armée sous Zia et on peut craindre pour son unité et sa discipline. Le travail en commun avec les jihadistes et avec le *Jamaat-e-Islami* a rapproché Gul de la mouvance islamiste. Il croit que la désidéologisation de l'armée n'est ni possible ni souhaitable et il prévient : « Le général Zia a transformé l'armée et il en a fait le pivot du processus d'islamisation [du Pakistan]. Il ne sera pas facile d'écarter la partie considérable de l'armée qui ne permettra pas qu'on revienne sur cette évolution[180]. »

Bien qu'il n'arborât pas de barbe, Hamid Gul était notoirement un musulman radical. On raconte qu'un événement de sa vie privée l'avait fait basculer dans la religiosité : au début des années 1990, une de ses filles s'était suicidée parce que ses parents s'opposaient à son divorce. Elle avait laissé une petite fille qui avait été élevée par ses grands-parents. Les propos qu'on tient sur Gul sont généralement à charge. En contrepoint, voici ce qu'en dit un expert politique pakistanais :

> [Il] a une vision exacte des choses et des opinions claires. Il est persuadé de ce qu'il dit et ne parle pas pour amuser la galerie comme nos hommes politiques doivent le faire. Il croit en une justice sociale reposant sur les principes de l'islam. Il n'est ni un bigot, ni un clérical, mais il est contre les États-Unis. Gul est un butin de guerre des partis religieux. C'est un bon organisateur et il sait beaucoup de choses. Il pouvait faire du bon travail dans le but de renverser un gouvernement par un travail de sape[181].

Asad Durrani, directeur de l'ISI

L'organisation de l'ISI a été améliorée sous Asad Durrani. Le fait qu'il ait conservé la direction du service sous Asif Nawaz alors qu'il avait été nommé par Aslam Beg témoigne de la reconnaissance de son professionnalisme par le nouveau COAS. Durrani passe pour ne pas tricher et pour respecter les institutions. Asif Nawaz lui fait confiance et Nawaz Sharif a alors d'autres chats à fouetter. Le Premier ministre considère que l'existence de son gouvernement est menacée par la prérogative présidentielle de renvoyer le gouvernement et de dissoudre le Parlement. Il cherche le moyen d'abolir le huitième amendement de la Constitution qui

fonde cette prérogative introduite dans les institutions par Zia. Une démarche qui provoquera fatalement un conflit avec le président Ghulam Ishaq Khan. Cette perspective conduit le Premier ministre à ménager le nouveau chef de l'armée, notamment en ne lui demandant pas de faire un changement à la tête de l'ISI dans l'immédiat.

L'accident d'avion d'août 1988 a levé le blocage qui pesait sur la carrière de Durrani. Quand il était général de brigade et animateur d'un groupe d'étudiants à l'école militaire (*National Defence College*, NDC), pendant l'été 1988, il avait fait une conférence remarquée sur la démocratie et Zia ul-Haq lui en avait tenu rigueur. La première réaction de celui-ci avait été de bloquer la promotion d'Asad Durrani à la réunion de la commission chargée des avancements, en demandant un report. Durrani savait qu'il n'avait plus grand-chose à espérer et l'accident d'avion fut son coup de chance. Le nouveau COAS ne partage pas les antipathies de son prédécesseur à son égard. Durrani reçoit sa deuxième étoile et des liens se tissent entre lui et Aslam Beg. Asad Durrani devient chef de l'ISI au départ de Kallue alors qu'il n'était encore que général deux étoiles. Il obtient la troisième vers la fin de son mandat à l'ISI.

Les analystes extérieurs le considèrent comme un spécialiste, un professionnel, ainsi que l'a été Akhtar Rahman, en particulier parce qu'il a travaillé au MI. Une source interne pense qu'il aurait rénové l'ISI s'il était resté plus longtemps en fonction[182]. De son côté, Durrani ne voit pas les choses de cette façon-là. Selon lui, personne ne lui a demandé de réformer le principal service de renseignement du pays et il pense, du reste, que ce n'était pas nécessaire. Il a déplacé très peu de gens en interne et il en a chassé tout aussi peu[183]. Il fait organiser à l'université Quaid-e-Azam un enseignement spécial en mathématiques et en informatique à l'intention des agents de l'ISI. Il lance deux études internes sur l'efficacité du service dont les conclusions montrent un déséquilibre entre analyse quantitative et analyse qualitative. Leur proportion respective devrait être de 80/20, l'ISI fait le contraire. La crainte permanente du noyautage et du sabotage par les services indiens avait conduit au surdéveloppement des activités de contre-espionnage par rapport au renseignement stratégique. « L'ISI était faible en expertise humaine (HUMINT) », dit un jour un ex-agent à l'auteur de ce livre.

Durrani est resté à la tête de l'ISI d'août 1990 à mars 1992, une période où le service a été principalement sollicité par les affaires du Cachemire, de l'Afghanistan, et par des activités de politique intérieure. L'engagement de l'ISI au Cachemire fut intensifié et le recours à la guerre sainte généralisé à partir de 1990. La ligne de contrôle est devenue plus perméable aux infiltrations des soi-disant jihadistes. Deux rencontres secrètes entre Durrani et son homologue indien de la R&AW G. S. Bajpai n'ont pu conduire à un apaisement[184].

Najibullah était toujours au pouvoir à Kaboul et c'était en soi un défi pour l'ISI. Après l'échec de la tentative de prise de Jalalabad, on revient à la stratégie de guérilla des années 1980 en se donnant comme prochain objectif la ville de Khost dans l'est de l'Afghanistan. Avec l'aide de l'ISI, Hekmatyar réussit à gagner le ministre de la Défense afghan Shahnawaz Tanai à la préparation d'un complot contre le président Najibullah. Tanai fait attaquer la présidence afghane à Kaboul par des pilotes de l'armée de l'air afghane le 9 mars 1990 en espérant tuer Najibullah dans son bureau pendant que des unités blindées agissant pour son compte tentent d'ouvrir au sud de Kaboul un corridor permettant le passage vers la ville des troupes d'Hekmatyar. C'est un échec. Tanai prend la fuite au Pakistan. Sous Durrani également, Hekmatyar reste le principal opérateur de l'ISI en Afghanistan.

En octobre 1990, l'ISI fait partir de Peshawar un convoi de 700 camions chargés de 40 000 roquettes destiné à Hekmatyar dans la région de Kaboul pour le mettre en mesure d'attaquer la capitale. Le chef du *Hezb-e-Islami* devait bombarder la ville jusqu'à ce qu'elle tombe, quelles que soient les pertes civiles. Ce n'est pas du goût de la CIA à Islamabad qui ne tient pas du tout à voir le fondamentaliste Hekmatyar s'emparer du pouvoir. Dès avant l'échec du putsch de Tanai, la CIA mise sur l'Alliance du Nord d'Ahmed Shah Massoud et lui envoie une aide d'urgence de 500 000 dollars américains le 31 janvier 1990. Les experts américains estiment que l'attaque d'Hekmatyar se solderait par 200 000 à 300 000 victimes civiles[185] et les autres chefs afghans y sont opposés. Mais il faut contrer l'offensive des islamistes. L'ambassadeur des États-Unis au Pakistan Oakley transmet une lettre du président George Bush qui menace de graves répercussions sur les relations bilatérales avec le Pakistan si le convoi parvient à destination et si Hekmatyar lance l'opération prévue. L'ISI

s’incline. L’opération *Tanai Two*, comme l’appelaient les Américains, est annulée, les camions rappelés. Durrani s’éloigne de plus en plus des Américains. À l’origine, Washington ne le considérait pas comme hostile. Néanmoins, après le ratage de la tentative d’Hekmatyar sur Kaboul, il adopte une attitude conciliante, participant en tant qu’observateur à une réunion de l’assemblée des chefs de guerre afghans tenue en l’absence d’Hekmatyar, établissant le contact avec Ahmed Shah Massoud et invitant celui-ci à Islamabad. Il s’agissait d’inclure l’Alliance du Nord dans une vaste coalition dirigée contre Najibullah. Massoud reçoit pour la première fois des missiles Stinger. Parallèlement, Durrani rencontre secrètement le ministre de la sécurité et chef des services secrets de Najibullah, des contacts qu’il niera toujours devant les Américains et les chefs afghans réticents à cet égard. Aucune information n’a filtré sur le contexte et le contenu de ces rencontres, Durrani s’efforçait probablement d’obtenir la défection de l’Afghan.

Agha Shahi, secrétaire d’État aux Affaires étrangères (*FO Secretary)* sous Zia ul-Haq puis ministre des Affaires étrangères, a expliqué lors d’un entretien avec l’auteur de ce livre que sous Zia la politique afghane était l’affaire de l’ISI et qu’il n’y avait jamais été associé. À la différence de ce qui se passait dans les années 1980, la politique afghane des années 1990 n’est plus déterminée uniquement par le service secret. Le ministère pakistanais des Affaires étrangères a voix au chapitre. Il y avait déjà un *Afghanistan Bureau* au ministère du temps de Zulfikar Bhutto et de Zia ul-Haq, mais ses possibilités d’action étaient très limitées. Ce n’est qu’à partir de fin 1988 qu’ont lieu les premières réunions communes présidées par le président Ghulam Ishaq Khan. Ces réunions commençaient par la présentation d’un document de travail par le secrétaire d’État, de sorte que désormais l’opinion des politiciens et des diplomates était entendue. Elle le fut d’autant plus quand Nawaz Sharif se mit à présider ces réunions qui se terminaient le plus souvent par un consensus, à deux exceptions près. Les Affaires étrangères voulaient que la politique afghane soit revue après le retrait des Soviétiques mais l’ISI n’était pas d’accord, ne voyant aucune raison de changer de stratégie. Lors de la dernière réunion à laquelle Durrani participe, le 25 janvier 1992, un deuxième point de friction apparaît : Nawaz Sharif refuse après coup d’appliquer les résolutions prises. On s’était mis d’accord sur un rééquilibrage des actions en Afghanistan. Moins

d’opérations militaires et plus d’actions diplomatiques. Par conséquent, deux jours plus tard, le ministre d’État Siddiq Kanju annonce que le Pakistan soutiendra le plan de l’ONU en cinq points qui prévoit la réunion d’une assemblée afghane des chefs traditionnels (*Loya Jirga)* et la formation d’un gouvernement de transition incluant des représentants du régime de Najibullah. Siddiq Kanju annonce aussi la fin des livraisons d’armes aux moudjahidine afghans. Quelques jours après, Nawaz Sharif, de toute évidence sous la pression du *Jamaat-e-Islami*, demande à Durrani qu’on revienne sur cette décision et qu’on continue à lui fournir des armes. Il défend aussi une coopération plus poussée entre Rabbani et Hekmatyar. Durrani le contredit sur ce point, les actions d’Hekmatyar étant notablement en baisse à l’ISI. Rabbani avait fait savoir à l’ISI que tous les autres chefs des moudjahidine estimaient impossible de continuer à collaborer avec Hekmatyar. Pour le Premier ministre, le chef de l’ISI a passé les bornes. Asif Nawaz réussit à le protéger jusqu’en mars 1992 en argumentant que les affaires afghanes se trouvent à un stade critique, mais Nawaz Sharif finit par passer à l’action. Il veut défaire l’emprise du quartier général sur l’ISI et amener le service dans l’orbite du secrétariat du Premier ministre. Dans ce scénario, il n’y a plus de place pour Durrani et il est remercié. Le quartier général le fait responsable de l’entraînement et de l’évaluation avec une troisième étoile à la clé.

Altaf Hussain : une carrière politique

Le lieutenant général Asif Nawaz s’essaie au rôle de chef d’armée apolitique à rebours de ses prédécesseurs. Son premier ordre du jour proclame la neutralité politique de l’armée. Les militaires doivent garder une attitude neutre entre la majorité et l’opposition et soutenir le processus démocratique. Il réalise rapidement à son grand dam qu’il a sous-estimé les écueils de la politique pakistanaise et les risques associés à la neutralité[186].

Première difficulté : l’opération *Clean Up* [Récurage] entreprise dans la province du Sindh à l’été 1992 le plonge dans le marais des disputes politiques internes. Cette opération de six mois est une tentative pour écraser le MQM dans les villes et les bandes de malfaiteurs protégés par divers notables politiques dans l’arrière-pays de la province. Quand il était chef d’unité, pensant favoriser sa carrière, Asif Nawaz avait transmis à

Nawaz Sharif des informations sur les activités du MQM dans le Sindh. À ce moment-là, le parti des Muhajirs était encore utile au Premier ministre du Pendjab dans sa lutte contre Benazir Bhutto. Mais une fois devenu chef du gouvernement du Pakistan, Nawaz Sharif ne peut plus s'accommoder d'un MQM devenu violent et revendicatif. Il enjoint au chef de l'armée de mettre celui-ci hors d'état de nuire par une ordonnance rédigée en langue ourdoue, dite « *paijau* »[187].

Aujourd'hui encore, des interrogations demeurent quant au *Muhajir Qaumi Movement,* apparu sous Zia ul-Haq. La plupart des experts pakistanais considèrent que l'ISI a présidé à sa naissance[188]. Dans les années 1970 et au début des années 1980, le *Jamaat-e-Islami*, relativement puissant dans les villes du Sindh, s'était montré incapable de miner la base politique des Bhutto. Bien au contraire, en 1983, le PPP réussit à constituer *l'Alliance for the Restoration of Democracy* qui appelle à la résistance contre le régime de Zia ul-Haq. Benazir Bhutto risque de revenir d'exil et de jouer la carte du Sindh. Cela préoccupe Zia ul-Haq qui charge l'ISI d'organiser politiquement les Muhajirs[189] et de les mobiliser à son avantage. L'entreprise commence en 1985 avec la création des *mufti bazars* qui distribuent aux pauvres des vêtements, des chaussures et des provisions gratuitement ou à bas prix. Au départ, l'argent vient de l'ISI, qui se retire quand l'œuvre, qui a beaucoup de succès, peut voler de ses propres ailes.

En 1991, Altaf Hussain propose de changer le nom du parti en *Muttahida Qaumi Movement* [Mouvement pour l'unité du peuple] pour signaler l'ambition du parti à dépasser les limites d'un mouvement ethnique appuyé sur les seuls Muhajirs. En plus, il adopte la revendication d'un foyer national pour les Muhajirs, ce qui l'exclut de la classe politique d'Islamabad. Une fois de plus, l'ISI est sommé de reprendre le contrôle de son ex-protégé. À la fin des années 1980, l'ISI commence à armer des nationalistes du Sindh pour combattre le MQM. Dans le même temps, il cherche à trouver des opposants à Altaf Hussain au sein du MQM, particulièrement du côté des Muhajirs originaires du Bihar. Cette stratégie porte ses fruits à l'été 1991 : trois dirigeants du MQM annoncent la création d'un nouveau parti, le MQM-Haqiqi, et dénoncent la dérive d'Altaf Hussain et sa trahison de la cause des exilés venus d'Inde. Le MQM-Haqiqi prétend être le seul représentant légitime des Muhajirs.

Altaf Hussain les excommunie à son tour, les considérant comme des traîtres et comme des sbires de l'ISI, non sans succès, puisqu'il garde avec lui le gros du parti. La division du parti se fait sur une ligne de clivage ethnique. Les gens du Haqiqi sont surtout des Biharis et les partisans d'Altaf Hussain se recrutent parmi les immigrants de l'Uttar Pradesh. Comme ceux-là sont les plus nombreux parmi les Muhajirs, cela assure au MQM le maintien d'une grande partie de sa base électorale, d'autant qu'Altaf Hussain, non sans adresse, s'est fait le héraut des Biharis dans l'ex-Pakistan oriental, et que la reconnaissance qu'il s'est acquise l'a en partie suivi dans le Sindh. D'autres tentatives de l'ISI pour créer des divergences entre sunnites et chiites dans le parti d'Altaf Hussain tournent court[190].

Cependant, la situation personnelle d'Altaf Hussain devient dangereuse. Il part pour Londres au printemps 1992, officiellement pour suivre un traitement médical. Dans les derniers temps avant son exil, il vit dans la clandestinité, se déplaçant d'une cachette à l'autre. L'ISI le laisse courir : la situation politique au Sindh peut faire l'économie d'un martyr supplémentaire.

Le MQM-Haqiqi n'est pas parvenu à devenir la principale force politique des Muhajirs. Le stigmate de sa complicité avec l'ISI lui colle à la peau. Il réussit à établir une base limitée dans quelques quartiers de Karachi, surnommée *no-go areas* et à la tenir plus de dix ans contre les frères ennemis du MQM et les forces de sécurité nationale. Mais, comme le MQM, le MQM-Haqiqi verse dans la criminalité. Et quand Musharraf, comme Zia ul-Haq autrefois, doit trouver des alliés pour combattre les Bhutto dans leur bastion politique du Sindh, il renoue l'alliance avec Altaf Hussain et cela signe la fin (provisoire) du MQM-Haqiqi.

Altaf Hussain vit toujours à Londres car il est sous le coup de condamnations au Pakistan[191]. Des relations influentes lui ont permis de devenir sujet britannique et ses partisans lui assurent un train de vie confortable. Grâce aux moyens modernes de communication et à des commandos d'hommes de main, il garde son parti sous son contrôle depuis plus de vingt ans.

Les suites d'un arrêt cardiaque :
la mort du COAS Asif Nawaz

L'armée commence le 28 mai 1992 dans le Sindh une opération dite *Clean Up* contre l'implantation du MQM dans les villes et contre le banditisme organisé. Asif Nawaz Janjua réussit l'exploit de reprendre le contrôle de la situation dans le Sindh sans dommage pour l'image de l'armée et même en obtenant une amélioration de celle-ci chez les habitants de la province qui réclamaient depuis longtemps que quelque chose soit fait contre Altaf Hussain et les siens. À Islamabad, Nawaz Sharif n'est pas très heureux des succès remportés par son chef de l'armée. Selon Ahmed Rashid, il n'est pas non plus disposé à suivre sa recommandation d'organiser des élections libres dans le Sindh en acceptant le risque de voir le PPP arriver au pouvoir dans la province. Le Premier ministre se serait plus ou moins accommodé de voir l'armée proclamer l'état d'urgence dans le Sindh ou prendre le pouvoir dans la province, mais manifeste une défiance quasi paranoïaque devant la perspective qu'elle agisse raisonnablement en laissant le parti le plus populaire arriver au pouvoir par la voie des urnes[192].

La relation entre le commandant de l'armée et le Premier ministre s'érode et on en arrive à une rupture complète en moins d'un an. Asif Nawaz retourne à l'envoyeur un 4 X 4 BMW flambant neuf offert personnellement par Nawaz Sharif. On sait qu'au cours de la dernière réunion des chefs de corps convoquée par ses soins, le général les met en garde contre les tentatives de corruption de la part du gouvernement.

Dans les affaires afghanes, Asif Nawaz veut qu'on se détourne d'Hekmatyar pour restaurer de bonnes relations avec les États-Unis. Pour les mêmes raisons, il cultive des contacts avec l'armée américaine et il a des entretiens au Pentagone ou avec le *United States Central Command* américain CENTCOM en se passant de la présence de l'ambassadrice du Pakistan aux États-Unis Abida Hussain qui s'en plaint amèrement à Islamabad. De son côté, Nawaz Sharif se sent maintenant assez fort pour adresser des remontrances au chef de l'armée par l'intermédiaire de Chaudhry Nisar Ali Khan et de Malik Naïm, lui enjoignant de « regarder où il met les pieds ».

Apparemment serein et sûr de lui, le COAS supporte en fait difficilement la pression politique qui pèse sur lui. Ses collaborateurs du quartier général sont témoins de sa frustration croissante. Il lui faut se battre à la fois contre des problèmes physiques et contre des doutes politiques. Il a déjà eu une attaque cardiaque qu'il a dissimulée avant de devenir commandant en chef. Un deuxième infarctus l'emporte en décembre 1992. Sa mémoire est célébrée comme celle d'un officier et d'un gentleman mais sa famille pense qu'il a été victime d'un attentat politique. La presse fait état d'un prétendu empoisonnement. Pour se laver de tout soupçon, le gouvernement est obligé de faire procéder à l'exhumation du corps et à son autopsie par des spécialistes étrangers qui concluent à une mort naturelle. La théorie de l'empoisonnement circule toujours, relancée en 2008 par un ouvrage écrit par son frère.

Un barbu à la tête des espions : Javed Nasir, chef de l'ISI

La nomination du lieutenant général Javed Nasir à la tête de l'ISI le 2 mars 1992 est une décision de Nawaz Sharif et de lui seul. Cela rappelle la nomination unilatérale de Kallue par Benazir Bhutto. Nawaz Sharif a certes signalé plusieurs mois à l'avance à Asif Nawaz qu'il avait l'intention de procéder à un changement à la direction de l'ISI et celui-ci lui avait transmis en retour une liste de trois noms, mais ensuite, plus rien. Le Premier ministre informe simplement, presque fortuitement, le chef de l'armée de sa décision lors d'une rencontre le 1er mars 1992. Selon certains témoins Asif Nawaz en serait. L'armée venait juste, deux mois plus tôt, de nommer Javed Nasir à la direction d'une entreprise de l'armée, l'*Ordnance Factory* de Taxila. La surprise est générale chez les militaires. On accepte le fait accompli comme on avait accepté Kallue du temps d'Aslam Beg. C'était bien au chef du gouvernement de choisir le maître espion.

La décision fait jaser dans l'opinion publique. Le nouveau chef de l'ISI passe pour un fondamentaliste musulman, un croyant reconverti. Avant ce retour à la religion, Javed Nasir goûtait les plaisirs du monde. Général de brigade, il avait la réputation d'être un bon vivant qu'on pouvait croiser dans des fêtes mondaines. Après la mort de sa mère en 1982, peut-être l'instant déterminant, il s'est laissé pousser la barbe et est devenu très religieux. Comme celle du Premier ministre Nawaz Sharif, sa famille vient

du Cachemire, mais elle s'est installée à Lahore et à Gujranwala avant la partition. Javed Nasir est apparenté (par son mariage) avec le général de brigade Imtiaz Ahmed. Les deux hommes sont issus du génie et ont fait leurs études ensemble. L'ancien *Midnight Jackal* devient le chef de l'IB et l'un des principaux auxiliaires de Nawaz Sharif. À l'IB, il avait fait preuve de zèle, allant jusqu'à mettre des hauts gradés sur écoute. Imtiaz Ahmed a certainement appuyé sa nomination à l'ISI.

Javed Nasir a la réputation d'être un musulman strict et un bon officier. Il est diplômé de la 18e promotion de l'Académie militaire, la même que celle d'Hamid Gul dont il n'est sorti qu'un point en dessous de celui-ci. Les deux hommes entretenaient depuis lors une certaine rivalité. Javed Nasir reste pendant neuf ans instructeur au *National Defence College*. Le fait qu'un officier du génie prenne la direction d'un service de renseignement n'était pas une nouveauté. Cela s'était déjà produit en 1985 sous Zia avec Nek Mohammad à l'IB.

Javed Nasir avait rejoint les rangs de la confrérie *Tablighi Jamaat* (TJ) bien avant d'arriver à la direction de l'ISI. Au Pakistan, ce mouvement de réforme spirituelle passe pour une organisation purement religieuse, ce qui permet l'adhésion des fonctionnaires et des militaires. C'est la même chose au Bangladesh. Nasir en fut même le principal dirigeant, l'*amir*, alors qu'il était encore en fonctions à l'ISI et il l'est resté ensuite. On comptait parmi les membres de la confrérie des officiers de toutes obédiences, des membres des services secrets et des scientifiques de la recherche nucléaire et aéronautique. Parmi ces gens, nombreux étaient ceux qui utilisaient leurs vacances pour suivre les prêcheurs du *Tablighi* dans leurs tournées dans le pays et à l'étranger. Il est attesté que Nasir fit office de prêcheur pendant ses voyages de chef de l'ISI à l'étranger. Quand il termine sa carrière militaire, en 1993, il fait d'autres voyages, principalement en Asie du Sud-Est. Il a probablement utilisé un déplacement au Cambodge pour soutenir un groupe local de rebelles musulmans.

En tant que directeur de l'ISI, Javed Nasir a fait un voyage à Pyongyang en 1992. Pendant ce séjour, il visite l'usine n° 125 de la Changgwang Sinyong Corporation où des fusées russes R-19 sont transformées en missiles balistiques coréens Nodong[193]. Les Pakistanais ont amené dans leurs bagages des missiles américains Stinger provenant des stocks de

l'armée pakistanaise et Nasir signe un contrat pour que les Nord-Coréens produisent un dérivé du Stinger. Un avenant ultérieur associe l'Iran au financement de la production de batteries de Stinger.

Le voyage du chef de l'ISI en Corée du Nord n'est qu'une des visites de dignitaires pakistanais dans ce pays parmi d'autres. Zulfikar Ali Bhutto s'y était déjà rendu en 1971 et y avait jeté les bases de relations bilatérales. Benazir Bhutto avait aussi fait une visite secrète en Corée du Nord pendant son deuxième mandat. Elle n'est donc pas crédible quand elle affirme ne pas avoir eu connaissance de l'étendue du programme nucléaire pakistanais. Le docteur A. Q. Khan fait aussi régulièrement partie des visiteurs de Pyongyang, nous y reviendrons.

Il faut aussi mettre à l'actif de Javed Nasir des livraisons d'armes à la Bosnie, menées conjointement avec l'Iran. On sait aujourd'hui que l'aide fraternelle de l'ISI a porté sur des missiles antichars, des mortiers, des kalachnikovs de fabrication russe et chinoise, des mines et d'autres armements légers. Des appareils militaires pakistanais se chargent du transport[194]. L'ISI, en collaboration avec Al-Qaida, participe à l'acheminement de combattants vers la Bosnie. Des Pakistanais du *Harkat-ul-Ansar*, du *Harkat-ul-Moudjahidine* et d'autres groupes, ainsi que des hommes de la brigade 055 d'Al-Qaida furent infiltrés en Bosnie par la Turquie et par la Croatie. Cette brigade se composait de combattants arabes et aussi de non-arabes notamment des Bangladais, des Indonésiens, des Malais et des Cachemiris[195]. Des livraisons d'avions charters et d'avions militaires pakistanais organisées par l'ISI arrivent sous le nez de l'Otan et de la CIA. Pourquoi l'ISI, qui a déjà beaucoup à faire au Pakistan et dans sa guerre secrète avec l'Inde, se mêle-t-il des Balkans et du Caucase ? L'objectif est de travailler à l'établissement du Pakistan comme puissance islamique, comme pays leader de la communauté musulmane – l'Ummah –, une ambition de longue date parmi les dirigeants pakistanais.

L'attentat commis à Mumbai en mars 1993 (257 victimes) a souvent été attribué à l'ISI de Javed Nasir et est considéré comme une action de représailles après la destruction de la mosquée de Babri à Ayodhya en Inde lors d'une manifestation hindouiste. Washington n'ignore rien de la multiplication des agissements de l'ISI en Corée du Nord, en Bosnie ou à Mumbai, et voit avec un malaise croissant l'ISI conduire des opérations au

Cachemire, ou des combattants arabes se concentrer à Peshawar. La pression américaine sur Nawaz Sharif se fait plus forte. Elle porte notamment sur le limogeage du sulfureux directeur de l'ISI. Le 12 mai 1992, le secrétaire d'État James Baker écrit une lettre au Premier ministre pour tancer le Pakistan au sujet du soutien apporté à des groupes radicaux opérant au Cachemire. L'ambassadeur américain au Pakistan, Nicholas Platt, la remet assortie d'explications on ne peut plus claires :

> Nous avons des renseignements fiables qui établissent que votre service secret, l'*Inter-Services Intelligence Directorate*, et des éléments de l'armée [pakistanaise] soutiennent des activistes cachemiris et sikhs qui commettent des actions terroristes. […] Ce soutien consiste en livraisons d'armes, en entraînement, en aide au passage des frontières. […] Nous parlons là d'un soutien secret et direct du gouvernement pakistanais. […] Nos informations sont sûres. Elles ne proviennent pas du gouvernement indien. Je vous prie de réfléchir aux conséquences sérieuses que la poursuite de ce soutien aurait sur nos relations. […] Si les choses restent en l'état, le secrétariat d'État des États-Unis pourrait être conduit par la loi à placer le Pakistan sur sa liste des États terroristes. Vous devez prendre des mesures pour mettre fin à l'aide apportée aux activistes et ne plus permettre qu'ils séjournent dans des camps d'entraînement au Pakistan et dans l'Azad Kashmir[196].

Lors d'une réunion gouvernementale tenue le 18 mai 1992 par Nawaz Sharif pour aborder les suites à donner à cette lettre, réunion à laquelle assistait Javed Nasir, celui-ci a répondu : « Jusqu'ici, nous avons effacé toutes nos traces et nous les effacerons encore mieux à l'avenir. » Le COAS Asif Nawaz, également présent, fait un bon résumé du dilemme pakistanais : « Il n'est pas dans l'intérêt du Pakistan d'aller à la confrontation avec les États-Unis, mais nous ne pouvons pas non plus mettre un terme aux opérations militaires contre l'Inde[197]. »

Le manque de coopération de l'ISI dans l'affaire des missiles Stinger avait particulièrement irrité Washington. La responsable des Affaires étrangères pour l'Asie (*Assistant Secretary of State for South Asia*) Christina B. Rocca avait été chargée de racheter trois cents de ces missiles livrés à l'ISI à la fin des années 1980, et si efficacement employés en Afghanistan. Elle s'était rendue au Pakistan et en Afghanistan. Javed Nasir s'était montré si peu coopératif qu'à son retour, elle avait recommandé à son gouvernement l'inscription du Pakistan sur la liste des États soutenant le terrorisme[198].

Nawaz Sharif finit par prendre la mesure du danger et se décide à remplacer son chef espion barbu par quelqu'un de moins controversé. Il en informe le président Ghulam Ishaq Khan et le nouveau chef de l'armée, Waheed[199]. Il dépêche son homme de confiance Chaudhry Nisar aux États-Unis pour offrir aux Américains la tête du directeur de l'ISI, affirmer que les camps de jihadistes ont été fermés et qu'on a l'intention d'arrêter les opérations du *Jamaat-e-Islami* au Cachemire. Washington se montre sceptique et le gouvernement Sharif n'est pas en mesure de tenir ses promesses, quelles qu'aient été ses intentions : il prend fin le 18 avril 1993, avant le limogeage de Javed Nasir qui intervient en mai.

La chute de Nawaz Sharif

Après la mort d'Asif Nawaz, le président Ghulam Ishaq Khan nomme pour lui succéder à la tête de l'armée Abdul Waheed Kakar, un peu comme il sortirait un lapin de son chapeau. L'intéressé commande l'armée à Quetta, il n'arrive qu'au cinquième rang par ordre d'ancienneté, et il s'apprête à partir en retraite quand il est désigné et promu général quatre étoiles. D'autres étant donnés favoris, le coup de poker du président crée la surprise générale, jusque chez le Premier ministre.

Le nouveau chef de l'armée est originaire de la tribu kakar, de la région de Zhob[200], à la frontière afghane, dans le nord du Baloutchistan. Après Ayub Khan et Yahya Khan, c'est le troisième COAS à parler pachtou, la langue des populations vivant dans le sud de l'Afghanistan et dans la zone pachtoune du Pakistan. On ne lui connaît aucune position politique et c'est cette réputation d'être apolitique qui lui vaut sa nomination par le président Ghulam Ishaq Khan. Lors de son premier discours au quartier général, il fait l'éloge de ses prédécesseurs et émet le vœu de réussir à faire dans les trois ans dont il disposera autant que son prédécesseur en seize mois seulement. Il se pose dans la continuité d'Asif Nawaz et prône la non-intervention de l'armée dans le champ politique. Lui aussi va rapidement comprendre que la promesse est difficile à tenir.

Comme nous l'avons vu plus haut, le président et le Premier ministre divergent politiquement à partir de l'automne 1991. Le huitième amendement à la Constitution introduit par Zia ul-Haq est une épée de Damoclès au-dessus de la tête de n'importe quel gouvernement, un élément

de crainte pour tout Premier ministre, un atout chèrement défendu par tous les présidents. Qui plus est, les deux hommes ont des agendas différents : Ghulam Ishaq Khan se montre préoccupé par les échecs du gouvernement en matière financière et économique, ce qui reflète au fond son ancienne aversion de vieux technocrate à l'égard de la nouvelle génération de politiciens. En décembre 1992, le président, âgé de 77 ans, aspire à un nouveau quinquennat. Il sait que de son côté Nawaz Sharif entend mettre un homme à lui à la présidence. La première moitié de l'année 1993 sera décisive et le président compte ses atouts.

Pendant ses derniers mois à la tête de l'armée, Asif Nawaz essaie de réconcilier le président Ghulam Ishaq Khan et la chef de l'opposition Benazir Bhutto. Il désire constituer une alliance entre le PPP et la PML de Junejo pour former une majorité capable de gouverner. Ghulam Ishaq Khan joue le premier coup. Le président remercie le gouvernement Sharif le 18 avril 1993. Il s'ensuit un gouvernement intérimaire de cinq semaines sous Balakh Sher Mazari jusqu'à ce que la Cour suprême déclare le 26 mai que le renvoi du gouvernement est contraire à la Constitution et rétablisse Nawaz Sharif et son cabinet. Le président ne s'avoue pas vaincu : trois jours plus tard, il licencie le gouvernement PML du Pendjab, et le jour d'après celui de la province de la Frontière-du-Nord-Ouest. Les négociations avec les uns et les autres vont bon train, mais c'est quand même le chaos politique et l'armée, troisième pilier du système, est forcée d'agir. Le 1er juillet 1993, le COAS Waheed se rend tout d'abord chez le président, puis chez le Premier ministre et leur signifie les exigences des militaires. Ceux-ci veulent qu'on procède à de nouvelles élections. Nawaz Sharif s'incline et remet sa démission le 18 juillet. Il ne peut pas aller en justice contre l'armée. Comme le président est toujours en fonction, Nawaz Sharif fait figure de second rôle dans la campagne électorale. La candidate du PPP proclame qu'elle est disposée à travailler avec Ghulam Ishaq Khan. Nawaz Sharif dit quant à lui qu'il livrera bataille à ce président assoiffé de pouvoir. Après trois mois de campagne d'interrègne au cours desquels Moin Qureshi, un Pakistanais de la diaspora, administre les affaires courantes à la tête d'un gouvernement de technocrates, Benazir Bhutto remporte les élections du 6 octobre 1993 et reçoit sa deuxième chance. Nawaz Sharif, dépité, rentre dans l'opposition.

Des adieux subits : Javed Nasir et Asad Durrani

Le général Waheed Kakar est astreint à la neutralité en tant que chef de l'armée. Mais c'est un obligé du président Ghulam Ishaq Khan qui en a fait ce qu'il est devenu. Benazir Bhutto entend maintenir de bonnes relations avec le président et par conséquent, dans le contexte que nous venons de décrire, elle est plus proche du COAS que ne l'était Nawaz Sharif. Cependant, tous les responsables militaires ne voient pas la chose d'un bon œil. Au cours d'une réunion tenue en avril 1993, des critiques se font jour pour demander que le COAS s'en tienne à la neutralité politique initialement professée. Deux raisons à cela : d'une part, une partie de l'armée trouve que le président est devenu dangereusement actif et qu'il a abusé de ses pouvoirs constitutionnels, d'autre part, les accusations de meurtre propagées par la famille d'Asif Nawaz ne sont pas restées sans effet et le comportement du président n'a pas contribué à les dissiper, bien au contraire. Les officiers supérieurs sont en même temps bien conscients que Nawaz Sharif bénéficie d'une certaine popularité chez les commandants, les colonels et les généraux de brigade qui forment l'ossature de l'armée et auprès desquels il apparaît comme un homme politique dynamique. On lui porte crédit de ses grands projets comme *Motor Way* et *Optic Fibre System* qui contribuent directement à la modernisation des forces armées.

Le COAS entreprend de limiter les dégâts en deux temps. Il donne au général Iftikhar[201], le frère de Chaudhry Nisar Ali Khan, un intime de Nawaz Sharif, une promotion accélérée au rang de général trois étoiles. Il octroie aussi une prolongation de carrière d'un an à deux lieutenants généraux de ses proches pour augmenter son capital de loyautés. Et finalement, il met prématurément à la retraite les lieutenants généraux Asad Durrani et Javed Nasir, usant d'une prérogative du commandant de l'armée pakistanaise qui peut remercier à sa guise des généraux trois étoiles sans rendre de compte à personne[202]. Le Grand Quartier général fait savoir début mai 1993 par un communiqué laconique que le lieutenant général Javed Ashraf Qazi remplace Javed Nasir en tant que directeur de l'ISI. Ce dernier quitte le service actif quelques jours après bien qu'il lui reste huit mois à faire pour achever une carrière complète. Il en va de même presque simultanément et presque misérablement pour Asad Durrani. À son retour

d'un voyage à l'étranger, à l'aéroport, un jeune officier informe l'ex-chef de l'ISI devenu commandant de l'École de guerre qu'il ne fait plus partie de l'armée. Cette nouvelle tombe deux ans avant l'échéance normale de sa carrière.

L'opinion publique pakistanaise s'attendait à ce que la chute du gouvernement Sharif provoque celle du chef de l'ISI. Et les modalités de celle-ci ne surprennent pas outre mesure car les reproches qui pèsent sur Javed Nasir sont eux aussi de notoriété publique. Commentaire de Maleeha Lodhi dans le *Newsline* : « Tout le temps que le lieutenant général Javed Nasir a dirigé l'ISI, le quartier général semble avoir perdu le contrôle du service. Ce ne sont pas seulement les Américains, mais aussi quelques pays arabes amis qui se sont discrètement plaints des activités de Nasir[203]. »

Un porte-parole des Affaires étrangères à Islamabad a pu qualifier les agissements de Javed Nasir de politique irresponsable pratiquée par un individu isolé. Le directeur de la CIA John Woolsey disait que « l'ISI attisait les conflits dans la région[204] ». New Delhi fournissait sans cesse de nouvelles preuves sur les opérations de l'ISI au Cachemire et au Pendjab oriental. Plus on en savait sur l'attentat de Mumbai et plus l'implication de l'ISI devenait évidente. Les liens de l'ISI avec les Tigres tamouls du Sri Lanka étaient de notoriété publique et on se demandait si tout cela avait reçu l'approbation de Nawaz Sharif. Washington redoutait une escalade en Asie du Sud. Quand celui-ci était Premier ministre, le département d'État américain avait déjà insisté pour qu'on limoge le chef de l'ISI[205].

Les causes de l'éviction d'Asad Durrani semblent moins évidentes. Un mois auparavant, le lieutenant général avait pris la responsabilité du *National Defence College*, l'école de guerre pakistanaise, un poste important. Une déclaration faite à la presse par le diplomate américain John Malott le 15 mai 1993 lors d'une visite à Islamabad peut donner une piste : le Pakistan aurait commencé à répondre positivement aux préoccupations américaines concernant le terrorisme, et le limogeage des deux généraux serait un gage donné aux Américains. Selon Malott, les deux hommes auraient été responsables de l'association entre Pakistan et terrorisme. Restait à voir si leur départ « allait vraiment faire évoluer la situation sur le terrain[206] ». Cependant, Asad Durrani n'était déjà plus à la tête de l'ISI

depuis un an, et il est plausible que le COAS se soit débarrassé de lui pour calmer le mécontentement qui se faisait jour dans l'armée.

Durrani a toujours fait preuve d'indépendance d'esprit et son passage à l'ISI a montré qu'il était aussi doué d'intelligence politique. Même les diplomates qui ne portaient pas les militaires dans leur cœur en étaient venus à le respecter. On considérait aux Affaires étrangères qu'il s'était montré l'un des généraux les plus raisonnables dans les affaires d'Afghanistan. À l'ISI, il avait su garder ses distances autant vis-à-vis de Ghulam Ishaq Khan que de Nawaz Sharif. La soif de pouvoir personnel du premier lui paraissait excessive et la politique du second brouillonne. Tout en agissant pour contrecarrer Benazir Bhutto quand il était chef du MI, il avait, à partir de 1992, « développé une certaine sympathie pour le PPP[207] ». Des personnes moins bien disposées à son égard font remarquer que c'est uniquement de ce côté-là qu'il pouvait encore espérer faire carrière à la tête de l'État après son départ de l'armée. Durrani n'avait pas de fortune et on ne put jamais lui imputer de faits de corruption. Dans la situation qui était la sienne, un général trois étoiles devait penser à son avenir. Deux de ses enfants étaient encore étudiants et c'était bien dans son tempérament de tenir ses arrières couverts. La perspective d'une deuxième chance pour Benazir Bhutto va dans le sens de ses intérêts. Pourtant, le premier semestre 1993 montre clairement qu'il est du côté de l'opposition. Benazir Bhutto a encore des comptes à régler avec l'ancien chef du MI et de l'ISI, qui n'en finit pas moins par lui offrir ses conseils et son expérience dans le domaine des élections. Le quartier général aurait décelé l'évolution politique de Durrani et le COAS aurait trouvé là un moyen de s'affirmer à bon compte et de renforcer sa propre position sous prétexte de faire acte de discipline. L'ex-chef de l'ISI aurait servi de pion.

Donnons une nouvelle fois la parole à Maleeha Lodhi, qui connaît bien ces affaires :

> Des sources dignes de confiance font état d'un entretien « non autorisé » avec un homme politique important qui aurait motivé l'ire du général Waheed et l'aurait décidé à renvoyer Durrani. Il se raconte que le général Durrani aurait eu au mois de mars un entretien téléphonique avec une personnalité politique qui se trouvait à l'étranger et que leur conversation avait été interceptée par les services secrets. Le COAS aurait reçu l'enregistrement après la chute du gouvernement Sharif fin avril. Il paraît que le général Waheed aurait dit à ses conseillers les plus proches que le général Durrani avait commis un

> manquement grave à la discipline en ayant une activité politique sans y être autorisé et que ce n'était pas tolérable. Mais cela se passait fin mai et à ce moment-là, le politicien concerné avait fait une visite à Waheed pour lui présenter ses félicitations. Il suppose que le sort de Durrani s'était scellé là. L'homme politique avait évoqué certains points de ses conversations avec Durrani en pensant naïvement que celui-ci incarnait l'opinion du quartier général. Le COAS avait reçu ainsi la confirmation des menées indésirables de Durrani[208].

L'avantage de cette version est qu'elle arrange tout le monde, à commencer par le chef de l'armée. Les espions qui ont intercepté la conversation de Durrani sont des hommes de l'IB, du *Midnight Jackal*. L'enregistrement est remis à l'armée par des proches de Nawaz Sharif. Durrani n'a vraisemblablement pas fait que téléphoner à Benazir Bhutto. Il lui a offert ses services pour la campagne électorale. Ancien chef de l'ISI, à la tête de l'École de guerre, il a encore accès à certaines informations et son expérience des manipulations électorales est notoire. Il tablait sur une victoire du PPP et Benazir Bhutto avait reconnu la valeur de son concours. Le COAS Waheed lui fait payer ses accointances non autorisées avec Benazir Bhutto et renvoie Asad Durrani dans le désert.

Javed Nasir se console de la fin de sa carrière militaire en exploitant les grandes opportunités qui s'offrent à lui dans le *Tablighi*. Il y occupe déjà un rôle dirigeant, il s'y consacre encore davantage. Quand Nawaz Sharif revient au pouvoir en 1997, il en devient le conseiller pour la sécurité, fonction qu'il doit quitter en 1999 pour avoir critiqué l'attitude du Premier ministre dans l'affaire de Kargil.

Asad Durrani est resté en cale sèche pendant un an, le gouvernement Bhutto l'a finalement fait ambassadeur en Allemagne. Il l'est resté de mai 1994 à mai 1997, avant d'apparaître dans les gros titres à cause du scandale du Mehrangate. Comme il bénéficie de la confiance de Musharraf, le nouvel homme fort du Pakistan, il devient en septembre 2000 ambassadeur en Arabie saoudite, terre d'exil de la famille Sharif. De retour au Pakistan quatre ans plus tard, il critique ouvertement les opérations de l'armée au Waziristan. Les experts en ont conclu qu'après Hamid Gul et Javed Nasir, c'était le troisième ex-chef de l'ISI qui prenait ses distances politiques avec Musharraf.

Entretien avec Javed Nasir

Javed Nasir, alors âgé de 69 ans, a accordé un entretien de trois heures à l'auteur de ce livre, à Lahore, en avril 2005. L'intéressé s'est présenté comme un homme serein, profondément pieux, pour qui tout, y compris la fin de sa carrière militaire, découle de la volonté d'Allah. Par la grâce de Dieu, lui-même, Javed Nasir, avait pu montrer du courage dans la catastrophe du camp d'Ojhri. Alors qu'il priait devant le mur de flammes, Allah lui envoya un signe. Il se mit subitement à supporter la chaleur. Lui et ses hommes purent combattre le feu, il put faire un rapport à Zia et Junejo disant que la situation était sous contrôle grâce à Dieu et que la progression de l'incendie était arrêtée. Les observateurs américains, français et allemands qui se trouvaient sur place estimaient qu'il faudrait trois à quatre mois pour maîtriser le sinistre et nettoyer les lieux, eux le firent en quinze jours, de leurs propres mains[209]. La main secourable d'Allah l'avait toujours aidé dans les tâches difficiles, notamment lors de la construction de la piste de l'aérodrome de Skardu. Il avait confiance en Dieu en acceptant cette mission en 1989, quand il était directeur de la *Frontier Works Organization*, l'entreprise militarisée chargée des travaux d'infrastructure sur les frontières. Il avait prié et l'hiver était arrivé plus tard que d'habitude, permettant l'achèvement du travail sur un site difficile, situé à une altitude de 11 000 pieds. Qu'Allah en soit remercié, la neige qui d'habitude tombe mi-septembre n'avait commencé que le 11 novembre après la fin des travaux.

> Après son époque, on a fait beaucoup de mal à l'ISI. La mission du service est d'évaluer les menaces contre le Pakistan. Aujourd'hui les intérêts pakistanais sont bradés et l'ISI espionne les gens au lieu de leur parler, sa vraie mission devrait être le contre-espionnage, de procéder à l'évaluation des risques. Le président Nixon a écrit quelque part dans un de ses livres que l'islam fondamentaliste était une menace. Voilà pourquoi les États-Unis ne permettront jamais la formation d'un bloc musulman. Washington n'a qu'à écrire un petit mot au gouvernement pakistanais et Javed Nasir n'est plus chef de l'ISI. […] Musharraf est une marionnette, Moubarak en Égypte, de même, mais personne ne peut s'en débarrasser, sauf Allah. Rappelez-vous ce qui s'est passé avec le Shah d'Iran.

En 2005, la réflexion de Javed Nasir sur la politique mondiale tourne principalement autour de la politique américaine envers la Corée du Nord, l'Iran et l'Inde. Il n'évoque pas la Chine. Son discours reflète en partie ce qu'il a vécu. Selon l'ex-chef de l'ISI, les États-Unis donnent chaque année

entre 5 et 6 milliards de dollars américains d'aide à la Corée du Nord. Résultat : les Coréens disent maintenant que leurs missiles peuvent atteindre les États-Unis et la position américaine par rapport à la Corée du Nord est plus faible que jamais. Selon lui, les Américains n'arriveront pas à plier ce pays à leur volonté et quasiment pas à influencer sa politique.

Sa position sur l'Iran est sans équivoque : « Les choses en sont au point où Israël commence à avoir peur. Si [les États-Unis] attaquent l'Iran, tous les Américains qui se trouvent ailleurs que sur le territoire américain dans tous les pays seront littéralement abattus. »

En disant cela, Javed Nasir se montre en avance sur son époque puisqu'un an plus tard, le *Washington Post* rapporte des analyses américaines tout à fait convergentes :

> Les experts américains des services secrets et du terrorisme prévoient que, dans le contexte de tension grandissante entre les États-Unis et l'Iran, l'Iran réagirait à une frappe des États-Unis contre ses installations nucléaires en organisant *via* ses services secrets et le Hezbollah [le « Parti de Dieu » des chiites libanais], une vague d'attaques terroristes à l'échelle mondiale. L'Iran s'en prendrait en particulier à des cibles américaines en Irak, un pays où il y a déjà beaucoup d'agents iraniens. De l'avis général, les agents de l'Iran prendraient pour cibles des civils aux États-Unis, en Europe et partout dans le monde[210].

L'ancien chef de l'ISI se montre particulièrement fier des réalisations du Pakistan dans le domaine nucléaire :

> Malgré les restrictions, le Pakistan a dépassé l'Inde dans le domaine des armes nucléaires et dispose aujourd'hui des missiles les plus modernes et les plus efficaces. Le premier pas vers un conflit nucléaire sera une guerre conventionnelle. Que font les États-Unis en ce moment ? Ils renforcent les capacités militaires conventionnelles de l'Inde. Il faudrait cinq à six jours à l'Inde pour prendre le dessus dans une guerre conventionnelle avec le Pakistan. Qui que soit celui qui sera au pouvoir à Islamabad, l'holocauste nucléaire deviendra alors inévitable. Le Pakistan est considéré comme un pays dangereux parce qu'il possède l'arme nucléaire. Il ne dépend pas des centrales nucléaires pour cela parce qu'il maîtrise la technique des centrifugeuses. Nous disposons de plus de 4 000 obus antichars vides, et les munitions à uranium ne sont pas soumises aux restrictions internationales. Le Pakistan peut construire 100 bombes atomiques, c'est plus que les Indiens ne peuvent en faire. L'Ouest voit cela aussi comme une menace pour Israël. C'est pourquoi le Pakistan est devenu un pays dangereux aux yeux des Occidentaux.

Une conversation avec Javed Nasir ne pouvait manquer d'aborder la question de l'Afghanistan :

> Les Afghans ne sont pas faits pour la guerre conventionnelle. Je devais parler avec eux pendant des heures avant de les convaincre de lancer une opération. Hamid Gul n'était pas un bon stratège. On ne devrait pas préparer des opérations comme Jalalabad. Il aurait mieux valu monter des embuscades. Un jour, Hamid Gul nous a fait assister à un entraînement au tir en Afghanistan. Les combattants afghans n'avaient pas de stands de tir. Ils tiraient sur des murs en pierre. Après dix jours d'entraînement, ils tiraient mieux que nous. Ils atteignaient leurs cibles à 80 % avec des Stinger. Dostum et Massoud ne possédaient pas grand-chose. Massoud n'avait même pas le contenu d'un tiroir à lui. Je leur ai commandé des habits au Pakistan. Hekmatyar était un égoïste, Rabbani avait une grosse faiblesse pour l'argent. Il gardait la moitié pour lui. Mujadeddi était le meilleur d'entre eux. Massoud m'aimait beaucoup. J'ai organisé une rencontre entre Dostum et lui pour négocier l'accord d'Islamabad [la formation d'un gouvernement provisoire par les factions afghanes en mars 1993]. L'hélicoptère attendait, Massoud a reçu le message, mais il n'est pas venu. Hekmatyar était opposé à l'accord. Du reste, celui-ci n'a pas été respecté bien que tous soient allés à La Mecque où ils s'étaient engagés à l'appliquer. Quand j'étais chef de l'ISI, les États-Unis utilisaient leur argent pour saboter notre politique afghane. L'Iran était contre les talibans. Moi, je pensais qu'il fallait leur donner ce dont ils avaient besoin.

Vers la fin de notre entretien, il était midi, et le général devait faire sa prière du vendredi, il est alors revenu sur le thème de la religion. Selon lui, le Coran est authentique, mais la Bible ne l'est pas, raison pour laquelle il y a 1 milliard de chrétiens et déjà 1,25 milliard de musulmans. L'islam est une religion paisible, les attentats suicides si répandus de nos jours sont interdits [par la religion], les prières sur la tombe de leurs auteurs aussi.

« On abuse de l'islam à tous points de vue. Aujourd'hui, il n'y a plus de véritable islam. Allah n'aidera plus ce monde. J'ai 69 ans maintenant et j'attends le jour où je pourrai m'en aller. »

167. De l'avis de Beg lui-même dans une conversation avec l'auteur.
168. Entretien avec Aslam Beg en avril 2007 à Rawalpindi.
169. *Id.*
170. *Id.*
171. Husain Haqqani, *Pakistan between Mosque and Military, op. cit.*, p. 200.
172. *Herald*, Karachi, juin 1991, p. 24.
173. *Newsline*, Karachi, 1991, p. 42.
174. Entretiens avec Beg à Rawalpindi en 2003, 2004, 2005.
175. Estimation donnée lors d'un entretien avec Beg en 2006.
176. Gul a minimisé l'importance de ces contacts dans une conversation avec l'auteur en avril 2005. La première fois, les Afghans étaient venus lui présenter des condoléances pour la mort de sa fille, la seconde fois, il s'agissait d'Afghans invités à venir observer des manœuvres militaires pakistanaises dont Gul était l'arbitre.
177. En toute objectivité, il faut mentionner qu'Asif Nawaz a essayé de trouver un compromis avec Gul pour le maintenir en activité jusqu'à sa retraite. Il n'a pas envoyé moins de quatre lettres à Gul dans lesquelles il écrivait : « Mon vieil ami, s'il te plaît, ne me laisse pas tomber. »

178. *Herald*, juin 1991, p. 24.
179. *Newsline*, Karachi, février 1992, p. 25.
180. *Ibid*.
181. Ross Masood Husain, fondateur et directeur de l'*Institute of Strategic Studies Islamabad*, conversation avec l'auteur, 2007.
182. Durrani avait déjà réformé le MI et il avait posé les bases du *Corps Military Intelligence* (CMI), le renseignement militaire sous sa forme actuelle.
183. Entretien avec Durrani en avril 2005 à Rawalpindi.
184. Voir Steve Coll, *Ghost Wars*, *op. cit.*, p. 218.
185. *Ibid.*, p. 220.
186. Un témoin a confié à l'auteur qu'il n'avait fallu que quelques mois pour désillusionner Asif sur Sharif et il se disait dans l'armée qu'il préparait un coup d'État.
187. Information communiquée par Aslam Beg.
188. C'est par exemple l'avis d'Iqbal Haider, ministre du deuxième gouvernement Bhutto.
189. Voir Oskar Verkaaik, *Migrants and militants*, Princeton University Press, New Jersey, 2004, p. 56 : « Le terrain avait été préparé par la fondation du *All Pakistan Muhajir Student Organization* (APMSO) en 1978. Le MQM a été créé en 1984 par un groupe d'amis qui s'étaient rencontrés dans les universités de Karachi. Ils ont déclaré que les *muhajirs* étaient un groupe culturel d'individus qui, malgré leur immigration [depuis l'Inde, le Pakistan oriental et d'autres États de la région], au Pakistan, "n'avaient pas souscrit au maintien de l'unité du Pakistan et de l'islam". » Faisant référence à la tradition de l'Hégire, ils considéraient que leur migration avait abouti à l'apparition d'un nouveau « groupe ethnique », les Muhajirs. Dans l'esprit d'une grande partie de ses adhérents, le MQM était d'abord un parti révolutionnaire qui défendait les intérêts de la population défavorisée des villes, considéré comme le « parti des pauvres gens » et de la justice sociale. Ils voyaient le MQM comme le porteur d'une révolution contre la classe dirigeante des propriétaires fonciers, des bureaucrates et des militaires. Ils revendiquaient la dignité, le bonheur et la libération de la classe moyenne inférieure.
190. L'appui à la formation du groupe Haqiqi est un secret de polichinelle dès le début. Le directeur de l'ISI depuis mars 1992 Javed Nasir s'en attribuait la paternité et les succès (temporaires).
191. Altaf Hussain est sous le coup de plus de vingt chefs d'accusation dont le meurtre et le kidnapping. Dans l'une de ces affaires, il a été condamné à vingt-sept ans de détention.
192. *Herald*, janvier 1993, p. 56.
193. Selon Egmont R. Koch (*Atom Waffen für Al Qaeda*, Berlin, Aufbau Verlag, 2005, p. 213), la Corée du Nord fonctionne comme un revendeur en gros de matériels militaires russes. Pour ce pays isolé, le trafic d'armes international est une des rares sources de devises étrangères. Le capitaine en retraite Shafqat Cheema était troisième secrétaire d'ambassade à l'ambassade du Pakistan à Pyongyang et officier de liaison de l'ISI. Il lui arrivait de faire fonction d'ambassadeur. Le capitaine, avec l'aide d'un de ses parents, par ailleurs membre en vue du PPP, le colonel en retraite Ghulam Sarwar Cheema, avait été nommé à l'ambassade et recruté par l'ISI où, en plus des missions qu'on lui avait confiées, il améliorait ses finances personnelles en vendant du matériel et de la technologie nucléaires à l'Iran et à l'Irak. Une fois revenu au Pakistan, il a fait l'objet d'une enquête préliminaire de l'ISI. Il a fui en Chine, dans la province du Sinkiang, cherchant à obtenir l'asile politique. La Chine, qui coopérait avec le Pakistan dans la lutte contre les insurgés ouïgours, l'a extradé vers le Pakistan. Son sort ultérieur est inconnu. Javed Nasir a donné ultérieurement quelques informations à ce sujet dans le quotidien pakistanais *The New*.
194. Javed Nasir a donné ultérieurement quelques informations à ce sujet dans le quotidien pakistanais *The News*.

195. Maloy Krishna Dhar, *Fulcrum of Evil. ISI-CIA-Al Qaeda Nexus*, New Delhi, Manas Publications, 2006, p. 284.
196. Cité par Amit Baruah, *The Hindu*, New Delhi, 30 avril 2006 : « Les États-Unis ont été tout près d'inscrire le Pakistan sur la liste des États terroristes en 1992 ». Baruah tire ses informations de Haqqani, installé aux États-Unis après avoir servi Benazir Bhutto, de Nawaz Sharif et de Pervez Musharraf. L'information semble provenir de Nicholas Platt lui-même.
197. *Ibid.*
198. *Ibid.*, p. 249.
199. Le président Ghulam Ishaq Khan avait déjà demandé auparavant à Nawaz Sharif de renvoyer Javed Nasir. Celui-ci avait refusé tout en l'assurant qu'il contrôlerait mieux les activités de Nasir à l'avenir.
200. Zhob, anciennement Fort Sandemann, dans le nord du Baloutchistan à la frontière afghane.
201. Iftikhar Ali Khan voulait que sa propre promotion soit différée pour arriver en tête à l'ancienneté au moment du départ du successeur de Kakar. Waheed Kakar avait préféré Ali Quli Khan et muté Iftikhar à rebours des vœux de celui-ci.
202. Waheed Kakar ne s'était pas fait que des amis à la PML et au PPP en renvoyant Nasir et Durrani. Javed Nasir était lié au père de Sharif. Avec Durrani, le PPP perdait un informateur et un conseiller apprécié. Un ancien militaire a confié plus tard à l'auteur : « Le renvoi de Javed Nasir a été applaudi par les officiers supérieurs mais Durrani avait beaucoup d'amis dans l'armée. »
203. Maleeha Lodhi, « The ISI's new face », *Newsline*, Karachi, mai 1993, p. 56.
204. *Ibid.*
205. L'ancien Premier ministre par intérim (avril-mai 1993) Mir Balakh Sher Mazari s'est attribué le mérite du limogeage de Javed Nasir dans une déclaration à la chaîne télévisée Geo TV du 30 avril 2006, non pas à cause des Américains, « mais parce que beaucoup de pays frères musulmans se plaignaient qu'il protège des terroristes et les utilise pour susciter des troubles dans ces pays ». Mazari prétend avoir informé le président et le COAS de son intention de changer le directeur de l'ISI et ceux-ci auraient accepté. Waheed Kakar lui aurait transmis une liste de quatre remplaçants potentiels dans laquelle il aurait sélectionné Ashraf. Khaled Ahmed commente ironiquement les propos de Mazari dans le *Daily Times* du 18 juillet 2006 : « C'est tellement un scoop que personne ne l'a remarqué. Tout le Pakistan croyait que le général barbu Javed Nasir avait été débarqué à cause de son zèle islamiste et de son aventurisme inconsidéré en Inde en 1993. Maintenant, ce sont les États "frères" du monde islamique qui étaient les plus scandalisés et qui voulaient son scalp. »
206. Maleeha Lodhi, « The ISI's new face », *op. cit.*, p. 57.
207. Opinion d'Aslam Beg dont il a fait part à l'auteur.
208. Maleeha Lodhi, « The ISI's new face », *op. cit.*
209. Le camp d'Ojhri servait de centre de transit pour les armes et les munitions destinées à partir en camion vers l'Afghanistan. Le jour fatal, il y avait 200 camions dans le camp et beaucoup de gens au travail. Le feu a éclaté dans un stockage de poudre, il s'est rapidement étendu et a touché des munitions et des roquettes. Le TNT n'a pas explosé, ce qui aurait encore été pire. Il n'y avait pas de matériel de lutte anti-incendie parce que le camp était considéré comme un lieu de stockage provisoire. Personne n'a pu entrer dans le camp en flammes pendant les premières 24 heures de l'incendie. Des brigades de pompiers ont été appelées dans un rayon de 300 km et elles ont entrepris de noyer le camp par l'extérieur et par le haut parce qu'il était situé sur une pente. Le deuxième jour, Javed Nasir a pris la direction des opérations. Il a ordonné à ses hommes de prier et de revêtir le linceul funéraire musulman. Après quoi il a été le premier à pénétrer dans le camp pour sauver ce qui pouvait l'être.
210. « Attacking Iran may trigger terrorism », *Washington Post*, 2 avril 2006.

Chapitre 9

L’histoire se répète

Le second gouvernement de Benazir Bhutto

Le second gouvernement de Benazir Bhutto fait ses débuts à l’automne 1993. Le PPP devance la PML de Nawaz Sharif aux élections des 6 et 8 octobre. Un mois plus tard, la Première ministre parvient à faire élire un de ses vieux compagnons de route à la présidence en la personne de Sardar Farooq Ahmed Khan Leghari. Leghari milite au PPP depuis trente ans. L’horizon est alors dégagé pour le PPP et personne ne peut prévoir que la chute de 1990 va se rejouer moins de trois ans plus tard. Comme l’avait fait le précédent président, Leghari prendra un décret de renvoi du gouvernement le 5 novembre 1996 et dissoudra dans la foulée le Parlement national et les parlements des provinces, au motif que selon lui le gouvernement n’est plus en mesure de gouverner et que le népotisme, la corruption, le mépris des décisions de justice et l’absence de discipline budgétaire ne lui laissent pas d’autre solution. Le président savait qu’il agissait dans le sens souhaité par la majorité du peuple. Celui-ci était déçu par le gouvernement et ne pouvait plus supporter les caricatures d’*Alice in Plunderland* [Alice au pays du butin] à propos desquelles la presse était intarissable.

Comme la première fois, les erreurs politiques à répétition du gouvernement l’ont mené à sa perte. Cependant, le travail de sape de l’establishment, la coalition des intérêts des militaires, des bureaucrates et d’une partie des propriétaires féodaux ont contribué à sa chute. Les militaires ne sont plus les mêmes, mais l’aversion envers le PPP et les Bhutto s’est perpétuée. Le déclin de popularité du gouvernement et la panne économique ont conforté l’establishment dans sa détermination. Les campagnes de presse et les preuves de corruption ont fait le reste[211].

L’ISI a réussi le tour de force de semer entre la Première ministre et le président les germes d’une méfiance qui se transforme au fil des mois en rivalité politique et en hostilité personnelle. On voit apparaître dans la

presse des allusions à une vidéo qui semblerait montrer la fille mariée du président dans une situation compromettante, film que l'IB aurait monté de toutes pièces à la demande de Zardari. Cette vidéo existe bel et bien, et Leghari l'a vue, mais qui en était réellement l'auteur ? L'opinion la plus répandue est que Zardari voulait l'utiliser comme un moyen de pression contre un président de moins en moins en accord avec le gouvernement. Il semble aujourd'hui plus probable que l'ISI pilotait la manœuvre, que l'objectif était de tromper le président et de l'atteindre dans son honneur familial pour le dresser contre le tandem Bhutto-Zardari.

Mentionnons deux événements du second mandat de Benazir Bhutto qui méritent l'attention. Le premier est l'émergence des talibans en 1994, sur laquelle nous reviendrons en détail. Le second, les menées secrètes d'un groupe d'officiers et d'islamistes qui ne visent rien de moins que le renversement du gouvernement et de la hiérarchie militaire en vue d'instaurer un État islamique. Le complot prévoit l'assassinat de Benazir Bhutto, du chef de l'armée Waheed Kakar et d'autres généraux. L'objectif est de restaurer un califat englobant le Pakistan et l'Afghanistan.

On ne sait pas vraiment quel a été le rôle de l'ISI dans la découverte du complot. Une version veut que l'ISI et le MI aient été pris en défaut, que les enquêtes qui ont abouti à la découverte de la conjuration soient la conséquence d'un contrôle de routine d'une jeep sur la route qui mène de la province de la Frontière-du-Nord-Ouest vers Rawalpindi. Le véhicule transportait un général de brigade en compagnie de Qari Saifullah Akhtar, le chef de l'organisation jihadiste *Harkat-ul-Jihad-al-Islami* (HUJI) [Mouvement du Jihad islamique]. Une autre version, plus plausible, soutient que les comploteurs étaient surveillés depuis des semaines avant qu'on arrête le véhicule et qu'on déjoue leur plan.

Le général de division Zaheer ul-Islam Abbasi, l'initiateur du projet de coup d'État, était un ancien de l'ISI. Quand il était général de brigade, il avait été attaché militaire du Pakistan à New Delhi à la fin des années 1980 et à ce titre un responsable très actif de l'antenne de l'ISI en Inde[212]. Relevé de son poste pour des raisons mal éclaircies, promu général deux étoiles, il avait reçu le commandement d'une division à la Frontière du Nord (*Northern Areas*, le Gilgit-Baltistan) où il s'était fait remarquer par son énergie débordante. Son unité avait subi de lourdes pertes en attaquant

des postes indiens dans la région du Siachen, une attaque lancée sans l'assentiment de ses supérieurs. Asif Nawaz, alors au poste de COAS, lui avait infligé une sanction et l'avait muté dans la logistique. Il avait pu y cultiver son mépris pour la hiérarchie militaire si peu soucieuse de religion et développer ses contacts avec les milieux islamistes. Abbasi et ses complices sont condamnés à de lourdes peines de prison par un tribunal militaire à la suite du complot, mais ils ont été prématurément remis en liberté après la prise du pouvoir par Musharraf en 1999[213].

Les affaires de corruption et les erreurs de gestion ont joué un rôle déterminant dans la chute du deuxième gouvernement de Benazir Bhutto, faisant oublier ses quelques réussites. La présidence et les services secrets auraient eu beaucoup de mal à renverser un gouvernement irréprochable et fort de ses succès économiques. Mais dans le contexte d'alors, la majorité des électeurs, qui avait attribué la fin du premier ministère Bhutto en 1990 à l'action de l'establishment et lui avait conservé sa fidélité, reste muette et résignée. Benazir Bhutto invoque les accusations de corruption contre elle, contre son mari et contre le gouvernement pour expliquer sa défaite électorale de 1997 : « Certaines étaient justifiées, je ne commenterai pas le reste[214] », dit-elle en faisant référence à l'habitude éprouvée d'« utiliser la corruption comme prétexte pour diffamer des hommes politiques et des parlementaires ». Elle aurait pu ajouter que ses adversaires étaient mal placés pour lui jeter la première pierre puisqu'ils ne se comportaient pas autrement. Pour nuancer ce bilan, laissons la parole à son ancien conseiller Iqbal Akhund :

> Son premier gouvernement a laissé le souvenir de tout ce qu'il a fait en faveur des droits de l'homme et de son souci pour les conditions de vie des femmes. Il a lutté contre les barons de la drogue, contre le terrorisme qui sévissait dans les grandes villes et contre le banditisme dans les campagnes. Son second gouvernement a connu un contexte économique prometteur, les investisseurs étrangers découvraient le Pakistan. Cependant, ses réalisations n'ont pas été reconnues à leur juste valeur en raison de fautes de comportement et d'abus extraordinaires[215].

Les électeurs ne l'ont pas vu comme ça. Les élections sont une déroute pour Benazir Bhutto ; Nawaz Sharif et la PML reviennent au pouvoir avec une confortable majorité. L'ISI a tellement bien travaillé que son succès va

au-delà des objectifs qu'il se proposait. Le nouveau Premier ministre triomphe et il va faire des siennes. L'histoire va se répéter.

Des bonnes résolutions et de leurs suites

Quand elle revient au pouvoir en octobre 1993, Benazir Bhutto est bien décidée à ne pas répéter les erreurs commises la fois précédente. Elle s'efforce d'éviter toute confrontation avec les militaires et de prendre leur point de vue politique en considération[216].

Néanmoins, quand il s'agit d'ex-militaires, la modération n'est plus de mise, il y a de vieux comptes à régler. Le général de brigade en retraite Imtiaz Ahmed, par exemple, devait payer pour son rôle dans l'affaire *Midnight Jackal* et pour ce qu'il avait fait à la tête de l'IB. L'opposition ne réagit pas tant au fait qu'il soit poursuivi qu'à la façon dont il le fut. Les spectateurs du journal du soir de la télévision pakistanaise peuvent voir en août 1994 le spectacle d'un ex-général menotté. L'intention d'humilier est par trop évidente. Et l'entourage de la Première ministre ne s'est visiblement pas posé la question de l'effet contre-productif que cela pouvait avoir sur l'armée. Après tout, il s'agissait d'un homme des services secrets. Il regrette seulement de ne pas pouvoir infliger le même traitement à l'ex-major Aamer qui s'est soustrait juste à temps à son arrestation. Imtiaz est inculpé d'« activités illégales pendant son service à l'ISI, jusques et y compris le meurtre présumé d'un militant de gauche[217] ». Il sera acquitté par un tribunal de Lahore en 1997, après la chute du gouvernement. En mars 1994, certains estiment que le tour de l'ex-COAS Mirza Aslam Beg est venu. Le camp Bhutto voit en lui le principal responsable de la chute du premier gouvernement. Un scandale bancaire où son nom apparaît fournit un prétexte pour tirer vengeance du général et l'enterrer politiquement une fois pour toutes. C'était mal vu, la prudence aurait été de mise : il s'ensuit un séisme politique.

Le scandale bancaire du Mehrangate

L'affaire de la Mehran Bank, en 1994, sous le second gouvernement Bhutto, révèle l'ampleur insoupçonnée des manigances de l'ISI en politique intérieure, notamment lors des élections de 1990. On découvre une série de

manipulations qui ont permis l'enrichissement facile et rapide de toute une coterie de politiciens, de fonctionnaires et de militaires au cours des quinze dernières années. Il y a moins d'argent en jeu que dans les détournements de fonds pendant la guerre en Afghanistan et dans le trafic de drogue, mais c'est plus explosif car certains dirigeants des deux grands partis politiques sont impliqués et cela révèle au grand jour le rôle de l'argent en politique dans les années 1988 à 1990.

L'élément saillant de l'affaire est un scandale financier : un banquier, le *Chief Operating Officer* Yunus Habib, a détourné ou employé à des fins obscures 5,6 milliards de roupies [environ 160 millions d'euros] aux dépens de la banque Habib, puis, à partir de 1992, quand il en est devenu le directeur, de la banque Mehran, un nouvel établissement bancaire. 80 % de l'argent provenait de comptes de dépôts alimentés en argent public grâce à des interventions politiques. L'ISI, notamment sous Asad Durrani et sous Javed Nasir, avait placé dans cette banque des devises étrangères à hauteur de 39 millions de dollars américains en violation de la loi qui impose d'effectuer des dépôts de ce genre dans une banque d'État. Il s'agissait de fonds en provenance du monde entier destinés à la guerre sainte en Afghanistan, et l'ISI perçoit alors des intérêts confortables sur ces dépôts clandestins. La Banque nationale (*State Bank of Pakistan*) était au courant des pratiques de Yunus Habib depuis un moment, mais celui-ci échappe à toute poursuite en corrompant tout d'abord des membres du premier gouvernement Bhutto, puis des gens du gouvernement Sharif en leur offrant des cadeaux, de l'argent et des prêts sans intérêt ou à très bas taux.

Les difficultés du banquier commencent quand le nouveau directeur de l'ISI Javed Ashraf Qazi, le successeur de Javed Nasir, décide en janvier 1993 de transférer le dépôt dans un autre établissement bancaire. Dans un premier temps, Yunus Habib se révèle incapable de faire un quelconque versement, avant d'y parvenir seulement par tranches partielles. Pour se protéger, il adresse à six hommes politiques la copie d'une cassette dans laquelle il donne les noms des bénéficiaires de ses bienfaits avec les dates et les montants. C'est ainsi que le nom de l'ancien chef de l'armée, Mirza Aslam Beg, fait surface au cours du procès. Beg reconnaît avoir servi d'intermédiaire pour un don de 140 millions de roupies (environ 4 millions de dollars américains) à la cellule chargée de superviser les élections auprès

du président de la République[218]. Quand le scandale devient public, Aslam Beg est à la retraite. Il a rejoint en 1994 une dissidence de la PML, le groupe Chatta, qui a formé une coalition gouvernementale avec le PPP, et il s'est prononcé pour la réunification du parti, ce qui n'arrangerait pas du tout les partisans de Benazir Bhutto. Ceux-ci cherchent à exploiter la dénonciation de Beg par Yunus Habib pour mettre hors de combat un adversaire politique potentiel. D'autres personnes qui ont des comptes à régler avec Beg pour d'autres raisons se joignent à la curée[219].

Dans la masse des cent noms qui apparaissent dans l'affaire, Aslam Beg est le seul à s'exprimer sur les accusations dont il est l'objet et à se déclarer disposé à comparaître devant une commission d'enquête parlementaire. Il dit aussi : « Après les élections générales de 1988, l'ISI était complètement émancipé de l'armée et placé sous la responsabilité du chef du gouvernement à qui il rendait compte par le biais du JCSC. Quand Yunus Habib a versé de l'argent en 1990, l'ISI agissait sur instruction des autorités supérieures[220]. »

Par ses déclarations, Beg cherche évidemment à protéger l'armée du scandale et à faire porter le chapeau aux hommes politiques et à Ghulam Ishaq Khan. Si le service secret est impliqué, ce ne peut être que parce qu'il est instrumentalisé par les politiciens. Dans ce sens, il dit encore : « Bien que le directeur de l'ISI soit un officier en uniforme, le COAS n'a aucune autorité hiérarchique sur lui, il ne peut rien faire contre lui[221]. » Lors d'un entretien avec l'auteur en avril 2005, Asad Durrani, qui a dirigé l'ISI d'août 1990 à mars 1992, est allé encore plus loin : selon lui, l'ISI n'a absolument rien à voir avec le Mehrangate. C'est ce qu'il nous a affirmé au cours de nos entretiens[222].

La vérité apparaît quand on peut enfin retracer le parcours des 140 millions de roupies dont Beg a reconnu le versement. Comme nous l'avons vu plus haut, Beg a misé sur Mustafa Jatoi avant les élections de l'automne 1990. Cependant, l'argent manquait. C'est là qu'intervient Yunus Habib. Une partie de son don va à Jatoi et à son entourage politique. Beg a de plus fourni une liste de quarante personnes qu'il souhaite voir entrer au Parlement pour le soutenir face au futur gouvernement et qui doivent recevoir une aide financière. C'est l'ISI

qui doit servir d'intermédiaire pour le versement, ce qui infirme les propos de Durrani rapportés plus haut.

Le Mehrangate échappe à tout contrôle et les révélations mises au jour par les enquêtes menacent d'emporter les familles dirigeantes, les grands partis, les services secrets et les militaires : une crise politique majeure. Les conseillers de Benazir Bhutto, ses proches dans l'armée, comme le COAS Abdul Waheed Kakar, ainsi que le directeur de l'ISI Javed Ashraf n'avaient pas envisagé cela quand ils ont décidé de révéler l'affaire. Il y a des tentatives pour étouffer le scandale. L'organe gouvernemental d'enquête, la *Federal Investigation Agency* (FIA), reçoit l'ordre de ne rien faire contre Aslam Beg. Le quartier général déclare que l'argent n'a pas été viré sur le compte de Beg. Bientôt, on n'évoque plus non plus l'implication du MQM, le parti d'Altaf Hussain, parce que le PPP a besoin du MQM pour rester majoritaire au Parlement du Sindh et pour maintenir à grand-peine l'ordre public dans les grandes villes.

Comme on ne peut pas éviter de faire le procès de Yunus Habib, accusateurs et accusés s'accordent pour clore l'affaire par une décision de justice en forme de compromis, une solution très pakistanaise. Quelques personnes bien choisies parmi la centaine d'individus impliqués font des aveux et acceptent de porter le chapeau pour clore l'affaire à moindres frais[223]. Yunus Habib prend toute la culpabilité sur lui, en dit le moins possible et s'en sort avec une peine de prison de huit ans sous un régime de détention amélioré et la perspective d'être libéré par anticipation. Il bénéficiera par la suite d'une remise de peine. Cinq ans plus tard, il vit en homme libre à Karachi. L'État fait le versement correspondant aux sommes manquantes, achevant d'étouffer l'affaire.

Le Mehrangate réémerge le 31 mai 1994 quand Nawaz Sharif intervient au Parlement pour accuser le président Leghari d'être profondément mouillé dans le scandale. Le chef de l'opposition déclare au milieu du tumulte des parlementaires : « Nous avons les preuves écrites qui démontrent l'implication du président. Il a reçu 7,5 millions de roupies de la banque Mehran sur des comptes occultes[224]. »

Revenons ici sur le cas particulier de Durrani dans l'affaire Mehrangate. Benazir Bhutto, de retour au pouvoir, le nomme ambassadeur du Pakistan en Allemagne, ce qui passe pour un retour d'ascenseur mais qui n'est pas

une situation aussi tranquille qu'on peut le croire. Peu de temps après sa nomination, il reçoit la visite du chef de l'IB, Malik, lui demandant d'accréditer sous serment la liste des bénéficiaires de l'argent du Mehrangate. Le général en retraite Babar, ministre de l'Intérieur du deuxième gouvernement Bhutto, présente toutes ces pièces au tribunal, y compris une lettre adressée par Durrani à Benazir Bhutto. On veut prouver que, sur les 140 millions dont Beg a confirmé l'existence, seulement 60 millions ont été versés à l'ISI, le reste étant allé au think tank « Friends » fondé par Beg.

Ajoutons un autre élément : en 1993, les conseillers de Benazir Bhutto tout juste revenue au pouvoir pensent que Beg est un danger politique. Il est membre et même secrétaire général du groupe Chatta du parti PML, et son but déclaré est de réintégrer le groupe Chatta au sein de la Ligue musulmane, le parti dont le groupe Chatta s'est séparé en 1993pour former une coalition avec le PPP. Le scandale du Mehrangate hypothèque la position de Beg dans son parti, si bien qu'il n'a bientôt plus aucune chance de réaliser sa stratégie et qu'il doit se retirer. L'affaire Mehrangate vaut donc un demi-succès au gouvernement, puisqu'elle entraîne la mise hors circuit politique d'Aslam Beg. Beg et Durrani sont toujours associés au Mehrangate alors que les noms de la plupart des autres politiciens impliqués ont été oubliés. Le coût de la vengeance de Benazir Bhutto contre Beg est hors de proportion avec le bénéfice qui en a été retiré. Les dégâts infligés au système politique pakistanais mettront des années à se réparer.

Le maréchal de l'air (en retraite) Mohammad Asghar Khan s'avisera de jouer les trouble-fête en adressant à la Cour suprême une pétition des droits de l'homme (*Human rights petition*) dirigée contre Beg et Durrani, coupables selon lui d'avoir illégalement utilisé des fonds publics à des fins politiques. La cour juge la plainte recevable, siège un peu pour la forme et enterre le cas. Asghar Khan intervient alors publiquement auprès du commandement militaire pour que les deux généraux soient traduits en cour martiale. Ce n'est qu'à l'arrivée au pouvoir du général Musharraf qu'on réussit à calmer le vieux soldat, qui passe pour aussi honorable que politiquement raté, en donnant un ministère à son fils Omar Asghar Khan en 1999. Omar Asghar Khan est « victime » d'un mystérieux suicide en 2003. En 2005, Mohammad Asghar Khan revient largement sur le Mehrangate dans son livre intitulé *We've Learnt Nothing from History*

[Nous n’avons rien appris de l’histoire] où il publie de longues listes des bénéficiaires des versements occultes.

Après la chute de Musharraf en 2008, Asghar Khan relance l’affaire en janvier 2012. Il obtient en octobre 2012 un jugement de la Cour suprême qui établit que le président en exercice Ghulam Ishaq Khan et les généraux en retraite Aslam Beg et Asad Durrani ont distribué de l’argent à des factions politiques pour peser sur le résultat des élections de 1990. La cour demande qu’on engage des poursuites contre les deux généraux et aussi contre tous les autres bénéficiaires du Mehrangate. Mirza Aslam Beg fait un recours contre la décision de la cour.

Lors de l’enquête menée par la cour en 2012, deux choses intéressantes apparaissent. Premièrement, c’en est bien fini de l’amitié entre Aslam Beg et Asad Durrani. Les deux hommes ont des stratégies de défense séparées et différentes. D’autre part, quand l’ancien Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto était en prison, Asghar Khan avait vigoureusement exigé qu’il soit condamné à mort. Le maréchal de l’air avait écrit à Zia ul-Haq qu’il était volontaire pour le pendre de ses propres mains en survolant Rawalpindi.

Javed Ashraf Qazi à la tête de l’ISI (1993-1995)

Le lieutenant général Javed Ashraf Qazi, jusque-là en fonction au quartier général, prend la suite de Javed Nasir en mai 1993. Il est le fils d’un sous-contrôleur de gestion (*Assistant Financial Controller*) au ministère de la Défense sous la domination britannique, et la famille est originaire de la région de Rawalpindi. Javed Qazi est un artilleur entré dans l’armée en 1962. Il a d’abord servi comme canonnier. Le COAS Waheed le propose comme directeur de l’ISI et le patronne auprès du Premier ministre Balakh Sher Mazari qui le nomme. Il passe pour un officier professionnel doué d’un certain opportunisme politique. On le dit ambitieux, aspirant à devenir chef de l’armée, et bien conscient d’avoir les faveurs de la chef du gouvernement. Il entreprend d’établir de bonnes relations avec Asif Zardari, l’influent époux de Benazir Bhutto.

Ses fonctions à la direction de l’ISI le plongent bientôt dans le marais de la politique intérieure. La PML dans l’opposition lui reproche des tentatives de manipulation des élections sénatoriales. Il aurait tenté sans y parvenir de négocier avec le leader de l’opposition Nawaz Sharif l’accession du

candidat du PPP à la présidence du Sénat. Ses menées en direction de l'opposition ne sont pas très fructueuses. En 1994, quand le Parlement indien proclame l'annexion du Jammu-et-Cachemire, Benazir Bhutto l'envoie de nouveau sonder la PML pour obtenir qu'on fasse de même au Pakistan avec l'Azad Kashmir. Il n'obtient rien : le leader de l'opposition lui répond en lui demandant quel bénéfice il peut en tirer.

L'élément majeur de son mandat à la tête de l'ISI est de donner un cours nouveau à la politique de son *Afghanistan Bureau*. À la demande du chef du gouvernement, il se débarrasse de l'héritage encombrant qui remonte au temps de Zia ul-Haq. Le bureau était peuplé de sympathisants du *Jamaat-e-Islami* et du *Hezb-e-Islami* d'Hekmatyar, il était devenu complètement autonome et n'était plus sous le contrôle de personne. Il faut l'épurer et Javed Ashraf Qazi lui fait une saignée. De nombreux colonels et généraux de brigade doivent faire leurs bagages, prendre leur retraite ou retourner dans l'armée régulière. Écoutons l'éditorialiste Ikram Sehgal :

> Qazi trancha dans l'ISI comme un couteau dans du beurre. Il fit appel à un autre artilleur, le général de division Iftikhar, pour prendre la direction des services extérieurs. Le précieux réseau de l'ISI fut entièrement démantelé et tous les vétérans de l'Afghanistan renvoyés dans l'armée ou mis à la retraite. En 1995, la purge de l'ISI était accomplie, à l'exception de quelques favoris, il ne restait plus aucun de ceux qui avaient servi en Afghanistan. L'absence d'expérience du combat et du terrain afghan eut des conséquences. La direction de l'ISI sombra dans des comportements minables. Elle mit sous surveillance ces patriotes qui avaient si durement combattu pour leur pays et avaient risqué leurs vies sans demander de récompenses ou d'honneurs[225].

De l'avis du directeur de l'ISI, le renouvellement du personnel et la refonte de l'organisation entreprise en 1993-1994 étaient indispensables. À son arrivée, il a trouvé le service dans l'état d'un navire sans gouvernail, la pagaille régnant partout. Javed Nasir, son prédécesseur, n'avait montré aucun intérêt pour l'administration et la gestion des dossiers, et ses officiers avaient évolué en conséquence. Personne ne portait l'uniforme, tout le monde essayait de plaire au chef, nombre de collaborateurs de l'ISI l'accompagnaient à la mosquée, il y avait une mauvaise ambiance et les chefs de service n'étaient plus respectés[226].

La première mesure de Javed Qazi est d'imposer le port de l'uniforme, la prise de service ponctuelle à 7 h 30, les règlements par chèques

contresignés par un officier en lieu et place des paiements en liquide. Il s'attaque ensuite à la réforme de l'organisation en adoptant une structure en cinq divisions principales (division des affaires intérieures, division des affaires extérieures, division des analyses, division technique, administration générale), et en regroupant tous les services au même endroit. Le chantier le plus difficile est celui des cadres. Il remplace ses trois adjoints (des généraux deux étoiles), de nombreux généraux de brigade, des colonels et plusieurs subordonnés âgés. Son mot d'ordre est : « Pourquoi utilisons-nous tout notre argent à payer des gens dont nous n'avons plus besoin[227] ? » Il vise particulièrement les « Afghans » réputés corrompus ou proches des néo-islamistes, qui depuis des années sont plus ou moins en relation avec Hamid Gul. L'emprise de celui-ci sur l'ISI est quasiment anéantie.

Le nouveau directeur met en place un centre de formation interne. Il atténue les limitations qui pèsent sur la carrière des civils en leur ouvrant la possibilité de promotions jusqu'au vingt et unième échelon. Javed Qazi s'enorgueillit après coup d'avoir « réorganisé, restructuré, réentraîné et réorienté l'ISI[228] ». Son passage de deux ans et trois mois à l'ISI est marqué par l'efficacité et la volonté. Moins par la diplomatie… par exemple quand il délègue à un de ses adjoints le soin de recevoir une délégation des services secrets russes conduite par Ievgueni Primakov lui-même. Les Russes voulaient améliorer les relations bilatérales, faire en sorte que la politique pakistanaise leur soit plus favorable, rassurer les Pakistanais sur leur projet de triangle stratégique Russie-Chine-Inde, et éventuellement s'ouvrir des marchés d'armement. Pour garder l'entreprise secrète, notamment vis-à-vis des Indiens, et pour tenir compte des rapports de force politiques à Islamabad, on choisit d'organiser la rencontre au niveau des services secrets. Les Russes n'apprécient pas d'être reçus par le numéro deux. La rencontre ne débouche sur aucun résultat tangible. Il va de soi que l'attitude de Javed Qazi a été décidée conjointement avec le chef de l'armée et avec la Première ministre. Leur relation avec les États-Unis est plus importante pour eux que leurs rapports avec Moscou.

Les Russes sont encore plus contrariés quand ils comprennent que New Delhi sait tout et que les relations russo-indiennes vont en souffrir.

Le général en retraite Javed Ashraf Qazi porte aujourd'hui un regard plutôt critique sur le rôle des groupes jihadistes. À l'exception de deux groupes opérant au Cachemire, quand il en parle à la télé, il les qualifie toujours de terroristes ou de *fake* [soi-disant jihadistes]. Mais ses explications sont un peu courtes quand on lui demande pourquoi, de son temps, l'ISI n'a pas fait grand-chose contre eux. L'implication de l'ISI dans les Balkans et au Cachemire s'est poursuivie sous son mandat. Un ancien agent des services secrets indiens, B. Raman, prétend que pendant la guerre en Bosnie (1991-1995), deux cents musulmans d'origine pakistanaise (dont Omar Sheikh, condamné plus tard pour l'assassinat de Daniel Pearl) ont quitté la Grande-Bretagne pour être entraînés dans les camps du *Harkat-ul-Moudjahidine* (HUM) avant de rejoindre la milice de ce parti en Bosnie[229]. Benazir Bhutto ainsi que les services secrets américains et britanniques en avaient connaissance. Ces derniers voyaient d'un bon œil la dilution des combattants arabes par des Pakistanais dans les forces du HUM. C'est aussi le début de la radicalisation islamiste de jeunes émigrés pakistanais en Europe.

L'ancien chef de l'ISI Hamid Gul s'est rendu lui-même en Bosnie et il a supervisé l'entraînement dans les camps du HUM tout comme un autre ancien chef de l'ISI, Asad Durrani, devenu ambassadeur du Pakistan en Allemagne, et qui coordonne depuis Bonn l'acheminement des volontaires étrangers. Gul se rend en Bosnie. Gul et Durrani agissent aussi par l'intermédiaire d'une organisation turque fondée en 1992, l'*Insani Yardim Vakfi* (Fondation pour l'aide humanitaire – *Insan Hak ve Hürriyetleri Insani Yardım Vakfı* – IHH), qui a fait les gros titres de la presse mondiale quand le premier convoi naval soi-disant humanitaire pour Gaza organisé par ses soins est intercepté par un commando israélien le 1er juin 2010.

En plus de la Bosnie, on trouve aussi des indices de présence pakistanaise au Kosovo. L'ancien agent des services secrets indiens Maloy Krishna Dhar, reconverti dans la rédaction de livres et d'articles sur ces questions, révèle :

> En 1994, l'ISI avait des relations avec l'*Harkat-ul-Moudjahidine* et le *Lashkar-e-Taiba* qui avaient fait passer en Albanie une cinquantaine de volontaires venus de Turquie. Ils ont rejoint les musulmans du Kosovo pour combattre l'armée et les milices serbes. Ces Pakistanais arboraient la bannière d'Al-Qaida et ils étaient en lien avec l'Armée de libération du Kosovo.

> Deux autres groupes de moudjahidine pakistanais du *Markaz-al-Dawa-al-Irshad* ont fait le voyage dans un avion affrété par l'ISI. L'avion les a conduits du Pakistan vers la Turquie, et de là ils sont passés clandestinement au Kosovo. Leur chef était connu sous le nom de Mullah Saraf-ud-Din[230].

Il y a peu de raisons de douter des affirmations de Dhar. Les observateurs étrangers estiment qu'à l'été 1995 plus de 4 000 volontaires étrangers combattaient aux côtés de l'Armée de libération du Kosovo. Ils venaient d'Égypte, d'Arabie saoudite, d'Iran, du Pakistan, du Bangladesh et d'Asie du Sud-Est. Il s'y ajoutait quelques centaines de musulmans venus de Grande-Bretagne, de France, d'Italie et d'Allemagne. Ils étaient hébergés et s'organisaient à partir du camp de Donja Koretica, situé en Albanie près de la ville de Maglaj. Des observateurs locaux ont pu y constater la présence de 45 Pakistanais, 15 Bangladais et 45 combattants venus d'Asie du Sud-Est. Des sources polonaises rapportent que des dirigeants de l'Armée de libération du Kosovo se sont rendus au Pakistan pour discuter du ravitaillement en armes. La filière passait par la Turquie, l'Ukraine et la Bulgarie et les livraisons iraniennes suivaient le même itinéraire. Après le 11 septembre 2001, les États-Unis ont fait pression sur le Pakistan pour que celui-ci cesse son soutien au Kosovo mais il y a encore eu des livraisons sporadiques *via* la Turquie et la Macédoine[231].

Sous Javed Qazi, on retrouve l'ISI dans le Caucase, en Tchétchénie et dans le Daghestan. La révolte des Tchétchènes commence à l'époque de Gorbatchev. Son leader, l'ex-général de l'aviation soviétique Djokhar Doudaïev, sait alors présenter sa guerre comme un jihad et éveiller des sympathies dans le monde musulman. Des centaines de combattants arabes accourent, en passant par l'Azerbaïdjan, la Turquie, Chypre et l'Iran. Les armes et l'argent viennent d'Iran, de Libye, d'Arabie saoudite, du Soudan et de Turquie. Enivrés par leur succès des années 1980 en Afghanistan, la CIA et l'ISI croient pouvoir infliger un nouveau coup à Moscou sur ce terrain, et soutiennent clandestinement les Tchétchènes. Les Américains agissent sous le pavillon des droits de l'homme et les hommes d'Islamabad sous celui du jihad. Un autre rebelle, Chamil Bassaïev, s'était battu en Afghanistan pendant sa jeunesse et avait été remarqué par l'ISI. Il fait sa réapparition au début des années 1990 en Abkhazie, une région en sécession avec la Géorgie, où des membres de l'ISI le repèrent de nouveau. Il fait partie d'un

contingent de 1 500 moudjahidine afghans commandés par des officiers pakistanais et envoyés en Azerbaïdjan pour soutenir le pays en conflit avec l'Arménie au sujet de l'enclave du Haut-Karabakh. En avril 1994, l'ISI organise pour Bassaïev et quelques-uns de ses hommes des cours de religion et un entraînement à la guérilla, dans le camp Amir-Munawid dans la province de Khost en Afghanistan. Ils reçoivent ensuite une formation avancée à Rawalpindi, Peshawar et Muridke près de Lahore au Pakistan[232]. Les Tchétchènes sont alors entraînés au maniement des missiles antichars, des missiles Stinger et des explosifs complexes. À ce moment-là, Bassaïev a l'occasion de rencontrer le ministre de la Défense du Pakistan Aftab Shaban Mirani, le ministre de l'Intérieur Naseerullah Babar, ainsi que le directeur de l'ISI Javed Ashraf Qazi. Résultat : trois avions d'attaque au sol russes SU-25 et six hélicoptères sont victimes de missiles Stinger prélevés sur les stocks de l'armée pakistanaise. On convient aussi d'entraîner quelques centaines de combattants tchétchènes à la guérilla et à la guerre de montagne dans les camps afghans de la province de Khost. L'entretien des camps et l'instruction sont confiés au *Harkat-ul-Ansar*. L'ISI fournit neuf instructeurs expérimentés. Le plus connu d'entre eux est Abu Abdullah Jaffa, un ancien du régiment *Northern Light Infantery*, une unité paramilitaire du Gilgit-Baltistan. Une collaboration étroite s'établit entre Bassaïev et lui. Jaffa est considéré comme le père de la stratégie de l'invasion de Bassaïev au Daghestan. Certains des attentats spectaculaires commis à Moscou par les Tchétchènes ont été répétés dans les camps afghans[233]. Fin 1997, quelques centaines de combattants tchétchènes ont achevé leur formation en Afghanistan. Cela fait deux ans que Javed Ashraf Qazi n'est plus chef de l'ISI. Son successeur Nasim Rana a hérité d'une coopération bien rodée et de bases solides, aussi bien pour la Bosnie que pour le Caucase.

Javed Ashraf Qazi entretenait l'ambition de succéder à Waheed Kakar à la tête de l'armée. Il fut déçu. En août 1995 à son départ de l'ISI, il prend le commandement du 30e corps d'armée du Gujranwala, un bon tremplin pour le commandement suprême. Mais c'est le général Jehangir Karamat que Waheed Kakar propose pour prendre sa suite en janvier 1996. Cela signifie la fin du service actif pour Javed Ashraf Qazi. Comme à ses prédécesseurs à la direction de l'ISI, le poste de COAS lui échappe. C'est le président

Farooq Leghari qui semble avoir eu le dernier mot et celui-ci n'a aucun intérêt à nommer un obligé de la Première ministre. Leghari s'est rapproché de tous les généraux pachtounes que compte l'armée pour les gagner à sa cause dans son conflit avec Benazir Bhutto. Ils se sont tous mis d'accord pour porter au commandement le Pachtoune Ali Kuli Khan qui a servi en tant que chef d'état-major du quartier général sous Karamat. Javed Ashraf Qazi est hors jeu. Le nouveau directeur de l'ISI est choisi parmi ses anciens adjoints.

Au moins, Qazi n'a pas de soucis d'argent. En 1994, le directeur de l'ISI reçoit en guise d'assurance retraite huit terrains à bâtir parmi les mieux situés d'Islamabad, et il devient un homme riche[234]. Et la retraite ne sonne pas la fin de ses activités au service de l'État. Benazir Bhutto le fait ministre de la Défense (*Secretary Defence*) en août 1996 et il le reste jusqu'en 1998, bien après la chute de celle-ci. Quand Musharraf prend le pouvoir, en 1999, il poursuit sa carrière politique en tant que ministre des Chemins de fer, puis plus tard comme ministre de la Communication. Il exerce son double ministère jusqu'en octobre 2002. En avril 2003, il devient sénateur et président de la commission défense du Sénat avant de redevenir ministre (de l'Éducation) dans le gouvernement de Shaukat Aziz.

Nasim Rana directeur de l'ISI (1995-1998)

La famille de Rana est originaire du district de Jalandhar au Pendjab oriental. Elle a émigré au Pendjab occidental après la partition. Il entre dans l'armée en 1961, au service des transmissions. Il accède au commandement d'une division à Lahore en 1990 avant de devenir directeur adjoint chargé du contre-espionnage à l'ISI en 1993. Il a raconté à l'auteur de ces lignes qu'il entretenait de bonnes relations avec les services de renseignement de l'armée, de la marine, de l'aviation, et aussi avec l'IB. Sa promotion à la tête de l'ISI et au grade de lieutenant général fut une décision conjointe de Benazir Bhutto et du COAS Waheed Kakar. Nasim Rana reste personnellement à l'écart de la politique. On ne lui connaît pas de préférence partisane. Il s'évite ainsi les frictions habituelles avec les Premiers ministres Benazir Bhutto, puis Nawaz Sharif. Ses relations avec les COAS Waheed Kakar et Jehangir Karamat sont tout aussi sereines[235]. Un circuit d'information direct le relie au Premier ministre *via* le *Military*

Secretary ou le *Private Secretary* de l'exécutif. Dans certains cas d'exception, l'information fait un crochet par le ministère de la Défense, le CJCSC ou le chef de l'armée[236]. À la fin de son mandat à l'ISI en octobre 1998, Nasim Rana retourne au quartier général et finit sa carrière comme quartier-maître général (*Master General Ordnance)*, puis comme responsable général de l'administration militaire (*Principal Staff Officer)*. Il atteint en septembre 1999 la limite d'âge prescrite à 57 ans pour les généraux trois étoiles, et il quitte le service actif. Entre 2001 et 2003, il occupe les fonctions d'ambassadeur du Pakistan en Malaisie.

Alors qu'il est chef de l'ISI survient à Karachi une affaire de meurtre qui fait sensation dans une ville pourtant habituée depuis longtemps à toutes les formes de criminalité, ordinaire ou politique. Le 20 septembre 1996, Mir Murtaza Bhutto, le fils aîné de Zulfikar Ali Bhutto, le frère de Benazir, est assassiné en pleine rue avec six hommes de sa suite. Un détachement de la police attend près de sa voiture à proximité de la résidence de Bhutto à Clifton pour s'assurer qu'il n'y a pas de survivants. Précédemment, la presse a fait ses choux gras d'histoires de rivalités politiques et privées, et de querelles d'héritage dans la famille, histoire de fournir des mobiles à la future tuerie et de jeter le soupçon sur Benazir Bhutto et sur son mari. Il est exact que le retour du frère au pays après dix-sept années à l'étranger n'est pas pour réjouir la Première ministre. La mère de celle-ci, présidente du PPP, a intrigué pour le retour du fils, pour sa réhabilitation et pour la réconciliation de la famille. Benazir Bhutto, toute chef du gouvernement qu'elle est, ne peut s'y opposer. Murtaza revendique son héritage. Fils aîné, il considère qu'il est l'héritier politique de son père. Il est brièvement mis en état d'arrestation à son retour en mai 1994, un moyen comme un autre de montrer que personne n'est au-dessus des lois. Le frère et la sœur ne parviennent pas à s'accorder et ne se rencontrent qu'en mai 1996. À ce moment-là, Murtaza Bhutto a déjà fondé son propre parti, le PPP-Shaheed [martyre] Bhutto, et fait courir le bruit que c'est Asif Zardari qui est à l'origine de la brouille.

Dans ce contexte, les gens de l'ISI n'ont pas de mal à orienter une campagne de presse contre les Bhutto. Des incidents plus ou moins inventés de toutes pièces font croire à l'opinion pakistanaise et au-delà que Murtaza Bhutto a été liquidé à l'instigation de sa sœur ou de son beau-frère. Les

entretiens menés par l'auteur lui ont permis de constater qu'une telle opinion est répandue jusque dans le corps diplomatique[237]. Quand le président Leghari démet le gouvernement Bhutto six semaines après le meurtre, on imagine qu'il a découvert un grand complot politique. Un autre fait-divers a nourri la rumeur : le lendemain des événements, l'officier de police chargé de l'enquête a été retrouvé mort à son domicile, soi-disant suicidé. Le gouvernement Bhutto, désemparé, fait venir d'anciens enquêteurs de Scotland Yard dirigés par Roy Herridge pour mener des investigations indépendantes. La police locale explique la mort de Murtaza Bhutto par accident et non comme le fruit d'une conspiration[238]. L'un de ses hommes aurait ouvert le feu et la police aurait riposté pour se défendre. Il y a eu deux blessés dans les rangs de la police en plus des sept morts de Murtaza et de son groupe. Les conclusions provisoires de Herridge mentionnaient « des preuves d'une préméditation policière et la présence d'un tireur non identifié[239] ». Sur ce, le gouvernement tombe et la commission d'enquête est dissoute. On ne sait toujours pas au juste qui a fait quoi. La police ? Asif Zardari ? D'autres acteurs ?

Les connaisseurs des ressorts de la politique pakistanaise ne manquent pas de regarder du côté de l'ISI. Il y a de vieux comptes à régler. Murtaza Bhutto a quitté le Pakistan après l'exécution de son père et a fondé un groupe de résistance nommé Al-Zulfikar. Ce groupe a détourné un avion de la compagnie nationale vers Kaboul en mars 1981 et commis des attentats et des meurtres politiques dans les années suivantes[240]. Murtaza Bhutto s'est installé tour à tour en Afghanistan, en France et en Syrie, et on sait qu'il s'est aussi rendu en Inde où son groupe a été entraîné par le service secret indien R&AW. Raja Anwar écrit à ce propos :

> La *Research and Analysis Wing* indienne était le principal service secret du pays, de loin plus redoutable que les amateurs de sa contrepartie afghane, le KHAD. À partir de septembre 1983, quand les hommes d'Al-Zulfikar venant du Pakistan et d'Afghanistan sont arrivés en Inde, la R&AW a mis en place à Surya Nagar un camp chargé de les accueillir. Ce camp était placé sous la responsabilité de Selim Sardar, un membre du PPP à Rawalpindi. Les nouveaux arrivants étaient photographiés par la R&AW, on relevait leurs empreintes digitales et on leur donnait un nom de code, toujours un nom hindou. L'agence ne voulait pas que le personnel qui entraînait ces gens sache que ces hommes étaient des Pakistanais ou des musulmans. C'est comme ça que Sardar Salim est devenu Kashi Ram, Yakub Cheena est

> devenu Ashok, et Umar Hayat est devenu Deepak. Sethi Sohail est devenu Prakash et leur chef, Murtaza Bhutto, Kumar. La R&AW prenait la sécurité très au sérieux. Les Indiens savent que certains de ces hommes appartiennent aux services secrets pakistanais. Aussi prennent-ils des mesures pour qu'ils ignorent l'endroit où ils se trouvent. Ils sont amenés dans les camps et sortis en hélicoptère. Ils ne savent pas où est situé leur camp, ils savent juste qu'il s'agit d'une région de collines à trois ou quatre cents miles de Delhi. En fait, le camp d'entraînement proprement dit se situe dans la ville de Bhuj. Ils sont formés au tir avec des armes légères, au sabotage et à la fabrication de bombes. Quand ils sont prêts, ils sont reconduits au centre d'accueil de Surya Nagar près de la capitale, où ils rencontrent toujours Murtaza, Shanawaz et Sohail. Des groupes de quatre étaient formés et passaient clandestinement la frontière pakistanaise pour accomplir leurs missions. Tout ce qui concerne Al-Zulfikar était placé sous le contrôle et sous le commandement d'un officier de la R&AW dont le nom de code était Chawla[241].

Les hommes d'Al-Zulfikar ont fait deux tentatives d'attentat contre l'avion du président pakistanais à Karachi et à Rawalpindi en janvier et en février 1982. Elles ont échoué de peu. Inexpérimentés, nerveux et insuffisamment entraînés, les auteurs des attentats ont commis des erreurs techniques grossières dans le maniement des missiles SAM-7, et Zia ul-Haq en a réchappé[242]. Ni l'armée pakistanaise ni l'ISI n'ont oublié cet épisode. Les hommes du groupe Al-Zulfikar, formés par le KHAD et par la R&AW, sont considérés comme des agents ennemis. L'ISI ne supporte pas que ces gens-là reviennent armés et se promènent librement au Pakistan. Et puis, il y a aussi les vieilles affaires du Sindh. Anwar rapporte que lors d'une entrevue avec Indira Gandhi à New Delhi le 15 décembre 1979, Murtaza Bhutto aurait dit : « L'armée n'a pas [seulement] exécuté mon père, elle a aussi liquidé tout ce qui restait du Pakistan après 1971. Ces généraux sont également une menace pour votre sécurité et la seule façon de s'en débarrasser est de scinder le Pakistan en quatre[243]. »

Un propos intolérable pour les services secrets pakistanais. Ils étaient bien décidés à éliminer définitivement le facteur Murtaza Bhutto de l'équation politique pakistanaise. Les circonstances s'y prêtent. La cote dans l'opinion du deuxième gouvernement de Benazir Bhutto s'est dégradée et celle du ministre Zardari est au plus bas. Murtaza Bhutto n'a pratiquement aucune perspective politique ni aucune base populaire en dehors de quelques cantons de son fief du Sindh. Par ailleurs, c'est la guerre froide entre le

président Leghari et la chef du gouvernement. Dans ce contexte, il ne restait plus qu'à finir le travail.

B. Raman, un Indien spécialiste du contre-espionnage, ancien agent de la R&AW, ne peut pas être tenu pour un témoin impartial, mais il est bien informé et c'est un expert :

> Une faction de l'ISI, proche du président pakistanais de l'époque Farooq Leghari, a fait assassiner Murtaza Bhutto, le dernier frère de M^me^ Benazir Bhutto, devant sa maison de Karachi en septembre 1996. Ils avaient la complicité de certains officiers de police et ils ont fomenté dans les médias une campagne de désinformation pour faire soupçonner M^me^ Bhutto et son mari. Cette campagne a frayé la route pour le renvoi du gouvernement par Leghari en novembre 1996[244].

Cette interprétation correspond aux conclusions d'observateurs objectifs au Pakistan et à l'étranger. Asif Zardari est arrêté quelques heures après la dissolution du gouvernement le 5 novembre 1996. Le meurtre de Murtaza Bhutto fait partie des chefs d'accusation retenus contre lui. Asif Zardari sert alors de pion et de moyen de pression contre Benazir Bhutto. Il ne sera remis en liberté que huit ans plus tard. Aucun des nombreux chefs d'accusation n'a pu donner lieu à une condamnation. La plupart des Pakistanais sont aujourd'hui persuadés que les accusations impliquant Zardari dans de grandes affaires de corruption étaient fondées. Cependant, la thèse de sa culpabilité dans le meurtre de Murtaza ne fait plus recette. Quand il a été libéré fin 2004, Benazir Bhutto se trouvait en exil à Dubai où elle se battait pour être réhabilitée et faire son retour au Pakistan.

Le lieutenant général Nasim Rana reste à la tête de l'ISI jusqu'en octobre 1998, date à laquelle il est remplacé par décision du Premier ministre Nawaz Sharif. Selon les milieux bien informés, il y a trois raisons à cela : au premier chef, l'incapacité grandissante de l'ISI à garder un contrôle effectif sur les talibans et sur Al-Qaida. La conférence de presse de Ben Laden à Khost le 26 mai 1998 où il a appelé à la guerre sainte contre Israël et les États-Unis a été particulièrement mal perçue à Islamabad. Il s'y ajoute le fait que Rana se soit dispensé d'informer le Premier ministre de ce qui s'était dit lors d'une réunion des chefs de corps le 19 septembre 1988 pendant laquelle les lieutenants généraux Ali Kuli Khan et Khalid Nawaz avaient exprimé des critiques envers son gouvernement et l'échec de sa politique économique. Enfin, citons aussi l'échec de l'ISI qui n'a rien vu

venir avant les essais nucléaires indiens « Pokhran II » des 11 et 13 mai 1998. Islamabad a été pris par surprise, les essais intervenant très rapidement après la prise de fonction du gouvernement Vajpayee au mois de mars en Inde.

Rana a toujours réussi à rester au second plan, sans être personnellement exposé, pendant que son service se mêlait de politique intérieure et faisait des opérations à l'étranger. Un bilan pas si mauvais pour un chef de service secret. Dans ces conditions, l'éditorialiste Ikram Sehgal peut même lui tresser des lauriers tout en réglant ses comptes avec les précédents chefs de l'ISI et en lançant un avertissement à son successeur :

> Il y a beaucoup de choses dont nous devrions nous inquiéter, notamment que, de tous nos nombreux services secrets, seulement ceux des forces armées, c'est-à-dire celui de l'armée, le MI, celui de la marine et celui de l'armée de l'air ont conservé un minimum de crédibilité et d'efficacité. Les autres semblent avoir sombré dans un syndrome déshonorant qui leur fait inventer des faits au gré de leur humeur, de leur caprice ou de leurs guéguerres au lieu de faire des analyses et des rapports honnêtes. Le démantèlement systématique de la machine tant vantée de l'ISI après 1993 a été quelque chose de grave, même si on peut donner crédit à cet homme honorable et intègre qu'est le lieutenant général Nasim Rana d'avoir non seulement endigué la tromperie avant même de prendre la direction de l'ISI en 1995 mais aussi d'avoir relativement restauré la morale de cette organisation tout le temps qu'il l'a dirigée. Il faudra du temps pour savoir ce que fera le nouveau Ziauddin et s'il renoue avec les tendances à la vengeance personnelle et au soin porté à sa carrière personnelle avant tout, comme tous les responsables indignes qui l'ont précédé[245].

Les responsables de la CIA et du FBI au Pakistan ne faisaient pas grand cas de Rana. Ils le trouvaient limité et peu coopératif[246], en particulier dans l'enquête sur l'attentat qui avait coûté la vie à deux Américains à Karachi en 1995, et dans la recherche de Mir Aimal Kansi qui avait abattu deux agents de la CIA aux États-Unis en janvier 1993. Kansi s'était enfui vers sa province natale du Baloutchistan et avait trouvé refuge chez un chef tribal. Au terme de longues recherches, les Américains crurent l'avoir localisé dans un ensemble d'habitations de Quetta où vivaient des gens de sa tribu. Ils montèrent une opération commando de nuit forte de plus de cent hommes qui n'aboutit à aucune arrestation mais fit du bruit dans les journaux[247]. Après cela, l'ISI a pratiquement cessé les recherches, laissant la CIA et le FBI se débrouiller. Les services américains utilisèrent la bonne

vieille méthode de la récompense et le fuyard fut donné par son logeur à des agents de la CIA et l'ISI qui prirent leur part de la prime.

211. Le « scandale de Surrey Mansion » par exemple, le soupçon porté contre Benazir Bhutto et Zardari à propos de l'acquisition d'une luxueuse demeure au sud de Londres. L'achat était passé par des hommes de paille et l'affaire ne fut jamais complètement tirée au clair.

212. Le directeur adjoint de l'Intelligence Bureau indien Maloy Krishna Dhar avait observé un officier indien remettre des documents smilitaires à Abbasi dans un hôtel de New Delhi.

213. Abbasi et Musharraf étaient d'anciens collègues des garnisons du Territoires du Nord du temps où ils étaient tous les deux généraux de brigade et ils étaient amis. Des sources indiennes non vérifiées soutiennent que les rebelles avaient l'intention d'offrir le pouvoir à Musharraf.

214. *Dawn*, 12 mars 1997.

215. Iqbal Akhund, *Trial and Error, op. cit.*, p. 298 et 299, 300 pour la suite. Akhund omet de préciser que Zardari était déjà connu sous le surnonm de « Monsieur 10 % » pendant le premier gouvernement de Benazir Bhutto et qu'il n'avait pas peu contribué à le faire tomber.

216. Voir Zahid Hussain, « Targeting the president », *Newsline*, juin 1994, p. 27. Un ancien militaire témoin de ces années a dit à l'auteur : « Mon impression était qu'elle n'avait retenu qu'une seule leçon : ne pas se mettre en travers du chemin de l'armée. Elle avait désappris la leçon qu'elle avait appliquée au début de son premier mandat : la bonne gouvernance. »

217. Cité par B. Raman, « A revamp of Pakistani Intelligence Community is Underway », *SAPRA*, 18 décembre 1998.

218. En plus du général Rafaqat, la cellule électorale de la présidence comptait plusieurs hauts fonctionnaires comme Roedad Khan, Ijlal Zaidi et Chaudhry Shaukat.

219. Beg a expliqué que l'argent n'avait fait que transiter par son compte mais des rumeurs disaient qu'il en avait gardé la moitié pour lui. Même après la confirmation de la version de Beg par le quartier général, l'accusation a continué à circuler, de sorte que sa réputation a été adurablement atteinte.

220. Cité par K. N. Daruwalla, *in* Rajeev Sharma (éd.), *The Pakistan Trap*, UBS Publishers' Distributors Ltd, New Delhi, 2001, p. 129. « Quelle pouvait être cette autorité supérieure, si ce n'était le chef de l'armée ? »

221. *Ibid.*, p. 130.

222. Entretien avec Durrani, avril 2005.

223. Parmi eux Asif Zardari ; le chef de l'opposition Nawaz Sharif ; l'ancien chef du gouvernement du Sindh ; le premier ministre PPP de la province du Nord-Ouest ; Anwar Saifullah, ancien ministre et gendre de l'ancien président Ghulam Ishaq Khan ; V. A. Jafferuy, conseiller aux finances du Premier ministre ; les généraux en retraite Mirza Aslam Beg et Asad Durrani.

224. Zahid Hussain, « Targeting the president », *Newsline*, juin 1994, p. 26.

225. Ikram Sehgal, « Intelligence happenings », *op. cit.* Sehgal attribue à cette purge les déboires ultérieurs du Pakistan avec les talibans.

226. Entretien avec Javed Ashraf Qazi à Islamabad en mars 2007.

227. *Id.*

228. *Id.*

229. B. Raman, « Daniel Pearl & the London Blasts », *South Asian Analysis Group* (SAAG), *paper* n° 1458 du 15 juillet 2005 : « À cette époque, les Arabes qui étaient passés par l'Afghanistan avaient déjà commencé à causer des problèmes partout dans le monde après la fin du jihad afghan. À cause de ça, ses services voulaient éviter de les avoir en Bosnie et ils se sont tournés vers les Pakistanais, en particulier vers des Pakistanais vivant au Royaume-Uni et dans les autres pays de l'ouest de l'Europe.

C’est comme ça que la radicalisation de jeunes musulmans pakistanais vivant en Europe a commencé. »

230. Maloy Krishna Dhar, *Fulcrum of Evil. ISI-CIA-Al Qaeda Nexus, op. cit.*, p. 286.

231. *Ibid.*, p. 287. Dhar s’appuie sur le journaliste polonais Marek Popwski, qui travaillait pour les forces de l’Otan dans les Balkans et connaissait bien la région.

232. Le camp Amir-Munawid avait été développé par Hekmatyar dans les années 1980 et repris par la suite par Al-Qaida dans la seconde moitié des années 1990 après que l’ISI eut lâché Hekmatyar. Près de Lahore, à Muridke, l’entraînement des Tchétchènes se faisait au camp de *Markaz-al-Dawa-al-Irshad*.

233. Maloy Krishna Dhar, *Fulcrum of Evil. ISI-CIA-Al Qaeda Nexus, op. cit.*, p. 293. Les anciens de l’ISI et les militaires pakistanais qui ont parlé à l’auteur ne sont pas d’accord, admettant tout au plus des dérives individuelles d’ex-membres du service, sans implication de celui-ci.

234. Ayesha Siddiqa, « The new land barons », *Newsline*, Karachi, juillet 2006, p. 29, donne la localisation exacte des propriétés. Selon elle, les généraux disposaient à cette époque au moment de leur retraite d’un patrimoine immobilier d’une valeur comprise entre 150 et 400 millions de roupies, soit entre 2 et 6 millions de dollars américains. En estimation basse…

235. Entretien avec Rana au printemps 2005 à Rawalpindi.

236. *Id.*

237. Un ancien militaire a fait part à l’auteur de sa version de la mort de Murtaza : « Je tiens ça d’un type du Sindh. Rappelez-vous que jusqu’à septembre 1996 Zardari arborait une magnifique moustache et que celle-ci a soudainement disparu fin septembre. Ce type du Sindh que je ne nommerai pas prétend qu’il était là quand Zardari a été humilié en présence de Murtaza, qui était ivre, vers le 10 septembre. Zardari a été terrifié quand Murtaza a commencé à l’humilier et quand les hommes de main de celui-ci l’ont battu. À la fin Murtaza a ordonné qu’on lui coupe une moitié de sa moustache pour finir de l’humilier. Ce type a demandé la permission à Murtaza de ramener Zardari chez lui. Selon ce type, un féodal du Sindh [*wadera*], Zardari a pleuré tout le long de la route et il a juré sur la tête de sa mère que Murtaza allait le payer. »

238. Déclaration de Shoaib Suddle, inspecteur général adjoint de la police de Karachi cité par le quotidien *Jang*, Londres, 10 octobre 1996.

239. Cité par Raja Anwar, *The Terrorist Prince, op. cit.*, p. 208.

240. Sur la création et le développement du groupe Al-Zulfikar, voir Raja Anwar, *The Terrorist Prince, op. cit.* Anwar était un conseiller de Zulfikar Ali Bhutto et après la mort de Bhutto il a suivi Murtaza en Afghanistan. Ils se sont disputés à Kaboul en octobre 1980. Murtaza redoutait que son ancien camarade ne devienne un rival politique. Il l’a fait enfermer jusqu’en mai 1983 dans une prison de Kaboul par le chef des services secrets afghans, le KHAD. Anwar a écrit son livre pour régler ses comptes avec Murtaza Bhutto et c’est une très bonne source sur Al-Zulfikar. Le livre a été écrit en ourdou, traduit en anglais en 1998 par Khalid Hassan et publié à Lahore.

241. *Ibid.*, p. 138, 139.

242. C’est la réaction du pilote qui a sauvé l’avion lors du second attentat.

243. Raja Anwar, *The Terrorist Prince, op. cit.*, p. 70.

244. B. Raman, SAAG, *paper* n° 287. Raman avance que l’empoisonnement du frère cadet Shahnawaz Bhutto en France en 1985 a été accompli par l’ISI en représailles contre le groupe Al-Zulfikar.

245. *Defence Journal*, Karachi, janvier 1999.

246. Steve Coll, *Ghost Wars, op. cit.*, p. 315.

247. L’auteur a vécu avec sa famille plus de trois ans à Quetta dans le voisinage immédiat des familles concernées et il connaissait bien les hommes de la famille, tous des Pachtounes. Il a été invité chez eux et il ne pense pas que Kansi ait pu y être hébergé. L’auteur et sa famille n’ont pu

rencontrer les femmes des maisons voisines qu'après plusieurs années et il imagine très bien le choc qu'a représenté le raid de la CIA et de l'ISI. On n'aurait pas dû permettre que des dizaines d'hommes étrangers forcent l'accès des maisons et quartiers des femmes la nuit.

Chapitre 10

L’ISI et la politique étrangère

Hamid Gul est censé avoir dit un jour que le ministère des Affaires étrangères était là pour mettre en œuvre la politique étrangère du pays, et non pas pour la définir, et qu’il n’avait pas à connaître les informations des services secrets[248]. Ces propos reflètent bien le degré d’autosatisfaction et le sentiment de pouvoir qui ont gagné l’ISI après ses succès des années 1980 en Afghanistan, quand une grande partie de ses officiers se sont posés en vainqueurs de l’Union soviétique et de la guerre froide. Le très répandu *« we are second to none »* dont se parent les Pakistanais trouve ici une nouvelle expression[249].

Quand on en vient à négocier le règlement de la question afghane à Genève à partir de 1982, il apparaît évident que les diplomates pakistanais se trouvent dans une situation confuse. Ils manquent cruellement d’informations et les éléments dont ils disposent consistent uniquement en communiqués de victoires militaires des moudjahidine. L’ISI était intouchable. C’est pour changer cela et rétablir un certain contrôle politique sur l’ISI que l’une des premières décisions de Benazir Bhutto, dès décembre 1988, est de créer une cellule Afghanistan (à ne pas confondre avec le bureau Afghanistan) aux Affaires étrangères. Cette cellule commence à fonctionner en janvier 1989. À la différence de ce qui se passait sous Zia, il y a dès lors un échange hebdomadaire de points de vue entre l’ISI et les professionnels de la politique étrangère. Le ministère des Affaires étrangères est représenté par un *Secretary General*. Les gens de l’ISI continuent de faire référence à cette procédure pour montrer que la phrase d’Hamid Gul n’était plus d’actualité et que le ministère des Affaires étrangères a bien été associé à la politique afghane des années 1990.

C’est peut-être vrai sur le papier. Cependant, les infléchissements de la politique afghane sont en fait venus de l’intérieur de l’ISI et les diplomates n’étaient guère en position de les contrarier ou de s’y intéresser de trop près. L’ISI, dans les années 1990, détermine toujours largement la politique

extérieure. « Ils font leur politique étrangère comme ils veulent », selon un propos rapporté au journaliste Ahmed Rashid. Le journaliste, lui, parle de « privatisation rampante de la politique extérieure du Pakistan[250] » pour décrire les menées de l'ISI au Cachemire, dans le Pendjab oriental, en Asie centrale, dans les pays arabes, dans le Caucase et dans les Balkans. Les Premiers ministres sont informés au compte-gouttes, de façon variable selon les questions, ce qui leur donne le cas échéant l'excuse de ne rien savoir. Ils parviennent tout de même à savoir certaines choses car ils ont des conseillers issus des milieux militaires ou du renseignement. Il n'empêche que dans les années 1990 le ministère des Affaires étrangères est toujours confiné dans un rôle de simple exécutant dès que les choses deviennent sérieuses. C'est clairement le cas pour les affaires du Cachemire et de l'Afghanistan.

Dans quelle mesure la politique étrangère du pays est-elle toujours entre les mains de la hiérarchie militaire ? Largement, comme le montre le nombre de généraux en retraite nommés dans les ambassades. Un quart des postes diplomatiques sont réservés à des militaires. En 1958, Ayub Khan peut encore se permettre d'exiler à Londres le président déchu Iskander Mirza sans autre forme de procès, ce dernier se trouvant réduit à ouvrir une boutique pour subsister, lui et sa famille. Peu après, Zulfikar Ali Bhutto, arrivé au pouvoir avec l'aide de l'armée de terre et des forces aériennes, a certes le pouvoir de démettre le chef de l'armée Gul Hassan et le maréchal de l'air Rahim Khan sans trop leur témoigner d'égards, et il en use, mais il doit leur trouver une sortie honorable et il les envoie tous les deux comme ambassadeurs à l'étranger[251]. Bhutto n'a pas oublié qu'après la perte du Pakistan oriental, Yahya Khan lui a cédé le pouvoir à contrecœur, sous la pression des jeunes officiers. Il devait ménager les anciens commandants des forces armées pour qu'ils se tiennent tranquilles et les nominations bien honorifiques à des postes d'ambassadeur y contribuaient.

Le procédé fait école. Dans les années suivantes, de nombreux généraux quinquagénaires sont nommés ambassadeurs après leur retraite, et cela devient un usage consacré. Les généraux y trouvent un intérêt pécuniaire, les pensions de retraite n'étant pas mirobolantes. Avec le temps, et l'ingérence grandissante des militaires dans la politique, cela répond aussi à un calcul. Benazir Bhutto avait envoyé l'ancien lieutenant général ex-chef

de l'ISI Asad Durrani à Bonn pour services rendus. La nomination de Durrani en Arabie saoudite par Musharraf va encore un cran au-delà : il est affecté dans un endroit sensible pour la politique intérieure pakistanaise puisque c'est là que résident deux opposants en exil, Nawaz et Shahbaz Sharif. On avait besoin de disposer d'un militaire d'expérience auprès d'un partenaire stratégique du Pakistan[252]. Les Saoudiens, du reste, s'inquiètent de l'arrivée d'un ancien des services secrets. Plus récemment, la nomination de l'ex-COAS Karamat à l'ambassade du Pakistan à Washington fournit un autre exemple de calcul politique du quartier général et de l'ISI. Homme de confiance des militaires, il garantit aux Américains une ligne directe avec Musharraf. Le successeur de Karamat à Washington est aussi un ancien militaire, Mahmud Ali Durrani. Il doit sa nomination au président Asif Zardari, l'armée et l'ISI l'acceptent à contrecœur.

Les postes de prestige échappent aux diplomates de carrière : ils restent dans le giron de l'ISI et du quartier général. Le « retour dans les casernes » énoncé par Kayani en 2008 permet d'espérer une amélioration de la situation des diplomates. Cependant, la désignation d'ambassadeurs n'est pas le seul moyen dont dispose l'ISI pour placer ses hommes à l'étranger. Ses agents peuvent faire des missions, sous couverture ou pas. L'ISI dit avoir des relations avec plus de cinquante services secrets étrangers dans le monde entier. Il a des représentants officiellement accrédités. Il a aussi des agents sous couverture dans les ambassades, les consulats et les organisations internationales pour collecter de l'information et des données scientifiques et techniques. L'histoire du développement de l'arme nucléaire par le Pakistan montre qu'ils peuvent se montrer efficaces. Leurs rapports arrivent à l'ISI où ils alimentent des analyses et des décisions.

248. *Herald*, décembre 2001, p. 48.

249. Après le départ de l'armée soviétique, beaucoup se sont crus désignés par Dieu pour faire la guerre au communisme mondial. En tant que service de renseignement, ils se croyaient très supérieurs à leurs collègues de la CIA et du KGB.

250. Cité par Ahmed Rashid, « Coming from the cold », *Herald*, juin 1993, p. 57.

251. Gul Hassan a représenté son pays à Vienne et à Athènes ensuite. Rahim Khan est devenu ambassadeur en Espagne.

252. Karamat sera relevé au bout de deux ans environ, officiellement en raison de soupçons de corruption pesant sur un des membres de sa famille.

Chapitre 11

Nawaz Sharif bis

(1997-1999)

Le second gouvernement Nawaz Sharif

Un gouvernement intérimaire de trois mois dirigé par Miraj Khalid prend la suite du second gouvernement Bhutto. Il laisse à l'ISI le soin de prendre toutes les décisions concernant l'Afghanistan.

Nawaz Sharif et la PML remportent une majorité écrasante aux élections de février 1997 : 80 % des sièges. Cependant, la participation électorale atteint péniblement 32 %. Le nouveau Premier ministre fait tout de suite le ménage au sein de l'IB, remplaçant nombre d'officiers de police par des militaires en service ou en retraite, certains d'entre eux directement issus de l'ISI. En novembre 1998, il rappelle même l'ex-directeur de l'ISI Javed Nasir et le *Midnight Jackal* Imtiaz Ahmed pour les nommer respectivement responsable du renseignement et conseiller à la sécurité nationale (S*ecurity Advisor*) dans les services du Premier ministre. Instruit par l'expérience, on entreprend de juguler les menaces potentielles pour le gouvernement. D'abord la presse. Des pressions sont exercées sur les journalistes critiques, des éditeurs et des entreprises de presse sont victimes de persécution fiscale ou privés des recettes que constituent les campagnes de communication gouvernementale. Une plainte pour outrage à la justice est engagée contre Nawaz Sharif devant la Cour suprême. Le Premier ministre ignore deux convocations à comparaître et répond à la troisième en dépêchant à la cour une manifestation de ses partisans. Une foule excitée mêlée de ministres, de députés et de conseillers du Premier ministre prend la cour d'assaut, brisant portes et fenêtres, saccageant la salle d'audience. Le président de la Cour suprême Sajjad Ali Shah prend des vacances et part en retraite. La procédure contre Nawaz Sharif est arrêtée. La nomination de nouveaux juges loyaux garantit le gouvernement contre de futures poursuites.

Ensuite, c'est le tour du président Farooq Leghari. Le président s'est rangé du côté des juges dans le conflit avec la Cour suprême, cela scelle son

destin politique. Son mandat de cinq ans n'est pas parvenu à son terme, mais la pression des partisans de Sharif contre lui est telle qu'il se retire début décembre 1997. Un magistrat de la Cour suprême en retraite nommé Rafiq Tarar lui succède le 1er janvier 1998. C'est un vieil ami du père des frères Sharif et un obligé de la famille. Il donne son approbation à la restriction de ses propres pouvoirs. L'article 58 (2b) qui donnait au président depuis l'époque de Zia ul-Haq le droit de dissoudre le Parlement et de renvoyer le gouvernement est aboli.

À l'automne 1998, Sharif lance un projet destiné à conforter son pouvoir davantage encore : une nouvelle révision constitutionnelle doit faire de la charia, la loi religieuse, le droit suprême du pays. Sharif veut devenir *Amir-ul-momineen*, commandeur des croyants. Il obtient une majorité au Parlement mais ne peut obtenir la majorité des deux tiers requise au Sénat. Le projet est bloqué jusqu'aux élections sénatoriales suivantes. Il attend et finit par l'emporter.

Au Grand Quartier général, c'est le général Jehangir Karamat qui commande depuis qu'il a remplacé Abdul Waheed Kakar en janvier 1996. Il a la réputation d'un gentleman, d'un bon officier d'état-major et d'un analyste fin, mais pas de quelqu'un qui décide vite et qui va de l'avant. Il finit par s'inquiéter de la politique menée par Nawaz Sharif. Le 6 octobre 1998, dans un discours devant l'Académie navale de Lahore, il propose d'institutionnaliser le rôle des militaires dans les décisions politiques en créant un Conseil de sécurité nationale (*National Security Council*). Aslam Beg s'y était cassé les dents à l'époque du premier gouvernement de Benazir Bhutto. Karamat fait de même. Pensant que le COAS n'a pas l'étoffe d'un putschiste, Sharif réagit vite et fort. Il somme le jour même le COAS de renoncer publiquement à son projet ou de démissionner : Jehangir Karamat décide de partir en retraite. Le lendemain, le président Tarar désigne son successeur selon les instructions de Nawaz Sharif. Il choisit le troisième sur la liste établie par degré d'ancienneté, un certain Pervez Musharraf, de langue ourdoue. Nawaz Sharif estime qu'un Muhajir sera moins dangereux pour lui qu'un Pendjabi ou un Pachtoune. On a préféré Musharraf aux lieutenants généraux Ali Kuli Khan et Khalid Nawaz qui prennent leur retraite comme il est d'usage[253]. Ironie de l'affaire, Musharraf est patronné par le père de Nawaz Sharif, le président Tarar et

l'ex-directeur de l'ISI Javed Nasir, tous trois membres du *Tablighi Jamaat*. Personne n'avait vraiment pris le soin de regarder son dossier militaire, qui le disait prompt à agir impulsivement.

Khawaja Ziauddin à la direction de l'ISI

En nommant Ziauddin à la tête de l'ISI Nawaz Sharif reproduit avec Musharraf l'erreur commise par Benazir Bhutto avec Aslam Beg. En 1989, Benazir Bhutto avait compromis ses relations avec Beg en nommant Kallue à la tête de l'ISI. Musharraf sait que Sharif avait initialement pensé faire de Ziauddin le prochain commandant de l'armée. Pour Sharif, Ziauddin offre toutes les garanties de loyauté, il vient d'une famille du Cachemire proche de la Ligue musulmane. Mais il doit différer sa nomination comme COAS pour calmer les vagues après le départ forcé de Karamat. Les généraux ne font pas confiance à Nawaz Sharif et en profitent pour manifester collectivement leur mauvaise humeur. Ils font remarquer que le commandement de l'armée revient traditionnellement à un officier d'infanterie ou de cavalerie et qu'un ingénieur militaire comme Ziauddin était quasiment un non-combattant. En fait, Ziauddin, tout ingénieur qu'il soit à l'origine, avait fait carrière dans l'infanterie. Il avait commandé une division d'infanterie et un corps d'armée[254]. En lui proposant de devenir chef d'état-major en octobre 1998, c'est-à-dire en lui offrant le deuxième poste de la hiérarchie militaire, Musharraf entendait s'assurer son soutien. En refusant l'offre de l'armée et en acceptant celle du Premier ministre, Ziauddin rompt l'alliance avec Musharraf.

Les textes constitutionnels placent l'ISI à la disposition du chef du gouvernement. Le chef de l'armée n'a pas d'autorité hiérarchique sur le directeur de l'ISI. Dans les faits, l'armée a intérêt à maintenir de bonnes relations avec l'ISI et réciproquement. Un COAS sans alliés au sein du service secret serait gravement affaibli. En réaction à la nomination de Ziauddin, Musharraf transfère au quartier général les dossiers d'Afghanistan et du Cachemire. Ses objectifs deviennent clairs quand il les confie au lieutenant général Mohammad Aziz Khan, chef d'état-major et directeur du MI, qui connaît bien ces affaires pour avoir été *Deputy DG* en charge des affaires indiennes et afghanes à l'ISI[255]. Le quartier général s'est assuré du contrôle de ces dossiers et Ziauddin a les ailes rognées avant

de commencer. Même s'il procède à des changements de personnels en prenant ses fonctions, il ne parvient jamais à s'assurer une maîtrise complète du service, la hiérarchie garde ses distances, y compris ses propres adjoints[256]. Les responsables de l'ISI optent pour l'attentisme, observant le jeu des neutralisations entre Musharraf, Aziz, Sharif et Ziauddin en attendant de prendre parti.

Il s'établit entre le Premier ministre et son responsable de l'ISI une collaboration sans précédent depuis l'époque de Zia ul-Haq et d'Akhtar Rahman. Ziauddin devient un conseiller important en politique intérieure et en politique étrangère. Il accompagne les voyages officiels du Premier ministre ou s'en fait l'éclaireur, comme on le voit par exemple en 1999, quand il fait un voyage aux États-Unis avant d'y revenir avec le Premier ministre. Washington et Langley ont lancé la traque d'Oussama ben Laden après les attentats sanglants d'août 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Lors de sa première visite au quartier général de la CIA en 1998, Ziauddin se voit présenter un plan destiné à attirer Ben Laden dans un piège. Steve Coll, du *Washington Post*, écrit :

« Le service secret pakistanais devait arranger une rencontre avec Ben Laden sur l'aéroport de Kandahar. Des officiers de l'ISI devaient lui dire qu'ils avaient un message secret pour lui. La CIA devait poster des hommes des tribus payés par ses soins le long de la longue route déserte qui mène à l'aéroport. C'était la seule route pour arriver à l'aéroport et pour en sortir et il était relativement facile d'y préparer un guet-apens. Un gradé de l'ISI se rendit à Kandahar. Si Ben Laden ne se montrait pas, il pourrait toujours hausser les épaules et reprendre l'avion pour Islamabad[257]. »

Ziauddin commence par offrir sa collaboration aux Américains avant de changer d'avis. Le prix politique à payer si la participation des Pakistanais venait à être révélée serait excessif. Le chef de l'ISI met au point un plan alternatif, soumis aux Américains lors de la rencontre de Sharif et de Ziauddin avec le président Clinton à Washington en décembre 1998. Il s'agit de mettre sur pied un commando des forces spéciales pakistanaises avec d'anciens membres des forces spéciales (SSG) ayant récemment terminé leur service actif. Cette unité de « contractuels » serait chargée d'enlever Ben Laden dès que les Américains l'auraient localisé[258]. Dans l'entourage du président américain, les avis sont partagés : « Nous avons

essayé de montrer aux Pakistanais que nous étions bien conscients des difficultés qui les attendaient. C'était à eux de saisir l'occasion favorable, mais c'était aussi eux qui prenaient le risque[259]. » Le commando est constitué et Washington lui affecte un premier budget de 25 millions de dollars américains. Ziauddin va voir le chef des talibans afghans, le mollah Omar, à Kandahar, avec deux objectifs. Premièrement, l'amener à collaborer avec les Américains contre Oussama ben Laden ; deuxièmement, le convaincre d'agir pour mettre fin aux attaques lancées par le groupe *Sipah-e-Sahaba Pakistan* (« Armée des compagnons du prophète du Pakistan ») contre les chiites du Pakistan à partir des zones contrôlées par les talibans en Afghanistan. Le mollah Omar refuse. Ziauddin a échoué, tout comme le prince Turki al-Fayçal, chef des services secrets saoudiens, qui avait tenté en septembre 1998, en compagnie de Nasim Rana alors responsable de l'ISI, de persuader le mollah de livrer Ben Laden à l'Arabie saoudite.

Au quartier général, la création du commando spécial et la mission de Ziauddin à Kandahar ne sont pas passées inaperçues. L'armée ne peut pas faire grand-chose contre la constitution d'un commando de mercenaires, de civils, mais la rencontre de Kandahar, organisée sans l'aval du quartier général, peut être sabotée. Le *Chief of General Staff* (CGS)[260] Aziz et Maulana Fazlur Rehman sont dépêchés clandestinement à Kandahar pour dire au chef taliban qu'il ferait bien d'ignorer les offres de Sharif et de Ziauddin et de suivre les instructions d'Aziz. Le taliban sait bien à qui il est redevable.

Nawaz Sharif et Ziauddin : la chute

La tentative précipitée faite le 12 octobre 1999 par Nawaz Sharif pour remplacer Pervez Musharraf par Ziauddin à la tête de l'armée est un échec. Sa sanction fut la chute de Nawaz Sharif et de Ziauddin.

On se demande encore comment le Premier ministre a pu en ignorer tous les signes avant-coureurs. Le renvoi ignominieux de Karamat en octobre 1998 a choqué les officiers et ils sont déterminés à ne plus laisser le pouvoir civil leur imposer pareille humiliation. Nawaz Sharif et Ziauddin ne pouvaient pas ne pas le savoir, tout comme ils savaient très bien que Musharraf avait placé certains de ses amis à la tête du 10e corps d'armée de

Rawalpindi ainsi qu'aux postes-clés du quartier général, et qu'il avait remplacé et neutralisé deux chefs de corps proches du Premier ministre contre l'avis de ce dernier[261]. Le chef du gouvernement n'en tient pas compte. Il se fait fort de mettre la hiérarchie militaire devant le fait accompli à l'occasion d'un voyage de Musharraf au Sri Lanka et peut compter sur le soutien du président. Ses succès antérieurs contre la presse, contre la magistrature et contre Karamat le poussent à oser. Il croit aussi Musharraf plus affaibli qu'il ne l'est par la défaite de Kargil alors que le COAS jouit d'un soutien ferme et entier chez les généraux. Ceux-ci considèrent au contraire que le Premier ministre fait toutes les volontés des Américains et qu'il a trop vite pris la décision d'abandonner Kargil[262]. Ziauddin joue gros, comme le Premier ministre. Le jour des événements, il reste aux côtés de celui-ci. Il s'est entouré d'hommes du commando spécial anti-Ben Laden, qui devait ainsi finir par servir à quelque chose. Sa mission : superviser l'écartement du COAS, protéger le Premier ministre et le directeur de l'ISI, prendre le contrôle de la radio et de la télévision[263].

À 16 h 30 dans l'après-midi du 12 octobre 1999, le Premier ministre signe les décrets nommant Ziauddin général quatre étoiles et chef des armées. À 17 heures, la télévision pakistanaise annonce la nouvelle de la nomination de Ziauddin et du départ de Musharraf, répétant régulièrement l'information dans l'heure suivante. Mais à partir de 18 heures, plus rien ne filtre à ce sujet, la radio et la télé cessent d'émettre. Le quartier général a envoyé la brigade 111 prendre possession de l'émetteur, les hommes de Ziauddin n'ont rien pu faire. Même chose à la résidence du Premier ministre à 18 h 30[264].

Pour le Premier ministre et pour le chef de l'ISI, c'est la fin. Sharif se retrouve en prison et accusé devant un tribunal en application de l'*Anti-terrorism Act* qui permet toutes les condamnations. Pour sa défense, Nawaz Sharif explique qu'il y a trois raisons à la rupture entre le gouvernement et la hiérarchie militaire :

– Le renvoi du gouverneur du Sindh, le lieutenant général en retraite Moinuddin Haider, un Muhajir proche de Musharraf ;

– Sa décision de retirer les troupes pakistanaises de Kargil en réponse à des pressions du président américain Bill Clinton ;

– La mission de Ziauddin chez le mollah Omar et à Kandahar pour demander aux talibans de coopérer avec les Américains dans la traque de Ben Laden.

Le tribunal refuse de suivre Nawaz Sharif dans ses déclarations sur l'attitude contre-productive de l'armée dans l'affaire Ben Laden et sur le sabotage des projets américains auquel les militaires se seraient livrés. Iqbal Raad, l'avocat du Premier ministre, doit compléter ses déclarations à la cour par un mémorandum écrit : il signe son arrêt de mort. Un commando de tueurs l'abat dans ses bureaux à Karachi, les documents sont volés ou détruits et ce meurtre ne sera jamais éclairci[265]. Nawaz Sharif écope de condamnations pour fraude fiscale, corruption, détournement d'avion et terrorisme : une peine de quatorze ans de prison, une amende de 20 millions de roupies (380 000 dollars américains), deux condamnations à perpétuité et une interdiction d'exercer un mandat public pendant vingt et un ans. Il passe quatorze mois en détention avant d'être gracié par le président Tarar le 9 décembre 2000 et de partir en exil en Arabie saoudite. Riyad et Washington ont obtenu cela de Musharraf, ainsi que l'autorisation pour la famille de Sharif de quitter le pays avec ses biens[266]. On ne connaît pas tous les termes de cet accord secret par lequel Sharif s'est engagé à rester au moins dix ans à l'étranger. Il a regagné une certaine liberté de mouvement au bout de quelques années, allant à Dubai, à Londres et aux États-Unis. Il s'installe à Londres en 2006. Son retour au Pakistan dans un avenir proche semble impossible[267].

Le lieutenant général Ziauddin lui aussi tombe de haut, d'encore plus haut et encore plus durement. L'ex-directeur de l'ISI est assigné à résidence à Rawalpindi pendant quinze mois et privé de tout contact à l'exception de quelques visites de sa femme. Il ne peut ni lire les journaux, ni écouter la radio, ni regarder la télévision. Par la suite, il sera autorisé à recevoir des livres. Pour le reste, comme il le dira à l'auteur de ce livre, ses conditions de détention ont été correctes. L'ex-chef de l'ISI est interrogé pendant les premiers mois mais aucun chef d'inculpation n'est formellement déposé à son encontre. Lui-même déclare n'avoir rien fait d'illégal en tant que chef du service secret puis chef de l'armée nommé par un gouvernement démocratiquement élu. Dans l'incapacité d'en venir à bout par le biais d'une action en justice, Musharraf cède à un penchant pour la vengeance

personnelle. La captivité a de quoi susciter l'inquiétude de l'intéressé et de sa famille. Quand on juge celui-ci suffisamment en condition, la presse fait courir le bruit de son effondrement moral, et l'agence de presse de l'armée communique le 6 janvier 2001, sans commentaire, l'information de l'arrêt des poursuites. Ziauddin est libéré. Il a atteint l'âge de la retraite pendant sa détention. Il perd ses droits à la retraite et tous les avantages en nature octroyés en cette occasion aux généraux pakistanais. On ajoute à son dossier qu'il a été licencié « pour avoir nui aux intérêts de l'armée ». Ziauddin vit dès lors des revenus modestes que sa femme tire de son travail et loge dans une petite maison à Lahore, propriété de celle-ci. Ce n'est qu'après le règne de Musharraf qu'il a pu retrouver un certain lustre et qu'il a été recruté par un consortium d'entreprises britanniques chargé de la rénovation de l'aéroport d'Islamabad. Début 2010, après avoir fait valider son diplôme d'ingénieur, il est devenu directeur général d'une entreprise pakistanaise de travaux publics spécialisée dans la construction de ponts. Les Sharif finirent par se soucier de leur ancien homme de main en le nommant inspecteur général de l'administration de la province du Pendjab en avril 2010, un emploi qu'il n'occupe que quelques semaines[268]. Le recours pour la restitution de ses droits à une retraite militaire est toujours en cours d'examen.

253. Ali Kuli Khan, un Pachtoune qui venait en tête par ordre d'ancienneté, n'était pas acceptable pour Nawaz Sharif parce qu'il passait pour un protégé de l'ex-COAS Waheed Kakar, celui qui avait contraint Sharif à la démission en 1993. Khalid Nawaz, qui arrivait au second rang, était un Pendjabi. Sa nomination a été bloquée par Iftikhar Ali Khan, général en retraite, ministre de la Défense (1997-1999), parce qu'un contentieux foncier d'ordre personnel opposait les deux hommes. C'est ainsi que Musharraf est devenu chef de l'armée.

254. Ziauddin était titulaire d'un *master in strategic studies*, d'un diplôme universitaire en science de la guerre, d'un diplôme universitaire de physique et de mathématiques, d'un diplôme de génie civil (médaille d'or de sa promotion), d'un diplôme de troisième cycle en topographie militaire d'une école américaine. En plus de ses commandements d'unité, il avait été secrétaire privé du COAS (et général de brigade), responsable du développement tactique de l'armée (et général de division), puis adjudant général du quartier général (et général d'armée).

255. Le lieutenant général Aziz venait de la partie du Cachemire contrôlée par le Pakistan. Il avait développé des liens étroits avec des organisations extrémistes comme le *Harakat-ul-Mujaheddin/Harakat-ul-Ansar* (Hum/HUA), le *Lashkar-e-Taiba* (LeT) et *Al-Badr* depuis son activité à l'ISI, et, la rumeur le disait, aussi avec Al-Qaida. À partir de 2000, le *Jaish-e-Mohammad* d'Azhar fait partie de la clientèle d'Aziz.

256. Le major général Ghulam Ahmed Khan en particulier s'était opposé aux visées et au style de commandement de Ziauddin. Il avait tenté de saper les arrangements pris par Ziauddin ou n'avait

obéi qu'à contrecœur. Musharraf lui a donné une troisième étoile après sa prise du pouvoir et la mort accidentelle d'Ahmed Khan en voiture le 24 août 2001 a été une perte pour Musharraf.
257. Steve Coll, *Ghost Wars*, *op. cit.*, p. 440. Steve Coll, lauréat du prix Pulitzer en 1990 et en 2005, un des rédacteurs du *Washington Post*, semble avoir eu de bons contacts à la CIA.
258. La CIA avait réussi à recruter des équipes d'Afghans qui pistaient Ben Laden et surveillaient ses déplacements.
259. Steve Coll, *Ghost Wars*, *op. cit.*, p. 442.
260. NdT : le chef d'état-major général, le commandant de l'armée de terre.
261. C'étaient les commandants de corps Tariq Pervez et Saleem Hyder. Pervez a été relevé de ses fonctions par Musharraf et Hyder a été nommé ordonnance du quartier-maître général. Après la défaite de Kargil, le Premier ministre Nawaz Sharif a exigé qu'on limoge quatre généraux, le chef d'état-major général (commandant l'armée de terre) Aziz, le chef du 10e corps d'armée Mehmood et les majors généraux Tauqir Zia (*Director general military operations*) et Javed (commandant la *Force Command Northern Areas*). Musharraf avait résisté avec succès.
262. Selon une opinion largement répandue aujourd'hui, les généraux avaient envisagé de remplacer Nawaz Sharif par son frère cadet Shahbaz Sharif après l'incident de Kargil. Shahbaz Sharif avait montré des qualités politiques comme chef du gouvernement du Pendjab. Le Premier ministre l'aurait appris et aurait tenté de faire échec à ce projet en renvoyant Musharraf.
263. Après le 12 octobre 1999, il s'est dit que cette force avait été constituée pour être un service de sécurité aux mains de Sharif et de Ziauddin, la traque d'Oussama ben Laden n'étant qu'un prétexte. La vérité se situe probablement à mi-chemin.
264. Owen Bennett Jones, *Pakistan Eye of the Storm, op. cit.*, p. 47. Jones fait un récit détaillé des événements de ce jour-là. Selon lui, Ziauddin n'a pas réussi à devenir COAS parce qu'il n'a pas pu remplacer les hommes-clés qu'étaient le commandant du 10e corps et le chef d'état-major général. La majorité des généraux trois étoiles ont refusé d'avaliser le changement en l'absence de Musharraf.
265. L'assassinat a eu lieu trois jours avant la remise des conclusions de Raad. Quatre tireurs sont descendus d'une voiture, ont pénétré dans le cabinet de l'avocat et ont abattu le juriste, ses assistants et le concierge qui se trouvaient sur place.
266. La déclaration du président de la PML Javed Hashmi en date du 18 décembre 2000 selon laquelle l'Arabie saoudite et d'autres pays musulmans auraient versé 83 millions de dollars américains au Pakistan pour obtenir le départ de Sharif (et son retour au Pakistan) demande à être vérifiée mais n'est pas invraisemblable.
267. Musharraf a expliqué le 13 décembre 2000 que les frères Sharif avaient été envoyés en exil pour une décennie et qu'ils ne reviendraient pas tant qu'il serait là.
268. Les observateurs pensent que cette nomination était une maigre compensation pour Ziauddin. Au moment de son arrestation, il lui avait été demandé de témoigner contre Nawaz Sharif en échange de pouvoir conserver l'intégralité de sa retraite et de ses avoirs. Il avait refusé. Un poste plus élevé aurait été plus approprié, par exemple celui de responsable de la commission des services publics du Pendjab.

Chapitre 12

L’Afghanistan dans les années 1990

Naissance et ascension des talibans

Cette période coïncide avec les mandats à la tête de l’ISI de Javed Ashraf Qazi (mai 1993-août 1995) et de Nasim Rana (décembre 1995-octobre 1998). Ils sont les soutiens et les parrains des talibans, mais pas leurs vrais parents. En 1994, avant l’entrée des talibans sur la scène politique afghane, le pays est divisé en différents territoires placés sous des obédiences diverses. Le gouvernement du Tadjik Burhanuddin Rabbani tient Kaboul, les environs immédiats de la capitale et le nord-est du pays. Hekmatyar est acculé dans un petit réduit au sud et à l’est de Kaboul d’où il tient la ville sous le feu de ses canons. Ismail Khan contrôle trois provinces de l’ouest, et la ville d’Herat. Il passe pour pro-iranien. À l’est, à la frontière pakistanaise, trois provinces pachtounes sont gouvernées par une *shura* siégeant à Jalalabad. L’Ouzbek Rashid Dostom règne sur six provinces du nord depuis Mazar-e-Sharif. Dostum est un ancien allié de Rabbani, passé à Hekmatyar en 1994. Il l’a aidé à réduire Kaboul en ruines. Au centre du pays, la province de Bamiyan est aux Hazaras, et d’innombrables petits chefs de guerre se sont partagé les régions du Sud[269].

Asif Zardari, le mari de Benazir Bhutto, est ministre dans le second gouvernement de son épouse, entre octobre 1993 et novembre 1996, où il a surtout laissé le souvenir de son penchant pour l’affairisme. Au cours de l’été 1994, un ravageur cause de grosses pertes dans la production agricole pakistanaise de coton et l’industrie textile est en difficulté. Zardari y voit une opportunité et entreprend d’acheter la totalité de la récolte de coton du Turkménistan. Le transport doit être assuré par une entreprise amie implantée à Karachi et à Hong Kong. Contre l’avis des Turkmènes qui veulent débarquer le coton dans un port iranien et de là l’envoyer à Karachi, Zardari opte pour un transport terrestre à travers l’Afghanistan. Les convois devraient quitter Achkhabad au Turkménistan par la route du sud *via* Herat

et Kandahar en Afghanistan jusqu'à Chaman et Quetta dans le Baloutchistan pakistanais[270]. La sécurisation du transport est confiée au général en retraite Naseerullah Khan Babar, devenu ministre de l'Intérieur et proche de Benazir Bhutto. Les deux premiers convois sont pillés. Pas rebuté par les difficultés, Naseerullah Khan Babar commence à négocier le passage avec tous les seigneurs de la guerre de la route de Kandahar. Il doit s'assurer que la route de l'Asie centrale sera ouverte à la circulation.

Le 20 octobre 1994, il fait le trajet d'Islamabad vers Kandahar et Herat en compagnie de six émissaires invités par ses soins pour s'assurer des conditions de transport. Il y a aussi dans son groupe les ministres pakistanais de l'électricité, des communications et des chemins de fer. Parallèlement, Benazir Bhutto rencontre Ismail Khan et Rashid Dostum alors qu'elle se trouve fin octobre à Achkhabad, la capitale du Turkménistan. Elle y discute de l'ouverture de la circulation sur des itinéraires sûrs entre l'Afghanistan et l'Asie centrale. Son gouvernement annonce parallèlement qu'il fera des travaux sur la route entre Quetta et Chaman/Kandahar[271] avant d'avoir des garanties sur la liberté de passage. Comme les choses n'avancent pas avec les chefs de guerre du Sud-Est qui terrorisent les populations, Babar se met à la recherche d'autres alliés et c'est ainsi qu'il tombe sur le mollah Omar.

Omar est né en 1959 à Kandahar où il a fait des études coraniques. Entre 1989 et 1992, il fait la guerre contre l'armée de Najibullah dans les rangs d'une unité du *Hezb-e-Islami* commandée par un chef nommé Khali. Deux fois blessé, il a perdu un œil. Il devient mollah de village à Singesar dans le district de Mewand (province de Kandahar) et ouvre sa propre école coranique. Écœuré par le sort infligé à la population par les seigneurs de la guerre, Omar monte une structure d'assistance. C'est comme cela que le gouvernement Rabbani découvre son existence depuis Kaboul et offre de le financer s'il accepte d'ouvrir les hostilités contre Hekmatyar. Le ministre de l'Intérieur pakistanais Babar, un Pachtoune, fin connaisseur de l'Afghanistan, comprend qu'Omar peut lui être utile. Le ministre conclut avec lui un accord par lequel celui-ci met la main sur le grand dépôt d'armes installé par les Pakistanais en Afghanistan à Spin Buldak, en face de Chaman. Les hommes d'Hekmatyar chargés de garder le camp s'enfuient. L'ex-général Babar a conservé suffisamment d'attaches dans

l'armée pour obtenir l'aval de l'état-major et de l'ISI en la personne du *Director General of Military Operations* (DGMO) Pervez Musharraf et du directeur adjoint de l'ISI chargé de l'Afghanistan et du Cachemire Mohammad Aziz Khan. Ces deux militaires ont vu l'impasse dans laquelle se trouve la politique afghane et ils sont disposés à essayer autre chose, tandis que la majorité du bureau Afghanistan de l'ISI préfère s'en tenir à la bonne vieille méthode, soutenir Hekmatyar et le *Hezb-e-Islami*. Après Spin Buldak, le groupe du mollah Omar, qu'on commence à appeler les talibans, se trouve soudainement en possession de quelques canons, de nombreuses munitions et de 18 000 kalachnikovs[272].

Babar fait partir le 29 octobre 1994 un premier convoi test de trente camions chargés de médicaments destinés à Achkhabad. Les véhicules appartiennent à la *National Logistics Cooperation*, un organisme public de sécurité civile et de travaux publics. Tous les chauffeurs sont des anciens de l'armée et ils sont assistés par deux observateurs de l'ISI, dont le colonel Imam, un vétéran des affaires afghanes. Comme on pouvait s'y attendre, le convoi est stoppé à 12 miles de Kandahar par les hommes de trois chefs de guerre des environs qui réclament de l'argent et une partie de la cargaison. Babar fait appel au mollah Omar : celui-ci débloque le convoi le 3 novembre au terme d'une opération menée conjointement avec une milice du ministère de l'Intérieur du Pakistan. Les chefs de guerre afghans qui croient avoir affaire à l'armée régulière pakistanaise ne demandent pas leur reste. L'un d'entre eux est capturé, pendu et exhibé au canon d'un char. En accord avec Babar, le mollah Omar continue vers Kandahar, s'ouvre la route en deux jours de combats et s'empare de la ville dans la foulée quasiment sans résistance. La ville était sous l'autorité d'un chef du nom de Mullah Naqib, qui disposait de 2 500 hommes, et qui s'est facilement laissé corrompre par de l'argent et par la promesse de garder sa place sous les nouveaux dirigeants. Sa troupe est intégrée dans celle du mollah Omar et lui-même est renvoyé dans son village pour y enseigner la religion. Prendre une ville contre de l'argent, si possible sans combattre : un procédé qui va bien réussir aux talibans. Les leçons de Jalalabad et de Khost en 1992 ont été bien comprises. La prise de Kandahar permet à Omar de renforcer considérablement ses effectifs et son matériel. Il a maintenant des chars, des

blindés de transport de troupes, des canons, des munitions, et même un aéroport avec une force de 6 MiG-21. Les talibans sont nés[273].

De retour au quartier général de l'ISI à Islamabad, le colonel Imam fait un rapport très positif et la position de l'ISI évolue. Le service de renseignement ne craint plus que les accointances du ministre de l'Intérieur avec les talibans ne recouvrent en fait une nouvelle tentative du gouvernement pour dessaisir l'ISI de la politique afghane. On commence à penser à l'ISI que les talibans peuvent servir pour trouver une issue à l'impasse dans laquelle on se trouve depuis 1989. La première rencontre officielle entre le service et les talibans a lieu en novembre 1994. Une délégation conduite par le mollah Mohammad Rabbani Akhund est reçue à Islamabad par la direction de l'ISI[274]. Selon le directeur de l'ISI de l'époque, Javed Ashraf Qazi, le chef taliban demande à l'ISI de cesser de soutenir les chefs moudjahidine et de rester neutre. Eux-mêmes ne veulent ni armes ni argent, simplement qu'on laisse passer la nourriture et le carburant qu'ils achèteront. On se met d'accord sur les modalités de la coopération. L'ISI devient ainsi à partir du début 1995 le mentor des talibans et le restera jusqu'aux événements du 11 Septembre, mais leurs vrais parents sont plutôt la Première ministre Benazir Bhutto, son mari Asif Zardari et son ministre de l'Intérieur Naseerullah Babar.

La fin des années 1990

Le noyau initial des talibans est composé par des étudiants en religion des *medersa* afghanes, et les écoles coraniques pakistanaises sont de plus en plus sollicitées pour fournir les combattants requis. Bhutto ayant formé une coalition de gouvernement avec le *Jamiat Ulema-e-Islam* (JUI-F), son chef Maulana Fazlur Rehman devient la personne tout indiquée pour traiter avec les talibans. Les *medersa* du JUI-F au Baloutchistan fournissent bientôt l'essentiel des combattants nécessaires à la conquête du reste du pays après la chute de Kandahar[275]. Les talibans sont équipés et entraînés dans les camps du Baloutchistan et des zones afghanes frontalières par les instructeurs de la police paramilitaire de la province du Khyber Pakhtunkhwa (*Frontier Constabulary Corps*) et de la milice de gardes-frontières *Sibi scouts*. D'autres écoles pakistanaises ont aussi fourni des

contingents de *talibs*, comme la *medersa* dirigée par Sami ul-Haq à Attock et la *medersa* Benori à Karachi. En 1997, les experts occidentaux estiment que les talibans disposent de 50 000 hommes sous les armes, auxquels s'ajoutent 40 000 réservistes entraînés, un matériel comptant 300 chars et véhicules blindés, de l'artillerie et une escadrille de MiG, et toutes les armes légères et munitions qu'il faut. La maintenance d'un tel équipement excède les possibilités d'une milice de partisans. L'ISI et l'armée pakistanaise apparaissent incontournables en matière de recrutement, d'entraînement, de logistique, de stratégie et de tactique. Selon B. Raman :

> La milice des talibans est entraînée et commandée par d'anciens officiers de l'armée pakistanaise. Ce sont largement des fonctionnaires pakistanais en retraite qui font tourner l'administration dans les zones contrôlées par les talibans. Les moyens financiers du régime des talibans sont massivement fournis par le ministère pakistanais des Finances, les talibans n'ont pas d'autres ressources propres que celles qu'ils tirent de l'héroïne[276].

Le chef de l'Alliance du Nord Ahmed Shah Massoud fait savoir officiellement qu'il a capturé des officiers pakistanais et des agents de l'ISI. Islamabad répond qu'il s'agit d'ex-agents et que le gouvernement pakistanais n'est en rien responsable de ce qu'ils font à titre privé. Mais dans les faits, en 2001, ce sont bien des dizaines d'officiers et des centaines de soldats pakistanais qui entraînent les talibans pour leur guerre contre l'Alliance du Nord[277].

Le budget mensuel des talibans est estimé à 70 millions de dollars américains provenant pour l'essentiel du trafic de drogue, des aides financières de l'étranger (Pakistan, Arabie saoudite) et des « péages » levés sur les routes du commerce traditionnel avec l'Asie centrale. L'ISI eut un rôle tout particulier dans la création et l'entraînement d'un nouveau service de renseignement destiné à remplacer l'ancien KHAD, profitant bien évidemment de la chose pour y infiltrer ses agents.

Quelques mois après la prise de Kandahar, les talibans se sont rendus maîtres de quatorze provinces, soit presque tout le sud et le centre de l'Afghanistan. Leur progression rencontre le plus souvent peu de résistance. Les chefs locaux changent de camp contre de l'argent. Mais pas toujours : il leur faut se battre pendant un an pour finalement prendre Kaboul aux Tadjiks de l'Alliance du Nord en août 1996. Les talibans fêtent cette

victoire à leur façon. L'ancien président Najibullah et son frère qui vivaient dans un bâtiment de l'ONU depuis août 1992 sont arrêtés, torturés et tués. Leurs cadavres sont exhibés.

À l'été 2001, ils contrôlent 90 % du pays, le territoire d'Ahmed Shah Massoud dans le Nord étant le seul à leur échapper. Massoud est mollement soutenu par la Russie, par l'Inde et par l'Iran. Tous les autres acteurs politiques ont été éliminés : Hekmatyar et Ismail Khan se sont exilés en Iran, Dostom en Turquie, d'autres chefs moudjahidine ont quitté le pays. Les talibans semblent toucher au but, même s'ils ne bénéficient que d'une reconnaissance internationale limitée en 1996 au Pakistan, à l'Arabie saoudite et aux Émirats. L'ISI s'emploie à leur gagner la reconnaissance des autres États, en dépit de la réprobation suscitée par la destruction des statues géantes du Bouddha à Bamiyan et par leurs conceptions archaïques en matière de droit et de condition féminine. À Islamabad et à Kandahar, la capitale du mollah Omar, l'avis prévaut que la communauté internationale finira bien par se rendre à l'évidence et par accepter que les talibans soient désormais les maîtres du pays. D'autant plus que cette réalité va dans le sens des intérêts américains en Asie centrale en procurant à l'Afghanistan un gouvernement stable et bien disposé envers leurs projets d'oléoducs et leurs préoccupations stratégiques. Les Américains du reste regardent tout d'abord les talibans avec une certaine bienveillance. Il faut le retour de Ben Laden en Afghanistan en 1996[278] et les attentats commis par son organisation contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie (224 morts, 4 500 blessés en août 1998) pour les faire changer de politique.

Le 9 septembre 2001, les talibans pavoisent. Ahmed Shah Massoud a été tué par deux terroristes marocains se faisant passer pour des journalistes munis de passeports belges. On pense généralement aujourd'hui que Ben Laden et Al-Qaida sont derrière cet assassinat, cependant, certains experts pakistanais sont d'avis que l'ISI en fut complice. C'est un assassinat qui a nécessité très en amont une préparation longue et soigneuse. L'ISI a certainement prêté son expertise à sa réalisation ou, au minimum, le service en était informé en raison de ses accointances avec Al-Qaida. Il y a aussi le fait que l'offensive d'été des talibans contre l'Alliance du Nord avait été reportée de mai à août sans raison plausible, si ce n'est d'attendre l'issue de la tentative d'assassinat.

Après le 11 Septembre, le réveil est rude pour les talibans, pour Oussama ben Laden et aussi pour l'ISI. Tout le monde a sous-estimé l'ampleur de la riposte américaine, aussi bien celle de la frappe aérienne qui a suivi que l'intervention des troupes américaines dans les combats au sol. En septembre 2001, cinq officiers de l'ISI dont un général de brigade et un colonel se sont rendus en Afghanistan à bord de plusieurs camions de munitions pour donner les consignes à suivre en cas d'invasion américaine. Ils se sont retrouvés bloqués sur le terrain par l'intervention américaine et c'est le lieutenant général Aziz Khan qui a dû négocier avec les Américains la restitution des conseillers pakistanais isolés dans le nord-est de l'Afghanistan. Trois avions de transport Hercules de l'armée de l'air pakistanaise les ont finalement exfiltrés[279].

269. Voir Ahmed Rashid, *Taliban*, *op. cit.*, p. 21. Ce livre qui a connu un beau succès donne un excellent aperçu de la situation. Sur ce sujet, on peut aussi se référer à *The Taliban*, du lieutenant général Kamal Matinuddin (2002) et *I is for Infidel*, de Kathy Gannon (2005).

270. La route du nord est l'itinéraire le plus court vers l'Asie centrale. Elle va de Peshawar à Kaboul par Jalalabad, puis emprunte le tunnel de Salang vers Mazar-e-Sharif et Termez jusqu'à Tachkent.

271. Pour cela, le Pakistan avait besoin de réunir 300 millions de dollars américains provenant de prêteurs étrangers.

272. Chiffres donnés par Ahmed Rashid, *Taliban*, *op. cit.*, p. 28.

273. *Ibid.*, p. 29.

274. Rabbani était l'ancien numéro deux des talibans et il est devenu plus tard leur ministre des Affaires étrangères.

275. Étudier dans une école coranique (*medersa*) était un moyen de s'extraire des mornes conditions de vie qui prévalaient à l'intérieur de l'Afghanistan puisque la plupart des responsables de *medersa* subvenaient aux besoins des *talibs* pendant leur séjour afin de recruter pour leur propre secte.

276. B. Raman, « The Terrorist Pearl Harbour », *South Asia Analysis Group*, *paper*, 11 septembre 2001.

277. Hassan Abbas, *Pakistan's Drift into Extremism*, *op. cit.*, p. 195. Abbas utilise notamment à l'appui de ses dires un entretien entre lui et un colonel membre de l'ISI.

278. Le ministre Babar, déjà évoqué, a participé à l'organisation du retour de Ben Laden en Afghanistan. À la demande du maître de Kaboul, Rabbani, c'est lui qui a obtenu l'accord de Benazir Bhutto et il s'est arrangé avec l'ISI pour que Ben Laden gagne Jalalabad par le territoire pakistanais à condition qu'il ne fasse rien contre les États-Unis et l'Arabie saoudite.

279. Le Cachemiri Muhammad Aziz Khan était *Chief of General Staff* et général trois étoiles au Grand Quartier général depuis début 1999 et en tant que chef de l'armée de terre il a suivi Musharraf dans l'affaire de Kargil. Nombreux sont ceux qui pensent que c'est lui qui fut principalement à l'origine de Kargil. Il devait être, avec le commandant du 10^{e} corps d'armée Mahmud Ahmed, l'un des principaux soutiens militaires du coup d'État de Musharraf le 12 octobre 1999.

Chapitre 13

Insurrection au Pendjab indien

L'État indien du Pendjab a été un terrain d'activité de l'ISI entre le début des années 1980 et les années 1990. Pour les Indiens, le mouvement du Khalistan qui sévit là-bas est responsable « d'une des campagnes d'attentats les plus sanglantes qui soit. Ce mouvement créé par un groupe de bigots au début du XX^e^ siècle qui a fait ses choux gras du dévoiement de l'identité religieuse des sikhs, et qui a été soutenu par des politiciens opportunistes à l'intérieur et à l'étranger, a causé la mort de 21 496 personnes avant d'être définitivement écrasé en 1993[280] ».

Lors de la partition de 1947, la partie occidentale du Pendjab a été attribuée au Pakistan et la partie orientale à l'Inde sur des considérations démographiques. Les régions majoritairement peuplées de musulmans ont été rattachées au Pakistan ; celles où dominaient les hindous et les sikhs à l'Inde. Entre toutes les éventualités envisageables à ce moment-là, la hiérarchie religieuse (*Sikh Panth*) est allée dans le sens des promesses faites par Nehru devant le conseil du parti du Congrès (*All India Congress Committee*) en juillet 1946 : « Les courageux sikhs du Pendjab méritent tout particulièrement notre attention. Je n'ai rien contre un territoire et des institutions pour le Nord qui permettraient aux sikhs de faire l'expérience de la liberté[281]. »

En février 1946, le *Sikh Panth* prend une résolution en faveur du partage du Pendjab. Il s'agit d'aboutir à un État sikh autonome à l'intérieur des frontières de l'Inde. Les événements de 1947 avec leurs flots de réfugiés, la mort d'un million de personnes, les redistributions de biens qui s'ensuivent, vont en décider autrement. Le rêve d'un statut politique particulier se dissipe et, dans la décennie qui suit, beaucoup de sikhs ont fort à faire pour gagner leur vie en cultivant la terre ou en faisant du petit commerce. Pour faire court, la partition les a laissés avec le sentiment d'avoir été politiquement dupés et économiquement spoliés.

Le rêve du Khalistan

Au cours des années 1970 et 1980, l'idée d'un État indépendant du Khalistan prend de l'ampleur et l'ISI suit la chose de près. L'idée du Khalistan a déjà rencontré un écho favorable au Pakistan à l'époque d'Ali Bhutto quand le besoin s'en faisait sentir. Zia ul-Haq avait considérablement augmenté l'engagement pakistanais dans ce sens. Une de ses motivations les plus évidentes était de faire payer à l'Inde son rôle dans la sécession du Bangladesh. Au-delà, l'émergence d'un État sikh discrédite le concept même d'État indien dans le contexte des deux États nés de la partition et illustre la théorie de Mohammed Ali Jinnah sur les deux États.

À partir du début des années 1980, l'ISI se met pleinement au service du Khalistan. On crée une nouvelle cellule « Pendjab » spécialement chargée d'organiser le soutien aux rebelles sikhs. L'aide pakistanaise en armes et munitions va de façon préférentielle au mouvement de Jarnail Singh Bhindranwale, l'étoile montante de la scène politique sikhe des années 1970[282]. Des camps d'entraînement sont installés dans les régions de Lahore et de Karachi. Les unités de l'ISI aux frontières (*Field Intelligence Units*) facilitent les choses. Des groupes comme la *Khalistan Commando Force*, la *Bhindranwale Tiger Force*, la *Khalistan Liberation Force* et le *Babbar Khalsa* sont bénéficiaires de l'aide.

La cellule Pendjab de l'ISI se charge de la planification et de la coordination des opérations :

> La première phase de développement du terrorisme au Pendjab consiste à séparer la population sikhe de la majorité de la population indienne. La deuxième phase souligne la nécessité d'en finir avec l'appareil d'État et de mener une agitation de masse contre le gouvernement. La troisième et dernière phase est celle de la terreur elle-même où les gens sont victimes des violences et des contre-violences de l'État et des militants[283].

L'ISI se met à chercher dans la communauté sikhe des gens susceptibles de servir ses objectifs. Il y a du côté indien un *Panthic Committee*, une autorité religieuse de cinq personnes choisies dans l'entourage du chef spirituel du sikhisme, le *Panth*[284]. Il existe aussi en vertu de la loi qui organise les institutions religieuses sikhes depuis 1925 (le *Gurudawara Act*) un organisme appelé le *Shiromani Gurudwara Prabhandhak Committee* (SGPC), chargé d'administrer le patrimoine religieux. Le SGPC s'occupe des sanctuaires et le *Panthic Committee* des questions de doctrine et des

décisions politiques, et ces deux institutions ont un pouvoir considérable au Pendjab et jusqu'à New Delhi. Au Pakistan, en revanche, pays musulman où les sikhs font figure de petite minorité religieuse, ils sont plus ou moins tributaires de la bonne volonté du gouvernement[285]. Il y avait trois *Panthic Committees* rivaux au Pakistan, une division mise à profit par l'ISI pour asseoir son influence. Les échelons locaux des comités sont instrumentalisés dans la guerre de l'information et de la désinformation, et mis au service de la propagande en direction des communautés sikhes sur place et dans la diaspora. New Delhi se montre de plus en plus préoccupé par la question religieuse :

> Au début des années 1980, le *Panthic Committee* installé au Pakistan incitait les gens à prendre les armes contre le gouvernement indien en répandant des prêches extrémistes et en dénonçant des attaques contre la communauté sikhe. Ils recrutaient des jeunes gens pour un hypothétique État sikh autonome et en faisaient des terroristes, avec, pour résultat, plus d'une décennie de violence et de contre-violence, de sang versé[286].

L'ISI met ses partenaires sikhs locaux à contribution pour des opérations au-delà de la frontière. La formation terroriste de jeunes sikhs est amplifiée et les activités du *Gurudwara* étendues à l'appui logistique des activistes de part et d'autre de la frontière. À l'occasion de l'opération *Blue Star* lancée par l'armée indienne contre le Temple d'Or d'Amritsar en juin 1984, on a pu constater le haut degré d'équipement et d'organisation que cet appui procurait aux extrémistes sikhs. Le groupe assiégé dans le temple est bien entraîné, bien commandé, et dispose d'armes et de munitions en abondance.

L'opération *Blue Star* et ses conséquences

Côté indien, le bilan de cette opération est sévère. Les erreurs d'appréciation du gouvernement ont conduit à lui aliéner même la partie modérée de l'opinion sikhe et la blessure n'est toujours pas refermée.

Quand elle décide de passer à l'action, Indira Gandhi dispose de nombreux éléments de renseignement. Les services secrets indiens rapportent que les trois leaders du mouvement du Khalistan, Balbir Singh Sandhu, Subhag Singh et Amrik Singh, se sont tous les trois rendus au Pakistan au moins à six reprises entre 1981 et 1983[287]. Le ministre de l'Intérieur (*Home Secretary*) T. N. Chaturvedi a appris par l'*Intelligence*

Bureau indien que l'entraînement s'intensifie dans les *gurudwaras* des États du Jammu-et-Cachemire et de l'Himachal Pradesh, limitrophes du Pendjab. Le KGB soviétique a informé le service secret indien R&AW que la CIA et l'ISI travaillaient à une opération dite *Gibraltar* dirigée contre le Pendjab. Les rapports russes font aussi état de la présence de 300 000 soldats pakistanais dans la région de Poonch-Rajori au Cachemire avec la mission de prendre le contrôle de la route Kargil-Leh.

Kao, le chef de la R&AW, procède lui-même à l'interrogatoire d'un officier pakistanais au Fort rouge de New Delhi, le siège du contre-espionnage indien. Il en conclut que le Pakistan a envoyé 1 000 hommes bien entraînés du *Special Service Group* (SSG) au Pendjab indien pour aider les partisans du « moine fou » Bhindranwale[288]. On a repéré que l'ISI utilisait les services de contrebandiers indo-pakistanais actifs dans la région de Kutch au Sud et dans celle du Jammu-et-Cachemire au Nord. Les interrogatoires de passeurs montrent que les Pakistanais veulent faire un gros coup au Pendjab et que beaucoup d'agents ont été infiltrés en Inde par la frontière désertique du Rann de Kutch pour préparer des sabotages. On a même saisi des caméras électroniques modernes braquées sur des installations militaires et d'autres objectifs stratégiques.

Le 1er juin 1984, Indira Gandhi fait cerner le sanctuaire des sikhs par l'armée, et des accrochages se produisent dès le 5 juin. L'assaut du temple commence après des tentatives de négociations infructueuses. Des chars et de l'artillerie sont acheminés, et il faut trois jours pour venir à bout de la résistance fanatique des assiégés. L'armée poursuit son action par des opérations de nettoyage dans tout le Pendjab : c'est l'opération *Woodrose* [Bois de rose]. On estime que *Blue Star* et *Woodrose* ont coûté la vie à 700 militaires et à 5 000 sikhs, insurgés ou civils[289]. La Première ministre de l'Inde, Indira Gandhi, en sera elle-même victime : ses gardes du corps sikhs l'assassineront quelques mois plus tard. En réaction à cet attentat, des pogroms organisés par les hindous à l'encontre des sikhs ont causé la mort de milliers de personnes en novembre 1984.

Ces deux opérations et les atrocités qu'elles déclenchent sont des moments décisifs pour le développement du mouvement du Khalistan. Les appels des groupes extrémistes trouvent un écho favorable au sein de la jeunesse. Les groupes de plus en plus radicaux se multiplient. Les tentatives

pour trouver une solution politique raisonnable restent sans suite et les succès de 1984 s'estompent. Dès le printemps 1986, le temple restauré passe de nouveau sous le contrôle d'un groupe radical, le *Damdami Taksal*. Le bilan des violences et les pertes civiles augmentent, atteignant 5 058 victimes civiles en 1990 et 1991, à peu près autant que pendant toute la décennie précédente (5 070 victimes entre 1978 et 1989)[290].

Les actions de l'ISI

L'ISI a sa part de responsabilité dans le sang versé au Pendjab. À partir de mai 1987, les services pakistanais dotent les terroristes sikhs de kalachnikovs AK-47. En face, les forces de l'ordre indiennes sont équipées de vieux fusils qui datent de la Seconde Guerre mondiale. Quand elles arrivent à avoir des armes automatiques, celles-ci ne sont pas de taille face à l'AK-47. Il faut équiper les véhicules de police et les commissariats de mitrailleuses légères pour rétablir temporairement l'équilibre. L'ISI fournit aussi des explosifs modernes. L'ancien général de la police indienne K. P. S. Gill raconte : « Les bombes artisanales ont certes tué bien des innocents mais à partir de 1990, les explosifs modernes sont devenus une composante importante du matériel terroriste livré par le Pakistan. Le nombre des morts était directement proportionnel à la quantité d'explosifs dont disposaient les terroristes[291]. »

Au début des années 1990, un membre du *Babbar Khalsa*[292] capturé par les Indiens fait des déclarations curieuses. Il donne un récit détaillé de son entraînement au Pakistan et révèle que l'ISI lui a proposé de rentrer dans le *Mumbai Flying Club*, d'apprendre à voler et d'effectuer un vol kamikaze contre une plate-forme pétrolière offshore de Mumbai. Il refuse pour des raisons religieuses : le sikhisme n'admet pas les attentats suicides. Cet épisode est crédible. Entre 1981 et 1984, l'ISI prête assistance à plusieurs détournements d'avions par des sikhs. Au cours d'une de ces tentatives, on met la main sur un pistolet qui selon les services de renseignement ouest-allemands provient d'un lot fourni à l'État pakistanais par une entreprise allemande. Les États-Unis lancent un premier avertissement aux Pakistanais et les détournements s'arrêtent. Les attentats suicides auraient été tout

indiqués comme mode d'action alternatif, n'étaient les préventions religieuses des sikhs contre ceux-ci[293].

Le docteur Jagjit Singh et le mouvement sikh

Le combat pour le Khalistan ne se livre pas seulement en Inde. L'ISI et la R&AW sont actifs partout dans le monde où se trouvent des communautés sikhes, particulièrement au Canada et au Royaume-Uni. Toronto, au Canada, où vit au début des années 1980 une communauté sikhe de 50 000 personnes, devient par exemple un point chaud du conflit. Le porte-parole du mouvement du Khalistan à l'étranger est le docteur Jagjit Singh Chauhan, un médecin entré en politique. Il est brièvement ministre au sein d'un gouvernement de l'*Akali Dal* au Pendjab[294] et s'exile à Londres où il s'autoproclame président de la république du Khalistan. Il voyage avec des papiers des Nations unies, se fait entretenir par ses partisans et s'active à Londres, Washington, New York, au Canada et dans d'autres pays occidentaux où il attire les foules. Il est même reçu par Henry Kissinger. C'en est trop pour New Delhi, mais le docteur Singh a anticipé la réaction indienne et ses partisans ont pris des mesures de précaution contre les services secrets. Zail Singh, le ministre indien de l'Intérieur, annonce en avril 1981 qu'il a l'intention de surveiller les militants du Khalistan au Canada.

« La surveillance des groupes étrangers par les services secrets indiens s'est beaucoup intensifiée ces dernières années, principalement en envoyant davantage d'agents de l'IB et de la R&AW sous couverture dans les ambassades de Toronto, Vancouver, Londres, Washington, New York, Bonn et Paris[295]. »

Par nature, ces opérations de surveillance dérivent rapidement au-delà de la simple surveillance. D'après deux journalistes canadiens, auteurs de *Soft Target* (1989), Zuhair Kashmeri et Brian McAndrew :

> [Les Sikhs] ont été victimes de manipulations et de désinformations du fait du gouvernement indien pour les discréditer et saboter leur campagne en faveur de l'indépendance du Pendjab. Des agents indiens ont infiltré les communautés sikhes du Canada pour y organiser des provocations et des actes anti-indiens en profitant du désir qu'avait le gouvernement canadien

de conserver de bonnes relations avec l'Inde. Les diplomates et les agents indiens inondaient les Canadiens de fausses informations sur les sikhs[296].

Soft Target porte surtout sur la catastrophe du vol 182 d'Air India en 1985. Ses auteurs attribuent la responsabilité de la destruction de l'appareil aux services secrets indiens agissant dans le but de discréditer les sikhs par des actes de violence. Le Boeing 747 *Emperor Kanishka* a été détruit en vol par une bombe dissimulée dans un bagage, tuant 329 personnes[297]. Kashmeri et McAndrew veulent bien croire que tuer autant de gens n'était pas le but des Indiens. Un retard imprévu d'une heure et quarante minutes a faussé les calculs. Au moment de l'explosion, l'avion aurait dû se trouver sur l'aéroport d'Heathrow à Londres, vidé de ses passagers, ce qui aurait fait beaucoup moins de victimes. Le rapport d'enquête arrive à la conclusion que la minuterie de la bombe était réglée pour exploser vingt-cinq minutes après l'heure prévue pour l'atterrissage. *Soft Target* remonte à une quinzaine d'années, mais cette histoire a trouvé un nouveau rebondissement avec la fin du procès le 16 mars 2005. Il y avait six suspects, tous membres du groupe *Babbar Khalsa*. Le juge de la Cour suprême de Colombie-Britannique, Ian Bruce Josephson, a relaxé faute de preuve les accusés Ripudaman Singh Malik et Ajaib Singh Bagri. L'affaire a été classée le 16 mars 2005 et aucun coupable n'a été identifié[298].

La situation s'apaise

Rajiv Gandhi a remplacé sa mère au poste de Premier ministre de 1984 à 1989 après l'assassinat de celle-ci et ordonne qu'on réagisse vigoureusement aux agissements de l'ISI au Pendjab. La R&AW met en place un bureau « X » et un bureau « J »[299]. Au milieu des années 1980, les villes de Karachi et de Lahore sont touchées par une série d'attentats à la bombe. Le régime de Zia ul-Haq doit se rendre à l'évidence : New Delhi peut appliquer la loi du talion et répondre au terrorisme par le terrorisme. À Rawalpindi, on est impressionné et on commence à peser le pour et le contre. Le chef de l'ISI Hamid Gul et le directeur de la R&AW, A. K. Verma, se rencontrent à Amman en Jordanie et à Genève, grâce aux bons offices du prince héritier de Jordanie Hassan ben Talal, marié avec une Pakistanaise. Gul aurait accepté de mettre un frein aux attaques des groupes

du Khalistan dans les villes indiennes. Verma aurait fait miroiter la fin des attentats au Pakistan. Gul ne peut pas tenir durablement sa promesse. Les troubles continuent au Pendjab oriental et l'ISI assiste toujours les indépendantistes. En 1989, Rajiv Gandhi vient à Islamabad pour participer à un sommet de la SAARC. C'est l'occasion de parler du problème sikh avec Benazir Bhutto. Depuis cette époque, le bruit court que le nouveau gouvernement pakistanais a trahi ses alliés sikhs en livrant aux Indiens leurs noms et localisations. Benazir Bhutto et son ministre de l'Intérieur de l'époque, Aitzaz Ahsan, ont toujours formellement démenti.

L'armée est à nouveau déployée au Pendjab indien en 1990 et son action est mieux coordonnée avec celle de la police et des forces de sécurité. Les actions terroristes suscitent des réactions immédiates. Les cadres des divers mouvements sikhs sont ciblés. La bonne coopération entre les forces de sécurité a un impact décisif. 3 497 terroristes sont tués en 1990-1991, 2 911 en 1992-1993. Les armées du Khalistan fondent. Les grandes organisations comme le *Babbar Khalsa*, le BTFK et le KCF subissent de lourdes pertes, les plus petites (*Khalistan Liberation Army*, *Khalistan National Army*, *Khalistan Guerilla Force*, *Dashmesh Regiment*) sont pratiquement anéanties. Les chefs rescapés se réfugient au Pakistan. C'est ainsi que l'ISI peut récupérer des gens comme Wadhawa Singh et Mehal Singh du Babbar Khalsa, Paramjit Singh Panjwar du KCF, Pritam Singh Sekhon du KLF et Narain Singh du KLA. La vague terroriste au Pendjab indien reflue à partir de 1993. La dernière attaque de grande envergure a lieu en 1995.

Des facteurs extérieurs ont joué. Le pouvoir de Zia ul-Haq a pris fin en août 1988 et depuis décembre 1988, le Pakistan a retrouvé un gouvernement démocratiquement élu. Les troubles politiques au Pendjab oriental s'apaisent. L'ISI continue de tenir le Pendjab sous observation. Le Khalistan n'appartient pas complètement au passé.

280. K. P. S. Gill, « Endgame in Punjab 1988-1993 », *Faultlines*, vol. 1, New Delhi, avril 1999.

281. Cité par Kshitji Prabha, *Terrorism: an Instrument of Foreign Policy,* New Delhi, South Asian Publishers, 2000, p. 84.

282. Un tour macabre du destin a fait que Bhindranwale, parti de rien et mort sous une grêle de balles en 1984 au cours de l'opération *Blue Star*, était au départ une créature du service de renseignement indien R&AW instrumentalisée contre l'*Akali Dal*.

283. Kshitji Prabha, *Terrorism: an Instrument of Foreign Policy, op. cit.*, p. 109.

284. Les membres du comité représentatif des religieux sikhs du Pendjab indien étaient choisis dans le groupe *Akal Takht* d'Amritsar : Anandpur Sahib, Damdama Sahib, Patnan Sahib et Nanded Sahib.

285. Les sikhs constituent 60 % de la population du Pendjab indien et seulement 1 % de la population pakistanaise.
286. Kshitji Prabha, *Terrorism: an Instrument of Foreign Policy, op. cit.*, p. 263.
287. Le major général Subhag Singh s'est fait un nom en 1971 pour avoir entraîné les Mukhti Bahini. Ultérieurement accusé de corruption et chassé de l'armée, il est devenu le cerveau stratégique des extrémistes sikhs. Amrik Singh était le président de la *All India Sikh Student Federation*.
288. Chand Joshi, *Bhindranwale: Myth and Reality*, New Delhi, Vikas Publishing House, 1984, p. 24. Jarnail Singh Bhindranwale était le leader religieux du mouvement du Khalistan. Les Indiens le qualifient de « prophète de la terreur ».
289. *Ibid.*, p. 161.
290. K. P. S. Gill, Ajai Sahni (éd.), *The Global Threat of Terror, in South Asia Terrorism Portal*, New Delhi, 2002, p. 51.
291. *Ibid.*
292. Le *Babbar Khalsa* était considéré comme le plus ancien et le mieux organisé des groupes du Khalistan. C'est Waqar Ahmad qui était responsable des contacts avec lui à l'ISI. C'est lui qui a organisé l'opération K2, qui consistait à former une collaboration entre le réseau des trafiquants de drogues de Mumbai / Bombay et les terroristes du Pendjab et du Jammu-et-Cachemire. L'opération a subi un revers initial parce que deux de ses hommes-clés, Manjit Singh et Mohammad Sharif, ont été rapidement arrêtés. Mais le trafic d'armes s'est mis en place, faisant entrer de nombreuses armes dans l'État indien du Gujarat. Ces armes ont servi à commettre des attentats comme à Mumbai en 1993. Voir Praveen Swami, *India, Pakistan and the Secret Jihad*, Londres, Routledge, 2007, p. 154.
293. L'implication de l'ISI dans des détournements d'avions n'a recommencé qu'à la fin des années 1990. Après l'atterrissage contraint d'un avion indien parti de Katmandou à Kandahar le 24 décembre 1999, le lien entre les pirates de l'air, les talibans et les agents de l'ISI est devenu patent.
294. L'*Akali Dal* était le principal parti politique sikh. Quoique les sikhs constituent 55 % de la population de l'État, ils se retrouvaient le plus souvent dans l'opposition.
295. Zuhair Kashmeri, Brian McAndrew, *Soft Target: How the Indian Intelligence Service Penetrated Canada*, Toronto, James Lorimer & Cie, 1989, p. 9, 45.
296. *Ibid.*, quatrième de couverture. *Soft target* désigne dans le jargon du renseignement une cible facile car peu protégée.
297. On compte parmi les victimes 60 enfants en dessous de 10 ans. Il y avait 22 Américains, 160 Canadiens et 100 Indiens dans l'avion.
298. Au moment où l'affaire a été jugée en 2005, deux des suspects étaient morts et un troisième s'était soustrait à la justice. L'un des suspects, Inderjit Singh Reyat, a été condamné à dix ans de prison le 10 mai 1991 pour avoir participé à l'attentat de Tokyo et à celui du vol 182. Sa peine a été réduite à cinq ans en appel. Il devait être le principal témoin contre Malik et Bagri mais, une fois devant la cour, il prétendit ne plus se souvenir de rien.
299. Praveen Swami, *India, Pakistan and the Secret Jihad, op. cit.*, p. 153.

Chapitre 14

L’ISI dans le nord-est de l’Inde

Troubles dans le Nord-Est

Les régions du nord-est de l’Inde (États de l’Arunachal Pradesh, de l’Assam, du Manipur, du Meghalaya, du Mizoram, du Nagaland et du Tripura) ne totalisent que 8 % du territoire national et 4 % de la population[300]. Les « Sept Sœurs », comme on les nomme[301], se caractérisent par une forte diversité ethnique, linguistique, culturelle et religieuse. On peut distinguer des tribus de montagne, des tribus de plaine et des populations non tribales. La plupart des populations des plaines sont hindoues et musulmanes. La majorité des montagnards sont chrétiens. À la frontière avec la Chine, le Bhoutan, la Birmanie et le Bangladesh, l’extrémité nord-est du pays pose à New Delhi des problèmes stratégique particuliers. Cette zone n’est reliée au gros du territoire indien que par un mince corridor de 130 km de long sur 20 à 30 km de large qui débouche à Siliguri dans le nord du Bengale-Occidental. Les spécialistes des questions de sécurité considèrent que ce corridor frontalier du Tibet et du Bangladesh est un « cou de poulet » facile à investir et à couper.

Les différences ethniques, religieuses et culturelles, le relatif sous-développement de la région, l’ignorance politique et la corruption ont fait que des mouvements de résistance se sont constitués peu de temps après l’indépendance. Dans les années 1950, on voit apparaître des mouvements clandestins, des soulèvements, des actes terroristes. À partir de 1956, un soi-disant *Federal Government of Nagaland* (FGN) sévit dans les quatre districts du pays Naga. Dans toute cette mouvance, concentrons-nous sur les organisations qui ont reçu un soutien du Pakistan et d’autres États voisins : le *National Socialist Council of Nagaland* (NSCN), l’*United Liberation Front of Asom* (ULFA), la *People’s Liberation Army* (PLA) et le *National Liberation Front of Tripura* (NLFT).

Le NSCN existe depuis le début des années 1950. Son principal quartier général se trouve dans le nord de la Birmanie, une région où il bénéficie de

l'appui de la *Kachin Independent Organization* (KIO), un mouvement ethnique local. La PLA a été fondée en 1978, elle a également gagné le nord de la Birmanie avec l'aide du NSCN, elle y a ses camps d'entraînement et sa zone de repli. L'ULFA de l'Assam lui aussi a très tôt des implantations en Birmanie. La KIO entraîne les trois organisations et leur fournit des armes provenant de l'armée birmane. Au fil du temps, on en est venu à vivre dans cette région sans trop craindre les répressions de New Delhi. Au début des années 1990, l'ULFA installe pas moins de quatorze camps supplémentaires au Bangladesh[302]. Ces camps servent de havre aux combattants et à leurs familles. On s'y équipe et on s'y entraîne[303]. Le NSCN et la PLA s'implantent également dans les régions frontalières du Bangladesh. Le NSCN installe une base à Masalong. La PLA entretient cinq nouveaux camps au Bangladesh en plus des deux qu'elle avait déjà en Birmanie.

Une aide amicale

Le NSCN et l'ULFA entrent en contact avec l'ISI en 1990 *via* l'ambassade du Pakistan au Bangladesh à Dacca. Le Pakistan avait déjà livré des armes aux combattants nagas dans les années 1960, mais les relations s'étaient étiolées par la suite dans le contexte de la sécession du Pakistan oriental. Le vice-président de l'ULFA, Pradip Gogoi, s'est rendu au Pakistan avec l'aide de l'ISI en janvier 1991 et a signé un accord pour la formation des cadres de son mouvement. La même année, deux groupes de six hommes, suivis en 1993 par un autre groupe de dix personnes, sont venus se former à Islamabad. L'appui de l'ISI ne se limite pas à l'entraînement reçu au Pakistan. Il consiste aussi en approvisionnement en faux papiers, en filières de passage clandestin et en argent. L'ambassade du Pakistan à Dacca devient la plaque tournante des opérations de l'ISI dans le nord-est de l'Inde. La direction centrale du service est satisfaite du tour que cela prend, puisque l'entraînement des militants de l'ULFA se poursuit dans les années 1990 et le bénéfice de l'aide pakistanaise est étendu à d'autres groupes. L'interrogatoire d'un activiste du NLFT capturé par les forces de sécurité indiennes a montré qu'en 1997-1998 des dirigeants de ce groupe ont également suivi un entraînement au Pakistan, notamment Biswamohan Debbarma, le chef du NLFT, son chef d'état-major Dhanu Koloi, le

secrétaire de l'organisation Mantu Koloi et son responsable des relations publiques Binoy Debbarma : tout l'organigramme du NLFT avec les liens de famille entre les dirigeants[304].

Parallèlement aux mouvements musulmans du Cachemire, des mouvements islamistes se sont développés dans le nord-est de l'Inde. Parmi ces organisations islamistes actives en Inde, citons :

– *Muslim United Liberation Front of Assam*
– *Muslim United Liberation Tigers of Assam*
– *Islamic Liberation Army of Assam*
– *United Muslim Liberation Front of Assam*
– *United Reformation Protest of Assam*
– *People's United Liberation Front*
– *Muslim Volunteer Force*
– *Adam Sena Islamic Sevak Sangh*
– *Harkat-ul-Moudjahidine*
– *Harkat-ul-Jihad*[305]

L'ISI ne fait pas de difficultés pour participer à la livraison d'armes aux rebelles musulmans du nord-est de l'Inde. La fin du régime des Khmers rouges a laissé des stocks d'armes légères sur le marché thaïlandais et les services secrets pakistanais y font leurs courses. Ainsi un groupe de 240 membres du NSCN est équipé en 1991, et deux autres livraisons sont effectuées par la suite. Des petits bateaux côtiers acheminent les armes jusqu'à Cox's Bazar, le port bangladais, plaque tournante de la contrebande. Il faut ensuite des semaines aux combattants du NSCN et de l'ULFA au Bangladesh pour les livrer vers leurs bases en Inde, en déjouant les recherches des gardes-frontières (*Border Security Force)*, de l'armée et des polices des différents États de l'Union indienne. La quatrième expédition est victime d'une embuscade, le groupe subit des pertes. Il faut trouver des itinéraires plus longs et plus difficiles pour sécuriser l'approvisionnement.

À la mise en place du nouvel itinéraire, l'ISI se charge à la fois des livraisons et du paiement des armes. Un responsable naga capturé, Khayo Hurrey[306], révèle avoir reçu dans les années 1990 trois versements de l'ISI pour un total de 1,7 million de dollars américains destinés à l'achat d'armes. Par la suite, les rebelles sont devenus financièrement autonomes grâce aux attaques de banques, aux extorsions et au trafic de drogue. La

contrebande d'armes à partir du Bangladesh a duré toute la décennie 1990 et au-delà. Les services chinois furent très tôt associés à ces affaires. Les contacts entre l'ULFA et les Chinois remontent à 1993. Il y eut un premier transfert d'armes en mer depuis un navire chinois en 1995, suivi d'un autre par voie terrestre *via* le Bhoutan en 1997. À la fin des années 1990, après une interruption dans les années 1980, le NSCN rétablit ses liens avec la Chine et en 2000 des leaders du mouvement travaillent à se procurer des armes dans la province de Kuming[307]. En décembre 2000, le NSCN-IM (*National Socialist Council of Nagaland Isak Muivah*) a reçu une livraison d'une valeur de 750 000 dollars américains par Cox's Bazar et une autre par voie terrestre *via* la ville frontière de Tamu en Birmanie, juste en face de Moreh, dans la province du Manipur. Les combattants clandestins payent l'intégralité des achats, comme l'atteste le reçu d'une transaction d'un million de dollars avec une firme d'État chinoise saisi par les Indiens[308].

Perspectives

À la fin de la première décennie du nouveau millénaire, le nord-est de l'Inde est toujours en proie à des troubles politiques et les mouvements clandestins y sont actifs. Ils trouvent de nouvelles recrues dans les milieux étudiants et islamistes. Dans une situation de chômage chronique, une solde mensuelle de 2 000 à 3 000 roupies constitue une motivation puissante pour les jeunes gens. Les écoles coraniques se sont multipliées dans l'Assam et dans la région de Siliguri et une partie de la jeunesse regarde Oussama ben Laden comme un héros et un modèle.

Quatre des sept États indiens du Nord-Est connaissent des troubles endémiques. L'Arunachal Pradesh, le Meghalaya et le Mizoram sont relativement pacifiés mais subissent des opérations montées au-delà de leurs frontières. Les revendications territoriales chinoises dans l'Arunachal Pradesh, en particulier dans la région de Tawang, sont l'objet d'une attention soutenue de la part des responsables indiens de la sécurité.

Le NSCN-IM, avec une capacité militaire de 3 000 à 5 000 hommes, est le plus offensif des mouvements clandestins de la région. L'organisation comprend deux ailes, l'une politique, l'autre militaire. Viennent ensuite les rivaux du NSCN-Khaplang, soit environ 2 000 hommes. Son quartier général est situé au « Nagaland oriental », c'est-à-dire dans les territoires

nagas de Birmanie[309]. Les autres acteurs du conflit sont l'ULFA, la PLA et d'autres organisations plus récentes. Depuis 1997, le NSCN et New Delhi ont conclu à l'occasion des armistices précaires. Des négociations sont menées en terrain neutre à l'étranger. Les Indiens ont promis des amnisties et l'intégration politique des groupes rebelles, dans les limites de la Constitution, ce qui fait qu'aucune solution politique ne sera vraiment envisagée tant que les chefs de l'ULFA continueront à revendiquer l'indépendance et à voir le Nord-Est comme une région devant être libérée de la domination coloniale de l'Inde.

Sa taille et sa population font de l'Assam la clé de la pacification du Nord-Est. Cet État concentre la moitié des territoires du Nord-Est et ses 26 millions d'habitants forment le gros de la population de la région. La pacification des Nagas y est particulièrement épineuse. Le NSCN-IM revendique le « Grand Nagaland », soit un total de 120 000 km² habités par les Nagas, un territoire étendu sur une partie des États indiens de l'Assam, du Manipur et de l'Arunachal Pradesh, ainsi que certaines régions de la Birmanie. En avril 2000, le Premier ministre de l'Assam, Prafulla Kumar Mahanta, a présenté au Parlement un rapport de seize pages dénonçant les agissements de l'ISI en Assam. La liste des accusations est longue.

L'ISI est accusé :

1) de perpétuer la violence au sein de l'État en apportant son soutien à des organisations d'activistes locaux ;

2) de créer de nouveaux groupes d'activistes sur des bases ethniques ou communautaires ;

3) de livrer des armes et des explosifs modernes à différents groupes terroristes ;

4) de fomenter des attentats contre des oléoducs, des infrastructures de production électrique et de communication, des voies ferrées et des routes ;

5) de diffuser des idéologies fondamentalistes et de promouvoir le jihad parmi les jeunes musulmans de la région ;

6) d'exacerber des tensions communautaires entre hindous et musulmans par le moyen d'une propagande mensongère, de soutenir le développement des violences dans l'État en fournissant un soutien actif aux organisations radicales locales.

L'ISI continuerait donc d'être présent et actif dans le nord-est de l'Inde. En août 1999, la police de l'Assam a annoncé l'arrestation de deux officiers de l'ISI et de deux agents locaux dont la qualité ne faisait aucun doute. Les officiers venaient de Karachi et de Lahore, les agents du Cachemire et d'Inde. La presse indienne rapporte régulièrement des faits de ce genre. L'ISI utilise ces agents pour des missions spéciales, pour constituer des cellules dormantes, pour infiltrer les organisations locales, pour introduire de la fausse monnaie dans la région[310], et serait responsable d'attentats terroristes. Le service n'a pas non plus manqué d'étendre son influence dans les écoles coraniques du nord-est de l'Inde. Des organisations de jeunesse islamistes ont été reçues au Pakistan où leurs membres ont non seulement reçu un enseignement religieux, mais aussi appris le maniement des armes et des explosifs.

Les services de sécurité indiens sont persuadés que l'ISI fait obstacle à des négociations entre l'ULFA et le gouvernement de New Delhi, qu'il contrôle entièrement l'ULFA et fait appel aux différents groupes jihadistes en fonction de ses besoins. Le lieutenant général R. K. Chhabra, chef du 4e corps d'armée indien, en avril 2007, pendant des opérations de l'armée à la frontière de l'Assam et de l'Arunachal Pradesh, s'exprime ainsi : « Il ne fait pas de doute que [les chefs de l'ULFA] sont à l'étranger et que c'est l'ISI qui les contrôle et qui leur dit ce qu'ils doivent faire. Les jihadistes sont comme des hommes de paille : ce sont eux qui font le coup de feu, qui ramassent l'argent du trafic de drogue et qui font des affaires avec la fausse monnaie[311]. »

Ces opérations ont pour but de briser militairement l'ULFA, un objectif encore loin d'être atteint selon le général. En 2001, la police de l'Assam intercepte trente-quatre militants du *Harkat-ul-Moudjahidine* (HUM) qui reviennent du Pakistan, indice que l'ISI a trouvé un nouvel auxiliaire. Début 2000, on apprend que des membres de l'*United Liberation Front of Seven Sisters* ont été entraînés par l'ISI dans les camps du Bangladesh.

300. Estimation de juillet 1987 donnée sur le site officiel de la CIA.

301. L'expression « les Sept Sœurs » est incorrecte : l'Assam est la « mère » du Nord-Est et les six autres États sont ses enfants.

302. En plus, l'ULFA avait des camps dans le sud du Bhoutan et dans la région de Samdruk Dzonkha. Les autorités indiennes devaient y trouver des indications de la présence de l'ISI.

303. Le NSCN et l'ULFA n'étaient pas les seuls groupes à avoir des camps au Bangladesh. C'était aussi le cas du NLFT. Ces groupes disposaient aussi d'appartements conspiratifs à Cox's Bazar, à

Chittagong et à Dacca. Les autres groupes qui avaient des bases au Bangladesh étaient la *All Tripura Tiger Force* (ATTF) et un groupe actif dans l'État indien du Meghalaya, le *Hynniewtrep National Liberation Council* (HNLC). Voir P. V. Ramana, « Networking the Northeast: Partners in Terror », *Faultlines*, vol. 11, New Delhi, 2002, p. 109.

304. P. V. Ramana, « Networking the Northeast: Partners in Terror », *Faultlines*, vol. 11, New Delhi, 2002, p. 109.

305. *Ibid.*

306. Tara Kartha, *Tools of Terror: Light Weapons and Indian Security*, New Delhi, Knowledge World-IDSA, 1999, p. 260.

307. Selon des découvertes indiennes, le NSCN possédait en 2001 une représentation quasi officielle en Chine près de la frontière de l'Arunachal Pradesh.

308. Le virement bancaire portait la mention « marchandises non spécifiées ».

309. Informations puisées dans « Sashinungla, Nagaland: insurgency and factional intransigence », *Faultlines*, vol. 16, New Delhi, janvier 2005, p. 95.

310. « ISI pumping counterfeit currencies into State », *Assam Tribune*, 25 février 2000.

311. DailyIndia.com, 20 avril 2007.

Chapitre 15

Structure, personnel, budget

Organisation de l'ISI

Les moyens de l'ISI ont été considérablement augmentés et ses missions étendues à l'époque où le général Zia ul-Haq était chef de l'armée (1976-1988). Zia ne dispose d'aucune base politique à part l'armée et il utilise le service de renseignement pour surveiller et contrôler ses opposants et le milieu politique dans son ensemble. Le service, dans ces conditions, s'est donné un agenda politique propre. Ses membres y ont gagné en pouvoir, en prestige, en esprit de corps.

Plus encore que la prise du pouvoir par les militaires, c'est l'intervention soviétique de Noël 1979 en Afghanistan qui fait la fortune de l'ISI, en lui permettant de devenir un acteur politique régional qui n'a aucun compte à rendre, pas plus à un quelconque parlement qu'à un ministre des Affaires étrangères, des Finances ou de la Défense.

Selon un rapport de la *Federation of American Scientists*[312], l'ISI était structuré comme suit dans les années 1980 :

– *Joint Intelligence X* (JIX) : le JIX est le service de l'ISI qui compte le plus gros effectif. Il comprend le secrétariat et l'administration. C'est là que se fait la coordination des différents services et des différentes opérations, ainsi que l'évaluation des informations.

–*Joint Intelligence Bureau* (JIB) : le JIB passe pour la plus influente des directions centrales. Il est subdivisé en trois sections dont une section chargée de la politique intérieure du pays et une section chargée des opérations en Inde.

– *Joint Counter Intelligence Bureau* (JCIB) : le JCIB ne recoupe pas le JIB puisqu'il couvre l'Asie, l'Afghanistan et le Moyen-Orient. Ce département a longtemps collaboré avec la CIA sur les dossiers chinois. Après la chute de l'Union soviétique, la Russie et les États d'Asie centrale sont devenus ses principales cibles. La surveillance du corps diplomatique pakistanais est également confiée au JCIB. Le JCIB rend compte

directement au gouvernement par le biais d'un correspondant au secrétariat du Premier ministre.

– *Joint Intelligence North* (JIN) : le JIN est chargé de toutes les opérations au Jammu-et-Cachemire, y compris les infiltrations, les exfiltrations et la propagande. Il est dirigé par un général deux étoiles, un indice de l'importance accordée à cette zone géographique. Les « forces spéciales », les cellules opérationnelles du *Cloak and Dagger Staff*, lui sont rattachées, ainsi que l'*Afghanistan Bureau* créé par Zia, mais l'étoile de celui-ci a pâli après Jalalabad et il est devenu une « cellule ». Il y a toujours une cellule chargée du Pendjab oriental.

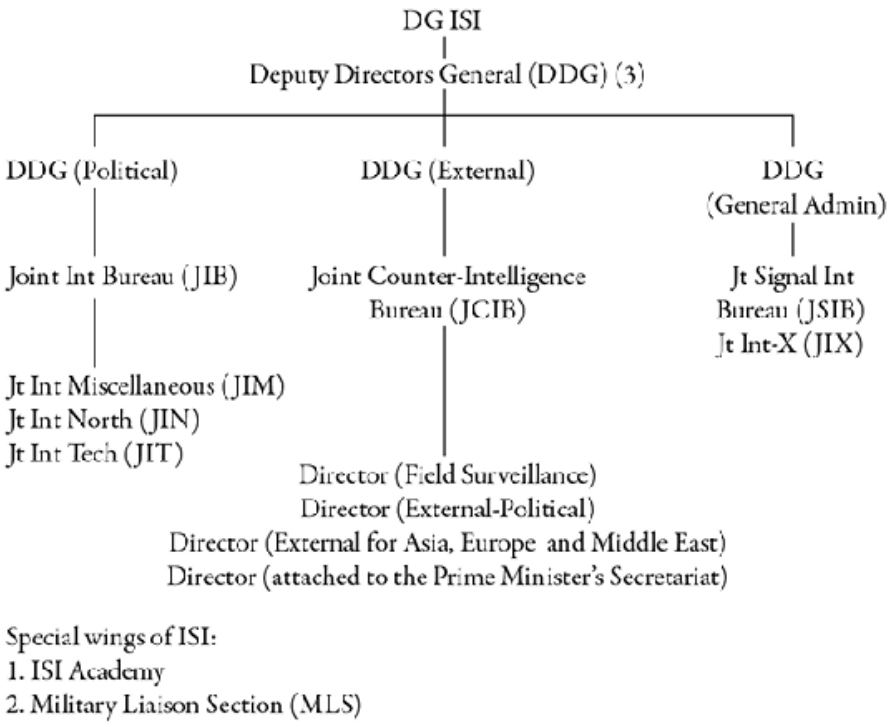
– *Joint Intelligence Miscellaneous* (JIM) : le JIM est responsable de la collecte des informations concernant le reste du monde, au-delà des régions particulières confiées aux autres directions.

– *Joint Signal Intelligence Bureau* (JSIB), avec ses départements Communications, Surveillance et Photographie supervisés par un directeur adjoint. Le JSIB a installé le long des frontières avec l'Inde des stations d'écoute et des postes de liaison avec les organisations clandestines à l'étranger. Selon des sources indiennes, l'ISI disposait au début des années 1990 d'un réseau de 200 émetteurs clandestins en Inde.

– *Joint Intelligence Technical* (JIT) : le JIT est compétent dans tous les domaines de la science et des technologies appliquées au renseignement.

Dans cette structure, le directeur général de l'ISI est assisté par trois généraux du rang de général de brigade issus des forces armées et qui ont la fonction d'adjoints du directeur pour les domaines des affaires politiques, des affaires extérieures et des affaires administratives (*political*, *external* et *administrative*).

L'organigramme a évolué dans les années 1990. Au moment où Musharraf est devenu chef de l'armée en 1999, il était ainsi :



Au moment du remplacement du lieutenant général Mahmood Ahmed en octobre 2001, il y a eu de nouveaux changements.

Nous avons eu l'occasion de poser des questions sur la structure du service au quartier général d'Islamabad en avril 2004 et nous avons reçu des réponses très détaillées. Il faut remarquer que le *Joint Intelligence North* (JIN) chargé de l'Asie du Sud et de l'Afghanistan, et le *Joint Intelligence Miscellaneous* (JIM) n'ont pas été mentionnés à ce moment-là.

Voici la structure de l'ISI telle qu'elle nous a été communiquée :

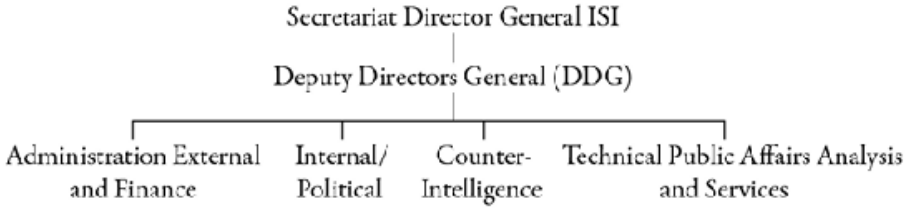
– *Secretariat director general* / Direction générale
– *Administration and personnel* / Administration et ressources humaines
– *Finance* / Finances
– *Training academy* / Centre d'entraînement
– *Analysis wing* / Analyses
– *Internal wing* / Affaires intérieures
– *Counter terrorism wing* / Contre-terrorisme
– *Technical wing* / Centre technique
– *Information and Media* / Information et médias

Dans ce modèle, l'*Analysis wing* fait figure de cœur et de cerveau. Elle couvre aussi bien les questions de sécurité nationale que les relations internationales, et son action se recentrerait sur les enjeux régionaux, et plus particulièrement sur les questions de terrorisme. Les interlocuteurs de l'auteur au sein de l'ISI sont restés très discrets sur l'*Internal wing*. On sait que ce département s'occupe de politique intérieure et qu'il surveille les hommes politiques, les partis, l'enseignement supérieur et les médias, les résidents étrangers et les ambassades étrangères. Les informations collectées alimentent le département des analyses.

La *Counter terrorism wing* est en charge de l'essentiel des relations avec les États-Unis depuis le 11 Septembre et tous les autres services secrets du pays travaillent pour elle. C'est le pré carré des militaires où s'échafaudent des opérations dans les zones frontalières, dans les zones tribales et en Afghanistan. Un *Counter terrorism center* tout neuf est au cœur de ce service. Il dispose d'antennes partout dans le pays et de spécialistes formés aux techniques les plus modernes. Ses stations d'écoute sont dirigées vers les autres pays d'Asie méridionale. Sa base de données a permis plusieurs coopérations positives avec des services étrangers. L'ISI aurait arrêté 689 membres d'Al-Qaida entre septembre 2001 et le printemps 2007, dont 369 auraient été livrés à la CIA[313].

La *Technical wing* a été puissamment aidée et équipée en moyens technologiques par les États-Unis depuis le 11 Septembre. L'ISI dispose d'une longue expertise dans l'utilisation de sources humaines qui lui permet de fournir des contreparties aux services américains dont ce n'est pas le point fort.

L'organigramme actuel de l'ISI serait donc le suivant :



Les officiers exerçant les principales responsabilités au sein de l'ISI au printemps 2015 sont : général d'armée Rizwan Akhtar (directeur) ; général

de division Amer Aslam Khan (chargé des ressources humaines) ; général de division Ahmad Mahmood Hayat (département de l'analyse) ; Nasir Dilawar Shah (contre-espionnage) ; général de division Sajjad Rasul (sécurité) ; général de division Tariq Qaddus (contre-terrorisme) ; général de division Amir Azeem Bawa (centre technique). Les chefs de service sont : général de division Naveed Ahmed (chargé du Sindh) ; général de division Raja Aftab (chargé du Pendjab) ; général de division Iftikhar Amir (chargé du Baloutchistan) ; général de division Amir Azeem Bawa (Khyber Pakhtunkhwa).

Le gouvernement Zardari/Gilani, arrivé au pouvoir après les élections du 18 février 2008, veut renforcer son contrôle sur le service. Une tentative pour rattacher l'ISI au ministère de l'Intérieur par décret a été bloquée par le quartier général au cours de l'été 2008. En novembre 2008, on a annoncé la fermeture du département des affaires intérieures et le transfert de ses missions à l'IB. En théorie, c'est une mesure d'assainissement démocratique des services secrets. Les experts pakistanais pensent que ce contexte de relative instabilité politique pour l'ISI ne l'empêche pas de continuer à être les yeux et les oreilles des militaires en politique intérieure[314].

Les effectifs

Jusqu'en 1966, quand l'ISI est encore un service de petite taille, chichement équipé, il est sous l'autorité d'un général de brigade. Quand le service prend de l'importance dans les années 1970, il passe sous le commandement de généraux deux étoiles qui, pour la plupart, recevaient leur troisième étoile pendant leur mandat au sein de l'ISI. De nos jours, la responsabilité est confiée dès le départ à un général trois étoiles. Les grands services internes sont dirigés par des généraux deux étoiles le plus souvent en provenance de l'armée de terre. Pour les fonctions d'encadrement, on fait appel à des officiers de différentes armes. Ceux-ci servent deux à trois ans à l'ISI, et ce temps n'est pas considéré comme du service actif en unité (*extra regimental duty*). Ils représentent à peu près la moitié des effectifs. Le nombre des hommes de l'ISI a toujours été tenu secret. Sous Zia ul-Haq, le service a pu compter jusqu'à 20 000 agents. Si ce chiffre est exact, il recense la totalité des collaborateurs de tous types : auxiliaires,

informateurs, etc. L'effectif de l'ISI a été réduit à partir des années 1990. On peut l'estimer aujourd'hui entre 4 000 et 4 500 personnes. La littérature spécialisée et la presse donnent souvent des nombres exagérés.

En 2006, Musharraf, qui se trouvait dans une situation difficile, a annoncé qu'il voulait rendre à la Commission nationale des emplois publics (*Federal Public Service Commission*, FPSC) la responsabilité de nommer les hauts fonctionnaires[315], mais la résistance de l'ISI a bloqué la réforme. Fin 2006, l'ISI a bénéficié d'un amendement parlementaire spécifique.

> Les candidats à la direction de l'ISI doivent être sélectionnés au terme d'une procédure transparente et systématique comportant des tests écrits, des entretiens, des examens médicaux et éventuellement des tests psychologiques et de mesure de l'intelligence. L'enquête de sécurité les concernant sera faite par le service de contrôle interne de l'ISI en tenant compte des spécificités de la fonction de directeur. Un comité de sélection composé d'officiers de haut rang sélectionnera les candidats en gardant à l'esprit la nature très sensible de la fonction quand il examinera le potentiel, les tendances, la motivation, l'engagement et les aptitudes psychologiques de ceux-ci. La nature de ces fonctions est telle qu'il vaut mieux confier la procédure de recrutement du directeur de l'ISI au service lui-même et pas à la FPSC[316].

À partir de 2009, quand Kayani devient chef de l'armée, la politique des ressources humaines évolue. À l'exception des généraux deux étoiles qui continuent comme précédemment d'être recrutés directement dans l'armée, l'aviation ou la marine, les militaires qui arrivent à l'ISI sont désormais exclusivement des officiers du renseignement militaire (*ArmyIntelligence Corps*)[317]. C'est une façon de professionnaliser le recrutement. Les militaires commencent leur carrière comme aspirants dans une arme considérée comme combattante, à l'exclusion donc du service de santé ou du corps des ingénieurs militaires. Quand ils achèvent leur formation initiale, ils passent un examen d'*Intelligence* (de renseignement) ouvert aux seuls candidats présélectionnés. Ceux qui l'obtiennent deviennent officiers de renseignement (*Intelligence corps*) et poursuivent leur formation dans ce domaine. Ce sont ces officiers qui pourront plus tard être recrutés par l'ISI. Cette procédure contribue effectivement à prévenir la bureaucratisation du service et les rivalités de carrière, mieux qu'on ne le fait dans la R&AW.

Aujourd'hui, entre 40 et 50 % des agents de l'ISI sont des civils. Les offres d'emploi sont gérées par la Commission nationale des emplois

publics (FPSC). Les candidats retenus subissent un examen portant sur les sciences politiques, l'anglais et les capacités d'analyse. La FPSC transmet à l'ISI la liste des lauréats pour que celui-ci procède aux enquêtes de sécurité de rigueur. À l'issue de celles-ci, un dernier jury mixte ISI/FPSC reçoit les candidats pour la décision finale. Les civils qui travaillent à l'ISI ont le statut d'employé du ministère de la Défense. En plus des fonctionnaires civils et des militaires en activité, 5 à 10 % du total des agents sont des anciens militaires sortis de l'armée et embauchés comme contractuels. La composition des effectifs de l'ISI reflète donc la version officielle des choses, qui veut que l'ISI ne soit pas dominé par l'armée. Cependant, les postes-clés sont tenus par des militaires. Les chefs des bureaux sont des spécialistes des régions concernées. Les antennes opérationnelles de l'ISI dans les provinces sont dirigées par des généraux de brigade. Elles forment une interface importante avec l'armée puisque les neuf commandants de corps d'armée ont chacun à leur disposition une unité de renseignement (*Intelligence Bataillon*) commandée par un lieutenant-colonel. C'est aussi à ce niveau que s'établissent les liaisons avec les unités spéciales de la police. En dessous du niveau du bataillon, on trouve successivement des sections de renseignement opérationnel (*Field Security Sections*), des équipes spéciales (*Special Task Teams*) et des équipes de renseignement tactique (*Field Interrogation Teams)* qui ont remplacé les anciennes *Field Intelligence Units* et *Field Intelligence Teams.*

Le budget

Le budget de l'ISI fait partie du budget du ministère de la Défense, il est tenu secret et très peu de gens connaissent son montant. Lors de nos entretiens à l'ISI, on nous a expliqué qu'il y avait un système de contrôle interne très strict pour garantir que l'usage de ce budget ne comportait rien d'illégal et ne permettait aucune manœuvre contraire à la loi. Le budget actuel de l'ISI doit avoisiner les 300 millions de dollars américains, mais il existe d'autres façons de se procurer des fonds que le budget officiel : les Indiens pensent que les opérations secrètes au Cachemire sont financées par des trafics de drogue, de l'émission de fausse monnaie, des financements étrangers et des extorsions de fonds. L'ISI n'a de toute évidence connu aucun problème d'argent depuis les années 1980. L'Afghanistan a été une

poule aux œufs d'or qui a rapporté plus de 6 milliards de dollars américains fournis par Washington et par l'Arabie saoudite, sans compter les contributions privées et celles des autres pays. Plus de 10 milliards de dollars américains ont été dépensés au total pour l'Afghanistan jusqu'au début des années 1990, et l'ISI, qui était chargé de coordonner et de répartir l'aide américano-saoudienne, a pu en détourner des montants considérables pour ses propres objectifs.

Le trafic d'héroïne est éminemment profitable. La culture du pavot est très ancienne en Afghanistan et autrefois également au Pakistan dans la province de la Frontière-du-Nord-Ouest. Entre 1982 et 1991, la production afghane est passée de 250 à 2 000 tonnes[318]. Le chiffre d'affaires du trafic au Pakistan est passé de 384 millions de dollars américains en 1983 à 1,8 milliard en 1992[319]. L'ISI a toujours été partie prenante de ce trafic. À partir du milieu des années 1980, une cellule spéciale au sein du service a pour mission de financer les opérations en Afghanistan par le trafic de drogue, une idée probablement empruntée à la CIA[320]. C'est le général de brigade Imtiaz, le futur *Midnight Jackal*, qui en est le responsable.

Voici l'extrait d'un article paru en 2001 dans le *Financial Times* :

> Cette cellule incite au développement de la culture du pavot et à la production d'héroïne sur le territoire pakistanais et dans les zones contrôlées par les moudjahidine en Afghanistan. La drogue passait en contrebande dans les régions tenues par les troupes soviétiques pour plonger les soldats russes dans la dépendance. Après le retrait des Soviétiques, la cellule héroïne de l'ISI a réorienté l'écoulement de la production de son réseau de laboratoires et l'activité des trafiquants vers les pays occidentaux pour se procurer de l'argent. L'économie pakistanaise se serait effondrée depuis longtemps sans les dollars de l'héroïne[321].

En juillet 1991, la Banque d'Angleterre a procédé à la fermeture de la *Bank of Credit and Commerce International* (BCCI), le plus gros établissement de la finance musulmane, en raison du financement par ses soins d'organisations terroristes islamistes (et autres), de sa participation au trafic de drogue et au blanchiment de l'argent qui en était issu. « La BCCI fait du sale boulot pour toutes les organisations terroristes du monde[322]. » L'ISI avait des liens avec cette banque et opérait une partie de ses

mouvements de fonds par son intermédiaire jusqu'à sa fermeture. Oussama ben Laden était un de ses clients. Contrairement à ce qu'on dit généralement, il n'a pas financé ses opérations avec sa fortune personnelle – dont il ne dispose pratiquement plus depuis son retour du Soudan en mai 1996 –, mais par le trafic d'armes et le trafic de drogue.

Le trafic de drogue s'est encore développé après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Ses profits alimentent l'achat d'armes et la stabilisation du budget national pakistanais, impossible à atteindre sans cela aux dires de certains experts. Ils enrichissent aussi personnellement beaucoup d'officiers de l'armée et de l'ISI. Quand il a pris le pouvoir, le général Musharraf a lancé une enquête du *National Accountability Bureau* sur le général Imtiaz, alors en retraite. Celle-ci a révélé qu'Imtiaz possédait 20,08 millions de dollars sous forme de bons étrangers au porteur (*Foreign Exchange Bearer Certificates*), 2,13 milliards de roupies sur un compte à l'*Union Bank*, 19,1 millions de dollars américains sur un compte à la *Deutsche Bank*, 5 maisons, 3 magasins et 5 autres affaires[323]. Imtiaz a été condamné à huit ans de prison le 31 juillet 2001. Une trentaine d'officiers supérieurs de l'armée et de l'ISI auraient accumulé des fortunes du même ordre grâce au trafic de drogue.

Quand elle a déposé devant le *Subcommittee for Asia and Pacific* du Sénat américain en mars 2003, l'ambassadrice Nancy Chamberlain a été interrogée sur le contenu de ses rapports au département d'État et des sénateurs opiniâtres l'ont forcée à donner ses estimations du produit du trafic d'héroïne réalisé par l'ISI entre 1997 et 2003. Un ancien directeur de l'ISI, qui nous a dit avoir partiellement connaissance des rapports de l'ambassade américaine, prétend n'y voir qu'affabulations.

Un trafic de drogue en bonne et due forme a persisté quand les talibans étaient au pouvoir en Afghanistan. Les récits de lutte contre la culture du pavot par ces soi-disant gardiens sourcilleux de la morale ne se fondent sur aucune réalité. Les talibans ont détruit quelques cultures par le feu l'année où ils sont arrivés au pouvoir mais ils ont cessé dès l'année suivante de s'en prendre au pavot pour des raisons financières. Ils ont maintenu des sanctions contre la consommation de marijuana et d'héroïne, mais ils n'ont rien contre l'exportation de drogue chez les infidèles, surtout quand l'exportation passe par la pieuse Arabie saoudite. Ils ont mis en scène à

grand spectacle la destruction de 2 000 champs de pavot pour répondre aux pressions américaines, et ils en ont formellement interdit la culture en 2000, mais, comme les entrepôts étaient pleins pour deux ans, cela ne leur a pas coûté grand-chose. Depuis, la production a atteint des niveaux records dans la partie sud du pays, tenue par les néotalibans, et le gouvernement de Kaboul le sait parfaitement. Les journaux américains et britanniques ont rapporté quelques semaines après les attentats du 11 Septembre que les seigneurs de la guerre étaient prêts à ouvrir les vannes du réservoir d'opium et que la culture du pavot avait repris à grande échelle. En avril 2002, on peut lire dans le *New York Times :* « Les autorités américaines ont renoncé à obtenir pour cette année une réduction sensible de la production d'opium en Afghanistan. Ils s'attendent à voir la récolte inonder le marché de drogues à bas prix[324]. » Quand les Américains déclaraient espérer voir le régime du président Karzai s'en prendre à la culture du pavot, cela tenait de la plaisanterie. Hamid Karzai a décrété l'interdiction de la culture, de la transformation et du transport de l'opium[325], mais tout le monde sait que les proches du pouvoir afghan étaient parmi les principaux trafiquants du pays sous sa présidence.

Au cours des différents entretiens que de hauts responsables de l'ISI ont bien voulu accorder à l'auteur, ceux-ci ont admis que dans le passé des moutons noirs avaient pu être ici ou là impliqués dans le trafic de drogue mais que le service en tant que tel n'avait pas été et n'était pas concerné. Le rapport 2010 de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime estime le volume annuel des exportations afghanes d'héroïne à 3 750 tonnes, dont la moitié transiterait par le Baloutchistan. Depuis l'élimination par l'armée pakistanaise du chef de guerre et chef tribal Nawad Akbar Bugti en août 2006, cette province est gérée *de facto* par l'armée et les services de renseignement. Il faut être très naïf pour croire qu'ils ne connaissent pas les filières d'acheminement de la drogue par le Baloutchistan et encore plus naïf pour s'attendre à ce qu'ils ne prélèvent pas au moins leur commission au passage. Une nouvelle route d'exportation a été ouverte à partir de 2014. L'héroïne est transportée en grandes quantités au Bangladesh et de là elle part vers l'Inde. L'auteur de ce livre a de nouveau évoqué la question avec de hauts responsables de l'ISI. L'ISI

continue d’affirmer son innocence et fournit des rapports écrits allant dans ce sens.

> Pourquoi l’ISI se mêlerait-il de trafic de drogue en sachant que la drogue fait des ravages dans son pays ? Le Pakistan a fait de gros efforts pour lutter contre la production d’opium dans les zones tribales et contre le trafic en provenance d’Afghanistan. L’action de ses services de lutte contre le trafic de drogue est internationalement reconnue. L’engagement de l’ISI dans le trafic irait contre ses intérêts. C’est l’Afghanistan qui est la principale source du trafic d’héroïne dans la région et le gros de la production de pavot se fait dans les provinces limitrophes du Pakistan. Le régime taliban a réussi à éradiquer le trafic d’opium en 2000 et l’Assemblée générale de l’ONU l’a reconnu en octobre 2001. Comment l’ISI aurait-il pu bénéficier du trafic de l’héroïne entre 1996 et 2001 alors que les talibans au pouvoir en Afghanistan s’opposaient à celui-ci ?

312. *Intelligence Resource Program Federation of American scientists* (www.fas.org).
313. Voir aussi Pervez Musharraf, *In the Line of Fire*, Londres, Simon & Schuster, 2006, p. 237. Musharraf a reconnu que l’ISI avait prélevé à titre de butin des centaines de millions de dollars américains, ce qui a eu des effets dévastateurs. Dans un article sur les Mémoires de Musharraf, un critique écrit : « [L’ISI] est un service purement mercenaire qui se fait de l’argent en livrant des suspects d’Al-Qaida à la CIA sans respecter aucune voie légale. Combien d’innocents a-t-il ainsi vendu pour des raisons d’argent en dehors de toute procédure légale ? » La déclaration de Musharraf a disparu de la version ourdoue de son livre et il a admis plus tard qu’il s’était trompé en disant cela.
314. Ils pensent la même chose à propos du MI, bien que le COAS Kayani ait annoncé en septembre 2010 que la cellule politique avait été fermée. Kayani s’est exprimé en réponse à des questions sur l’attribution d’une dotation de 5,5 milliards de roupies pakistanaises en espèces à l’ISI sur l’exercice budgétaire 2007-2008, soi-disant pour financer des opérations, très probablement pour prévenir les critiques sur la légalité du financement et des actions de l’ISI.
315. C’est-à-dire sur les fonctionnaires au-dessus du grade 16 dans l’ISI et les *Pakistan Ordnance Factories.*
316. Voir aussi « Senate okays ISI recruitment Bill », *The News*, 27 novembre 2004.
317. Chaque corps d’armée compte un bataillon de renseignement avec des détachements au niveau des divisions et parfois des brigades. En temps de guerre, il est en charge du renseignement opérationnel. En temps de paix, il est chargé de la sécurité. L’ensemble des bataillons de renseignement constitue l’arme du renseignement. Sur le modèle britannique, le renseignement est considéré comme une arme au même titre que la cavalerie, l’infanterie, etc.
318. Paul Thompsom, « Pakistani ISI and/or Opium Drug Connections », Center for Cooperative Research, 2002. « La production afghane d’opium a explosé entre 1982 et 1991, passant de 250 à 2 000 tonnes, parallèlement au soutien matériel et financier apporté par la CIA aux mudjahidines. Alfred McCoy, professeur d’histoire de l’Asie du Sud-Est à l’université du Wisconsin, dit que les services de renseignement pakistanais et américains ont toléré le trafic de drogue des rebelles en raison de l’antisoviétisme de ceux-ci. « Le fait que ses alliés soient impliqués dans le trafic de drogue ne dérangeait pas la CIA. Ils étaient tout à fait disposés à travailler avec des gens lourdement compromis dans le trafic. » Par exemple, Gulbuddin Hekmatyar, qui a reçu à peu près la moitié des armes livrées par la CIA, était un gros trafiquant. Le directeur de la CIA a par la suite prétendu qu’il ne le savait pas : « Nous l’avons découvert plus tard. »

319. Loretta Napoleoni, *Die Ökonomie des Terrors*, Munich, Verlag Antje Kunstmann Gmbh, 2004, p. 160.
320. Un ancien militaire a déclaré au cours d'une interview : « En fait, pendant quelques années, les véhicules de la CIA qui livraient les armes revenaient avec de l'opium, comme ils l'avaient fait au Nicaragua. L'ISI a vite appris. »
321. B. Raman, « Heroin, Taliban and Pakistan », SAAG, *paper*, 6 août 2001.
322. *Detroit News*, 30 septembre 2001.
323. Voir B. Raman, « Heroin, Taliban and Pakistan », SAAG, *paper*, 6 août 2001.
324. *New York Times*, 1er avril 2002.
325. Karzai a institué une prime de 500 dollars américains par acre de pavot détruit [environ 4 000 m²]. La valeur sur le marché de la production de cette surface représente 6 400 dollars.

Chapitre 16

L’ISI sous Pervez Musharraf

Le lieutenant général Mahmood Ahmed

La prise du pouvoir par l’armée le 12 octobre 1999 est un coup d’État au regard de la Constitution, même si la juridiction suprême du pays l’a entérinée *a posteriori* pour une durée de trois ans en invoquant un état de nécessité. Le Premier ministre Nawaz Sharif était dans son droit quand il a voulu remplacer le chef de l’armée. Le fait que son renversement n’ait provoqué ni protestations ni grandes manifestations publiques montre à quel point son gouvernement avait perdu en popularité en trente-deux mois de pouvoir et d’insuccès économique.

Pour réussir un beau putsch, un chef de l’armée pakistanaise a besoin de la complicité de deux autres généraux, celui qui commande l’armée de terre, le *Chief of General Staff* (CGS) et celui qui commande le 10e corps d’armée stationné à Rawalpindi. Le 12 avril, il s’agissait respectivement de Mohammad Aziz Khan et de Mahmood Ahmed. Le général Muzaffar Hussain Usmani qui commandait le 5e corps d’armée de Karachi a également joué un rôle important parce que Musharraf se trouvait dans un avion de la *Pakistan International Airlines* effectuant un vol entre le Sri Lanka et Karachi.

Mahmood Ahmed avait été fait général trois étoiles quand Karamat était COAS, et il était devenu responsable du Collège national de la défense alors qu’il ambitionnait un grand commandement de corps d’armée. Sa déception est grande[326]. Musharraf, le successeur de Karamat, devait exaucer ses vœux en lui donnant le commandement du 10e corps d’armée, un poste où il devait absolument placer un homme sûr. Musharraf et Mahmood Ahmed étaient tous les deux des artilleurs, ils avaient servi dans les mêmes unités au cours de leur carrière et ils avaient suivi les mêmes formations. Leurs analyses politiques convergeaient. La famille de Mahmood Ahmed venait de Ludhiana, en Inde, ce qui en faisait quasiment un Muhajir, comme Musharraf. Après la réussite du coup d’État, Musharraf le fait directeur de

l'ISI en octobre 1999, quasiment le second homme fort du Pakistan[327]. C'est à peu près à cette époque qu'il devient un néoconverti. Il en fait part à son entourage et se met à critiquer ceux qui ne sont pas d'assez bons musulmans à son goût. Mohammad Aziz Khan priait aussi cinq fois par jour, mais il n'importunait pas les gens avec des préceptes religieux. Mahmood Ahmed devient la terreur de tous les officiers qui ne crachent pas sur un verre de vieux scotch et qui manquent à leurs obligations de prière. Sa piété ostentatoire croissait parallèlement à son arrogance, qui n'épargnait pas même un ministre. Il lui est arrivé de tancer le ministre de l'Information Javed Jabbar devant tout le gouvernement. Assez populaire parmi ses pairs jusqu'à sa promotion, il l'est beaucoup moins ensuite.

Les événements du 11 septembre 2001 chamboulent la donne. Pour Mahmood Ahmed, c'est le début de la fin de sa carrière. Le jour des attentats, il se trouve à Washington où il a des rendez-vous à la CIA, au NSC, à la Maison Blanche et au Pentagone[328]. Il est donc aux premières loges lorsqu'il entend la sentence du vice-secrétaire d'État (*Deputy Secretary of State*) Richard Armitage qui laisse le choix suivant au Pakistan : avec nous ou contre nous. À la surprise des Américains, Mahmood Ahmed cède sur tout sans même en référer à Musharraf, expliquant que Musharraf voit les choses comme lui et qu'il déciderait dans ce sens. L'interruption de la circulation aérienne l'ayant immobilisé trois jours durant à Washington, il met ce délai à profit pour faire valoir aux Américains qu'il est le futur vice-commandant en chef et l'homme fort de demain.

Musharraf rend la décision annoncée par Mahmood : le Pakistan fait volte-face et devient un allié des États-Unis dans la guerre contre le terrorisme international. Toutefois, il ne fait pas de Mahmood Ahmed le vice-commandant en chef, n'étant probablement pas enclin à mettre des unités de l'armée à sa disposition. On ne compte plus les spéculations sur cette décision de Musharraf. Les militaires actuellement en poste à Rawalpindi sont nombreux à penser que Mahmood Ahmed rêvait d'écrire l'histoire, et que l'accession au poste de vice-COAS lui aurait permis de mettre Musharraf à la retraite et de prendre sa place. Musharraf connaît bien son homme, il a pu l'observer pendant deux ans et il a assisté à sa métamorphose. Le 7 octobre 2001 il lui propose une promotion : accéder à la quatrième étoile et obtenir le poste de CJCSC, un emploi prestigieux

mais qui ne permet pas de se constituer une base de pouvoir personnel. Par ailleurs, c'est Mohammad Yousaf[329] qui reprend le poste tout nouvellement créé de vice-COAS et les quatre étoiles qui vont avec.

Yousaf et Mahmood ont fait leurs études ensemble. Mahmood ayant un peu plus d'ancienneté, il avait tenté de le faire valoir dans ses conversations avec Musharraf pour obtenir sa désignation comme vice-COAS[330]. Le refus de Musharraf provoque une dispute et celui-ci fait usage de ce pouvoir léonin des chefs de l'armée pakistanaise : mettre un général trois étoiles à la retraite sans en référer à quiconque et sans avoir à en donner les raisons. Mahmood passe les deux années suivantes retiré à Lahore, refusant de recevoir les visiteurs étrangers. Début 2003, il adresse à Musharraf une lettre d'excuse et de supplique qui lui vaut d'être nommé en mars 2003 directeur de la *Fauji Fertilizer Company Limited*, une usine d'engrais appartenant à une fondation de l'armée. L'auto-humiliation de Mahmood a suscité quelques commentaires amusés chez les anciens de l'ISI[331]. Le geste de Musharraf ne fait pas l'objet de critiques, on pense que c'est une manière d'occuper Mahmood, de le contrôler et de le garder sous surveillance.

Avec le temps, les analystes politiques se sont rendu compte que la chute de Mahmood est peut-être plus compliquée que ça. Ils pensent que la surprenante promptitude du Pakistan à se ranger du côté des Américains en septembre 2001 a de puissantes raisons. Musharraf et ses généraux redoutent une frappe américaine contre leur armement nucléaire et la possession de la bombe a un très haut degré de priorité. Depuis, l'arsenal nucléaire pakistanais a été sécurisé et ne peut plus être mis hors de combat par une attaque préventive, qu'elle soit américaine ou indienne. Musharraf a encore d'autres raisons de se ranger sans tarder du côté de George W. Bush. Les rapports des services secrets déclassifiés par Washington en application du *Freedom of Information Act* montrent que le gouvernement américain a été rapidement et complètement informé après le 11 Septembre sur la nature des liens qui existent entre le Pakistan, les talibans, Al-Qaida et Oussama ben Laden.

Un rapport de la *Defence Intelligence Agency* du Pentagone daté du 23 septembre indique :

> Le réseau de Ben Laden pouvait se développer dans les zones refuges que les talibans ont mis à sa disposition sur instruction des Pakistanais. Si quelqu'un a encore des doutes à ce sujet, il suffit de regarder la carte des camps de Ben Laden qui ont été attaqués par des missiles de croisière en 1998. Ces camps sont situés sur la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, et ce sont des entreprises pakistanaises qui les ont construits. Ils ont été financés par l'ISI et ils sont placés sous la protection de Jalaluddin Haqqani, un influent chef tribal des Jadran. Mais l'hôte véritable, c'est l'ISI. Si cette zone devait devenir la base de Ben Laden, cela poserait des questions sérieuses sur ses liens avec l'ISI.

Mahmood Ahmed, directeur de l'ISI, ne tarde pas à apparaître dans le collimateur des experts américains en raison de ses liens évidents avec les talibans et avec Al-Qaida. Sa visite au mollah Omar le 17 septembre 2001 a fait beaucoup parler[332]. Il se serait montré très ambigu quant à la remise de Ben Laden aux Américains. Musharraf lui avait donné mission d'obtenir que Ben Laden soit livré et il en aurait au contraire dissuadé le mollah Omar au cours de leurs conversations privées. Musharraf, mis au courant par les talibans et confronté par les Américains aux preuves des relations entre l'ISI, les talibans et Al-Qaida, n'aurait pas eu d'autre possibilité que d'escamoter Mahmood et de le mettre à la retraite forcée. En même temps, il se débarrassait d'un rival potentiel.

De nos jours, l'ISI s'efforce de polir l'image de Mahmood et sa propre réputation avec. Ainsi, la réponse faite à l'auteur en 2015 :

> C'est une assertion sans fondement**.** Les faits sont que le lieutenant général Mahmood a essayé de convaincre les talibans d'extrader Oussama ben Laden et que la *shura* des talibans à qui la décision revenait a refusé. La *shura* a pensé que la tradition pachtoune exigeait que la protection d'un hôte soit garantie. Il faut bien se rendre compte que les talibans étaient très attachés à leur indépendance quand il s'agissait de prendre une décision. Il y a bien d'autres exemples de situations dans lesquelles ils n'ont pas accédé aux demandes des Pakistanais. La destruction des bouddhas de Bamiyan pendant leur règne en Afghanistan malgré la demande pakistanaise de s'en abstenir illustre bien l'attitude du régime des talibans.

Mahmood s'est laissé pousser la barbe et ne reçoit personne[333]. Il n'est pas possible de lui poser des questions sur les événements qui ont eu lieu pendant qu'il dirigeait l'ISI. Par exemple sur ce qui s'est passé en 2001 quand des enquêteurs égyptiens ont localisé le responsable de l'attentat commis en 1995 contre l'ambassade d'Égypte à Islamabad[334], l'Égypto-Canadien Ahmed al-Khadir, qui vit à Peshawar en bénéficiant de puissantes

protections. Les Égyptiens ont averti le directeur de l'ISI Mahmood Ahmed qui leur a assuré qu'un commando de l'ISI l'arrêterait le lendemain. Au lieu de quoi des combattants talibans sont arrivés dans une voiture porteuse de plaques d'immatriculation diplomatiques et ont mis Al-Khadir en sécurité en Afghanistan de l'autre côté de la frontière. L'ISI n'a clairement pas intérêt à rompre la couverture de son agent et à révéler quoi que ce soit.

L'affaire Ahmed Omar Saeed Sheikh

En Inde, on croit tenir une autre explication à la brusque rupture entre Musharraf et Mahmood Ahmed. Dans son numéro du 9 octobre 2001, le *Times of India* écrit que des enquêtes indiennes et américaines ont permis d'établir que 100 000 dollars américains avaient été versés sur le compte de Mohammed Atta, le principal organisateur de l'attentat du 11 Septembre. Le versement aurait été fait sur ordre de Mahmood Ahmed, et Ahmed Omar Saeed Sheikh, un jihadiste condamné à mort au Pakistan pour le meurtre de Daniel Pearl, aurait servi d'intermédiaire *via* Dubai.

On sait maintenant beaucoup de choses sur les relations entretenues entre l'ISI et Ahmed Omar Saeed Sheikh. Sheikh est né en Grande-Bretagne de parents pakistanais émigrés. Il a quitté la prestigieuse *London School of Economics* en 1993 pour se rendre dans les camps d'entraînement de l'ISI et d'Al-Qaida au Pakistan et en Afghanistan où il a appris les bases de la planification d'attentats terroristes. Son officier traitant à l'ISI, le général de brigade Ijaz Shah, était aussi celui du mollah Omar et d'Oussama ben Laden. Après cela, Sheikh a fait une petite prestation en Bosnie et un séjour en Inde pour militer en faveur des droits des musulmans. Il s'acquitte de cette tâche tout en organisant des enlèvements de touristes contre rançon. Arrêté et condamné par les Indiens en 1994[335], il reste en prison jusqu'à ce qu'un spectaculaire détournement d'avion permette d'obtenir sa libération et celle de deux autres jihadistes en décembre 1999. Il s'installe à Lahore où il gagne sa vie en assurant des formations aux enlèvements et en procurant des armes aux kidnappeurs[336]. Ses contacts à l'ISI lui permettent de rencontrer le mollah Omar et Oussama ben Laden en Afghanistan en 2000 et en 2001, et de rendre visite à ses parents en Angleterre par deux fois. Selon ses propres déclarations, Mohammed Atta lui aurait exposé le projet d'attentat du 11 Septembre lors d'une rencontre à Kandahar. Ijaz Shah, son

ancien officier traitant, un ami de Musharraf, a quitté l'armée et l'ISI pour devenir *Home Secretary Punjab* [ministre de l'Intérieur du gouvernement provincial du Pendjab], mais les deux hommes sont restés en contact. Ahmed Omar Saeed Sheikh fréquente deux autres généraux : Mohammad Aziz Khan et Ehsan ul-Haq, commandants des corps d'armée de Lahore et de Peshawar. Il est aussi resté en relation avec un certain Aftab Ansari qu'il a connu en prison en Inde, qui s'est installé à Dubai après sa libération et qui est mêlé à l'enlèvement d'un industriel indien de la chaussure, libéré contre une rançon de 830 000 dollars américains. Les 100 000 dollars versés à Mohammed Atta viennent d'Ansari. Le FBI et les services indiens acquièrent la conviction que le directeur de l'ISI Mahmood Ahmed est à l'origine de cette transaction.

Voici ce qu'on lit dans le *Times of India* du 9 octobre 2001, sous le titre « *India helped FBI trace ISI-terrorist links* » : « Des sources gouvernementales autorisées confirment que l'Inde a grandement contribué à l'enquête sur les liens entre le transfert d'argent et l'ancien directeur de l'ISI. Aucun détail n'a été donné mais elles ont déclaré que les informations fournies par l'Inde comportaient notamment le numéro de téléphone mobile de Sheikh que le FBI a utilisé pour remonter la filière[337]. »

Deux jours après, une dépêche de l'Agence France-Presse indique : « Une importante source gouvernementale indienne a déclaré que le lien entre le transfert d'argent à Atta et le général faisait partie des preuves officiellement remises par l'Inde aux États-Unis. Selon cette source, les preuves transmises sont d'une portée bien plus grande qu'un simple document permettant de relier un général mafieux et un attentat terroriste[338]. »

Il faut toujours prendre avec des pincettes les accusations contre le Pakistan qui viennent du côté indien. La guerre de désinformation entre les services fait feu de tout bois. Cette fois-ci, néanmoins, il semble bien qu'on ne soit pas seulement dans la guerre psychologique. Les circonstances du licenciement du lieutenant général Mahmood Ahmed en octobre 2001 et l'attitude des intéressés jusqu'à aujourd'hui sont trop inhabituelles pour qu'il n'y ait pas anguille sous roche, en particulier la réaction de Mahmood Ahmed qui se laisse limoger sans mot dire et qui se retire subitement du monde. L'Inde n'a jamais retiré ses accusations, même après la détente avec

le Pakistan, mais la commission d'enquête américaine sur le 11 Septembre n'en dit mot. En 2015, l'ISI nous a fait une réponse courte et simple : « Même les Américains n'ont jamais accusé le Pakistan d'avoir été au courant pour le 11 Septembre et d'avoir gardé l'information par-devers lui. Tout cela relève d'une théorie conspirationniste élaborée par un tiers sur des prémisses douteuses. »

Et puis, il y a une autre affaire non résolue dans laquelle on retrouve Omar Sheikh, l'affaire Daniel Pearl. Début 2002, Daniel Pearl, correspondant du *Wall Street Journal* à New Delhi, s'était rendu au Pakistan pour mener des investigations. Il voulait établir dans quelle mesure les organisations jihadistes interdites par Musharraf continuaient de bénéficier de certaines protections, savoir si l'ISI était impliqué dans les attentats du 11 Septembre, et où pouvait se trouver Oussama ben Laden. Qu'il ait enquêté sur Richard Reid[339], l'auteur de l'attentat à la chaussure explosive, comme le prétendent certains, n'est qu'une partie de la vérité[340]. Daniel Pearl a été enlevé puis assassiné à Peshawar en janvier-février 2002. Son corps n'a été retrouvé que plusieurs semaines après[341]. Son sort a attiré l'attention du monde entier. Bernard-Henri Lévy en a fait un livre[342] et Hollywood un film avec Angelina Jolie dans le rôle de l'épouse de Daniel Pearl. Omar Sheikh a été condamné à mort pour son rôle dans l'assassinat de Pearl mais le fin mot de cette histoire reste à écrire.

La police de Karachi apprend rapidement après la disparition de Pearl qu'Omar Sheikh est impliqué dans son enlèvement et se met à sa recherche. Sheikh cherche protection du côté du secrétaire d'État à l'Intérieur Ijaz Shah et celui-ci s'en remet au lieutenant général Aziz Khan, jusqu'en 1998 directeur adjoint de l'ISI chargé des talibans, du *Harkat-ul-Moudjahidine* et des mercenaires arabes. Ils aident Sheikh à préparer sa déposition devant la police de Karachi. Il doit dissimuler ses liens étroits avec l'ISI, on lui fait miroiter une peine de principe, et il est remis à la police du Sindh. Une fois arrêté, Sheikh se met à table. Malgré ce qui a été convenu à Lahore, il donne des détails sur des actions jihadistes en Inde et au Cachemire dans lesquelles l'ISI a trempé. Le personnage n'a pas les nerfs assez solides. Il y a des fuites à la police de Karachi. Le quotidien *The News* obtient des informations, passe outre les avertissements de l'ISI et publie. Le rédacteur

concerné a jugé préférable de partir ensuite pour quelques années aux États-Unis. L'ex-agent des services indiens B. Raman[343] s'empare de ces informations et en fait un article publié le 10 avril 2002 [« *The man who knows and talks too much* » / L'homme qui en sait trop et qui parle trop] qui reprend les déclarations faites devant la police de Karachi. Sheikh a notamment avoué que l'ISI savait qu'il vivait à Lahore et le protégeait, qu'il connaissait les chefs de corps de l'armée à Lahore et à Peshawar, qu'il avait même rencontré Musharraf, et aussi, à plusieurs reprises, en Afghanistan, le mollah Omar, Oussama ben Laden et Mohammed Atta[344].

L'affaire Omar Sheikh est comme une bombe pour l'ISI. Après ses aveux, il n'est plus possible de lui infliger une peine légère et de le remettre rapidement en liberté. Il fallait l'isoler et le garder sous contrôle. Le 15 juillet 2002, un tribunal antiterroriste pakistanais le condamne à mort pour l'enlèvement et le meurtre de Daniel Pearl. On sait que l'auteur direct du meurtre de Daniel Pearl est un terroriste d'Al-Qaida nommé Khalid Sheik Mohammed, l'un des coaccusés. Pourtant Omar Sheikh croupit depuis plus de onze ans dans une prison pakistanaise où il reçoit un traitement privilégié, et maintient ses liaisons avec ses amis jihadistes[345]. Son recours en appel traîne en longueur.

Entre-temps, l'ISI monte un commerce profitable qui consiste à livrer aux Américains des gens soupçonnés d'appartenir à Al-Qaida. Parmi les hommes d'Al-Qaida, il y a du beau monde : Abu Zubaydah, Ramzi Binalshibh, Khalid Sheikh Mohammed, Abu Faraj al-Libbi. Mais on ne peut pas se permettre de livrer Omar Sheikh et de le laisser parler, quel que soit le montant offert.

Dans ces conditions, il faut encore une fois se demander si l'ISI et les dirigeants politiques du Pakistan connaissaient à l'avance les projets des attentats du 11 Septembre aux États-Unis et s'ils se sont gardés de prévenir Washington. Ceux qui donnent une réponse positive à cette question proposent l'enchaînement suivant : Omar Sheikh apprend de Mohammed Atta les grandes lignes du projet d'attentat en 2000 ou en 2001 à Kandahar. De retour au Pakistan, il en parle à son officier traitant et aux généraux Aziz (Lahore) et Ehsan ul-Haq (Peshawar), sans forcément révéler tous les détails de l'opération. Ceux-ci informent Musharraf et Mahmood Ahmed. Washington aurait découvert cela rapidement après les attentats et en aurait

fait un moyen de pression contre le Pakistan, c'est l'explication du ralliement de Musharraf à George W. Bush. Le gouvernement américain ne tenait pas tant que ça à éclaircir publiquement l'affaire : l'attentat ayant eu lieu, il était désormais plus important de mettre le Pakistan du côté des États-Unis dans la guerre contre le terrorisme et de faire prévaloir les intérêts américains au Moyen-Orient et en Asie centrale. Les interrogatoires de talibans et de responsables d'Al-Qaida capturés montrent qu'au printemps et à l'été 2001, les chefs talibans et ceux d'Al-Qaida avaient discuté de l'opportunité de commettre des attentats sur le sol américain. La *shura* du mollah Omar n'y était pas favorable, les talibans comptaient sur les recettes versées par les compagnies américaines pour le futur oléoduc. Idéologiquement, ils auraient préféré qu'on vise les Juifs et Israël. Oussama ben Laden voulait s'en prendre aux États-Unis, et c'est lui qui l'a emporté. Le conseil d'Al-Qaida a alors décidé « que le mollah Omar n'avait pas qualité pour décider des affaires du jihad en dehors de l'Afghanistan[346] ». De son côté, l'ISI doit avoir fait pression sur les talibans pour que les actions d'Al-Qaida se limitent à l'Afghanistan.

C'est ce qui autorise Ridgeway à conclure : « Sachant que les talibans connaissaient les plans du 11 Septembre, les débats entre les talibans et Al-Qaida, la réunion de la *shura*, les dépositions disant que le Pakistan faisait pression sur Omar pour cantonner Al-Qaida en Afghanistan, tout cela montre que l'ISI savait ce qui allait se passer. Venant d'un allié, c'est une trahison de grande envergure[347]. »

L'auteur de ce livre a réussi à s'entretenir en 2007 et en 2008 deux fois trois heures avec l'ex-chef de l'ISI Mahmood Ahmed au domicile de celui-ci à Lahore. L'ex-général barbu s'est montré un hôte attentif et un interlocuteur amical. À propos de son voyage aux États-Unis et de ce qui s'était passé en septembre 2001, il a vigoureusement défendu l'idée que c'était une affaire interne des Américains, *in-house job*. Il a démenti comme étant de la propagande indienne et de la calomnie l'histoire du prétendu versement de 100 000 dollars à Mohammed Atta.

On peut méditer aussi sur la carrière ultérieure du général de brigade Ijaz Shah, un homme qui avait des rapports professionnels avec Sheikh et qui le connaissait très bien. Après son coup d'État, Musharraf le fait ministre de l'Intérieur de la province du Pendjab, puis, de février 2004 à mars 2008, le

directeur de l'IB, ce qui suppose pour le moins une relation de confiance. Quand le mouvement des juristes de 2007 a annoncé le déclin politique de Musharraf, Ijaz Shah a essayé de se mettre à l'abri. Il a tenté sans succès de se faire nommer ambassadeur en Australie mais Musharraf n'a pas donné son accord.

Le lieutenant général Ehsan ul-Haq

Ehsan ul-Haq succède à Mahmood Ahmed à la tête de l'ISI en octobre 2001. Sa carrière militaire a commencé en 1969 dans un régiment de défense antiaérienne. C'est un Pachtoune dont la famille vient de Mardan dans la province de la Frontière-du-Nord-Ouest. Il est familier du travail de renseignement pour avoir antérieurement dirigé le MI. Il a aussi l'expérience du commandement d'une unité : avant d'être nommé à l'ISI, il a été le chef du corps d'armée de Peshawar pendant plus d'un an. C'est là qu'il a été mêlé à la douteuse affaire Omar Sheikh. Omar Sheikh a déclaré dans sa déposition qu'il avait tenu au courant les responsables militaires de Lahore et de Peshawar de ses contacts avec Mohammed Atta. À Washington, on semble avoir accordé le bénéfice du doute à Ehsan ul-Haq. Il passait pour politiquement modéré et loyal aux yeux de Musharraf. Pour les Américains, il est un remplaçant acceptable de Mahmood Ahmed et il est rapidement traité en allié. Il devient l'un des proches collaborateurs de Musharraf pour toutes les questions politiques, militaires et stratégiques. À l'ISI, il a imprimé sa marque sur la politique menée en Afghanistan et au Cachemire. En politique intérieure, il est les yeux et les oreilles de son président.

Contrecoup du resserrement de l'alliance américaine par Musharraf, une nouvelle épuration de l'ISI devient indispensable. Les vétérans des affaires de l'Afghanistan et du Cachemire doivent partir, mis à la retraite ou renvoyés dans les unités régulières. L'heure est à des priorités nouvelles. Ehsan ul-Haq reçoit mission de « réorienter l'ISI et de rendre son action plus efficace et plus utile sur des questions régionales et locales ainsi que sur les thèmes utiles aux forces armées plutôt que de l'engager dans des actions de stratégie géopolitique globale[348] ».

La réduction des effectifs est radicale. Sur trois ans, jusqu'au printemps 2004, elle touche 40 % du personnel et l'ISI compte dès lors

moins de 5 000 hommes. Parallèlement, l'épuration doit contribuer à améliorer l'image du service. En mars 2003, pour la première fois, l'ISI invite les correspondants accrédités de la presse étrangère à visiter son quartier général pour entendre les officiers exposer le point de vue du renseignement sur la situation politique d'alors. On leur sert du thé et des gâteaux[349].

L'intervention de l'ISI dans l'établissement d'une nouvelle donne en politique intérieure à partir de 2002 met sa réputation à l'épreuve. Avant les élections parlementaires de 2002, l'ISI est chargé de transformer la PML, l'ancien parti de Nawaz Sharif, en un parti dont la vocation est de soutenir Musharraf, la PML-Q (*Pakistan Muslim League Quaid-e-Azam*), ironiquement surnommé le « parti de Sa Majesté ». Le service doit aussi œuvrer à l'application du *Legal Framework Order 2002*, un code de bonne conduite électorale pour les partis politiques. Après les élections qui ne permettent pas de dégager une majorité parlementaire claire, l'ISI s'emploie à débaucher des députés du PPP de Benazir Bhutto par des pressions, des menaces, des récompenses, de façon à procurer au gouvernement la majorité dont il a besoin. Les hommes de la cellule chargée de la politique intérieure dirigée par le général de division directeur adjoint de l'ISI Ehtesham Zamir s'activent. Le Parlement d'Islamabad et les parlements des provinces du Pendjab et du Sindh accouchent de gouvernements qui se montrent dans les années suivantes tout à fait complaisants envers Musharraf. Au Baloutchistan, toutefois, pour constituer une majorité, il faut en passer par une coalition avec les religieux qui siègent au parlement provincial, et, dans la province de la Frontière-du-Nord-Ouest, on perd le contrôle de la situation politique. C'est une alliance électorale d'islamistes, le MMA, initialement aidée par l'ISI, qui remporte une majorité imprévue et se met à imposer des mesures d'inspiration fondamentaliste que d'aucuns qualifient de « talibanisation rampante » de la province.

Les esprits critiques considèrent que les agissements de l'ISI autour des élections de 2002 ont été une erreur stratégique à l'origine de nombreuses difficultés rencontrées par le régime de Musharraf dans les années suivantes. En s'efforçant de neutraliser politiquement Nawaz Sharif et Benazir Bhutto, Ehsan ul-Haq et Ehtesham Zamir auraient sous-estimé le danger fondamentaliste pour le pouvoir de Musharraf et pour l'ensemble du

pays. Ils auraient même facilité les choses aux fondamentalistes religieux. Ehsan ul-Haq personnellement n'était pas un islamiste, mais le fait qu'il ait entretenu des relations d'amitié avec Qazi Hussain Ahmad, l'émir de la JI, montre bien qu'il ne percevait pas le risque ou n'en tenait pas compte[350].

Ses détracteurs jugent aussi sévèrement les opérations militaires lancées dans les zones tribales à partir de 2002[351]. Les évaluations de la situation par l'ISI étaient incorrectes et ont conduit l'armée et les unités de gardes-frontières à la catastrophe.

Dans le mensuel *Herald* en avril 2006, on peut lire :

> Les activistes ont opposé entre 2002 et 2004 une résistance acharnée aux troupes gouvernementales dans les régions de Wana et d'Azam Warsak en faisant porter leur effort sur deux points principaux : attaquer et neutraliser les réseaux des services de renseignement pakistanais et du renseignement militaire américain, menacer la population locale pour la soumettre. […] Jusqu'au printemps 2005, l'armée et les unités frontalières sont confinées dans leurs casernes et ne disposent plus de renseignements[352].

Le chef de l'ISI aurait montré son incapacité à comprendre la façon de penser et d'agir des tribus. Il n'aurait pas su se rendre crédible auprès des chefs traditionnels des tribus et des clans de la province de la Frontière-du-Nord-Ouest, des zones tribales et de l'Afghanistan[353].

A contrario, Ehsan ul-Haq a aussi des admirateurs chez les journalistes, et ceux-ci sont d'avis que sa dernière année à la direction de l'ISI a été la meilleure, parce qu'il a su décider en fonction de l'intérêt national, contre les traditions et les perceptions des Pachtounes. Musharraf n'a pas fait porter à son chef espion la responsabilité des échecs dans les zones tribales et dans la province de la Frontière-du-Nord-Ouest. Il les a plutôt mis sur le compte du commandant du corps d'armée de Peshawar et sur celui du gouverneur de la province de la Frontière-du-Nord-Ouest. L'enquête sur la tentative d'attentat contre Musharraf en décembre 2003, que l'ISI et le MI auraient dû prévenir, n'a pas été confiée à Ehsan ul-Haq mais au lieutenant général Ashfaq Parvez Kayani, le commandant du corps d'armée de Rawalpindi. Celui-ci a été appelé à la tête de l'ISI dix mois plus tard.

Les derniers mois d'Ehsan ul-Haq à la tête de l'ISI sont marqués par une mission très particulière : gérer le scandale mondial autour du docteur Abdul Qadeer Khan, un héros national. Preuves à l'appui, Washington

accuse celui qu'on célèbre comme le père de la bombe pakistanaise d'avoir gravement participé à la prolifération nucléaire.

Musharraf a été confronté aux premières preuves pendant son séjour à Camp David en juin 2003. Lors d'une visite de Musharraf à l'ONU à New York en septembre 2003, le chef de la CIA George Tenet produit des preuves de transferts de technologie opérés par Khan au profit de la Libye et de l'Iran. Le scandale est majeur. Les documents présentés par Tenet montrent indubitablement que c'est Khan qui a transmis les données techniques. Le Pakistan risque d'être cloué au pilori international et Musharraf doit faire quelque chose. La situation a quelque chose de grotesque : l'ISI qui a assuré pendant des années la protection de Khan et l'a aidé à se procurer ce qu'il lui fallait sur le marché international se voit chargé d'enquêter sur lui. Les documents remis par les Américains sont confiés pour expertise à l'ISI et à la *Strategic Planning Division.* Il faut confronter A Q. Khan à ces preuves. Dès le départ, il est clair que le but de l'enquête est de faire de Khan un coupable unique et isolé et de sauver la face et la réputation de l'État pakistanais. Khan se défend vigoureusement et soutient devant le chef de l'ISI que « tous les responsables de l'armée depuis le général Zia ul-Haq savaient ce qu'il faisait[354] ». Les pressions de l'ISI finissent néanmoins par faire leur effet et Khan passe à la télévision en février 2004 pour confesser ses fautes et demander le pardon de la nation. Il bénéficie d'une grâce présidentielle. Assigné à résidence, il est complètement libéré au bout de cinq ans.

Ehsan ul-Haq a poursuivi sa carrière militaire en devenant en octobre 2001 secrétaire du comité d'état-major (*Chairman Joint Chiefs of Staff Committee*), l'organe militaire qui assure l'interface entre le gouvernement et les chefs des trois armes, un signe que Musharraf lui a conservé sa faveur. Promu pour l'occasion général quatre étoiles, il grille la politesse à quatre autres généraux plus qualifiés par leur ancienneté. Les amateurs de théories du complot y ont vu un indice supplémentaire de leurs thèses sur le 11 Septembre, à savoir qu'Omar Sheikh avait informé les généraux de sa connaissance, que ceux-ci avaient transmis l'information au directeur de l'ISI Mahmood Ahmed et à Musharraf, que tous ces gens-là avaient eu connaissance du projet d'attentat et n'en avaient rien dit. D'où

leurs difficultés ensuite quand Washington l'a appris. Mahmood Ahmed a dû partir. Aziz, Ehsan ul-Haq et Musharraf se sont adaptés[355].

Ashfaq Pervez Kayani directeur de l'ISI

Ashfaq Pervez Kayani a su dépasser les rivalités traditionnelles entre les différents services de renseignement, unifier leurs efforts dans l'enquête sur l'attentat commis contre le président Musharraf en décembre 2003 et conduire celle-ci à son terme[356]. Cela a contribué à sa nomination à la tête de l'ISI en octobre 2004.

Kayani est originaire de Jhelum, au Pendjab. Son père, prématurément disparu, était sous-officier. Kayani passe dans le cercle de ses camarades pour un soldat professionnel sans accointances politiques marquées. Avant de devenir chef du 10e corps d'armée de Rawalpindi, il avait été directeur des opérations (*Director General Military Operations*, DGMO) au quartier général. Quoique dépourvu d'expérience dans le domaine du renseignement, il faisait figure de candidat idéal à la succession d'Ehsan ul-Haq[357].

Comme son prédécesseur, il s'est efforcé de tenir l'ISI à l'écart des gros titres, sans toujours y parvenir. À tort ou à raison, selon les cas, on continue de penser et d'écrire, généralement sans preuves, que le service est à l'œuvre derrière nombre de disparitions et d'arrestations mystérieuses[358]. La plupart du temps, il est impossible de savoir qui est responsable, de la police, de l'IB, de la FIA ou de l'ISI. La presse mentionne les services secrets sans autre précision, les services restent vagues, et les victimes qui refont surface en état de choc ne disent rien.

L'affaire du *Chief Justice* Iftikhar Muhammad Chaudhry, lourde de conséquences pour Musharraf, n'échappe pas à la règle. L'ISI n'est pas au premier plan. Kayani est bien présent en mars 2007 lors de la rencontre décisive entre Chaudhry et Musharraf qui dénoue la crise, mais il se manifeste peu par la suite. Au contraire des chefs de l'IB et du MI, il n'a pas fait de déposition sous serment sur cette réunion devant la commission judiciaire qui enquêtait sur le limogeage de Chaudhry par Musharraf et qui l'a finalement annulé. Sa déclaration libre, à la décharge du président, lui permit d'éviter d'être vraiment entraîné dans cette affaire. Kayani était

présent quand Musharraf a rencontré Benazir Bhutto au début de l'été 2007 à Abu Dhabi et Musharraf l'a chargé de continuer les négociations avec elle à Londres en août 2007 pour envisager les conditions de son come-back politique et les modalités de sa future cohabitation avec le président. Il avait été *Deputy Military Secretary* pendant le premier gouvernement de Benazir Bhutto et il ne lui était donc pas inconnu. En même temps, sa présence signifiait qu'il avait la confiance de Musharraf.

L'ISI n'a pas été impliqué dans les événements de la Mosquée rouge (*Lal Masjid*) à Islamabad à l'été 2007. Ce sont des forces spéciales de l'armée commandées par des officiers du 10e corps qui ont donné l'assaut à la mosquée. La presse nationale et la presse internationale ont certes fait état de la proximité entre cette mosquée et le siège de l'ISI, du fait qu'elle était fréquentée par des collaborateurs de l'ISI et que certains mollahs avaient des liens avec le service, mais rien de concret n'a fait surface. Concernant l'ISI, la question qu'il faut se poser est moins de savoir s'il a été impliqué comme le pensent certains[359] que de se demander comment le service a pu ignorer la menace qui montait du côté de cette mosquée et pourquoi il est resté si longtemps sans réagir.

Le journaliste français Roger Faligot a avancé que « certains services de l'ISI utilisaient la mosquée pour des opérations clandestines dont le but était de faire pression sur le président Pervez Musharraf[360] », et plus précisément :

– que Musharraf n'avait pas confiance en l'ISI, particulièrement en la section du contre-terrorisme, et qu'il avait tenu le service éloigné de l'opération de reprise de la mosquée pour cette raison ;

– qu'on avait découvert dans les sous-sols de la mosquée un émetteur radio clandestin en lien direct avec le siège de l'ISI situé juste à côté.

Faligot dit sans autre précision qu'il a utilisé des sources américaines. Il conclut : « Kayani a été remplacé à la tête du service secret par quelqu'un de plus fiable le 21 septembre 2007 : le lieutenant général Nadeem Taj, ancien secrétaire de Musharraf et parent de sa femme. Un fait intéressant : dans les semaines qui suivent, la division antiterroriste de l'ISI, considérée comme compromise avec des groupes protalibans, a fait l'objet d'une purge[361]. »

Faligot constitue un bon exemple de spéculation journalistique sur cette affaire. Il n'y avait pas de centre de transmission sous la mosquée. Il n'explique pas pourquoi Musharraf a nommé Kayani vice-COAS, numéro deux de l'armée, au mois d'octobre 2007. La nomination de Kayani faisait de lui le possible futur chef de l'armée quand Musharraf quitterait l'uniforme. En ce qui nous concerne, nous pensons que l'explication réside dans le fait que Musharraf estimait Kayani en tant que soldat professionnel mais doutait de ses capacités politiques, et qu'ils s'étaient entendus sur un futur partage des rôles : la politique à Musharraf, le militaire à Kayani. C'est pourquoi il ne souhaitait pas que Kayani soit associé à l'assaut de la Mosquée rouge, et pourquoi il a tenu l'ISI à l'écart. Faligot n'a pas pris en compte cette dimension.

On sait que Kayani a fait de fréquents voyages aux États-Unis quand il était chef de l'ISI. Il s'agissait notamment de se concerter en matière de lutte contre les vestiges d'Al-Qaida dans les zones tribales du Pakistan. Kayani peut mettre à son actif l'arrestation d'Abu Faraj al-Libbi en mai 2005. Celui-ci était devenu le numéro trois d'Al-Qaida après l'arrestation de Khalid Sheikh Mohammed le 1er mars 2003. Il a été mêlé à l'attentat contre Musharraf de décembre 2003, ainsi qu'à celui contre le Premier ministre désigné Shaukat Aziz en 2004.

Concernant Oussama ben Laden, les sources sont muettes, on ne sait que penser. Fort de treize ans d'expérience au Pakistan, l'auteur croit que l'ISI n'ignorait rien de l'endroit où vivait Ben Laden. Qu'il était informé même s'il n'a peut-être pas directement contribué à cacher le fugitif. L'histoire de sa prétendue clandestinité des années durant dans les zones tribales frontalières est une fable. Ces régions grouillent d'« agents politiques » d'Islamabad qui savent très bien ce qui s'y passe et qui s'y trouve. Leur réseau comprend des informateurs dans les villes et dans les campagnes, des paysans et des bergers l'alimentent. Le jeune pasteur qui remarque un étranger dans son coin en fait part à sa famille qui en parle au doyen du village qui informe les agents du gouvernement. Il suffit de petites récompenses en argent et en services pour faire fonctionner ce réseau. On ne peut pas faire croire à quelqu'un qui connaît vraiment le pays ce qu'ont raconté les journalistes et les essayistes, à savoir que Ben Laden aurait réussi à passer inaperçu dans la zone frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan.

326. Le désappointement de Mahmood fut tel qu'il refusa de recevoir les félicitations de ses camarades à l'occasion de sa promotion au généralat trois étoiles.
327. Musharraf et le commandant de corps Mahmood Ahmed ont fait leur apparition avec quarante minutes de retard à l'exposé d'un général de brigade au quartier général en 1998. Parmi ceux qui durent attendre se trouvaient le chef de l'armée de terre Aziz et le directeur de l'ISI Ziauddin.
328. Mahmood se trouvait aux États-Unis depuis le 4 septembre 2001 pour une visite de routine. Les adeptes des théories du complot soutiennent que Mahmood l'avait fait exprès pour ne pas être associé aux attentats.
329. Le lieutenant général Yousaf a pris la succession de Khan au début de 1999 quand celui-ci a été nommé commandant du corps d'armée de Lahore par Musharraf. Le poste de CJCSC refusé par Mahmood a été pris par Mohammad Aziz Khan en 2002. Celui-ci était auparavant *Chief of general Staff* et il est devenu ensuite commandant du IV^{e} corps.
330. Le poste de CJCSC refusé par Mahmood a été pris par Mohammad Aziz Khan en 2002. Celui-ci avait été auparavant CGS et chef du corps de Lahore.
331. Explication donnée à l'auteur : « Quand vous avez été saqué à cause de divergences politiques, vous n'acceptez pas de poste. »
332. Mahmood avait fait le voyage en compagnie de trois dignitaires religieux dont trois furent assassinés en septembre 2007 pour des raisons politico-religieuses. Il s'agissait de Maulana Mohammad Hassan Jan, Mufti Nizamud Din Shamazai et Mufti Mohammad Jamil.
333. Il y a une exception : le responsable de la CIA Peter Gros a pu le rencontrer en août 2004 à Islamabad, officiellement pour discuter du terrorisme international.
334. Des bâtiments de l'ambassade avaient été détruits et 15 personnes tuées.
335. Le *Washington Post* soutenait en mai 2002 que c'est l'ISI qui payait son avocat.
336. Voir James Ridgeway, *The 5 Unanswered Questions about 9/11*, New York, Seven Stories Press, 2005, p. 144.
337. Manosh Josh, *Times of India*, 9 octobre 2002.
338. AFP, 11 septembre 2001, « India accuses ex Pakistan spy chief of links to US attacker ». Voir aussi James Ridgeway, *The 5 Unanswered*, *op. cit.*, p. 144. Le livre de Ridgeway est à notre avis l'un des plus objectifs et des mieux documentés sur le contexte des attentats du 11 Septembre.
339. Pearl avait l'intention d'interviewer Ali Shah Gilani, le chef du *Jamaat-ul-Fuqra*, l'organisation censée avoir équipé Reid pour sa tentative d'attentat.
340. Les services pakistanais ont laissé entendre après la mort de Pearl que celui-ci était un agent de la R&AW. Si c'était un agent, on doit plutôt penser à la CIA ou au Mossad. L'ISI devait redouter qu'il ne mette la main sur des informations concernant Dawood Ibrahim, un mafieux lié à l'ISI qui vivait à Karachi.
341. Les coupables étaient des membres du *Harkat-ul-Moudjahidine* (HUM) et du *Harkat-ul-Jihad-al-Islami* (HUJI).
342. Bernard-Henri Lévy, *Qui a tué Daniel Pearl ?*, Paris, 2003.
343. B. Raman tire ses informations de son ancien groupe de travail. Ses articles pour le *South Asian Analysis Group* (SAAG) sont bien informés quoique généralement hostiles au Pakistan.
344. *South Asia Terrorisme Portal*, 13 mars 2002.
345. Voir B. Raman, SAAG, *paper* n° 1458 du 15 juillet 2005, qui montre un Sheikh encore très actif dans le jihad, répandant de la propagande sur les prétendues profanations du Coran à Guantanamo en 2004, rencontrant dans sa prison les futurs auteurs des attentats de Londres du 7 juillet 2005, etc.
346. James Ridgeway, *The 5 Unanswered*, *op. cit.*, p. 139.
347. *Ibid.*

348. Muhammad Zaffir, *The News*, 6 octobre 2004.
349. Dans les années qui suivent, en 2004-2006, l'ISI a organisé des voyages au Pakistan pour des petits groupes de journalistes européens, soit un circuit de dix jours prévoyant des rencontres avec des ministres, des parlementaires, des hommes politiques, des mollahs et des représentants de l'ISI.
350. On sait que c'est Ehsan qui a réussi à convaincre Qazi Hussain de ne pas s'opposer à la première visite de Musharraf en Inde en juillet 2001, ce qui avait permis la tenue du sommet d'Agra.
351. La population des « zones tribales » (Federal Administered Areas) (FATA), qui ont un statut dérogatoire par rapport aux provinces pakistanaises administrées sur un mode parlementaire, ont une population d'environ 6 millions d'habitants. Elles se divisent en « agences » : Bajaur, Mohmand, Khyber, Orazkai, Kurram, Waziristan du Nord et du Sud.
352. Intikhab Amir, « Whose writ is it anyway? », *Herald*, Karachi, avril 2006, p. 81.
353. Un dignitaire pachtoune nous a déclaré que la mauvaise appréciation de la situation et les avis donnés par l'ISI à Musharraf avaient entraîné la perte de la région frontalière au bénéfice des extrémistes religieux.
354. *The News*, Karachi, 5 mai 2007, faisant référence à l'*International Institute of Strategic Studies* de Londres, dossier publié le 2 mai 2007: « Nuclear black markets: Pakistan AQ Khan and the rise of proliferation: a net assessment ».
355. Zahid Hussein dans le *Newsline* en octobre 2004 : « Le départ du général Aziz Khan a mis hors circuit le dernier des complices du coup d'État de Musharraf tandis que la sortie du lieutenant général Javed Hassan soldait les suites de Kargil. Le général Ahsan Salem Hayat est un proche de Musharraf et sa nomination comme numéro deux n'est pas une surprise… Le général Ehsan ul-Haq, le nouveau responsable du comité d'État – major interarmes, est un homme-clé de la coterie qui prend les décisions autour de Musharraf. Il a été mis à la tête de l'ISI après la purge de 2001. Son rôle a encore pris de l'ampleur quand l'ISI est devenu un outil de traque des fugitifs d'Al-Qaida. Haq, contrairement à ses prédécesseurs et malgré l'étendue de son pouvoir, se met peu en avant. »
356. Un membre subalterne des forces spéciales (SSG) faisait partie du complot, les autres accusés étaient de la piétaille islamiste. Le tribunal militaire a prononcé cinq condamnations à mort qui n'ont pas toutes été exécutées.
357. Sa fonction faisait de lui entre autres choses le responsable du « téléphone rouge » avec les Indiens dans les zones d'opérations.
358. Selon les organisations de défense des droits de l'homme, plus de 1 000 personnes ont été victimes de disparitions depuis 2001. Les services de renseignement et la police se renvoient la balle. Selon Asma Jehangir du HRCP, il y a des éléments qui prouvent l'implication de services fédéraux et beaucoup des personnes arrêtées ont été torturées (*Daily Times*, 6 octobre 2007). Ceux qui ont été relâchés ont dit qu'ils avaient été détenus par les militaires.
359. Selon un ancien militaire, Musharraf aurait dit à Kayani pendant l'affaire de la Mosquée rouge : « Restez en dehors de ça. Ce n'est pas votre affaire. » L'explication est plausible.
360. Roger Faligot, « Pakistan : les dessous de l'assaut de la Mosquée rouge », sur le site de *Rue 89*, 8 octobre 2007.
361. *Ibid.*

Chapitre 17

Cachemire, la vallée des troubles

Défenseurs de la foi et combattants de la liberté

Au cours des années 1980, le Jammu-et-Cachemire sous contrôle indien voit apparaître une nouvelle génération d'activistes anti-indiens d'inspiration islamiste. Les attentats à la bombe d'origine religieuse ou nationaliste ont commencé en 1988. Après une série d'explosions à Srinagar le 31 juillet 1988, on a pu parler d'une *intifada* du Cachemire. Une *intifada* dont le moment le plus critique est passé, mais qui couve toujours. La réaction de New Delhi a été tout de suite brutale et sanglante. La police locale n'étant pas fiable, la répression est de plus en plus confiée à l'armée et à des unités spéciales. Les hindous de haute caste sont exposés à des menaces et des attentats qui ont pour objectif de les contraindre à quitter le pays. De fait, un tout petit nombre d'entre eux est resté sur place après 1990. En 1989, le docteur Rubaya, fille du Premier ministre de l'État Mufti Mohammad Sayeed, a été enlevée et échangée contre cinq activistes clandestins. En 1991, le Premier ministre indien Chandra Shekhar est contraint de passer par l'intermédiaire du Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif pour obtenir la remise en liberté de Nahida Imtiaz, la fille d'un député, ce que les Indiens ont trouvé très humiliant.

Au début des années 1990, il y a plus de trente organisations politico-religieuses radicales au Jammu-et-Cachemire, dont quelques-unes exigent une islamisation complète du pays et s'en prennent à des bars, à des cinémas, à des salons de beauté, etc. Les femmes qui ne portent pas le voile courent le risque d'être attaquées à l'encre ou à l'acide. Le 21 janvier 1990, l'armée indienne a commencé à perquisitionner des habitations, ce qui a scandalisé le camp musulman. Les forces de sécurité ont réagi de façon disproportionnée. Brutalités, viols, meurtres du fait de l'armée et des unités spéciales de la police sont choses courantes au Cachemire.

À partir de 1993, les organisations anti-indiennes forment un front commun. L'ISI les assiste pour la formation du *All Parties Hurriyat*

Conference (APHC) regroupant des dizaines de mouvements qui diffèrent par la tactique et la stratégie, mais qui partagent la revendication d'une autodétermination du Cachemire. Leurs modes d'action sont les manifestations, les boycotts, les attentats. La situation politique très instable du Pakistan a provoqué des scissions dans l'APHC. Il y a une mouvance propakistanaise et une mouvance indépendantiste. L'APHC organise des protestations et des boycotts, par exemple le boycott des élections législatives de 1996 et de 2002. Son action lors des élections de 2002 a montré les limites des appels au boycott assortis de menaces. La participation électorale dans l'État a atteint le niveau respectable de 45 % et les observateurs indépendants ont qualifié ces élections de relativement libres. L'APHC doit constater que son influence politique est limitée à la vallée du Cachemire même et ses divisions vont en s'aggravant. Elle exige l'ouverture d'un dialogue entre l'Inde et le Pakistan et d'y être associée. Après s'être longtemps montré inflexible, New Delhi semble évoluer vers la négociation avec les éléments les plus modérés de l'APHC. Islamabad soutient sélectivement les groupes propakistanais. Les leaders des fractions indépendantistes et propakistanaises se disputent la représentation du mouvement. L'ISI continue de soutenir les factions propakistanaises.

L'ISI au Cachemire

Le résistant des uns est le terroriste des autres. Le président Zia ul-Haq a beaucoup contribué à la situation qui s'est installée au Cachemire dans les années 1990. L'ISI a mis en place à partir de 1988 des camps d'entraînement destinés aux jeunes militants de la vallée du Cachemire. Au début, il s'est servi du *Jammu Kashmir Liberation Front* (JKLF) pour recruter des activistes qu'il entraînait et équipait. L'argent provenait du trafic de drogue, des pays du Golfe et des collectes dans les mosquées d'Europe, d'Amérique et du Pakistan. On a pu faire appel à des moudjahidine vétérans de l'Afghanistan, recruter de nouveaux combattants dans les provinces pakistanaises du Pendjab et de la Frontière-du-Nord-Ouest, ainsi que des étrangers. Les camps d'entraînement des volontaires cachemiris se situent dans l'Azad Kashmir, près de la ligne de séparation ; ceux des Pakistanais et des étrangers, au Pendjab et dans la province de la Frontière-du-Nord-Ouest[362].

Quand le JKLF s'est orienté plus décidément vers l'indépendance du Cachemire sous la direction d'Amanullah Khan et de Yasin Malik au début des années 1990, l'ISI l'a laissé tomber et l'a remplacé par un parti fondé en 1989 au Pakistan, le *Hizbul Mujahideen* [Parti des guerriers de la foi], bras armé au Cachemire du *Jamaat-e-Islami* pakistanais dont le programme inclut le rattachement du Cachemire au Pakistan. Le *Hizbul Mujahideen* est devenu la plus puissante des organisations cachemiries. Le 27 octobre 1990, il a adopté une résolution en faveur du rattachement au Pakistan. Au-delà, il milite pour l'islamisation de la société : prohibition de l'alcool, port du voile obligatoire, etc. Ses membres sont généralement à l'origine des agressions à l'acide contre les femmes.

Le *Harkat-ul-Moudjahidine* [Mouvement des guerriers de la foi] s'est beaucoup renforcé après la chute de Kaboul en 1992, en récupérant des combattants venus d'Égypte, de Tunisie, d'Algérie, de Bosnie, du Tadjikistan, de Tchétchénie, de Birmanie et des Philippines, et il a étendu ses opérations au Cachemire. L'organisation est basée au Pakistan. Son chef est Maulana Fazlur Rehman Khalil, qui entretient des liens avec le *Hizbul Mujahideen.* C'est un groupe dissident du *Harkat-ul-Moudjahidine,* le *Harkat-ul-Moudjahidine al-Alami* qui a commis des attentats contre les coopérants français de la Direction des constructions navales à l'hôtel *Sheraton* de Karachi ainsi que contre le consulat américain. Le *Harkat-ul-Moudjahidine* a porté de 1993 à 1997 le nom *Harkat-ul-Ansar*. Il a repris son ancien nom en 1997 quand il a été inscrit sur la liste des organisations terroristes du gouvernement américain en raison de ses liens attestés avec Oussama ben Laden. Le président Musharraf l'a inscrit sur la liste pakistanaise des organisations terroristes et l'a interdit en 2002. En réaction, il s'est réorganisé, a adopté le nom de *Jamaat-ul-Ansar* [Armée des compagnons] et a absorbé des groupes dissidents d'autres organisations comme le *Harkat-ul-Jihad-al-Islami.* Musharraf l'a derechef interdit sous sa nouvelle forme à la demande des Américains.

Il faut mentionner aussi d'autres groupes qui commencent à faire parler d'eux dans les années 1990 comme le *Lashkar-e-Taiba*[363] [Au service du Coran] et le *Jaish-e-Mohammed* [Armée du prophète Mahomet], qui ont une forte capacité de recrutement et organisent des attentats suicides. Ils font partie de la clientèle de l'ISI. Le *Lashkar-e-Taiba* est à l'origine de

l'attentat commis contre le Parlement de New Delhi en décembre 2001, et le *Jaish-e-Mohammed*, dirigé par Maulana Masood Azhar, a des liens prouvés avec Al-Qaida[364]. Ses militants ont été impliqués dans l'enlèvement de Daniel Pearl.

Quand l'Inde et le Pakistan sont passés tout près de la confrontation militaire directe le long de la ligne de contrôle en 2002, Musharraf a annoncé qu'il fermerait les camps d'entraînement de l'Azad Kashmir, ce qui laissait 1 500 jihadistes sur le carreau[365]. À la mi-novembre 2003, Musharraf prend de nouvelles mesures d'interdictions contre les organisations jihadistes. Pour certaines, qui s'étaient réorganisées sous un autre nom, c'est la deuxième fois[366]. Le *Hizbul Mujahideen* n'a pas été touché parce qu'il est considéré par les autorités pakistanaises comme une organisation purement cachemirie que le Pakistan n'a pas à interdire, ni le *Lashkar-e-Taiba*, qui a changé de nom pour devenir le *Jamaat-ud-Dawa.* Islamabad s'est borné à déclarer vouloir tenir ces deux organisations sous surveillance.

New Delhi a renforcé sa présence militaire dans les années 1990 pour faire face au terrorisme transfrontalier. L'effectif des troupes stationnées au Jammu-et-Cachemire a atteint 500 000 hommes. Les Indiens ont beaucoup de preuves de l'implication du Pakistan dans le soulèvement et ils dénoncent le « terrorisme ». Le Pakistan dément apporter un quelconque soutien militaire à la rébellion, ne reconnaissant qu'un appui politique et moral à une résistance dirigée contre une annexion contraire au droit. Il a entrepris une campagne de propagande à l'échelle de la communauté internationale contre les exactions des militaires indiens, les souffrances de la population du Cachemire et les violations des droits de l'homme par les Indiens. Il réclame depuis des années que l'ONU se saisisse du dossier du Cachemire et tente de l'internationaliser pour forcer l'Inde à ouvrir des négociations. Le nombre des victimes du conflit n'est pas précisément connu. Les sources pakistanaises parlent de 80 000 victimes, les Indiens de 40 000[367].

La situation au Cachemire en 2014

Ancré dans la conception même que le Pakistan et l'Inde se font de leur État, le conflit du Cachemire a une dimension symbolique particulière depuis ses débuts. Le Pakistan prétend agir en faveur du droit des musulmans d'Asie méridionale à l'autodétermination et faire acte de solidarité. C'est la raison de son soutien aux séparatistes musulmans. La « libération » du Cachemire réparerait un tort historique, et serait la confirmation de la théorie de Jinnah sur les deux nations. Du côté indien, le Cachemire illustre les théories de Gandhi et de Nehru qui font de l'Inde un État séculier appelé à accueillir en son sein toutes les confessions du sous-continent[368]. En tant qu'unique État de l'Union indienne à majorité musulmane, le Cachemire prouverait la validité de la théorie de la nation unique. La création du Bangladesh en 1971 infirmerait du reste la théorie pakistanaise des deux nations.

Le conflit du Cachemire revêt par ailleurs de plus en plus une dimension géostratégique, en particulier autour de la question de l'eau. Trois des six grandes rivières du bassin de l'Indus passent par le Cachemire[369]. Celui qui contrôle le Cachemire maîtrise une grande partie de la ressource en eau. La répartition de l'eau est régulée par un traité de 1960 conclu sur l'entremise de la Banque mondiale[370], mais celui-ci risque de ne pas tenir longtemps étant donné l'augmentation des besoins des deux pays pour l'agriculture et la production d'électricité. Islamabad dénonce déjà les empiètements de New Delhi à l'occasion de la construction de nouvelles centrales hydrauliques du côté indien.

D'innombrables propositions de résolution ont circulé au cours des dernières décennies, aucune ne s'est révélée applicable. L'Inde serait disposée à accepter une solution sur la base du *statu quo*. Selon la Constitution indienne, le Jammu-et-Cachemire est désormais intégré à l'Union indienne. Cela n'est pas satisfaisant pour le Pakistan qui veut au moins la « restitution » de la vallée du Cachemire. L'APHC compte des indépendantistes et des artisans du rattachement au Pakistan soutenus par l'ISI. Le seul élément nouveau est l'apparition d'un courant « réaliste » conscient de la longue souffrance des populations qui serait prêt à une évolution du statut de la région dans le cadre de la Constitution indienne.

Le Cachemire reste donc un terrain d'action privilégié pour l'ISI. Il a toujours sous la main les auxiliaires dont il a besoin : le *Hizbul Mujahideen*

et, sous d'autres noms, le *Lashkar-e-Taiba* et le *Jaish-e-Mohammed*, ou des organisations issues de scission de ces partis[371]. Parmi les groupes de moindre importance, Al-Badar existe toujours et d'autres sont apparus, comme le *Save Kashmir Movement* et l'*United Jihad Council*. Les services de sécurité indiens pensent qu'il y a toujours (en 2007) 1 500 à 3 000 combattants cachemiris au Pakistan. Ils vivent dans six ou sept camps gérés par l'ISI au Pendjab pakistanais. Il y aurait en plus une demi-douzaine de camps d'entraînement dans l'Azad Kashmir où 300 à 500 jihadistes seraient en cours de formation avant d'être ventilés dans d'autres camps plus petits[372].

À partir de 2003, quand les pressions américaines pour désamorcer la tension militaire sur la ligne de contrôle ont fait effet, il n'y a plus que des accrochages mineurs. Les forces de sécurité indiennes ont fait des progrès dans la surveillance de la ligne. L'infiltration au Jammu-et-Cachemire est devenue très risquée. Des moyens de surveillance sophistiqués ont été installés et les unités de gardes-frontières sont devenues beaucoup plus efficaces et mieux formées. Les agents et les combattants ont été contraints de chercher un autre itinéraire d'infiltration, et la route qui passe par le Népal et le Bangladesh s'est avérée la meilleure.

Mi-2009, certaines sources ont fait état du rappel de vétérans jihadistes de l'Afghanistan et du Pakistan pour renforcer et réactiver les groupes stationnés en Azad Kashmir. Elles signalent aussi la reprise des recrutements de jeunes combattants et des tentatives de rappel de combattants ayant déposé les armes.

En 2013, les violations du cessez-le-feu le long de la ligne de contrôle sont allées au-delà des échanges de tirs d'armes automatiques et des tirs d'artillerie occasionnels. Des jihadistes infiltrés ont attaqué des postes de la police et de l'armée. Ils ont décapité des prisonniers indiens. En riposte, l'Inde a envoyé des forces spéciales au-delà de la ligne et le Pakistan a fait preuve de compréhension. Tout ceci ne fait que confirmer l'absence de perspective de solution durable.

L'ISI a communiqué à l'auteur en 2015 un mémoire sur sa position concernant le Cachemire.

> Le litige du Cachemire est le plus long de l'histoire contemporaine, c'est le volet inachevé de la partition du sous-continent. Ce n'est pas un simple différend territorial puisqu'il a des

conséquences sur la vie, les aspirations et le futur de plus de 17 millions de Cachemiris. La revendication pakistanaise sur le Cachemire est fondée sur le principe du choix démocratique, celui du droit à l'autodétermination des Cachemiris, et sur des siècles de liens historiques et culturels partagés, d'affinités religieuses et de connexions géographiques. La revendication indienne sur le Cachemire ne repose que sur l'adhésion forcée à l'Inde du dernier souverain de l'État du Cachemire au mépris des règles et des principes historiques, culturels et démocratiques. Le mouvement de libération de la partie du Cachemire occupée par l'Inde a sa source dans la négation du droit des Cachemiris à l'autodétermination, dans le non-respect des droits de l'homme et dans la mauvaise gouvernance. L'Inde joue le *statu quo* et ne fait aucun effort pour trouver une solution au conflit tandis que le Pakistan a fait à plusieurs reprises des propositions situées entre le *statu quo* et des approches nouvelles. L'Inde n'a jamais consenti à quoi que ce soit, même pas à la liberté de circulation des Cachemiris.

362. Robert Gates, le futur responsable de la CIA, a fait des voyages au Pakistan pour rendre visite aux autorités et il évoque 31 camps de ce genre (*The Nation*, Lahore, 13 juin 1990).
363. Le *Lashkar-e-Taiba* (LeT, ou *Taiba*) est considéré comme la branche armée du *Markaz-al-Dawa-al-Irshad* (Centre pour la prédication et le prosélytisme) créé par le professeur Hafiz Mohammad Said. Son siège est à Muridke près de Lahore. Au fil des ans, le LeT a fait des collectes publiques pour le jihad au Cachemire. Hafiz Mohammad Said lors d'un rassemblement à Karachi a dit : « Il ne peut pas y avoir de paix tant que l'Inde reste intacte. Coupez-les ! Coupez -es ! » Le journal indien *The Pioneer* écrivait le 1er janvier 2003 : « Le *Lashkar-e-Taiba* achète des terres dans tout le Pakistan, particulièrement dans le Sindh et dans le Pendjab, pour accroître sa base. Hafiz Saed n'est plus assigné à résidence, il court le pays pour mobiliser, recruter et trouver de l'argent au service de ses projets terroristes au Cachemire et ailleurs en Inde. »
364. La connexion est attestée par exemple avec Khalid Sheikh Mohammad. De plus, des memebres du Jaish-e-Mohammad ont participé à l'enlèvement de Daniel Pearl.
365. Les spécialistes parlent de 5 000 à 8 000 combattants passés par les camps de l'Azad Kashmir.
366. Voir Imtiaz Alam, « Banning the banned », *The News*, 17 novembre 2003 ; « la réémergence des anciens *Tehriki-Jafaria Pakistan*, *Jaish-i-Mohammad* et *Lashkar-e-Taiba* sous de nouveaux noms ne fait que montrer les limites des mesures d'interdiction par voies légales contre des groupes radicaux très bien organisés et enracinés… Se contenter de garder un œil sur le *Jamaat-ud-Dawa* et laisser le *All Parties Hurriyat Conference* aux mains d'une faction montre que nous sommes très loin de tirer les leçons d'une mauvaise politique. »
367. Chiffres de 2007. Selon les données d'un spécialiste allemand de l'Asie du Sud, les pertes dans la guerre civile du Cachemire entre 1988 et 1996 s'élèvent à 13 000 civils, 1 800 militaires et 7 000 rebelles parmi lesquels 400 étrangers, presque tous afghans. Il y a eu 25 000 arrestations et 2 500 redditions. Le volume d'armes saisies pourrait équiper une division d'infanterie. Dietrich Reetz, « Optionen für Indien und Pakistan in Kaschmir: Anatomie eines Konfliktes », *in* Werner Draghun, *Indien 2000: Politik, Wirtschaft, Gesellschaft*, Hamburg, Institut für Asienkunde, 2000.
368. Les responsables politiques indiens soulignent constamment qu'il y a autant de musulmans en Inde qu'au Pakistan.
369. Le bassin de l'Indus va de l'Himalaya au nord jusqu'à la mer d'Arabie au sud. Il couvre 450 000 miles carrés, soit autant que l'Allemagne, la France et l'Italie réunies.
370. Voir René Klaff, « Wasser-Konfrontation oder Kooperation », *in Der Induswasserkonflikt*, Jörg Barandar, Nomos Verlag, Baden-Baden. L'*Indus Water Agreement* a été signé le 19 septembre 1960. Il définit les droits d'usage sur l'eau de l'Indus. Les contentieux portent principalement sur les

rivières Jhelum, Chenab, Ravi, Sutlej et Beas, qui viennent respectivement du Tibet, du Cachemire indien et, pour les trois dernières, de l'Hymalaya indien.

371. Le *Lashkar-e-Taiba* s'est scindé en deux, le *Al-Mansurin* et le *Al-Nasirin.*

372. Selon des sources indiennes, on comptait en 2008 36 camps hébergeant 3 660 personnes. New Delhi donne les noms et la localisation de ces camps de façon crédible. Les plus importants sont ceux de Muzaffarabad et de Kotli, où se fait l'entraînement de base des nouvelles recrues. Les camps Danna et Abdul-bin-Masud à Muzaffarabad et le camp Badli de Kotli appartiennent au LeT. Le *Hizbul Mujahidin* a le camp nommé Jangal Mangal à Muzaffarabad et un autre camp à Mangla.

Chapitre 18

Le temps des turbulences

(2007-2010)

L’année 2007, début du changement

L’année 2007 a été celle des turbulences politiques pour le Pakistan. Le limogeage du président de la Cour suprême Iftikhar Muhammad Chaudhry par Musharraf a provoqué un mouvement de protestation des juristes. Ce mouvement a fait tache d’huile jusqu’à devenir une contestation générale du régime. La protestation visait particulièrement le cumul des fonctions de président et de chef de l’armée par Musharraf et son intention de se présenter en uniforme devant le Congrès chargé d’élire le président pour un mandat de cinq ans. Mal conseillé, tactiquement maladroit, Musharraf voit son autorité et sa popularité sombrer rapidement face à la contestation. Le 20 juillet, une commission d’enquête de la Cour suprême rétablit Chaudhry dans ses fonctions. Le président a perdu la face.

L’autre épisode marquant a lieu à la Mosquée rouge en plein centre d’Islamabad. La mosquée est occupée par un groupe d’islamistes radicaux. Après avoir longtemps hésité, Musharraf ordonne l’assaut par les forces spéciales[373] en juillet 2007. Il y a beaucoup de victimes, dont des femmes et des enfants qui faisaient partie des écoles religieuses de la mosquée. En réponse, une vague d’attentats vise l’armée et les forces de sécurité à travers tout le pays.

En août, la Cour suprême établit que l’ex-Premier ministre Nawaz Sharif a le droit de vivre au Pakistan et d’y revenir s’il le souhaite. En violation de cette décision de justice, il est arrêté à l’aéroport dès son arrivée à Lahore le 10 septembre et remis dans un avion pour l’Arabie saoudite quatre heures plus tard. Le 5 octobre, Musharraf publie une « ordonnance de réconciliation nationale » qui met fin à toutes les poursuites engagées contre des hommes politiques entre le 1er janvier 1986 et le 12 octobre 1999. Les principaux bénéficiaires de cette amnistie sont clairement Benazir Bhutto et

Altaf Hussain. Le lendemain, Musharraf est élu président pour cinq ans par 384 voix (55 %) sur 702. Le 18 octobre, Benazir Bhutto rentre d'un exil de huit ans. L'accueil triomphal que le PPP lui a organisé à Karachi se transforme en bain de sang. Un attentat suicide et des tirs de snipers tuent 135 personnes et en blessent plus de 400. Benazir Bhutto elle-même y échappe de peu.

Le 3 novembre 2007, le président Musharraf déclare l'état d'urgence. La Constitution est temporairement et partiellement suspendue, le Parlement n'est pas dissous. Le 13, après la démission du Premier ministre Shaukat Aziz, le président reçoit la prestation de serment du président du Sénat Muhammad Mian Soomro chargé de former un gouvernement provisoire. Musharraf justifie son geste comme une réponse à la menace sur la substance même du pays que constituerait l'ingérence politique des magistrats. Les jours précédents ont été marqués par une nouvelle vague d'attentats faisant de nombreuses victimes, et par des troubles locaux. Des extrémistes religieux prennent le contrôle d'une partie de la vallée de Swat. Le pays semble sombrer dans le désordre.

La simultanéité de la proclamation de l'état d'urgence et d'un nouveau limogeage de Chaudhry montre que Musharraf craint qu'une Cour suprême présidée par celui-ci n'émette un avis négatif sur la régularité de son élection. Il y a déjà six recours déposés contre celle-ci ou en voie de l'être. La cour a approuvé la tenue de l'élection, mais elle a suspendu la validation des résultats à l'issue des recours. Remplacer Chaudhry par Abdul Hameed Dogar, un homme à lui, doit permettre à Musharraf de verrouiller le résultat.

Les manifestations de résistance à l'état d'urgence s'amplifient, on fait donner la police contre les manifestations d'hommes politiques, de magistrats, d'avocats et de journalistes. Des leaders de la contestation sont arrêtés, dont, pour quelques jours, Hamid Gul. L'ancien directeur de l'ISI, septuagénaire, retraité, est devenu un adversaire déclaré de Musharraf qu'il accuse de trahir les intérêts du Pakistan. Hamid Gul dénonce l'état d'urgence comme étant une dictature militaire déguisée. Pendant son internement, on le prive même de ses médicaments.

Benazir Bhutto proclame son opposition à l'état d'urgence et exige le rétablissement de Chaudhry. Elle appelle à manifester et le PPP prépare des manifestations de masse. De Lahore, elle organise une marche sur Islamabad. Le gouvernement de Lahore l'interdit et l'assigne à domicile

pour sept jours en invoquant le risque d'attentats avec le précédent de Karachi. Impressionné par l'ampleur des protestations, tancé par Washington, Musharraf annonce le 9 novembre qu'il va rapidement lever l'état d'urgence et que des élections législatives auront lieu début janvier 2008. Il fait aussi savoir que les services secrets ne s'en mêleront pas et qu'il va quitter l'armée.

À ce point, Benazir Bhutto estime que l'accord de partage du pouvoir qu'elle a conclu en exil avec Musharraf n'a plus aucune chance d'être accepté par l'opinion publique et qu'elle peut espérer une victoire électorale du PPP. Elle déclare qu'elle ne peut pas gouverner avec Musharraf, un président qui s'en prend à la justice, piétine la Constitution, impose l'état d'urgence. La combinaison politique mise au point par Musharraf et acceptée par le gouvernement américain de Bush s'effondre. Le 18 novembre, le secrétaire d'État adjoint aux Affaires étrangères américain, John Negroponte, arrive à Islamabad. Washington redoute un effondrement de l'ordre public au Pakistan et s'inquiète pour les armes nucléaires. Negroponte demande à Musharraf de mettre rapidement fin à l'état d'urgence et à Benazir Bhutto de respecter ses engagements antérieurs. Musharraf veut bien confirmer la date des élections, mais il regimbe devant la levée immédiate de l'état d'urgence. Benazir Bhutto redevient plus conciliante et refuse de s'engager dans un projet d'union nationale de tous les partis d'opposition contre le président et le gouvernement provisoire. L'Américain rentre au pays sur un demi-succès. Le 22 novembre, la cour reconstituée selon la volonté de Musharraf rend un avis conforme à ses attentes. Une chambre de onze juges confirme la légalité du scrutin du 6 octobre. Pourvu qu'il quitte l'armée, la voie est libre pour un nouveau mandat de cinq ans.

Pendant toute cette période, l'ISI s'est en apparence tenu tranquille. Cependant, à la direction, les alarmes clignotent. L'ISI sait par des membres du PPP que Benazir Bhutto pense que le gouvernement et l'ISI étaient au courant à l'avance de la tentative d'attentat faite contre elle à Karachi. L'époux de Benazir Bhutto avait dénoncé depuis Dubai l'implication de l'ISI. On n'a pas oublié qu'en exil, Benazir Bhutto elle-même avait annoncé que quand elle reviendrait au pouvoir, elle ne s'opposerait ni à l'interrogatoire du docteur A. Q. Khan par l'Agence internationale de l'énergie atomique ni à la remise à l'Inde de Dawood Ibrahim. Elle n'avait

pas non plus formellement condamné les frappes américaines contre les talibans et contre Al-Qaida sur le territoire pakistanais, et on lui prêtait des projets de réforme des services secrets[374].

La hiérarchie militaire s'inquiète des derniers attentats contre l'armée et contre l'ISI. En septembre 2006, il y a eu une tentative ratée d'attaque à la roquette contre le siège de l'ISI à Islamabad, un fait sans précédent, et deux attentats à Rawalpindi contre l'antenne de l'ISI et contre des collaborateurs du service peu après l'affaire de la Mosquée rouge. Un autre attentat a coûté la vie à un officier du SSG, et, le 4 septembre, l'attaque d'un véhicule transportant des officiers de l'armée et d'un bus de l'ISI entraîne la mort de vingt-cinq personnes. Le 24 novembre, deux autres attentats sont perpétrés à Rawalpindi. Une attaque suicide contre l'ancien camp d'Ojhri converti en bâtiment de l'ISI tue trente-quatre personnes et, presque simultanément, un autre kamikaze tue deux gardes devant l'entrée du quartier général. Le 4 novembre, une femme fait exploser une bombe devant le bureau de l'ISI à Peshawar sans faire d'autre victime qu'elle-même. La série continue en 2008, 2009, 2010 : des actions qui visent l'armée, la police, l'ISI et qui font beaucoup de victimes. Parmi les plus spectaculaires, on relève l'attaque du quartier général à Rawalpindi (octobre 2009) et des attentats contre une mosquée fréquentée par des militaires pour la prière du vendredi, contre le bureau de l'ISI et contre l'académie de police de Lahore[375].

À la mi-novembre 2007, la Cour suprême reçoit un recours contre la réélection de Musharraf. Les juges doivent voter et l'ISI lance une campagne clandestine. Au moins trois juges reçoivent des films qui les montrent en situation compromettante avec des femmes. Les dames recrutées par l'ISI s'étaient présentées comme des récompenses pour services rendus et les juges ne s'étaient pas gênés. D'autres avaient reçu des vidéos de leurs filles. Le message était clair : les militaires voulaient une décision de la cour en faveur de Musharraf. Et ils l'ont obtenue. Cette fois-ci, les manipulations de l'ISI ont porté[376].

Les ennuis de Musharraf ne sont pas terminés pour autant. Le 25 novembre, Nawaz Sharif fait son retour au Pakistan. Trois mille supporters lui font un triomphe à Lahore et il s'empresse de déclarer lui aussi qu'il ne reconnaît pas la légitimité de Musharraf comme président, même en civil. Il exige le rétablissement des anciens juges de la Cour

suprême. Il joue le démocrate convaincu, non sans succès. On oublie qu'une fois au pouvoir, il avait lancé ses partisans contre la Cour suprême, qu'il avait voulu en finir avec les institutions démocratiques et s'était fait commandeur des croyants.

Nadeem Taj chef de l'ISI (2007-2008)

Le lieutenant général Nadeem Taj est nommé à la tête de l'ISI par Musharraf le 21 septembre 2007. Il est issu de l'infanterie et on le disait encore plus proche de Musharraf que Kayani, il lui était lié depuis des années. Taj avait été le secrétaire militaire de Musharraf quand celui-ci était général de brigade. Il faisait partie de la suite du général au moment du vol fatal entre Sri Lanka et le Pakistan en octobre 1999. Il avait conservé ce poste après sa promotion et l'accession de Musharraf à la présidence et il avait été promu général de division en février 2000. Il était dans la voiture du président quand celui-ci avait fait l'objet d'une première tentative d'attentat en décembre 2003 et il avait été nommé responsable du MI aussitôt après. À ce poste, il avait suivi les élections parlementaires de 2002 et organisé en toute discrétion les discussions avec Benazir Bhutto. Après le MI, il avait commandé la 11e division d'infanterie de Lahore, puis avait été nommé responsable de l'académie militaire de Kakul. Où il était encore en fonction au moment de sa nomination à l'ISI. On voit que Musharraf mettait en lui de grands espoirs et qu'il était promis aux plus hauts postes.

Le président Musharraf est parti pour l'Arabie saoudite quelques jours avant le retour de Nawaz Sharif fin novembre 2007. Le lieutenant général Nadeem Taj tout juste nommé à la tête de l'ISI l'accompagnait.

Il y a deux versions du voyage à Riyad. L'une prétend que Musharraf voulait obtenir des Saoudiens qu'ils empêchent le retour de Nawaz Sharif et que la Maison royale ne l'avait pas suivi[377]. Riyad préférait que Nawaz Sharif retourne au Pakistan. Les Saoudiens trouvaient qu'il correspondait mieux à leurs intérêts que Benazir Bhutto, trop proche des Américains. Deux voitures blindées lui avaient même été offertes pour son retour. L'autre version dit qu'il s'agissait simplement d'envisager la période qui s'ouvrait avec le retour de l'ancien Premier ministre. La hiérarchie militaire et les conseillers de Musharraf étaient de plus en plus hostiles à Benazir Bhutto. Ils cherchaient des moyens de la contrer et de prévenir une majorité

absolue du PPP aux élections de janvier 2008. Nawaz Sharif et sa PML pouvaient amoindrir les résultats du PPP et contribuer à un résultat électoral plus confortable pour le président. Le fait que Nadeem Taj soit resté à Riyad pendant que Musharraf visitait les lieux saints donne du crédit à cette vision des choses. Il y avait encore des détails à régler.

Adieux aux armes

Le 26 novembre 2007, Musharraf commence sa tournée d'adieux aux armées. Il rappelle aux soldats qu'ils sont les garants de l'existence du Pakistan. Deux jours après, il démissionne de ses fonctions de chef des armées. Le président Musharraf est devenu un civil. Pendant les sept années de sa présidence, Musharraf a bénéficié d'un soutien populaire. En 2006, sa politique était approuvée par 60 % de l'opinion. Par la suite, son sens politique a été brouillé par l'arrogance du pouvoir et cela a conduit au conflit avec le pouvoir judiciaire et à sa chute.

Comme prévu, Ashfaq Kayani, général d'armée et son adjoint depuis le mois d'octobre, lui succède à la tête de l'armée. Selon certaines rumeurs, Kayani envisage des changements dans l'armée et dans l'ISI.

Voici ce qu'en dit Amir Mir, dans un article intitulé « *General Kayani to remove Mush loyalists* » [Le général Kayani à la veille de se débarrasser des fidèles de Musharraf] : « Kayani est très tenté de changer les têtes de la hiérarchie, jusqu'au niveau du directorat de l'ISI et de certains corps d'armée loyaux à Musharraf. […] Selon des sources bien informées, le général Kayani a décidé de changer le directeur et les quatre responsables provinciaux de l'ISI avant la fin 2008[378]. »

Pour Pervez Musharraf, la vie continue. Il prête serment en tant que président le 29 novembre pour un nouveau mandat de cinq ans. Son mandat lui donne autorité sur les forces armées et il préside le Conseil de sécurité nationale. Le Premier ministre qui sortira des élections de janvier 2008 cohabitera avec un président non dépourvu de pouvoir. Benazir Bhutto et le PPP s'emploient préventivement à le réduire. Leur programme électoral prévoit la suppression du Conseil de sécurité nationale et le retour à un comité de défense gouvernemental tel qu'il existait avant Musharraf. Cette configuration donnerait la présidence de l'institution au Premier ministre et

amoindrirait le pouvoir présidentiel. De plus, ils exigent que les dictateurs militaires rendent des comptes. C'est une déclaration de guerre.

Assassinat

Le 27 décembre 2007, Benazir Bhutto rencontre le président afghan Hamid Karzai. Elle lui a été présentée comme la future chef du gouvernement pakistanais. L'après-midi, elle se rend à Rawalpindi pour la campagne électorale. Elle doit prendre la parole à l'endroit même où un autre Premier ministre, Liaquat Ali Khan, a été assassiné en 1951. Comme d'habitude, beaucoup de gens sont venus l'entendre et comme d'habitude, elle se prête au contact direct avec la foule. Debout dans sa voiture, elle passe au milieu des acclamations.

Le déroulement de l'attentat a été raconté de façon contradictoire. Il y avait au moins un kamikaze et des coups de feu ont été tirés. Les rapports officiels ne sont pas clairs quant aux causes de la mort, ils évoquent tantôt une balle dans la tête, tantôt une fracture du crâne causée par l'explosion. À la demande de son mari, aucune autopsie n'est pratiquée. Conformément aux prescriptions de l'islam, la dépouille est rapidement inhumée dans le fief familial près de Lakarna dans le Sindh. On ne sait toujours pas qui a vraiment commis l'attentat[379].

Le gouvernement trouve un coupable facile en la personne de Baitullah Mehsud, le leader du *Tehrik-e-Taliban* (TTP) au Waziristan du Sud, soi-disant sur la base d'écoutes téléphoniques. Mehsud dément et l'opinion publique semble disposée à le croire. Elle soupçonne plutôt l'establishment, l'ISI ou les proches de Benazir Bhutto. Zardari et les chefs du PPP se gardent d'accuser l'ISI ou les militaires. Eux pensent à trois personnes déjà citées par Benazir Bhutto dans l'éventualité d'un attentat contre sa personne : le général de brigade en retraite Ijaz Shah, directeur de l'IB, le Premier ministre de la province du Pendjab Pervez Elahi, de la PML-Q, et le vieil Hamid Gul[380], dont on peut douter que l'âge, l'état de santé et l'influence réelle à ce moment-là lui aient permis d'avoir les hommes et les moyens d'agir. Donnons la parole à un expert indien qui, une fois n'est pas coutume, dédouane Musharraf et ses partisans quelques jours après les faits. Interrogé sur l'éventualité d'une implication de Musharraf et de la hiérarchie militaire, B. Raman déclare :

> C’est peu vraisemblable. Musharraf et la hiérarchie militaire avaient tiré les leçons du caractère contre-productif de l’attentat de Karachi du 18 octobre 2007. Ils étaient mécontents des allusions permanentes de Benazir Bhutto et de sa promptitude à se plaindre auprès de ses amis américains. Ils voulaient la marginaliser et l’empêcher de redevenir Premier ministre, mais c’est un objectif qu’ils auraient pu atteindre par les méthodes pakistanaises habituelles, comme la manipulation et le truquage des élections. Ils n’en étaient pas réduits à une action radicale, pas au point de la faire assassiner. Et s’ils l’avaient fait, ils l’auraient fait par exemple à Peshawar, mais pas à Rawalpindi où c’était très difficile pour eux de dissimuler les choses[381].

Certaines sources indiennes admettent comme possible, tout en reconnaissant manquer de preuves[382], que l’attentat soit l’œuvre d’un groupe de militaires du rang, ou guère plus haut, sans que le président et le commandement y soient pour rien. B. Raman et d’autres regardent du côté des islamistes radicaux, dans l’ordre de probabilité, du *Lashkar-e-Jhangvi* (LeJ), du *Jaish-e-Mohammed* (JeM) et du *Jundullah.* Les deux premières organisations ne manquent pas d’anciens militaires et de tireurs d’élite parmi leurs membres et l’idée qu’une femme devienne Premier ministre les révulsait. Le LeJ viscéralement antichiite avait un autre grief : la mère de Benazir Bhutto était chiite. On ne connaîtra probablement jamais la vérité sur la mort de Benazir Bhutto, comme pour celles de ses deux frères[383]. Un deuil profond tombe sur le pays, puis les affaires politiques reprennent. Le président Musharraf a reporté les élections du 8 janvier au 18 février et les politiciens se lancent dans la campagne.

Les élections de 2008 et le changement de président

Quels qu’en soient les auteurs, l’attentat mortel contre Benazir Bhutto a des conséquences politiques catastrophiques pour Musharraf. Sa popularité déjà amoindrie par le conflit avec les juristes s’effondre complètement. Fin 2007, une majorité de Pakistanais considère qu’il a fait son temps. La désaffection gagne même les rangs des militaires : des généraux en retraite connus prennent publiquement position contre lui. Dans les conversations privées, des généraux en activité ne se privent pas de dire qu’il devrait se retirer de la politique et quitter le pays pour un moment. Acculé, Musharraf retrouve une certaine combativité. Il croit que les élections législatives et régionales de février 2008 lui permettront d’assurer sa position. Mais les

élections tournent à la catastrophe pour lui, et son nouveau chef des armées Kayani y contribue. Les chefs de la PML-Q sont persuadés jusqu'à la veille des élections qu'ils peuvent l'emporter avec l'aide du MI et de l'ISI. Kayani voit les choses autrement. Avec l'assentiment des chefs de corps qu'il consulte, il donne ordre à l'armée et aux militaires de se tenir à l'écart de la joute électorale. Il interdit tout contact entre les officiers et les hommes politiques sous peine de sanctions disciplinaires. Il limite l'action de l'armée aux tâches de maintien de l'ordre le jour du scrutin. Les services secrets militaires (MI) et l'ISI ne doivent en aucun cas se mêler du déroulement des élections. Tout cela limite beaucoup les possibilités de manipulation[384]. Le gros des officiers se garde effectivement d'agir contre les ordres de la hiérarchie. Le PPP (124 sièges) gagne les élections, la PML-N (91 sièges) arrive second, la PML-Q, le parti du président, se traîne à la troisième place. Il est relégué dans l'opposition avec seulement 56 sièges et ne parvient à rentrer dans la majorité gouvernementale dans aucun des quatre parlements provinciaux.

Le soulagement et le bonheur sont phénoménaux à l'issue de ces élections libres et démocratiques. Le sort du président Musharraf sera le premier test pour le nouveau gouvernement. Tandis que Nawaz Sharif songe à le destituer, la tendance Zardari du PPP se montre prête à gouverner avec lui pourvu que ses pouvoirs soient rognés. Musharraf n'est pas très disposé à se laisser diminuer. Des gens de tous les bords réclament son « impeachment », même à Washington.

Le 18 avril 2008, Musharraf fait un discours fleuve à la télévision pour démentir avoir commis des abus de pouvoir et annoncer sa démission. Il part le lendemain pour Londres où il vivra dans un exil auto-imposé jusqu'en mars 2013. Le Congrès composé par le Parlement national et les quatre parlements provinciaux élit à sa place Asif Ali Zardari, 52 ans, qui entre en fonction le 9 septembre 2008.

Deux années difficiles (2009-2010)

Au printemps 2009, il est clair qu'il faut trouver une fin au conflit avec le pouvoir judiciaire. En mars 2009, les associations de juristes et de magistrats ont lancé de nouvelles manifestations en faveur de Chaudhry et de ses collègues de la Cour suprême. Une « longue marche » est partie de

Karachi pour arriver à Islamabad quatre jours plus tard. Après avoir longtemps hésité, Nawaz Sharif décide de rejoindre la manifestation et de lui apporter le crédit qui est le sien et le renfort de son parti. La situation devient très inconfortable pour le président Zardari et pour le Premier ministre Yousuf Gilani. Discrètement, Kayani leur fait savoir que l'armée n'interviendra pas contre les manifestants et fait pression sur le président. Zardari finit par céder. Le 16 mars, le Premier ministre annonce que Chaudhry sera remis en fonction le 21 mars, date du départ en retraite du président en titre de la Cour suprême Abdul Hameed Dogar. Les juristes triomphent à l'issue de deux ans de lutte.

Le nouveau pouvoir sait qu'il sera tout particulièrement jugé à l'aune de sa politique de lutte contre le terrorisme national et international, un legs de Musharraf. L'ISI revient sous les feux de la rampe, bien au-delà des frontières du Pakistan. L'administration Obama installée depuis le début de l'année 2009 hérite du problème afghan et attend une coopération pleine et entière de la part du Pakistan. Cela commence par un contrôle et une pacification effective des zones frontalières. Pour les Pakistanais, le premier abcès à vider au printemps 2009 est celui de la vallée du Swat dans la province de la Frontière-du-Nord-Ouest. 4 000 à 5 000 islamistes armés du *Tehrik-e-Nifaz-e-Shariat-e-Mohammedi* (TNSM) commandés par Maulana Fazlullah[385] s'en sont emparés et entendent bien y accomplir l'islamisation complète de la société sur le modèle de ce qu'ont fait les talibans en Afghanistan dans les années 1990. L'expansion des islamistes au-delà de leur bastion du Swat dans le district de Buner (Malakand) en direction d'Islamabad fournit le *casus belli*[386]. À la mi-avril, 5 000 soldats appuyés par des blindés, de l'artillerie et des forces aériennes se lancent dans la reconquête militaire de la vallée du Swat. Une grande partie de la population prend la fuite, le nombre de réfugiés déplacés par l'insécurité dans les régions frontalières atteint 1,5 million de personnes. L'armée met trois mois pour nettoyer la vallée, tue ou capture un tiers des islamistes locaux. Le reste, avec l'essentiel des structures de commandement, gagne les zones tribales, l'Afghanistan, la province du Pendjab, Karachi, ou bien l'Azad Kashmir. Les habitants de la vallée commencent à regagner leurs terres où une vie normale se rétablit très progressivement : un attentat contre un check-point des forces de sécurité fait 41 morts en octobre 2009,

8 personnes périssent dans un attentat suicide sur le marché de Mingora le 22 février 2010.

Mi-octobre 2009, c'est le début de l'opération *Rah-i-Najat* au Waziristan du Sud, l'une des principales bases des talibans pakistanais[387]. C'est la quatrième fois depuis 2004 que l'armée est engagée dans cette région et cette fois l'état-major veut faire les choses en grand. 30 000 soldats marchent contre 15 000 talibans, principalement issus de la tribu Mehsud, et 1 500 combattants étrangers, dont un millier d'Ouzbeks. À la fin de l'année, après des combats acharnés, la région est sous contrôle. 500 combattants du TTP ont été tués, les autres sont passés dans d'autres régions des zones tribales. 200 Ouzbeks sont morts, le reste s'est dispersé dans la nature. L'ISI revendique cela comme un succès. Il a réussi à localiser précisément les Ouzbeks et a transmis l'information à l'armée.

373. Il se dit dans l'armée que Musharraf a délibérément laissé les extrémistes s'emparer du complexe religieux et y accumuler des armes jusqu'à ce qu'il ne lui reste plus d'autre solution que de faire donner l'assaut, de façon à monter à l'Occident qu'il était un rempart contre les intégristes.

374. « PPP chief calls for restructuring of ISI », *Dawn*, 27 octobre 2007.

375. En plus des attentats dirigés contre l'armée, les attentats les plus retentissants ont été ceux commis contre l'autobus de l'équipe nationale de cricket du Sri Lanka à Lahore en mars 2009, contre les tribunaux de Lahore et de Peshawar, et contre l'hôtel Marriott d'Islamabad où résidaient de nombreux étrangers en septembre 2008, ainsi que l'attaque de l'hôtel Pearl Continental à Peshawar.

376. L'opération de l'ISI a été révélée après qu'un des juges concernés a donné l'information à un collègue britannique et que celle-ci a fuité dans la presse.

377. Deux semaines plus tôt, le ministre saoudien des Affaires étrangères était venu à Islamabad pour discuter des conditions du retour de Nawaz Sharif au Pakistan. Musharraf s'étant opposé à cette idée, aucun accord n'était intervenu. On peut penser que le voyage à Riyad était une façon de restaurer les bonnes relations avec les Saoudiens.

378. Voir *Dnaindia.com* en date du 3 décembre 2007. Le journaliste pakistanais Amir Mir passe pour avoir de bons contacts avec l'armée et avec l'ISI.

379. Beaucoup de livres ont été écrits sur cette tragédie et sur les éventuels coupables. L'un des plus récents est *Getting Away with Murder*, d'Heraldo Munoz, l'ancien responsable de la commission d'enquête de l'ONU.

380. Ijaz Shah et Pervez Elahi occupaient des positions de pouvoir. Ce n'était plus le cas d'Hamid Gul et, en le soupçonnant, Benazir Bhutto semble encore sous l'émotion provoquée par la chute de son gouvernement en 1991.

381. South Asia Analysis Group, *paper* n° 2533, 2 janvier 2008.

382. *Ibid.* Selon B. Raman : « Il y a deux sortes de complicité, la complicité active et la complicité passive. Une complicité active impliquerait une participation directe d'éléments de niveaux moyen ou inférieur à l'organisation et à l'accomplissement de l'assassinat. Une complicité passive supposerait que des officiers de rang moyen ou inférieur aient eu connaissance des plans des terroristes ou des adversaires de Madame Bhutto et se soient abstenus de donner l'alarme. Ils se seraient dit : "Elle l'a bien mérité", et ils auraient fait silence. La probabilité d'une complicité passive

est plus élevée que celle d'une complicité active, mais il n'y a de preuve ni dans un sens ni dans l'autre. »

383. La commission d'enquête de trois personnes mise sur pied par l'ONU en 2009 pour faire la lumière sur ce meurtre ne semble pas devoir produire de résultats quant aux mobiles et aux auteurs de l'attentat.

384. La décision n'émane pas seulement de Kayani, cependant, celui-ci l'a appuyée. Il a consulté ses officiers supérieurs qui l'ont pleinement soutenu. Musharraf ne pouvait plus rester au pouvoir. Même certains des siens comme Nadeem Taj étaient fin 2007 de l'opinion qu'il devait partir.

385. Fazlullah n'a jamais disposé de plus de 1 500 hommes de la vallée du Swat mais il faisait venir continuellement des combattants ouzbeks et tadjiks. Leur nombre variait, il devait y en avoir environ 3 500 au moment de l'intervention de l'armée en 2009.

386. Un rapport de l'ISI évalue à 47 % le risque de troubles causés par les talibans dans la province du Pendjab. Le gouvernement ne contrôle que 38 % du territoire de la province frontalière du Nord-ouest. Les talibans en tiennent 24 %. De plus, ils sont actifs dans une zone couvrant environ 38 % de la province. Au parlement d'Islamabad, le PPP, l'ANP, le MQM, la PML-N et quelques partis indépendants avaient voté en faveur de l'intervention de l'armée. Le JI et le parti d'Imrat Khzan qui n'avaient pas de représentation parlementaire à ce moment-là y étaient opposés et demandaient des négociations.

387. Les gens du *Tehrik-e-Taliban Pakistan* sont des islamistes recrutés dans les tribus des zones tribales. Le groupe s'est rebaptisé « talibans du Pakistan » après l'assaut de la Mosquée rouge en 2007. Une grande partie d'entre eux suivent le sud-waziristanais Mehsud. Leur chef Baitullah Mehsud a été tué en août 2009 et son successeur s'appelle Hakimullah Mehsud.

Chapitre 19

Tentatives de réformes

Changements dans le personnel

En 2008, les experts faisaient l'hypothèse que le changement de gouvernement allait s'accompagner de changements profonds à l'ISI. Le nouveau pouvoir serait fortement tenté de mettre sous sa coupe le principal service secret du pays et le moment semblait venu. L'armée n'avait plus la cote et son chef avait annoncé qu'elle rentrait dans ses casernes. C'était d'autant plus nécessaire que les partis de la coalition constataient en lisant la presse que l'ISI continuait ses menées en politique intérieure. Le chef du service des affaires intérieures de l'ISI Nusrat Naeem avait des conversations politiques avec les députés des zones tribales[388] et cela laissait penser que le service se mêlait toujours de politique pour le compte des partisans de Musharraf. On avait aussi appris que l'ISI détruisait des dossiers accumulés année après année sur la classe politique, sur les magistrats, sur les médias, comme s'il voulait dissimuler ses actions passées.

Le gouvernement réagit à ces révélations. Début mai, la presse se fait l'écho de changements imminents dans les services de sécurité et de renseignement. Le service politique de l'ISI (*Political wing*) serait détaché de la maison mère et rattaché à l'IB[389]. Le circuit de l'information serait revu. On établirait un circuit direct vers le Premier ministre et le président Musharraf ne recevrait plus qu'une synthèse bimensuelle de l'IB. Le MI n'informerait plus que le chef de l'armée et les chefs de corps ; les services de renseignement de chaque arme le responsable de celle-ci. Tout cela n'est en fait qu'un ballon d'essai que le gouvernement a lancé *via* les médias en reprenant des éléments déjà avancés par Benazir Bhutto en octobre 2007[390]. Dans l'immédiat, rien ne bouge.

Sur ces entrefaites, le renouvellement du chef de l'IB connaît des turbulences inaccoutumées. Le général de brigade en retraite Ijaz Shah, un

proche de Musharraf, a quitté son poste mi-mars 2008. Tariq Lodhi[391] devait lui succéder. C'était un homme de Zardari.

Au Sindh, le MQM, membre du gouvernement de coalition, s'oppose à la nomination du docteur Shoaib Suddle à la tête de la police locale. Cette péripétie provinciale contraint Zardari à réviser ses plans. Il cède. Après dix semaines à la tête de la police du Sindh, Shoaib Suddle est relevé de ses fonctions fin juin et par compensation il est nommé directeur de l'IB. Conséquence de ce tour de chaises musicales, Lodhi ne devient pas chef de l'IB. Il y reste comme simple *Joint Director*, une fonction qu'il a déjà exercée dans le passé[392]. Sur ce, le président Zardari et le ministre de l'Intérieur, Rehman Malik, entreprennent de réorganiser l'IB et d'accroître son rôle dans le renseignement et dans les affaires politiques intérieures. Il y a une purge, des militaires en activité ou en retraite sont remplacés par des officiers de police. Depuis mai 2008, l'IB est dirigé par Javed Noor, un ancien responsable de la police en Azad Kashmir. Les effectifs et les moyens sont substantiellement augmentés avec l'aide des Américains qui ont à cœur de contrebalancer l'ISI et ses manigances en renforçant l'IB. L'IB obtient un représentant de haut rang dans le secrétariat du Premier ministre, un conseiller à la sécurité nationale.

Le succès est au rendez-vous, mais pas celui qu'on croyait. L'ISI sait encore espionner. En avril 2010, le contre-espionnage indien démasque Madhuri Gupta *Second Secretary* à l'ambassade indienne d'Islamabad, une taupe retournée par l'ISI, qui donnait des informations depuis deux ans.

Le 26 juin 2008, le gouvernement entreprend d'aller plus loin dans le contrôle du renseignement. Un communiqué gouvernemental annonce qu'en application de la clause 3.3 du règlement des affaires de 1973, l'IB et l'ISI sont placés sous l'autorité administrative, budgétaire et opérationnelle du ministère de l'Intérieur avec effet immédiat. Le ministre de l'Intérieur Rehman Malik devient le maître unique des services de sécurité. Le gouvernement, pressé de plaire aux Américains, a cru le moment favorable. La riposte de l'armée est immédiate. Les militaires font savoir qu'ils n'apprécient pas que le général trois étoiles qui commande l'ISI soit subordonné à un Rehman Malik que sa carrière de fonctionnaire n'a pas mené plus loin que la direction des enquêtes fédérales, un rang comparable à celui d'un général deux étoiles. Ils ont aussi des préoccupations plus

concrètes. L'ISI détient des documents secrets sur la participation de la Corée du Nord et de la Chine à des programmes d'armement nucléaire et de missiles, et tout ce qui concerne la dissémination nucléaire et les interrogatoires d'A. Q. Khan. Le commandement et l'ISI craignent que les Américains n'en prennent connaissance[393]. Le quartier général à Rawalpindi et la direction de l'ISI à Islamabad agissent en sous-main et, le lendemain, un autre communiqué gouvernemental informe que l'ISI est de nouveau rattaché directement au Premier ministre, invoquant un malentendu et des explications ultérieures qui ne viendront jamais. Le COAS Kayani a imposé ses vues et il a montré qui était le plus fort, une leçon pour Zardari, pour le Premier ministre et même pour Washington.

Après cela, l'armée s'empresse de se donner un vernis démocratique. Le COAS et le directeur de l'ISI font des apparitions fréquentes chez le président et chez le Premier ministre pour les informer de l'état de la sécurité du pays. Les journaux en rendent compte de façon détaillée. Un mois après l'élection de Zardari à la présidence, le Parlement réuni à huis clos pendant deux jours bénéficie d'un rapport sur la situation sécuritaire. Le président, le Premier ministre, le COAS et le chef de l'ISI assistent à cette session qui se clôt par une conférence de presse au siège de l'ISI.

Améliorer l'image de l'ISI devient pressant. Le service est soupçonné d'être impliqué dans l'attentat commis le 1er juillet 2008 contre l'ambassade de l'Inde à Kaboul qui a coûté la vie à de nombreux civils afghans et à quatre membres de la délégation diplomatique indienne (58 morts et 141 blessés)[394]. Un article du *New York Times* du 1er août fait état de soupçons du gouvernement américain étayés par l'écoute de communications téléphoniques entre des agents pakistanais et les futurs auteurs de l'attaque. Après l'attentat, Washington et New Delhi ont obtenu d'autres éléments, notamment avec l'arrestation en Afghanistan par les Américains d'un officier de l'ISI. Quand le Premier ministre Gilani se rend à Washington fin juillet, il est confronté aux preuves et sévèrement mis en garde contre les conséquences d'une récidive[395]. Les officiels pakistanais ont démenti et démentent toujours y être pour quoi que ce soit, mais l'implication pakistanaise ne fait pas de doute. Il faut voir la tentative précipitée de mise sous contrôle gouvernemental de l'ISI juste avant le voyage de Gilani comme une tentative d'amadouer Washington après cette

affaire. L'attentat de juillet 2008 aurait été dicté par la volonté des militaires de contrecarrer l'implantation des Indiens en Afghanistan, considérée comme une menace stratégique et comme porteuse du risque de voir l'Inde soutenir les groupes rebelles du Baloutchistan à partir de ce pays. Le remplacement de Nadeem Taj à l'ISI fin septembre 2008 est le résultat de pressions américaines. Après l'attentat de Kaboul, Taj était devenu *persona non grata*[396] et Kayani avait ses raisons de se montrer réceptif à cette exigence. Comme ses prédécesseurs, il se devait de disposer d'un homme sûr à la tête de l'ISI, et Taj était un homme de Musharraf, dont Kayani s'était de plus en plus démarqué. Le 29 septembre 2008, un an après sa prise de fonction, Taj est débarqué et promu au commandement du corps d'armée de Gujranwala. Les apparences sont sauves, il reste dans le premier cercle de la hiérarchie militaire tout en étant tenu à l'écart des centres de décision de Rawalpindi et d'Islamabad.

Pour le remplacer, on choisit Ahmed Shuja Pasha, promu général trois étoiles la veille de sa nomination. C'est un Pachtoune, né en 1952, qui se trouve de ce fait en mesure de rester en service actif jusqu'au 18 mars 2010. Issu de l'infanterie, il était directeur des opérations militaires au Grand Quartier général et à ce titre il a été responsable des opérations dans les zones tribales et dans la province de la Frontière-du-Nord-Ouest. Kayani et lui partagent les mêmes conceptions sur la lutte contre les insurgés des régions frontalières et ils ont derrière eux une longue collaboration. Kayani l'associe systématiquement à ses rencontres avec le commandement américain, notamment avec l'amiral Mike Mullen, *Chairman Joint Chiefs of Staff*, par exemple lors de la rencontre inhabituelle des deux hommes sur le porte-avions *Abraham Lincoln* d'août 2008.

Kayani et Pasha entreprennent de remodeler l'ISI à leur manière. Début novembre 2008, on y affecte quatre généraux deux étoiles fraîchement promus : Asif Yasin, Mumtaz Ahmad Bajwa, Zaheer ul-Islam et Niaz Khattak. Deux de leurs homologues déjà en poste à l'ISI, Nusrat Naeem et Asif Akthar, avaient été omis lors du mouvement de promotions de septembre 2008. Nusrat Naeem doit céder la direction de l'*Internal wing* à Zaheer ul-Islam. Washington fait part de sa satisfaction et la presse parle d'un service assaini[397]. Une interprétation optimiste confirmée le 23 novembre quand on apprend du ministre des Affaires étrangères Shah

Mehmood Qureshi que la *Political wing* disparaît[398]. Le renseignement de politique intérieure est désormais entièrement confié à l'IB. Le lendemain, la presse précise en faisant référence à une source officielle dont l'identité n'est pas communiquée que les activités de la cellule politique sont suspendues mais que celle-ci n'est pas supprimée. Le surlendemain, le Premier ministre Gilani fait savoir pendant son point presse que le service est dissous, « pour renforcer l'efficacité du principal service de renseignement du pays[399] ». Cette fois-ci, le Premier ministre a voulu sauver la face. Les experts sont sceptiques : il convient d'attendre et de voir (de fait, à l'automne 2010, la suppression de la *Political wing* n'est pas vraiment manifeste). La question est reléguée au second plan par la nouvelle des attentats qui viennent d'être commis dans le port indien de Mumbai.

Novembre 2008 : l'attentat de Mumbai

Au petit matin du 26 novembre 2008, un commando de dix hommes arrivés par la mer prend pour cibles deux hôtels de luxe, la gare de la ville et le siège d'un mouvement religieux juif pendant soixante heures. On compte 173 tués et de nombreux blessés[400]. Neuf des dix terroristes sont tués, le dernier est capturé. Il sera pendu par la suite. Il s'agit d'Ajmal Amir Kasab, originaire du Pendjab pakistanais, dont l'interrogatoire confirme que le commando vient du Pakistan et qu'il compte neuf Pendjabis sous le commandement d'un natif de la province de la Frontière-du-Nord-Ouest. Ces hommes sont une unité terroriste du *Lashkar-e-Taiba*. Ils ont été entraînés dans deux camps près de Muzaffarabad dans l'Azad Kashmir, puis à Karachi. Selon Kasab, deux anciens militaires pakistanais ont participé à leur entraînement. Les Indiens supposeront qu'ils sont aussi passés par un camp afghan, ce qui accroît la présomption d'un lien avec l'ISI. Ils avancent que le *Lashkar-e-Taiba* avait difficilement les moyens d'organiser et d'exécuter tout seul un attentat de cette ampleur : on y devine encore l'ombre de l'ISI. Après des semaines d'enquête, le Premier ministre indien Manmohan Singh met directement en cause « un service pakistanais[401] » (6 janvier 2009).

La réaction de l'ISI semble donner corps au soupçon. On dément toute implication, mais on essaie d'effacer les traces. Des hommes de l'ISI font leur apparition à Faridkot, le village natal de Kasab dans le district d'Okara au Pendjab, et imposent le silence à la population. Les parents de Kasab disparaissent du village. Parallèlement, l'ISI tient une conférence de presse internationale à son siège pour rejeter toutes les accusations. Le général Pasha, qui parle allemand pour avoir suivi des formations militaires en Allemagne, accorde un entretien exclusif à une journaliste de *Der Spiegel* et nie. La presse pakistanaise aux ordres multiplie les articles positifs sur le travail accompli par l'ISI pour la sécurité du Pakistan. Les informations sur les atrocités censément commises par les services de renseignement indiens fleurissent sur Internet et naturellement, ceux-ci rendent la pareille. C'est un exemple type de guerre psychologique.

Il convient d'abord de se demander si la hiérarchie militaire et l'ISI peuvent avoir eu connaissance du projet d'attentat.

Au préalable, nous réaffirmons la fausseté de la thèse répandue à l'Ouest qui voudrait qu'il existe un ISI à l'intérieur de l'ISI. Il n'est pas impossible que l'ISI lui-même en soit à l'origine. Le service de renseignement pakistanais est une organisation rigide et efficace où il n'y a pas de marge pour des groupes clandestins ayant des objectifs propres. Une opération comme celle de Mumbai, étant donné le niveau d'expertise, de moyens financiers, et la durée de préparation nécessaire, ne peut pas être dissimulée au sein de l'ISI, et ne peut pas non plus être entreprise sans l'aval de la hiérarchie. Sa dimension politique considérable suppose de plus que le COAS devait en être informé.

New Delhi n'a pas accusé le gouvernement d'Islamabad de complicité directe ou de connaissance préalable du projet d'attaque. Le gouvernement pakistanais peut encore s'efforcer de limiter les dégâts. Le président Zardari et le Premier ministre Gilani se sont entretenus tout de suite après l'attentat avec leur ministre des Affaires étrangères Qureshi qui se trouvait en visite en Inde. Qureshi a aussitôt proposé à ses interlocuteurs indiens que le chef de l'ISI vienne s'expliquer, mais le quartier général y a fait obstacle : le ministre a été rappelé d'urgence au Pakistan, ramené dans un avion de l'armée la nuit même. Le gouvernement s'alignait sur la stratégie de défense des militaires : nier toute implication, demander des preuves, discréditer les affirmations des Indiens. On interdit le *Lashkar-e-Taiba* pour

la forme. Ses bureaux sont fermés, ses comptes bancaires gelés. Mais on ne touche pas à la branche prétendument sociale et caritative du mouvement, ce qui permet aux groupes locaux de survivre. Quelques responsables sont arrêtés, dont Zakiur Rehman Lakhvi et Zarar Shah que les Indiens tiennent pour les chefs de l'opération. Ils confessent leur rôle sans difficulté ni remords[402]. Sept membres du parti, puis deux autres encore sont mis en accusation sous le coup du *Anti-terrorism Act*. Le procès a lieu à huis clos, New Delhi n'en attend rien : ni la vérité, ni la justice.

La nouvelle de l'attentat de Mumbai a surpris les États-Unis au moment de la transition entre les administrations Bush et Obama. Les Américains redoutent des représailles indiennes susceptibles d'aller selon les experts jusqu'au bombardement du siège de l'ISI à Islamabad. Le sénateur John Kerry, en instance de devenir le président de la commission de la politique extérieure du Sénat, est dépêché à New Delhi pour raisonner l'Inde[403]. Il apporte dans ses bagages l'esquisse d'une nouvelle politique sud-asiatique qui ne peut pas déplaire. Les Indiens proposent que la CIA et la R&AW coopèrent pour les besoins de l'enquête. Les deux services avaient intercepté une partie des communications entre les terroristes en mer et leur base. Comme pour l'attentat de l'ambassade de Kaboul, c'était suffisant pour en déduire qu'un attentat se préparait, mais pas pour en connaître la date et le lieu. Le voyage est un succès, les Indiens s'abstiennent de représailles. On s'accorde aussi pour donner du répit au président Zardari, plus populaire en Inde qu'au Pakistan, et pour donner du temps à la nouvelle politique pakistanaise de l'administration Obama.

David Coleman Headley est arrêté en octobre 2009 aux États-Unis, presque un an après l'attaque de Mumbai. Dans une autre vie, ce citoyen américain natif de Washington D. C. s'appelait Daood Sayed Gilani. Sa nouvelle identité sert à masquer son origine pakistanaise et ses accointances avec le *Lashkar-e-Taiba*. Son passeport américain et son visa d'homme d'affaires lui ont permis de se rendre en Inde à cinq reprises pour faire des repérages. Son interrogatoire livre d'autres détails. Selon lui, l'ISI et le LeT s'étaient concertés pendant toute la préparation de l'attentat et l'ISI avait un plan pour faire accuser Al-Qaida, une liste de quatre ou cinq membres de cette organisation était déjà prête. Les hommes du LeT l'auraient fait échouer parce qu'ils ne voulaient pas se priver de la gloire et du

retentissement de l'opération. Ce devait être leur 11 Septembre. C'était bon pour les finances et pour le recrutement.

Mais quel était le mobile ? Les spécialistes mettent en avant trois éléments vitaux pour les intérêts pakistanais : l'arme nucléaire, le Cachemire et l'Afghanistan. Certaines déclarations de Zardari laissaient présager le développement d'un dialogue avec l'Inde et la révision de la politique du Pakistan au Cachemire. Les militaires craignaient la montée de l'influence indienne en Afghanistan, qui constitue une menace pour les intérêts nationaux du Pakistan tels qu'ils les conçoivent, en particulier à cause du soutien indien aux Baloutches rebelles. Enfin, ils redoutent aussi qu'un gouvernement pakistanais de plus en plus complaisant envers les États-Unis ne leur livre toutes les informations sur leurs forces et leur programme. Mumbai était un avertissement pour les trois capitales.

Les services de renseignement indiens ont réussi à apprendre assez rapidement beaucoup de détails sur l'attentat du 26 novembre. Le 3 décembre 2008, l'Inde accuse officiellement le LeT de Zakiur Rehman Lakhvi d'avoir organisé et exécuté les attaques. Les preuves fournies sont sans ambiguïté et le Pakistan ne peut pas faire autrement que de l'arrêter, lui et six de ses camarades, en décembre 2008.

La Cour suprême du Pakistan a décidé le 25 mai 2010 de libérer Hafiz Saeed, les preuves contre lui étant insuffisantes, confirmant un jugement rendu par le tribunal de Lahore en juin 2009. On peut s'attendre à la même issue concernant les autres accusés du *Lashkar-e-Taiba* dont l'affaire est en cours. La justice pakistanaise considère que les preuves et les faits fournis par l'Inde sont insuffisants et refuse de les retenir.

Zakiur Rehman Lakhvi et ses complices ont des conditions de détention très clémentes. Ils ont la télévision, la disposition de leur téléphone mobile et l'accès à Internet dans leur cellule tout confort de la prison Adyala à Rawalpindi. Ils ont toute liberté de recevoir qui ils veulent et leurs nombreux visiteurs ne sont même pas obligés de s'identifier. Zakiur Rehman Lakhvi a finalement été libéré sous caution en application de la décision de la haute cour de Lahore, une issue de toute évidence conforme au souhait du quartier général et de la direction de l'ISI.

Ajmal Amir Kasab a été condamné à mort à New Delhi en mai 2010 au terme d'un procès équitable et exécuté par pendaison en novembre 2012.

D’autres tentatives de réforme

Le limogeage du conseiller pour la sécurité nationale Mahmud Ali Durrani par le Premier ministre Yousuf Raza Gilani en janvier 2009 est apparemment une conséquence des propos tenus par Durrani sur l’attentat de Mumbai. À un moment où l’origine des terroristes est de notoriété publique, Durrani, quand on lui demande lors d’une émission télévisée si des ressortissants pakistanais sont impliqués, répond : « *could be* » [peut-être]. Il est relevé de ses fonctions et un porte-parole du Premier ministre justifie la chose par le fait qu’il avait donné cette interview sans en référer au Premier ministre[404]. Cela fait en réalité partie des différentes actions entreprises par Gilani pour se libérer de la tutelle du président Zardari. Durrani a été placé là pour services rendus à Benazir Bhutto à Washington et il peut dès lors être considéré comme un homme de Zardari. Qui plus est, l’attentat de Mumbai a rendu les militaires un peu nerveux, et il passe pour proaméricain, ce dont il ne faisait pas mystère. On le soupçonne d’avoir eu des contacts avec la CIA très tôt dans sa carrière et cela lui a peut-être coûté sa troisième étoile[405]. Pour Musharraf, qui est très dépendant de la coopération et de l’appui des Américains, c’est un atout : il nomme Durrani ambassadeur à Washington en 2005 au moment où celui-ci prend sa retraite de l’armée. Quand Zardari, tout aussi proaméricain, le rappelle pour en faire son conseiller à la sécurité nationale, avec rang de ministre, dans un contexte où Washington presse pour qu’on subordonne l’armée au gouvernement et qu’on soumette l’ISI aux règles de la démocratie, le quartier général s’inquiète. Le Premier ministre le sait et il en profite.

Gilani va encore plus loin le 24 février 2009 en demandant au ministre de la Justice de préparer un projet de loi supprimant le Conseil de sécurité nationale. Il suffirait alors d’un vote du Parlement à la majorité simple pour se débarrasser de cette institution relique de l’ère Musharraf. Formellement, le rôle du NSC n’était que consultatif, mais en période de crise, ses résolutions et ses recommandations pesaient leur poids[406]. Le programme électoral du PPP pour les élections de février 2008 prévoyait cette suppression et envisageait de transférer ses prérogatives au comité de défense du gouvernement, placé sous l’autorité du Premier ministre et non plus sous celle du président de la République. Les militaires étaient

minoritaires au comité de défense[407]. On peut se demander dans quelle mesure le plan du Premier ministre tirait opportunité de l'absence de Kayani, qui se trouvait alors en déplacement aux États-Unis. Les militaires auraient peu perdu à la suppression du service politique de l'ISI (*Political wing*), leur capacité de peser sur les questions stratégiques et d'imposer leur politique restant considérable.

Prenons par exemple le mécanisme de contrôle des armes nucléaires. Sa supervision est du ressort du *National Command Authority* (NCA) placé sous l'autorité du président. Le NCA se subdivise en différents comités : *Employment Control Committee*, *Development Control Committee* et *Strategic Plans Division*. Ce dernier comité responsable de la planification stratégique est le maillon le plus important de la chaîne de contrôle. Il est rattaché au secrétariat du NCA à Rawalpindi et entretient des liens étroits avec le quartier général.

La situation de l'ISI n'est pas aussi assurée. Le gouvernement et les Américains[408] ambitionnent de le placer sous contrôle démocratique tandis que les militaires tiennent au *statu quo*. Le passif de l'ère Musharraf impose des changements inévitables à moyen terme. Les hommes politiques l'exigent, les spécialistes émettent des propositions. Le général de brigade en retraite Shaukat Qadir, dans un éditorial du *Daily Times*[409], suggère qu'on revoie les attributions du CJCSC en plaçant ce général quatre étoiles qui dirige le *Joint Chiefs of Staff Committee* dans un rôle d'intermédiaire entre le gouvernement et l'armée. L'ISI et les chefs des différentes armes lui seraient subordonnés et l'information transiterait par lui[410]. La proposition est cohérente. Elle s'appuie sur le fait que l'ISI n'est plus limité au renseignement militaire et qu'il agit aussi dans les domaines de la politique, de l'économie, de l'industrie, de la diplomatie, etc. Son nom ne correspond plus à sa vocation actuelle qui va bien au-delà des questions militaires. Une nouvelle appellation, par exemple celle de *Bureau of National Intelligence*, aurait aussi pour avantage de faciliter l'arrivée de personnels civils de haut niveau à la direction de l'ISI, ce qui améliorerait son efficacité. Avec le retour effectif de la démocratie en 2008, beaucoup espèrent que l'ISI sera réformé.

388. « Two Fata-MNA elect admit meeting ISI official », *The News*, 17 mars 2008. Le directeur adjoint de l'ISI avait eu des entretiens avec sept délégués des tribus qui ont confirmé la chose à la

presse tout en disant n'avoir évoqué que des questions relatives au développement de leur région.
389. *Daily Times*, 6 mai 2008, « ISI political wing to be handed over to IB ».
390. « PPP chief calls for restructuring of ISI », *Dawn*, 27 octobre 2007.
391. Lodhi venait de l'armée de l'air où il avait atteint le grade de *wing commander* [commandant de vol] et où il appartenait aussi à l'ISI.
392. L'hostilité du MQM envers Suddle remontait au second gouvernement de Benazir Bhutto, quand il faisait partie de l'équipe du ministre de l'Intérieur Babar qui avait réprimé le MQM pendant les opérations de pacification de Karachi et du Sindh.
393. L'enquête avait été initiée par le directeur de l'ISI de l'époque Ehsan ul-Haq. Voir B. Raman, « ISI within the ISI: empire strikes back », SAAG, *paper*, 2008.
394. Parmi le personnel de l'ambassade, on déplorait la mort de l'attaché militaire, de l'attaché de presse et de deux membres de la sécurité. Le Premier ministre Gilani et son ministre des Affaires étrangères Qureshi ont démenti toutes les accusations contre l'ISI. Les experts n'en pensent pas moins que la tentative précipitée de placer l'ISI sous le contrôle du gouvernement avant le voyage aux États-Unis était un gage donné aux Américains.
395. Article de Mark Hosenball dans le *Newsweek* du 4 octobre : « Deux hauts responsables américains de la lutte antiterroriste dont l'anonymat est requis sont d'avis que les accusations américaines de collusion entre l'ISI et les talibans ont pesé sur le départ du directeur du service Nadeem Taj. L'été dernier, selon ces sources, les États-Unis ont présenté au Pakistan un dossier soulignant les trahisons dans l'ISI, jusqu'à des contacts entre des membres de l'ISI et des talibans ayant participé à l'attaque de l'ambassade indienne à Kaboul le 7 juillet. »
396. Fin mai 2008, il se disait à Rawalpindi que le président Musharraf avait l'intention de remplacer Kayani par Nadeem Taj et Kayani y avait fait obstacle en mettant littéralement le président aux arrêts pendant cinq heures le 28 mai. Le COAS avait signifié au président qu'il l'envoyait en exil et qu'il lançait la procédure pour le faire. Un vol spécial était déjà prêt à décoller. Il serait parti pour Londres où Musharraf aurait trouvé asile chez le général en retraite Imtiaz. Une demi-douzaine de personnes étaient au courant et aucune n'a tenu sa langue. Londres et Washington l'avaient appris et l'ambassadeur des États-Unis aurait fait passer le message à Kayani : « Attendez, ne le faites pas maintenant ! »
397. Voir Ejaz Haider, « Kiyani clears the deck ahead of battle », *Rediff in News*, 6 octobre 2008.
398. « ISI political wing disbanded: FM », *Daily Times*, 24 novembre 2008.
399. *Daily Times*, 27 novembre 2008.
400. Il y avait 25 étrangers parmi les victimes ; neuf d'entre eux étaient des juifs américains ou israéliens.
401. Pour être exact, Manmohan Singh a déclaré : « Il y a assez de preuves pour montrer que le degré de sophistication et la dimension militaire de l'attentat supposent l'implication d'un quelconque service pakistanais. »
402. Zahir ur-Rehman Lakhvi est considéré comme le responsable des opérations au sein du LeT et Zarar Shah comme le responsable des transmissions.
403. La visite de Kerry a pu peser sur les élections indiennes du printemps 2009 et sur l'opération du cœur du Premier ministre.
404. *Hindustan Times*, 25 février 2009.
405. Un ancien militaire m'a donné une autre raison : « Durrani était monté bien au-dessus de son niveau de compétence. Il se vantait toujours d'avoir été le seul général de brigade à qui Zia avait permis de participer au second round de négociations avec l'Inde. Cela lui a coûté sa troisième étoile. »
406. Le NSC comprend le président, le Premier ministre, le chef de l'opposition parlementaire, le président du Sénat, le président de l'Assemblée, les chefs des gouvernements des provinces, les chefs

de l’armée de terre, de l’aviation, de la marine, le président du Comité des chefs d’état-major (CJCSC). Le président a un rôle dominant.

407. La presse pakistanaise a rendu compte d’une réunion du DCC pour la première fois le 9 février 2009. Il y a été question de la situation dans les zones tribales et dans la province du Nord-Ouest. En plus du Premier ministre, il y avait le ministre de la Défense, ceux de l’armement, de l’information et de la justice, ainsi que les conseillers aux finances et les secrétaires d’État au gouvernement, aux Affaires étrangères, à la Défense, à l’Intérieur, le CJCSC, les chefs des trois armes, de l’IB et de l’ISI.

408. Le sénateur John Kerry avait demandé en décembre 2008 qu’on place l’ISI sous contrôle, et, auparavant le secrétaire d’État adjoint des États-Unis Richard Boucher avait demandé qu’on le réforme.

409. Shaukat Qadir, « Restructuring ISI: II », *The Daily Times*, 11 octobre 2008.

410. Ce n’était pas la première fois que des propositions de ce genre voyaient le jour. Zulfikar Ali Bhutto avait créé dans les années 1970 une commission chargée de proposer des réformes de la hiérarchie militaire, pour ne pas vraiment leur donner de suites. En 1991, Aslam Beg avait proposé qu’on donne plus d’importance au CJCSC, ce que le président Ghulam Ishaq Khan et le Premier ministre Nawaz Sharif avaient refusé par crainte que Beg ne se taille une position sur mesure.

Chapitre 20

L’horizon se couvre

L’Afghanistan : une histoire sans fin

Le 9 mars 2010, Kayani a prolongé d’un an le mandat d’Ahmed Shuja Pasha. Son départ en retraite était imminent, prévu pour le 18 mars. Le maintien de Pasha dans ses fonctions satisfait Washington qui le considère initialement comme un allié important pour mettre un terme au jihadisme dans la région. Un avis que ne partage pas un expert de la *London School of Economics* qui écrit dans un rapport daté de juin 2010 que des officiers de l’ISI assistent toujours aux réunions de l’assemblée des talibans à Quetta, continuent de dispenser des conseils tactiques et coordonnent le soutien de l’ISI aux talibans (matériels et entraînement). Ce rapport est fondé sur des entretiens avec des chefs talibans afghans réalisés à Kaboul au printemps 2010[411]. Il est de notoriété publique que l’ISI surveille les talibans afghans et tente de les contrôler sans grand succès, ainsi qu’il est apparu début 2010 quand le mollah Abdul Ghani Baradar, numéro deux de la *shura* de Quetta et son principal stratège, a voulu ouvrir des négociations avec Hamid Karzai sans le mollah Omar et sans l’accord de l’ISI. L’ISI l’a arrêté lors d’un contrôle de routine près de Karachi, une façon de montrer qu’il faut compter avec lui quand il s’agit de négocier dans les affaires afghanes. Les Américains ont obtenu de l’interroger mais il ne leur a pas été remis. Baradar a été détenu jusqu’en septembre 2013 puis remis en liberté[412].

D’un autre côté, il y a des exemples de coopération étroite entre l’ISI et la CIA. Dix jours seulement après l’arrestation de Baradar, les deux services ont mené une opération conjointe qui a abouti à la capture de Mullah Abdul Salam et de trois autres chefs talibans. Salam, qui semble avoir été le responsable clandestin de Kunduz, était en route pour rencontrer Baradar. Quand il s’agit de l’Afghanistan, l’ISI travaille quelquefois avec la CIA et quelquefois contre elle, ce qui n’est pas inhabituel dans le domaine du renseignement.

L’affaire Raymond Davis

La prolongation du mandat de Pasha par le Premier ministre Gilani en mars 2011 garantit la continuité à la tête de l’ISI jusqu’au 18 mars 2011. Le chef de l’armée est satisfait de cette décision car il anticipe des problèmes et tient à avoir Pasha à ses côtés. Kayani sait que les Américains ne sont pas contents du tour que prend la situation en Afghanistan et qu’ils en rendent les Pakistanais responsables, notamment parce qu’à leur avis l’armée pakistanaise n’en fait pas assez dans les zones tribales pakistanaises où sont basés Haqqani et ce qui reste d’Al-Qaida. Washington pense qu’ils sont à l’origine du terrorisme et que c’est à cause de Pasha qu’il n’y a pas d’offensive à grande échelle dans les zones tribales, particulièrement au Waziristan du Nord. Dans ses fonctions antérieures au Grand Quartier général, en 2006-2008, Pasha a coordonné les opérations de l’armée et depuis qu’il dirige l’ISI, il contribue à déterminer la stratégie sur ce théâtre d’opérations. C’est le contexte de l’affaire Raymond Davis qui éclate fin 2011.

Le 27 juillet 2011 à Lahore, Raymond Davis abat deux jeunes Pakistanais qui l’ont suivi en moto et dépassé à un feu rouge, avant de se diriger à pied vers sa voiture. L’enquête montrera qu’ils étaient armés mais qu’ils n’ont pas sorti leurs armes. Davis a immédiatement sorti la sienne et tiré. Il est arrêté et interrogé. Washington demande qu’il soit immédiatement remis aux autorités américaines en application de l’immunité diplomatique. Il est relâché le 16 mars après six semaines de détention et le versement d’une compensation financière. En vertu de la loi islamique, le montant du « prix du sang » versé aux familles a pu dépasser les 2 millions de dollars. Un vol spécial rapatrie Davis sur la base de Bagram près de Kaboul et de là sur la base militaire américaine de l’île de Diego Garcia. L’événement fait les gros titres de la presse pakistanaise et provoque un violent débat politique.

Trois ans après, on est bien en peine de donner une explication plausible à cette histoire. On propose un scénario « criminel » qui voudrait que les deux hommes abattus par Davis soient de petits délinquants inexpérimentés qui en voulaient à ses biens, et des versions qui font de Davis un agent de la CIA un peu paranoïaque, trop prompt à dégainer. Aucune de ces explications ne peut rendre compte du fait qu’un agent de la CIA qui n’était apparemment pas un novice a abattu deux personnes en plein centre-ville en

plein jour, ni de la précipitation de l'ambassade à donner sur lui des éléments d'information contradictoires et de l'empressement des plus hautes autorités états-uniennes à le récupérer rapidement. Même Obama et Hillary Clinton sont intervenus pour qu'il soit rapidement transféré aux États-Unis et John Kerry a immédiatement fait le voyage à Islamabad.

Cela n'a pas empêché Davis de rester six semaines en prison parce que le Pakistan doutait de son immunité diplomatique. On constatait qu'il n'avait pas agi en état de légitime défense puisqu'une des victimes avait été abattue dans le dos. De plus, Davis avait une fausse identité et il portait illégalement une arme. On avait trouvé dans son appareil photo des vues de bâtiments de la sécurité pakistanaise et certains prétendaient qu'il avait des contacts avec les talibans pakistanais du TTP, ce qui aurait constitué une violation de son immunité. On se préparait donc à le poursuivre en justice et il avait été soumis à un interrogatoire à Lahore. Le contenu de ses déclarations n'est pas connu.

Qui était vraiment Raymond Davis ? On a appris depuis que Davis était un ancien des forces spéciales américaines qui travaillait pour une entreprise de renseignement privée fréquemment chargée de missions pour la CIA, le Pentagone et le département d'État américain. Davis avait été envoyé au Pakistan, plus précisément au consulat américain de Lahore. Son visa le qualifiait d'*official* et il avait été présenté au consulat comme étant un *administrative consultant*. Selon la presse locale, il parlait apparemment couramment l'ourdou et le pachtou et son salaire était bien plus élevé que celui d'un agent de la CIA sous couverture. Des sources pakistanaises disent qu'il était chargé de cornaquer des dissidents et des saboteurs et que le répertoire d'adresses de son téléphone mobile l'a montré. C'est plausible et la plupart des Pakistanais le croient.

Selon une autre version, l'ISI faisait suivre Davis. Les deux hommes chargés de la filature appartenaient soit à la police soit à l'IB, ils étaient inexpérimentés et pas à la hauteur. Ils auraient observé Davis prenant des photos interdites, rencontrant des contacts ou leur transmettant quelque chose. Ils auraient tenté de s'emparer de ce que Davis avait sur lui, celui-ci se serait senti menacé et il aurait tiré.

Un haut gradé de l'ISI a donné une autre explication à l'auteur. Les victimes avaient des dollars américains sur eux. Ils faisaient partie des

contacts de Davis, se seraient disputés avec lui, s'estimant sous-payés ou grugés. Celui-ci aurait pris peur et il les aurait tués.

Le contexte du meurtre et ses motifs ne sont toujours pas clairs. Les gens du consulat général appelés au téléphone par Davis ont réagi n'importe comment. En fonçant vers la scène de crime, ils ont renversé un passant, la troisième victime, et la femme d'un des deux premiers défunts s'est suicidée trois jours plus tard.

Ici, un résumé des relations entre la CIA et l'ISI s'impose. Après le 11 Septembre, les deux services collaborent étroitement dans la traque d'Al-Qaida pendant quelques années. L'ISI piste les terroristes et les livre à ses alliés moyennant finances. Cette coopération se renforce encore à partir de 2007 quand des drones sont déployés dans les zones tribales : l'ISI fournit les coordonnées des cibles et la CIA est l'opérateur des drones. Cependant, à partir de 2010, l'ISI devient réticent à fournir les informations demandées par les Américains et les Américains deviennent plus indépendants. Les renseignements de l'ISI étant de moins en moins satisfaisants, la CIA commence à cultiver ses propres sources d'information. Les Américains paient bien ceux qui les renseignent et l'ISI perd son monopole. L'ISI se sent dévalorisé et dupé. Il y a un exemple de cette évolution au Waziristan du Nord, zone de repli des Afghans du groupe Haqqani. L'armée pakistanaise avait accepté de ne pas attaquer les Haqqanis au Waziristan du Nord sur les instances pressantes de l'ISI. La CIA n'en avait pas tenu compte et utilisait ses drones dans cette région et dans d'autres zones tribales pakistanaises. L'ISI n'était plus maître chez lui. De plus, il y avait des dommages collatéraux : presque chaque attaque de drone provoquait la colère et l'indignation. La presse se répandait en articles sur les violations de la souveraineté pakistanaise. Les relations entre Langley et Rawalpindi se sont rapidement détériorées.

L'affaire Raymond Davis a encore accru le ressentiment des Pakistanais, l'armée et le gouvernement se devaient de réagir. Islamabad a proclamé comme une victoire le fait d'avoir arrêté les attaques de drones pendant les six semaines de l'affaire Davis et se vante d'avoir reconquis son intégrité territoriale. En fait, la suspension des frappes s'explique par les vicissitudes de la collaboration entre l'ISI et la CIA et la confusion des Américains après l'affaire Davis. Le lendemain du départ de Davis, le 17 mars, alors que l'écho des protestations indignées du Pakistan n'était pas encore

retombé, une attaque de drone a tué 44 personnes dans les zones tribales. Le tollé a été immense côté pakistanais, d'aucuns y ont vu une vengeance des Américains pour l'affaire Davis. Même Ashfaq Kayani, le chef de l'armée, a exprimé son mécontentement en ces termes : « Il est très regrettable que la *jirga* [l'assemblée tribale pachtoune] ait été ciblée sans précaution et sans égard pour la vie humaine. » Le directeur de l'ISI Ahmed Shuja Pasha s'est rendu à Langley [le siège de la CIA] le 11 mars où il s'est entretenu pendant plusieurs heures avec le responsable de la CIA, Panetta. Il n'a pas pu obtenir l'arrêt des frappes de drones. Une intervention de Kayani le 23 avril non plus. Dès le 25 avril, une autre attaque au Waziristan du Nord faisait vingt-cinq morts. Washington n'avait visiblement pas l'intention de se laisser freiner.

En plus des drones, il y a un autre contentieux entre l'ISI et la CIA. Sous Musharraf, la CIA et une bonne demi-douzaine de services de renseignement américains opéraient au Pakistan. Leurs effectifs sur le sol pakistanais avaient atteint presque 3 000 personnes début 2011 si on inclut les policiers et les militaires. Le Pakistan avait exigé le départ d'une douzaine d'agents immédiatement après l'affaire Davis et de quelques centaines d'autres dans les semaines suivantes. Mi-2011, le Pakistan annonçait que la quasi-totalité des 3 000 Américains avaient quitté le pays et très peu y sont revenus par la suite.

L'affaire Davis a jeté une ombre sur la réputation du maître espion national Pasha. Kayani et lui ont convenu au moment de l'affaire Davis de ne pas rompre complètement avec les États-Unis parce que la modernisation de l'armée en cours et leurs plans pour l'Afghanistan restaient dépendants de la poursuite de la coopération avec Washington. C'est pourquoi Shuja Pasha lui-même a agi pour que Davis sorte du pays aussi vite que possible, allant, chose exceptionnelle, jusqu'à assister en personne à l'audition du tribunal de Lahore[413] qui devait se prononcer sur la remise en liberté de Davis. On sait qu'il a envoyé des messages à l'ambassadeur américain Cameron Munter pendant les débats pour le tenir au courant[414]. Il a été soupçonné d'avoir davantage agi dans cette affaire comme un pion des Américains que comme un représentant des intérêts pakistanais. C'est injuste : Ahmed Shuja Pasha s'en est toujours tenu à l'adage : « Le Pakistan d'abord. » Mais il était exposé à des pressions

américaines et, en accord avec Kayani, il a décidé qu'en cette occasion-là, toutes choses considérées, il valait mieux céder. On ignore si tous les aspects de l'affaire Davis ont été révélés. Il se peut que celle-ci soit liée d'une façon ou d'une autre à ce qui s'est passé à Abbottabad. La nervosité des plus hauts responsables américains a de quoi étonner. L'auteur a demandé à l'ISI pendant l'été 2015 quelle était leur version de l'affaire Davis. La réponse a été : « L'affaire de meurtre a été réglée par les autorités américaines puisque celles-ci ont pris contact avec les proches des victimes et payé la somme correspondant à la *Qasa* convenue selon la jurisprudence islamique. En conséquence de cet accord à l'amiable, le tribunal a relaxé Raymond Davis. »

Abbottabad

L'affaire Davis a été éclipsée par le raid de commandos *Navy Seal* qui a tué Oussama ben Laden sur le sol pakistanais le 2 mai 2011. L'opération *Geronimo* était un scénario catastrophe pour le quartier général et pour l'ISI. Presque personne au Pakistan n'a pu croire qu'ils ne savaient rien de la présence de Ben Laden à Abbottabad ou que celui-ci n'aurait pu se soustraire à une capture pendant si longtemps s'ils ne lui avaient pas procuré cachette et protection. Voilà ce qu'il en coûte d'avoir la réputation d'être un des meilleurs services secrets au monde, et l'un des plus strictement commandés. Il n'existe pas d'ISI dans l'ISI ou d'ancien réseau capable de prendre en charge la protection de Ben Laden. On ne peut pas imaginer non plus qu'il soit resté avec sa famille cinq ans à Abbottabad, une ville de garnison, sans être découvert. L'ISI est responsable de la sécurité des villes de garnison. Même si l'ISI n'avait qu'une douzaine d'agents sur place, ils devaient forcément connaître la maison de Ben Laden.

Des rapports officiels américains et des récits de toutes sortes publiés par la presse internationale ont un peu levé le voile sur l'opération *Geronimo*. Le *New Yorker* a publié le 8 août 2011 un article bien renseigné de Nicholas Smile, *Getting Bin Laden* [Avoir Ben Laden]. Le journaliste a clairement bénéficié de sources internes. Au Pakistan même, et d'un point de vue pakistanais naturellement, le général de brigade en retraite (et spécialiste de ces questions) Shaukat Qadir a publié le résultat de ses investigations sous

le titre *Operation Gernonimo*[415]. Ajoutons-y quelques considérations de notre cru. La version américaine officielle veut que la traque de Ben Laden ait exclusivement fait appel à des renseignements obtenus par la CIA. La protection des sources est un principe de base des services de renseignement. Nous pouvons être sûrs que sur ce point on nous cache et cachera beaucoup de choses. Shaukat Qadir affirme qu'Oussama ben Laden a été vendu, trahi pour de l'argent. Enfin, on peut maintenant être raisonnablement sûr que ni Kayani ni Pasha n'ont été informés par les Américains, pas même quand l'opération *Geronimo* était imminente. Au printemps 2011, la CIA partait du principe que les deux hommes connaissaient l'identité de Ben Laden et savaient qui le protégeait. Ils avaient peut-être lu quelle avait été la réaction de Mohammed Ali Jinnah en décembre 1947 concernant le Cachemire, quand son entourage avait essayé de l'informer que des guerriers des tribus s'y déployaient : « Ne me le dites pas, ma conscience doit rester pure. » Jinnah ne voulait pas connaître les détails pour pouvoir regarder ses homologues indiens et britanniques dans les yeux. À Langley, on avait probablement compris que Musharraf et Kayani avaient suivi le précédent de Jinnah. À partir de 2002, toute l'affaire était de la responsabilité des chefs successifs de l'ISI : Ehsan ul-Haq de 2001 à 2004, Pervez Kayani Ashfaq de 2004 à 2007, Nadeem Taj de 2007 à 2008 et Ahmed Shuja Pasha ensuite. Tous s'étaient tenus à l'écart de cette affaire autant qu'il leur était possible.

On peut penser qu'ils n'ont mis aucun de leurs adjoints dans la confidence. Chaque service a un département pour les opérations spéciales, joliment dites « de cape et d'épée », ou plutôt « du poignard » en anglais (*Cloak and Dagger*). Une cellule très restreinte, peut-être seulement deux ou trois hommes, voire un seul, a été créée au sein de ce département et chargée de la protection de Ben Laden et de sa famille. Aucun autre collaborateur de l'ISI n'était dans le secret. Carlotta Gall pourrait bien avoir raison quand elle évoque dans son livre *The Wrong Enemy in Pakistan: America in Afghanistan 2001-2014* une cellule spéciale réduite à un seul homme. Pour des raisons de sécurité, pas plus de trois personnes n'étaient au courant au sein de l'ISI et une partie du travail a été externalisée. Les informations recueillies sur place à Abbottabad par les *Navy Seals* selon lesquelles jusqu'à douze personnes de l'ISI auraient connu le refuge de Ben

Laden restent à vérifier[416]. Ce nombre nous paraît excessivement élevé. On peut aussi douter que le courrier koweïtien et son frère qui habitaient le même bâtiment que la famille de Ben Laden sous les noms d'Arshad et Tariq Khan aient été les seuls auxiliaires civils. Des indicateurs évoquent l'implication de cadres triés sur le volet du *Harkatul Mujahideen* de Maulana Fazlur Rehman Khalil ou du *Jaish-e-Mohammad* de Maulana Masood Azhar, deux organisations connues pour leurs liens étroits avec l'ISI et considérées comme faibles.

Si cela est exact, deux questions subsistent. Ben Laden a-t-il été vendu, et si oui, par qui ? Certaines déclarations faites en détention par des membres de l'ISI laissent penser que la trahison provient au moins en partie des rangs de l'ISI lui-même. L'auteur a entendu parler en divers endroits d'Islamabad et de Rawalpindi d'un colonel de l'ISI qui aurait disparu aussitôt après Abbottabad et vivrait maintenant aux États-Unis. La trahison a peut-être été précipitée par la sensation que Ben Laden n'allait plus être dissimulé longtemps. Il y avait une prime de 25 millions de dollars américains et l'une ou l'autre des personnes qui l'aidaient a pu être tentée. Seconde question : pourquoi les responsables militaires pakistanais auraient-ils pris le risque de cacher pendant si longtemps le terroriste le plus recherché du monde ? Pour le comprendre, il faut se rappeler que le mollah Omar s'est arrangé pour rester au Baloutchistan sous la protection de l'ISI pendant plus de dix ans. Il est mort en avril 2013 et son décès a été dissimulé jusqu'en juillet 2015. Oussama ben Laden en avait certainement connaissance. Souvenons-nous aussi d'Omar Sheikh Mohammed, l'ancien agent de liaison entre l'ISI et Ben Laden. Omar Sheikh Mohammed est en prison au Pakistan depuis 2002 et son appel contre sa condamnation à mort est en cours d'instruction depuis plus de douze ans. Par conséquent, il fallait à tout prix éviter que Ben Laden tombe aux mains des Américains. Il n'était pas non plus possible de le liquider, le secret aurait été trop difficile à garder et aucun des hauts responsables de l'armée et de l'ISI ne voulait rester dans l'histoire musulmane comme celui qui a tué l'icône d'Al-Qaida. Tous ceux qui étaient impliqués de près espéraient différer l'issue de l'histoire jusqu'à ce qu'une cause naturelle les débarrasse de Ben Laden. C'était sous-estimer le désir de vengeance des Américains et cela n'avait aucune chance de marcher.

Le départ de Pasha

Kayani et Pasha ont tous les deux beaucoup perdu à Abbottabad. Le corps des officiers était très critique à leur égard, une première dans l'histoire de l'armée. Kayani a sérieusement envisagé de démissionner mais cela aurait été interprété comme un aveu de culpabilité concernant Ben Laden, c'était donc impossible. Le pouvoir politique a réagi de façon mesurée, contenant sa frustration. Kayani a donc été épargné, le démettre aurait été reconnaître que l'ISI avait protégé Ben Laden, ce que personne ne pouvait admettre. Washington n'était pas non plus hostile au maintien en poste de Kayani et de Pasha. Le directeur de la CIA Panetta l'a clairement fait savoir quand il a déclaré devant le Sénat américain au cours de la deuxième quinzaine de juin : « la poursuite de la coopération avec le Pakistan est vitale pour maintenir une pression maximale contre les chefs d'Al-Qaida et contre le réseau qui leur assure soutien et abris au moment où ils sont le plus vulnérables ». À propos de l'opération *Geronimo,* il constate : « l'un des enseignements-clés de cette opération est que nous n'avons vu aucune preuve indiquant que les responsables pakistanais ont contribué à cacher Ben Laden ou savaient où il se trouvait ». Washington a blanchi Pasha et Kayani. Les Américains redoutaient une révolte dans l'armée et encore davantage d'antiaméricanisme au sein de la population. Leur objectif est de préserver le partenariat stratégique avec le Pakistan au-delà de 2014.

La réputation de Kayani s'est restaurée après Abbottabad, quoique lentement et incomplètement[417]. Les aspects positifs de son action à la tête des forces armés sont maintenant bien perçus. Il a fait rentrer l'armée dans ses casernes, il a obtenu des progrès en matière d'équipement et d'entraînement. Et surtout, il a réussi à fermer l'accès de la hiérarchie militaire aux fondamentalistes. Il reçoit lui-même, pour un entretien particulier, tous les officiers susceptibles d'être promus généraux de brigade ou au-dessus[418].

La cote d'Ahmed Shuja Pasha s'est également améliorée, mais plus lentement. De l'avis de beaucoup de gens, il a joué un rôle-clé dans le succès de l'opération *Geronimo* et par conséquent, de toute évidence, il contrôlait imparfaitement l'ISI. Il y a eu des auditions au Parlement, devant des tribunaux et des commissions d'enquête. Il y a des enquêtes en cours

sur d'autres opérations dans lesquelles l'ISI semble impliqué. Notamment sur le meurtre du journaliste pakistanais Saleem Shahzad, sur des disparitions et le scandale du mémogate de septembre 2011. Des responsables de l'ISI ont été forcés à comparaître comme témoins ou au moins à remettre des rapports écrits. Le meurtre de Saleem Shahzad a suscité de l'intérêt et de l'indignation au-delà des frontières du Pakistan. Shahzad écrivait pour des journaux pakistanais, pour l'*Asia Time online* basé à Hong Kong et pour une agence de presse italienne. C'était un spécialiste des questions de sécurité et d'Al-Qaida. Selon lui, Oussama ben Laden se déplaçait encore fréquemment en 2010 dans les montagnes de l'Hindu Koush entre le Pakistan et l'Afghanistan pour rencontrer des chefs d'Al-Qaida et des talibans. Shahzad a publié à de multiples reprises des entretiens avec des responsables d'Al-Qaida et il évoquait aussi les liens existant entre certains islamistes et l'armée pakistanaise. Il avait traité de l'arrière-plan de l'attentat terroriste commis le 22 mai 2011 contre le *PNS Mehran*, le quartier général de l'aéronavale pakistanaise à Karachi. 15 assaillants avaient tué 18 militaires, en avaient blessé 16 autres et détruit deux avions de surveillance maritime de construction américaine P-3C Orion. Selon lui, les attaquants étaient tous des membres de la 313e brigade d'Al-Qaida dirigée par Ilyas Kashmiri et l'attaque était une réplique à l'échec de négociations avec la marine en vue de libérer des personnalités suspectées de liens avec Al-Qaida.

Syed Saleem Shahzad a disparu à Islamabad le matin du 29 mai 2011 alors qu'il se rendait à une émission de télévision. Son corps a été retrouvé le lendemain à 150 km de la capitale. Il portait des traces de torture. Une majorité de journalistes pakistanais sont persuadés que leur collègue a été assassiné par l'ISI. C'est aussi la version qui a été publiée par des journaux internationaux comme le *New York Times*. À Washington, l'amiral Michael Mullen, président du Comité des chefs d'état-major interarmées (*Joint Chiefs of Staff*) a déclaré qu'il pensait que le meurtre de Shahzad « avait reçu l'aval du gouvernement [pakistanais] mais qu'il n'avait pas de preuve indubitable reliant ce meurtre à l'ISI ». L'agence de presse officielle du Pakistan (*Associated Press of Pakistan*) a qualifié ses dires d'« extrêmement irresponsables ».

La position de l'ISI telle qu'elle a été communiquée à l'auteur en 2015 est la suivante : « Syed Saleem Shahzad, un journaliste pakistanais de premier

plan, a été victime d'un enlèvement à Islamabad le 29 mai 2011. Le gouvernement du Pakistan a créé une commission d'enquête pour faire la lumière sur cette affaire. La commission comprend un magistrat de la Cour suprême, le responsable juridique de la Cour de justice islamique (charia), le responsable de la police du Pendjab et le président de l'Association des journalistes du Pakistan (PFUJ). La commission est chargée d'enquêter sur les mobiles de l'incident et d'identifier les coupables. Elle a failli à cette seconde mission et estimé dans son rapport "qu'il n'existait pas suffisamment de preuves pour incriminer l'ISI et que les faits tels qu'ils ont été établis ne permettaient pas non plus de conclure à sa participation". »

Le directeur de l'ISI Pasha a également été mis en cause dans le mémogate. Le centre du scandale est un citoyen américain d'origine pakistanaise, Mansoor Ijaz. En septembre 2011, Ijaz a rendu publique une lettre qu'il prétendait avoir été écrite à la demande de l'ancien ambassadeur du Pakistan aux États-Unis Husain Haqqani (2008-2011) et destinée à l'amiral Mike Mullen à Washington. La teneur de cette lettre révélait que le président Zardari redoutait un coup d'État militaire imminent et sollicitait l'aide de Washington pour le prévenir. Dans un Pakistan fraîchement revenu à la démocratie, le mémogate a aussitôt pris la dimension d'une affaire d'État, d'autant plus qu'Ijaz prétendait que Pasha avait fait le tour des pays arabes pour obtenir leur soutien au coup d'État. Tout le monde voyait des traîtres partout, sans épargner Zardari. Dans le camp du gouvernement PPP, on pensait que le mémogate était une tentative de déstabilisation du président Zardari venant de l'armée en représailles à l'affaire d'Abbottabad. L'armée y voyait une tentative du gouvernement pour la discréditer. Kayani et Pasha ont déposé devant la Cour suprême pour démentir les affirmations de Mansoor Ijaz et réfuter toutes ses allégations. La cour a créé une commission d'enquête incluant le président de la cour supérieure du Baloutchistan (Qazi Faez Isa), celui de la cour supérieure du Sindh (Musheer Alam), celui de la cour supérieure d'Islamabad (Iqbal Hameedur Rehman). Mansoor Ijaz a été invité à produire ses preuves à Islamabad. Il a accepté, déclarant dans une interview au *Christian Science Monitor*[419] qu'il témoignerait contre l'ISI et contre les militaires « qui couvrent la prolifération de l'extrémisme ». Après avoir obtenu un visa d'entrée au Pakistan, il a renoncé au déplacement pour des raisons de sécurité.

Finalement, il a témoigné devant une caméra à l'ambassade du Pakistan à Londres et n'a donné que des explications très minces.

Abbottabad et l'affaire du mémogate ont beaucoup contribué à ce que le général Shuja Pasha désire se retirer. Pasha a rencontré Mansoor Ijaz en octobre 2012 au *Park Lane Intercontinental Hotel* de Londres pour tenter d'éclaircir le mémogate. Cette rencontre n'a rien apporté de neuf mais elle a valu à Pasha de nouvelles critiques de la part des politiciens. Et encore davantage quand il a rencontré Musharraf à Dubai en janvier 2012 et qu'il lui a conseillé de ne pas revenir au Pakistan pour le moment, l'opinion publique lui étant très défavorable[420]. Le Sénat a répliqué par une résolution demandant l'arrestation de Musharraf dès son retour et le ministre de l'Intérieur a annoncé que si Musharraf revenait, il serait arrêté. En janvier 2012, certains signes laissaient prévoir un prochain départ de Pasha, bien que la presse fasse également état d'une troisième prorogation de sa carrière. Kayani voulait garder toutes ces options ouvertes. Il a évoqué devant Pasha une prolongation d'encore un an tout en communiquant au Premier ministre les noms de trois successeurs potentiels : Zaheer ul-Islam, commandant du 5e corps d'armée à Karachi, Rashid Mahmood, commandant du 4e corps à Lahore, Raheel Sharif, commandant du 30e corps du Gujranwala. Pasha a répondu en demandant d'être relevé de son mandat à la direction de l'ISI le 9 mars. La nomination de Zaheer ul-Islam est annoncée quelques heures après. L'avenir de Pasha est incertain. La presse le donne successeur du général Khalid Ahmed Kidwai à la tête de la Commission pour la planification stratégique (SPC), un remerciement pour services rendus et un signe de confiance. D'autres journaux le voient à la tête de la *Fauji Fertilizer*, ce qui lui ferait sa fortune. Il ne se passe ni l'un ni l'autre. La situation en politique intérieure empêche de le nommer à la SPC. Les élections sont prévues dans un an et un changement de gouvernement s'annonce. Les généraux tiennent à voir le très respecté général Kidwai maintenu à la tête de la SPC. Pour le futur gouvernement, cela rend aussi la chose plus facile s'il entend nommer à ce poste quelqu'un de son choix. Finalement, Khalid Kidwai dirigera la SPC jusqu'en 2013, le général Zubair Mahmood Hayat prendra la suite avant de devenir chef d'état-major général en avril 2015, le deuxième poste le plus important dans l'armée. Le responsable actuel de la SPC est le général d'armée Mazhar

Jamil, qui a pris la troisième étoile en 2013. En 2011, au moment de l'opération *Geronimo*, Mazhar Jamil commandait l'école militaire d'Abbottabad et il était aussi chef de la garnison. Le refus de le nommer à la *Fauji Fertilizer* est la dernière expiation infligée au général Pasha pour l'affaire d'Abbottabad.

Ahmed Shuja Pasha a pris sa retraite avec le grade de lieutenant général le 18 mars 2012. Peu de temps après, il a été recruté comme conseiller des services de renseignement des Émirats arabes unis à Dubai. Il est tranquillement revenu au Pakistan fin 2014. Il se dit que c'est le COAS Raheel Sharif qui l'a persuadé de revenir. Il s'occupe désormais d'œuvres sociales et éducatives dans sa région natale de Chakwal au Pendjab.

411. Le rapport LES a été rédigé par un spécialiste de Harvard, Matt Waldmann, et il a suscité beaucoup de commentaires dans les médias en juin 2010. Il repose sur des entretiens avec neuf chefs talibans afghans et avec plusieurs ambassadeurs. Le rapport constate : « Dans la mesure où il procure des zones de retraite, du soutien financier, militaire et logistique aux insurgés, l'ISI exerce une forte influence stratégique et opérationnelle et il a la capacité d'imposer ses vues. Il y a beaucoup d'éléments qui tendent à montrer que l'ISI détermine, soutient matériellement et donne sa forme à la campagne des insurgés. »

412. Baradar résiderait toujours au Pakistan dans la province du Khyber Pakhtunkhwa.

413. L'accord sur l'usage des drones a été explicitement confirmé par Shuja Pasha lors d'une audition devant la cour suprême d'Islamabad en février 2014.

414. Cf. Mark Mazetti, *The Way of the Knife*, New York, Penguin Press, avril 2014.

415. Shaukat Qadir, *Operation Geronimo: the Betrayal and Trahison of Osama Bin Laden and its Aftermath*, HA Publications, mai 2012.

416. Voir Damien McElroy, « Osama bin Laden was in routine contact with Pakistan's Spy Agency », *The Telegraph*, 27 février 2012.

417. L'un de ses frères a été accusé d'avoir participé à des affaires douteuses qui ont fait l'objet d'une enquête officielle. *Express Tribune* (9 janvier 2016).

418. Les spécialistes estiment entre 5 et 10 % la proportion d'extrémistes religieux au sein de l'armée pakistanaise. Beaucoup d'autres militaires sont des musulmans traditionalistes sans pour autant être des islamistes. Certains pensent que l'influence des islamistes sera plus effectivement contrée par ces croyants orthodoxes que par les libéraux.

419. Quand Ijaz a été interrogé en vue de déterminer si la justice pakistanaise, qui ménage traditionnellement les militaires, aurait pu en faire davantage pour savoir si la rencontre du général Pasha avec les leaders arabes était destinée à préparer un coup d'État contre le gouvernement élu du PPP, il a répondu : « Vous avez raison de penser qu'ils auraient dû poser la question. Si la Cour suprême n'est pas disposée à le faire, vous pouvez être sûr que je le ferai. »

420. On ne sait pas vraiment si la rencontre de Dubai avait reçu l'approbation de Kayani. Nombre de spécialistes pakistanais pensent que non ; selon eux, les liens de proximité qui s'étaient établis entre Pasha et Musharraf pendant l'exil de celui-ci à Londres avaient contribué au refroidissement entre le chef de l'armée et le chef de l'ISI après Abbottabad.

Chapitre 21

Où va l’ISI ?

Zaheer ul-Islam Abbasi directeur de l’ISI (mars 2012-novembre 2014)

Zaheer ul-Islam Abbasi, du régiment du Pendjab, officier depuis 1977, est issu d’une famille de militaires. Son père était colonel, ses trois frères et beaux-frères, officiers. La presse pakistanaise le voit comme un gros travailleur et un homme droit jouissant de la confiance de ses supérieurs et de ses camarades. Il a servi comme chef d’état-major au commandement des forces stratégiques (*Chief of Staff Army Strategic Force Command*) de 2004 à 2006 et comme responsable de la sécurité intérieure à l’ISI quand il était général deux étoiles (2008-2010). Sa nomination à la tête du corps d’armée de Karachi en 2011 montre qu’il avait gagné le respect de Kayani. Sa position en tête de liste pour succéder à Pasha à la tête de l’ISI n’est pas une surprise. Kayani a encore deux ans de commandement devant lui en mars 2011 et il veut Zaheer ul-Islam Abbasi comme collaborateur.

La liste de successeurs potentiels établie par Kayani a fait jaser. Une fois celle-ci remise, le secrétaire d’État à la Défense Nargis Sethi a demandé une liste de généraux deux étoiles éligibles à une promotion. Il a été avancé que le Premier ministre voulait voir la liste de TOUS les aspirants potentiels à la direction de l’ISI. Comme le ministère devait bien déjà avoir cette liste, il s’agissait clairement de remettre le chef de l’armée à sa place. Cela a conduit à une rencontre tripartite entre le président de la République, le Premier ministre et le chef de l’armée. Kayani a défendu sa liste et Zaheer ul-Islam Abbasi a été nommé. Le gouvernement a pu sauver la face dans la mesure où Abbasi n’avait pas de contacts personnels aux États-Unis. Il y avait fait des voyages mais n’y avait pas de proches ou d’amis. Il devait s’y rendre de nouveau en tant que chef de l’ISI entre le 1er et le 3 août 2012. La visite était prévue deux mois plus tôt mais elle avait été reportée[421] pour protester contre les attaques de drones des 24 et 28 mai, qui avaient causé 14 morts[422]. C’est la première visite d’un haut responsable pakistanais à

Washington depuis un an. Que celle-ci ne soit pas annulée après un nouveau raid de drone à la veille du départ démontre son caractère impératif. Les questions de défense et de sécurité sont les priorités de l'ordre du jour de la réunion avec le directeur de la CIA David Petraeus. Ainsi que les attaques de drones. On a amèrement constaté au Pakistan qu'une attaque de drone s'était produite au Waziristan du Nord le 4 juillet 2012 quelques jours après la levée de l'embargo de l'Otan sur les voies d'approvisionnement et qu'elle avait fait 21 morts[423].

À Washington, Abbasi a dénoncé la campagne américaine de frappes de drones comme une « violation de la souveraineté du Pakistan ». Il l'a accusée d'être une violation du droit international et d'être en contradiction avec les efforts des Américains pour promouvoir les libertés et la démocratie au Pakistan. Il a exposé que la poursuivre aurait des effets négatifs dans d'autres régions. Qu'elle alimentait le fondamentalisme et l'extrémisme dans les zones tribales et les aidait à recruter des militants. Il en appelait à préférer le partage du travail de renseignement et de contre-terrorisme entre les deux pays. Abbasi n'excluait pas par principe d'autres attaques dans les zones tribales mais demandait que le Pakistan y soit directement associé. L'agence de presse française AFP l'a cité : « Nous avons besoin d'une précision des frappes pour éviter les dommages collatéraux et leurs conséquences politiques. L'idée serait que les États-Unis identifient les cibles, nous les signalent et nous laissent le soin de les détruire. » Selon le directeur de l'ISI, continuer de la sorte empêche le Pakistan de contribuer aux efforts de stabilisation et de pacification de l'Afghanistan et de plus cela compromet le retrait des troupes de l'Otan tel qu'il est prévu. Les autres points abordés concernent les incursions de jihadistes au Pakistan depuis l'Afghanistan, la violation des règles diplomatiques par les Américains pour mener des opérations d'espionnage unilatérales au Pakistan, la nécessité pour les diplomates américains d'obtenir des autorités pakistanaises une autorisation de port d'armes, la reprise des infiltrations d'agents de la CIA sous couvert diplomatique.

Les Américains n'ont pas accepté de confier au Pakistan la technologie des drones. Les frappes de drones sont restées entre les mains de la seule CIA après l'échange entre les deux responsables du renseignement.

Toutefois, il y a moins d'attaques et les cibles sont identifiées avec davantage de précaution[424].

L'attentat contre le journaliste Hamid Mir s'est produit en avril 2014 pendant qu'Abbasi était responsable de l'ISI, provoquant une mise en question intense de son service, à la fois politique et judiciaire. Une partie des médias pakistanais sont repartis en campagne contre l'ISI. Chose intéressante, Imran Khan, le leader du Mouvement du Pakistan pour la Justice (*Pakistan Tehreek-e-Insaf*, PTI) s'est rangé du côté de ceux qui défendaient l'ISI. S'adressant à un congrès du PTI qui célébrait le 18e anniversaire du parti, il déclare : « Le caractère déplorable de l'attaque contre Hamid Mir ne fait aucun doute mais une pareille campagne médiatique perfide huit heures durant contre l'ISI de la part d'une chaîne de télévision, ce qu'on a fait contre l'armée et contre l'ISI, on n'aurait pas osé le faire contre un ennemi » (*The Nation*, 2 mai 2014). Il a aussi critiqué le groupe de presse Jang en l'accusant de ne viser que ses intérêts commerciaux sous couvert de défendre la liberté d'expression. Le comité directeur du PTI avait déjà condamné l'acharnement médiatique contre l'ISI la veille. Voici la position de l'ISI sur cette affaire à l'été 2015, en réponse à l'auteur de ce livre :

> Dans ses émissions télévisées, Hamid Mir a sapé l'idée pakistanaise, porté atteinte à l'image de l'armée et en particulier à celle du commandement militaire. Aidé de façon douteuse par la chaîne Geo TV, il a dégradé les forces armées, en tordant les faits et en portant diverses accusations contre l'armée et contre l'ISI. L'ISI a maintenu un contact personnel avec Hamid Mir pour l'informer sur la réalité de la situation nationale et régionale et lui a demandé de ne pas compromettre la sécurité nationale et ses institutions. L'ISI n'a rien à voir avec les coups de feu et le service a fait ce qu'il pouvait pour contribuer à l'enquête du gouvernement sur cette affaire au sein de la cellule d'enquête mixte. Malheureusement, les recherches n'ont pas permis d'identifier les coupables. La chaîne Geo TV a présenté ses excuses en admettant avoir mis en cause sans preuves l'ISI et le général Zaheer.

On ne sait toujours pas quel rôle l'ISI a joué exactement lors des manifestations du PTI et du *Pakistan Awami Tehreek* [Mouvement du peuple pakistanais, parti islamiste modéré] (PAT) à Islamabad en août 2014. Les observateurs de la politique pakistanaise pensent qu'il les a appuyées financièrement et moralement. Selon eux, la chose a commencé alors que Pasha était encore en poste et il est à l'origine de tout. À l'appui de leur thèse, il y a le fait qu'une fois en retraite Pasha est venu de Dubai en

octobre 2014 pour rencontrer Khan chez le responsable du PTI Shafqat Mahmood. Imran Khan dit que c'était pour discuter des attaques de drones et du terrorisme, ce qui a fait rire ses adversaires politiques. Cette rencontre mettait ses partisans mal à l'aise. L'attitude de Zaheer ul-Islam pendant les manifestations suscite des interrogations. Réalisant qu'aucun des deux camps n'était capable de mettre un million de personnes dans la rue comme annoncé, il aurait, d'accord avec le COAS, conseillé à Imran Khan et à Tahir ul-Qadri (PAT) de modérer leurs partisans, d'éviter les violences et de laisser le mouvement dépérir. L'ancien directeur de l'ISI n'aurait pas apprécié ce que faisait son successeur et c'est pourquoi il serait venu au Pakistan pendant cette période politiquement sensible. L'auteur de ce livre a plusieurs fois entendu dire à Islamabad et à Rawalpindi en mars 2005 que Zaheer ul-Islam n'aurait jamais dû devenir directeur de l'ISI, une opinion partagée ou propagée par des amis de Pasha qui ne lui pardonnent pas son attitude pendant le siège de Lahore par les manifestants du PTE et du PAT en août 2014.

Deux mois avant que Zaheer ul-Islam ne quitte ses fonctions, l'ISI a encore été frappé par un attentat terroriste. Le général de brigade Zahoor Fazal Qadri, en poste à la direction de l'ISI à Islamabad, a été tué par la branche d'Al-Qaida en Asie du Sud qui venait tout juste de se faire connaître. Lui et son frère ont été abattus pendant qu'ils assistaient à un service religieux au mausolée soufi de Sargodha. Avant d'être muté à Islamabad, le général servait au Waziristan et cela le mettait tout en haut de la liste des cibles d'Al-Qaida.

Une impression de déjà-vu : le troisième gouvernement de Nawaz Sharif

Lors des élections du 11 avril 2013, les électeurs optent pour un changement sans oser prendre le risque d'une expérience inédite. La PML-N remporte 157 sièges au Parlement national, ce qui le place en tête, et il gagne aussi dans la province du Pendjab. Le PPP perd les élections avec seulement 39 sièges au niveau national mais prend la province du Sindh. Imran Khan qui avait promis un tsunami politique s'assure de 35 sièges à l'Assemblée pour le PTI et son parti devient la première force politique dans la province du Khyber Pakhtunkhwa, ex-« province de la Frontière-du-

Nord-Ouest », la province pachtoune limitrophe des zones tribales, où il est en mesure de former le gouvernement local.

Le COAS Kayani rencontre Nawaz Sharif le 18 mai à l'initiative du chef de l'armée. La rencontre a lieu à Lahore cher Shahbaz Sharif[425], qui y participe. Kayani a déjà vu plusieurs fois Shahbaz Sharif, Premier ministre de la province du Pendjab, au cours des cinq années précédentes mais c'est la première fois qu'il rencontre Nawaz Sharif. Il veut « faire table rase de la propagande du passé pour ce qui concerne les relations futures entre Nawaz Sharif et l'armée[426] ». Dans les jours qui suivent, la presse écrit que Zaheer ul-Islam lui aussi souhaite rencontrer le futur Premier ministre. Celui-ci est invité à un tour d'horizon à huis clos sur les problèmes de sécurité nationale et sur l'action du principal service de renseignement en vue de leur résolution. Nawaz Sharif se rend au siège de l'ISI à Aabpara Market en compagnie de plusieurs ministres le 11 juillet et y reste cinq heures. Presque tous les hauts responsables de l'ISI sont là : le directeur, ses adjoints les majors généraux (généraux de division) Sahibzada Asfandyar Patodi, Naveed Mukhtar (contre-terrorisme), Sajjad Rasul (sécurité), Nasir Dilawar Shah (contre-espionnage), les responsables des provinces Naved Ahmed (major général, Sindh), Raja Aftab (major général, Pendjab), Tayab Azam (major général, Khyber Pakhtunkhwa) et Iftikhar Amir (major général, Baloutchistan). Ainsi que le COAS Kayani. Le nouveau Premier ministre enchaîne par une visite officielle au Grand Quartier général de l'armée à Rawalpindi. Les militaires ont l'intention de présenter leurs vues sur les questions de sécurité et les hommes politiques sont disposés à écouter. Ce qui n'empêche pas une évidente méfiance réciproque qui ne fera que s'aggraver dans les mois qui suivent.

Changement à la tête de l'armée

Le nouveau chef de l'armée est intronisé le 29 novembre 2013 au cours d'une cérémonie officielle tenue dans un stade situé près du quartier général. Le COAS sortant Parvez Kayani Asfaq transmet son bâton de commandement (*malacca*) à son successeur le général Raheel Sharif qui a été choisi par le Premier ministre trois semaines plus tôt. Les témoins présents disent que Kayani était à l'aise. Il a été directeur de l'ISI pendant trois ans, il a commandé pendant sept ans une force de 700 000 hommes et

un arsenal nucléaire. À son crédit : l'ordre de rentrer dans les casernes en 2008 pour donner une chance à la démocratie, les progrès dans l'équipement et l'entraînement des militaires. Mais il n'est pas parvenu à rétablir intégralement la sécurité dans le pays. Il a purgé la vallée du Swat de ses extrémistes religieux mais il n'a pu réussir la même chose au Waziristan du Nord. Les attentats du TTP, généralement dirigés contre l'armée et les forces de sécurité, sont du reste une menace toujours active au moment où nous écrivons ces lignes. Il laisse également à son successeur un problème afghan sans solution, des relations plutôt précaires avec les États-Unis et un arrangement branlant sur la coopération nucléaire avec l'Arabie saoudite[427].

Le COAS Raheel Sharif est un fantassin issu d'une famille de militaires du Pendjab. Il n'a pas de lien de parenté avec le Premier ministre Nawaz Sharif bien que les deux familles soient originaires du Cachemire. Précédemment inspecteur général de l'entraînement et de l'évaluation, il est considéré comme un pionnier en matière de contre-insurrection. Le TTP a tout à redouter de sa nomination. Comme Kayani en son temps, Raheel Sharif aura besoin des informations et du conseil de l'ISI pour définir sa stratégie et prendre des décisions. Le mandat de Zaheer ul-Islam à la tête du service doit expirer en novembre 2014. Il devient rapidement clair que Raheel Sharif souhaite le voir rester en poste jusqu'à ce terme. Le Premier ministre n'a pas d'objection. Avoir quatre ans d'expérience à la tête de l'ISI est un avantage.

Le service a identifié les défis qui se posent au Pakistan. L'Inde a poussé ses pions en coopérant de plus en plus avec l'Iran et avec l'Afghanistan[428], l'Arabie saoudite a réagi en cherchant à développer la collaboration avec le Pakistan dans le domaine du nucléaire. La question du Cachemire est toujours posée, y compris la question de l'eau. Les attaques de drones restent un problème bien que les États-Unis en usent avec plus de prudence que par le passé. L'ISI entend bien conserver le monopole du renseignement dans les zones tribales et développer son réseau d'agents dans les pays voisins.

La situation de l'ISI n'est plus ce qu'elle était sous Musharraf. Au cours des cinq dernières années, on a vu le Parlement et des tribunaux ne pas reculer devant des enquêtes et demander des dépositions écrites ou orales à

des membres de l'ISI, soit publiquement, soit à huis clos. Le gouvernement a tenté de placer l'ISI sous son contrôle. Par exemple, en novembre 2013, le ministère de l'Intérieur a institué une commission d'enquête pour faire la lumière sur de prétendus versements d'argent de l'ISI à des hommes politiques.

L'exigence de réformes et d'un contrôle démocratique accru s'est faite plus forte. La question de la nécessité d'avoir un officier supérieur à la tête du service de renseignement est posée. Après tout, les missions de l'ISI englobent beaucoup de domaines sans caractère militaire. De nombreux responsables politiques pensent qu'un spécialiste civil serait plus approprié qu'un homme en uniforme. Ceux qui défendent l'avis contraire redoutent une perte d'efficacité. Ils considèrent que l'armée et l'ISI sont les garants de l'existence de l'État pakistanais que des réformes excessives ne feraient qu'affaiblir.

Les officiers du quartier général et de l'ISI suivent ces débats avec attention. Ils savent que ce sont des points sensibles. Pour les militaires, l'ISI est un outil important pour la prise de décision et la collecte d'information, ils ne veulent pas perdre un pouce de contrôle sur le service. Toute réforme d'importance passerait par une restructuration du commandement militaire dans son ensemble. La montée en puissance du responsable du Comité des chefs d'état-major interarmées (JCSC) a déjà été envisagée par le passé, et même reconnue comme une nécessité sans que personne s'y attelle. Il reste à voir si le gouvernement aura la volonté et le pouvoir de faire les réformes nécessaires au cours de l'année qui lui reste.

Épilogue

Quand le gouvernement du Premier ministre Nawaz Sharif a pris ses fonctions en juin 2013, ses membres pensaient avoir devant eux une période de cinq ans de stabilité correspondant à la législature. Le parti PML-N de Nawaz Sharif avait la majorité absolue à l'Assemblée devant le PPP auquel il avait succédé. Le PTI d'Imran Khan qui avait prédit un tsunami politique en sa faveur n'était arrivé qu'en troisième position en nombre de sièges, même s'il était second par le nombre de voix. La PML avait aussi réussi à arriver au pouvoir dans la province du Pendjab, la plus importante et la plus peuplée, dont le gouvernement était dirigé par Shahbaz Sharif. Tout semblait lui assurer un exercice du pouvoir aisé. Les observateurs de l'Union européenne, du Commonwealth et des autres organisations internationales avaient déclaré que le scrutin du 11 mai avait été libre et démocratique. Les pays donateurs réunis depuis les élections de 2008 dans le cadre des « Amis du Pakistan démocratique » étaient satisfaits.

Cependant, en août 2014, un peu plus d'un an après les élections, se produit un revirement soudain. Le maintien du gouvernement n'est plus assuré. Des milliers de contestataires campent autour d'Islamabad et exigent sa démission. Ils paralysent une partie des services gouvernementaux, pénètrent dans les locaux du Premier ministre et occupent la télévision publique pendant des heures. La situation devient chaotique. Pékin annule une visite du président Xi Jinping prévue pour la mi-septembre et les Amis du Pakistan s'inquiètent. Tout cela à cause d'Imran Khan (PTI), ancien joueur de cricket passé à la politique, et de Tahir ul-Qadri (PAT), un spécialiste du droit islamique. Ceux-ci ont mobilisé leurs partisans à partir de la mi-août pour marcher sur la capitale. Imran Khan demande la démission du Premier ministre et un réexamen du résultat des élections de mai 2013. Il veut que de nouvelles élections soient rapidement organisées. Il ne s'est jamais accommodé de devoir rester dans l'opposition pendant cinq ans. Le leader du PAT, Tahir ul-Qadri, qui vit habituellement au Canada, parle ouvertement de révolution et de la nécessité de créer des structures politiques nouvelles. Le PTI et le PAT ne parviennent pas à atteindre leur objectif annoncé d'un million de personnes

dans la rue, seulement 50 000 personnes la première semaine, et pas plus qu'un noyau dur de 5 000 à 10 000 pendant tout un mois. Les affrontements avec la police font deux morts et plusieurs blessés.

Le gouvernement semble d'abord sans stratégie d'ensemble et tente ensuite de calmer la situation. Des parlementaires de la majorité et des délégations du gouvernement rencontrent les contestataires et proposent des concessions. Mais pas question d'accéder à l'exigence de démission du Premier ministre. Nawaz Sharif sait qu'il a pour lui la majorité des parlementaires.

À la demande du gouvernement, l'armée prend en charge la sécurité des principaux bâtiments publics avant l'arrivée des manifestants tout en gardant ses distances. Le COAS est tenu informé de la situation par le Premier ministre et il y a aussi des rencontres avec l'opposition. Les commandants des grandes unités viennent discuter de la situation au quartier général. Un communiqué de presse informe l'opinion publique qu'il ne saurait y avoir de solution que politique. À l'arrière-plan, on prend aussi en considération les craintes exprimées par les États-Unis et d'autres pays occidentaux quant à l'avenir de la précieuse démocratie pakistanaise. Washington continue de donner un brevet de légitimité au gouvernement de Nawaz Sharif.

Le Grand Quartier général tient particulièrement au maintien de l'aide américaine attribuée par le *Kerry-Lugar Bill*. De plus, l'armée de terre et l'aviation sont militairement engagées contre les islamistes du TTP au Waziristan du Nord. Ces opérations ont fait plus d'un million de personnes déplacées, des réfugiés intérieurs qui ne bénéficient que d'une assistance insuffisante et inadaptée. Pour ne rien arranger, la mousson s'accompagne d'inondations majeures. Pas question pour l'armée de prendre le pouvoir dans cette situation. Bien que les militaires n'aient pas beaucoup de sympathie pour le Premier ministre, pour ne pas dire plus. Trop de désagréments et de tensions les ont opposés depuis mai 2013.

Et puis, il y a l'affaire Musharraf. L'ancien chef de l'armée et ancien président de la République a été assigné à résidence après son retour au Pakistan en avril 2013. Par la suite, les militaires et le gouvernement ont trouvé un arrangement implicite. L'idée est d'inculper l'ancien président pour montrer qu'il n'est pas au-dessus des lois, de conclure par le versement d'une caution et de le rayer de la liste des personnes soumises à

des restrictions de mouvement. De cette façon, Musharraf pourra rendre visite à sa mère à Dubai et ne pas revenir. Le gouvernement ne s'en tient pas à cet arrangement. Nawaz Sharif veut de toute évidence faire subir à Musharraf le sort que celui-ci lui a infligé. Nawaz Sharif est resté en prison d'octobre 1999 à décembre 2000, misérablement traité et finalement condamné avant qu'on l'autorise à partir en exil en Arabie saoudite. Nawaz Sharif a toujours eu des relations difficiles avec les militaires. Des membres du gouvernement font des déclarations agressives contre l'ISI et contre l'armée. Sa position semble trouver du soutien. Les généraux et leurs conseillers juridiques se sentent trompés et menacés. L'armée et l'aviation se battent au Waziristan du Nord depuis mi-juin 2014 dans le cadre de l'opération *Zarb-e-Azb*. Les militaires pensent que l'attitude du gouvernement ne fait que compliquer une campagne déjà difficile. Musharraf jouit toujours d'une certaine popularité dans la troupe. Pourquoi risquer sa vie pour des politiciens qui ne respectent pas l'opinion de l'armée et qui ne tiennent pas leurs engagements ?

L'armée est particulièrement outrée par l'attitude du gouvernement envers le TTP. Nawaz Sharif préférerait résoudre par la négociation le vieux conflit avec les talibans pakistanais. Les militaires qui ont payé le prix des attentats des talibans pakistanais au cours des dernières années sont moins enclins au dialogue. Ils savent qu'on ne négociera vraiment avec les fanatiques du TTP qu'après les avoir affaiblis au combat et ils font le siège de Nawaz Sharif jusqu'à ce que celui-ci consente à une grande offensive au Waziristan du Nord pour l'été 2014. L'attaque d'une église chrétienne à Peshawar en septembre 2013 avec ses 80 tués et ses nombreux blessés n'avait pas suffi à convaincre le pouvoir politique. La suite devait donner raison aux militaires. En septembre 2014, un commando d'Al-Qaida tente de s'emparer d'une frégate de la marine pakistanaise pour attaquer des navires de la flotte américaine dans l'océan Indien. Six des dix agresseurs sont tués avant l'abordage mais quatre réussissent à monter sur le bateau et le combat dure plusieurs heures. C'est la seconde fois que les terroristes s'en prennent à la marine pakistanaise. Des terroristes avaient attaqué la grande base navale *PNS Mehran* de Karachi en mai 2011. L'opération avait duré plus de douze heures, coûté la vie à quinze assaillants et à une douzaine de marins, et détruit des appareils de l'aéronavale valant des millions de dollars. Dans les deux cas, il y avait d'anciens militaires de la marine parmi les

complices. Al-Qaida réussissait à recruter à l'intérieur des forces militaires pakistanaises.

L'événement-clé de cette séquence se produit le 16 décembre 2014. Sept tireurs du TTP attaquent l'école des forces armées à Peshawar, faisant 145 morts dont 132 enfants. Sharif est obligé d'agir. Un plan national d'action contre le terrorisme est établi en janvier 2015. Un comité et quinze sous-commissions sont chargés de sa mise en œuvre. Le moratoire sur l'exécution de la peine de mort en vigueur depuis 2008 est supprimé et le bourreau ne chôme pas. Une soixantaine de terroristes condamnés sont exécutés avant avril 2015. Le COAS sait gré au gouvernement d'avoir pris cette mesure.

L'autre grande divergence avec Nawaz Sharif concerne la politique menée en Asie du Sud, qui préoccupe les généraux. Le nouveau Premier ministre cherche la détente en politique étrangère régionale. Le développement des coopérations économiques, notamment avec l'Inde, en serait un aspect. Sharif accepte une invitation à se rendre à New Delhi adressée à tous les chefs de gouvernement siégeant à la SAARC pour assister à la prestation de serment du nouveau Premier ministre indien Narendra Modi le 26 mai 2014. Les militaires pakistanais ne sont pas d'accord, ils tiennent le nouveau Premier ministre indien pour un incurable faucon et doutent que son homologue pakistanais soit à la hauteur. Nawaz Sharif passe outre et s'envole pour l'Inde en compagnie de son fils Hussain Nawaz, du conseiller pour la sécurité nationale et la politique étrangère Sartaj Aziz, du secrétaire d'État aux Affaires étrangères Tariq Fatemi, du premier secrétaire du gouvernement Javed Aslam, et du secrétaire d'État [ministre des Affaires étrangères] Aizaz Ahmed Chaudhry. L'importance de la délégation montre qu'il a l'intention de laisser sa marque sur la politique indienne du Pakistan. Mais les espoirs pakistanais ne se concrétisent pas et les commentaires de l'opposition sont ironiques.

La troisième pomme de discorde est l'attitude du gouvernement envers les négociations politiques sur l'avenir de l'Afghanistan. Depuis trente ans, les militaires et l'ISI ont la mainmise sur la politique afghane et ils ne tiennent pas à ce que cela change. Les généraux pensent que le retrait des troupes occidentales de Force internationale d'assistance à la sécurité (*International Security Assistance Force*, ISAF) va créer de nouveaux problèmes, les moindres n'étant pas des incursions en territoire pakistanais. Quand le LeT

attaque le consulat général de l'Inde à Herat le 23 mai 2014[429], les analystes politiques dans les deux pays ont été nombreux à penser que c'était un double avertissement de la part de l'ISI. D'une part, signifier au gouvernement pakistanais qu'il fallait laisser la politique afghane à l'armée. De l'autre, rappeler à l'Inde et à l'Iran qu'il fallait compter avec les intérêts du Pakistan. La ville d'Herat est située dans la zone d'influence de l'Iran en Afghanistan. Téhéran et New Delhi coopèrent depuis 2013 pour développer la côte iranienne et des spécialistes indiens travaillent à faire des ports de mer iraniens la porte d'accès aux marchés de l'Asie centrale. Les forces navales indiennes espèrent aussi établir une base sur la côte iranienne pour faire pièce au port pakistanais de Gwadar. Dans ce contexte, l'attentat d'Herat est un avertissement très clair pour Téhéran. Il y a eu un autre attentat ultérieurement. Deux adolescents ont attaqué l'hôtel *Serena* de Kaboul, tuant neuf personnes. On l'a également attribué à l'ISI. Le président afghan Hamid Karzai a déclaré dans un communiqué que l'attentat avait été organisé « en dehors de ce pays par un service de renseignement étranger ». Il s'est fait encore plus précis dans un entretien sur une chaîne de télévision indienne, parlant de terrorisme « nourri et… soutenu au Pakistan où il a ses racines idéologiques ». Cela a provoqué un mois de controverses entre le gouvernement et l'armée et à la fin l'ISI est resté les yeux et les oreilles du Grand Quartier général. Au début de son commandement, en novembre 2013, le COAS Raheel Sharif a décidé d'autoriser les commandants de corps et le directeur de l'ISI à terminer leur carrière dans leur poste. Zaheer ul-Islam a retourné la politesse à sa façon. La presse pakistanaise a révélé qu'en février 2014 l'ISI avait mis quelques parlementaires sur écoute. Les chefs de l'ISI et du MI ont été convoqués pour une audition par une commission du Sénat, sans autre conséquence.

La tentative d'attentat contre Hamid Mir, le journaliste vedette du groupe de médias Jang et de son populaire talk-show *Capital Talk*, dont nous avons déjà parlé, a eu des suites autrement plus sérieuses pour l'ISI. Mir, qui circulait en voiture, avait été touché en avril 2014 par un tueur à moto. Il avait pris des balles dans le ventre et dans les jambes et n'avait survécu que parce que le tireur avait délibérément visé trop bas. Beaucoup d'observateurs interprétaient cela comme un avertissement. Hamid Mir avait fait des reportages très critiques pour l'armée et l'ISI, le groupe Jang

travaillait de toute évidence dans le sens du gouvernement. Le Premier ministre Sharif avait aussitôt ordonné une enquête judiciaire et s'était précipité pour lui rendre visite à l'hôpital. Hamid Mir et son frère Amir Mir accusaient ouvertement l'ISI et nommément son directeur Zaheer ul-Islam d'être à l'origine de l'attentat. Dans ces conditions, la visite à l'hôpital était une provocation ouverte à l'adresse de l'armée. Les militaires ont réagi en faisant fermer Geo TV. La chaîne est restée inaccessible dans plusieurs régions pendant des semaines. Les journalistes proches de l'opposition ou de l'armée s'en sont mêlés, accusant Geo TV de mener une campagne infâme conte l'ISI et contre l'armée. Le pays a fait l'expérience d'une guerre des médias qui a duré des mois, dans laquelle ARY News, une nouvelle chaîne installée à Dubai, tenait le front opposé à Geo TV.

À Islamabad, les quelques milliers de partisans d'Imran Khan et de Tahir ul-Qadri ont continué leurs manifestations jusqu'au mois d'octobre 2014. Qadri a été le premier à siffler la fin de la partie, en demandant à ses supporters de rentrer chez eux « parce que le sit-in avait atteint son but, réveiller la nation et jouer son rôle sur la voie de la révolution ». Les fidèles d'Imran Khan sont encore restés quelques semaines dans leurs tentes, jusqu'à ce qu'un accord intervienne avec le gouvernement : on recompte les voix des élections sous la supervision d'une commission de magistrats. En avril 2015, les élus du PTI sont revenus siéger au Parlement et on n'a plus parlé de nouvelles élections. Les manifestants du noyau dur qui encerclaient Islamabad recevaient une modeste indemnité journalière. On se demande toujours d'où venait l'argent. Il n'y a pas vraiment de preuves, mais beaucoup de gens pensent que la marche de protestation qui a commencé mi-avril a été lancée par l'ISI. Que ce soit vrai ou non, elle a en tout cas bénéficié de l'indulgence du service et du quartier général. Faute d'alternative politique viable, l'armée pakistanaise n'a pas souhaité renverser le gouvernement Sharif. Juste l'affaiblir, ce qui a réussi.

Le général Rizwan Akhtar directeur de l'ISI

Le général de division Rizwan Akhtar a reçu sa troisième étoile le 22 octobre et il a pris ses fonctions à la tête de l'ISI le 8 novembre 2014. Sans surprise, c'était un proche de Raheel Sharif. Le Premier ministre Sharif avait avalisé ce choix parce qu'il n'avait jamais apprécié Zaheer ul-

Islam, le prédécesseur d'Akhtar. Rizwan Akhtar passe pour être politiquement plus neutre et moins engagé que Zaheer ul-Islam. On le range volontiers dans une nouvelle génération de généraux doués d'un sens politique qui ont compris que l'armée ne pouvait mener à bien ses missions qu'en collaborant avec le pouvoir politique civil. Il vient de l'infanterie, du régiment de garde-frontière (*Frontier Force Regiment*), reçu officier en 1982, diplômé de l'école d'état-major de Quetta, de l'université militaire de la Défense d'Islamabad et de l'*Army War College* des États-Unis. Il avait commandé une brigade puis une division d'infanterie dans les zones tribales, ce qui le qualifiait pour la contre-insurrection. Avant d'arriver à l'ISI, il était vice-commandant des *Sindh Rangers*, ce qui lui confiait la responsabilité des opérations contre le terrorisme et la criminalité organisée à Karachi. Il avait été rappelé au quartier général pour prendre la responsabilité de l'ISI bien que ces opérations battent leur plein. On peut penser que, sous son mandat, pas grand-chose ne changera dans la politique menée par l'ISI en Afghanistan et en Inde. En Afghanistan, l'ISI tentera d'appuyer un processus de réconciliation entre le gouvernement afghan et les talibans. Son premier déplacement en tant que chef de l'ISI en février 2015 l'a montré. Ce ne sera pas chose facile parce que beaucoup de chefs talibans n'en font plus qu'à leur tête, l'étendue de l'influence du mollah Akhtar Mansour qui a succédé en 2015 au mollah Omar (mort en 2013) reste à démontrer. Pendant ses trois premiers mois à l'ISI, le nouveau directeur s'est rendu trois fois en Afghanistan. À la mi-janvier 2015, il a eu une première rencontre avec le président afghan Ashraf Ghani. En conséquence de ce qui venait de se passer à l'école publique de l'armée à Peshawar, la collaboration en matière de sécurité et de terrorisme était au premier plan. Des officiers de l'armée afghane commencent à se former à l'académie militaire du Pakistan à Abbottabad.

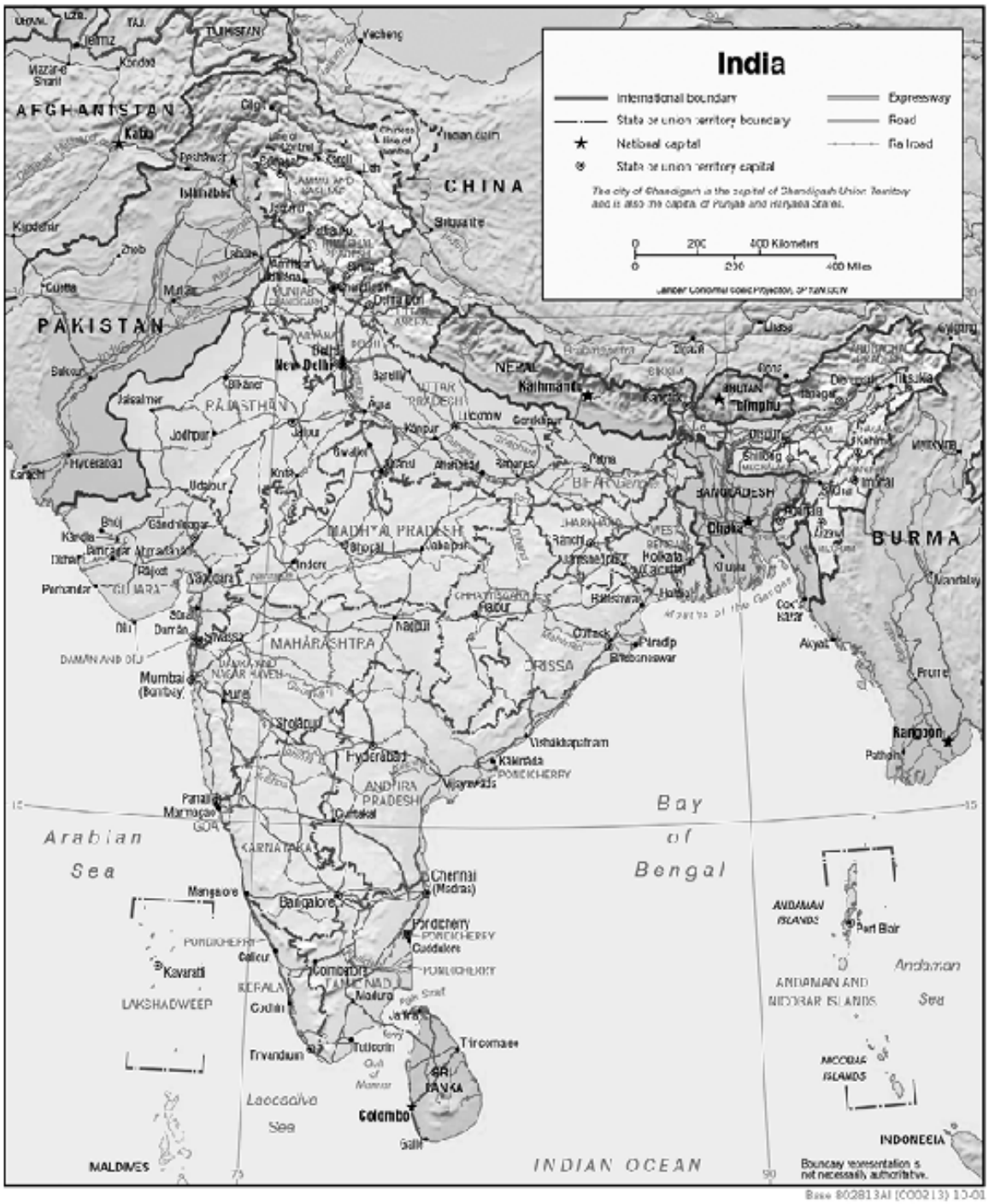
Rizwan Akhtar a fait son premier voyage officiel à Washington fin février pour rencontrer son homologue de la CIA John O. Brennan et d'autres responsables des questions régionales au Conseil de sécurité nationale des États-Unis (*National Security Council*). La situation en Afghanistan a dominé les échanges. L'idée d'un processus de réconciliation incluant les talibans a finalement fait son chemin à Washington, où on trouve cela inévitable à défaut d'être désirable. Au Pakistan, l'ISI continue d'assister l'armée contre le TTP dans l'opération *Zarb-e-Azb* toujours en cours. Le

nombre de « terroristes de premier plan » (*hardcore terrorists*) éliminés serait de 263 selon les chiffres de l'ISPR en avril 2015. L'objectif principal de l'opération est de pacifier les zones tribales et l'endiguement du terrorisme du TTP est encore loin d'être acquis.

Les responsables indiens des questions de sécurité sont bien conscients des efforts continuels de l'ISI pour limiter l'influence indienne en Afghanistan et n'attendent pas non plus d'évolution significative au Cachemire. Au contraire : on pense à New Delhi que l'ISI maintient le contact avec le chef d'Al-Qaida Ayman al-Zawahiri et qu'il l'aide à organiser une branche régionale d'Al-Qaida en Asie du Sud en dirigeant de nouvelles recrues vers cette organisation. C'est peut-être vrai, ou peut-être faux : la nature des futures actions d'Al-Qaida le montrera.

Annexes

Carte de l’Inde, du Pakistan et du Jammu-et-Cachemire.



Carte de l’Inde.

Carte de l’Afghanistan.

Bibliographie sélective

Abbas, Hassan, *Pakistan's Drift into Extremism*, New York, East Gate Books, 2005.

Ahmed, Akbar S., *Jinnah, Pakistan and Islamic Identity: The Search for Salauddin*, Londres, Routledge, 1997.

Akhund, Iqbal, *Trial and Error*, Karachi, Oxford University Press, 2000.

Ali, Syed Raza, *The Shadow War: The Great Game Replayed*, manuscrit inédit.

Andrew, Christopher et Mitrokhin, Vasili, *The World Was Going Our Way: The KGB and the Battle for the Third World*, New York, Basic Books, 2005.

Anjum, Shakeel, *Who Assassinated Benazir Bhutto?*, Islamabad, Dost Publications, 2010.

Anwar, Raja, *The Terrorist Prince: The Life and Death of Murtaza Bhutto*, Lahore, Vanguard Books, 1998.

Arif, Gen. K. M., *Working with Zia*, Karachi, Oxford University Press, 1995.

Ashraf, Fahmida, *RAW, Covert Instrument of Indian Ambitions*, Islamabad, Institute of Strategic Studies, 2002.

Bennett Jones, Owen, *Pakistan: Eye of the Storm*, New Delhi, Penguin Books, 2002.

Bose, Sumantra, *Kashmir. Roots of Conflict, Paths to Peace*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2003.

Cohen, Stephen P., *The Pakistan Army*, Karachi, Oxford University Press, 1984.

Coll, Steve, *Ghost Wars*, New York, The Penguin Press, 2004.

Collins, Larry et Lapierre, Dominique, *Freedom at Midnight*, Londres, HarperCollins, 1997.

Das, Gautam et Gupta-Ray, M. K., *Sri Lanka Misadventure: India's Military Peace-Keeping Campaign 1987-1990*, New Delhi, Har-Anand Publications Pvt Ltd., 2008.

Datta, Sreeradha, *Bangladesh: A Fragile Democracy*, New Delhi, Shipra Publications, 2004.

Dhar, Maloy Krishna, *Fulcrum of Evil. ISI-CIA-Al-Qaeda Nexus*, New Delhi, Manas Publications, 2006.
Fischer, Louis, *The Life of Mahatma Gandhi*, New York, Harper Collins, 1983.
Gannon, Kathy, *I for Infidel*, New York, Public Affairs, 2005.
Gauhar, Altaf, *Ayub Khan, Pakistan's First Military Ruler*, Lahore, Sang-e-Meel Publications, 1993.
—, *Ayub Khan*, Lahore, Sang-e-Meel Publications, 1998.
—, T*houghts and after thoughts*, Lahore, Sang-e-Meel Publications, 1998.
Ghosh, S. K., *Pakistan's ISI: Network of Terror in India*, New Delhi, A. P. H. Publishing Corporation, 2000.
Gill, K. P. S. et Sahni, Ajai (éd.), *The Global Threat of Terror*, New Delhi, South Asia Terrorism Portal, 2002.
Gohari, M. J., *The Taliban Ascent to Power*, Karachi, Oxford University Press, 1999.
Gunaratna, Rohan, *Indian Intervention in Sri Lanka: The Role of India's Intelligence Agencies*, South Asian Network on Conflict Research, 1993.
Haqqani, Hussain, *Pakistan: Between Mosque and Military*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2005.
Hazarika, Sanjoy, *Strangers of the Mist*, New Delhi, Viking, 1994.
Hussain, Hamid, *Covert Action Quarterly*, n° 73, été 2002.
Jaisingh, Hari, *Kashmir. A Tale of Shame*, New Delhi, UBS Publishers, 1996.
Jiwa, Salim, *The Death of Air India Flight 182*, Vancouver, Star Books, 1986.
Joshi, Chand, *Bhindranwale-Myth and Reality*, New Delhi, Vikas Publishing House Pvt Ltd, 1984.
Karan, Vijay, *War by Stealth. Terrorism in India*, New Delhi, Viking, 1997.
Karlekar, Hiranmay, *Bangladesh: The Next Afghanistan*, New Delhi, Sage Publications India Pvt Ltd, 2005.
Kashmeri, Zuhair et McAndrew, Brian, *Soft Target: How the Indian Intelligence Service Penetrated Canada*, Toronto, James Lorimer & Company, 1989.
Keay, John, *The Gilgit Game*, Karachi, Oxford University Press, 1993.
Khan, M. Asghar, *We've Learnt Nothing from History*, Karachi, Oxford University Press, 2005.

Koch, Egmont R., *Atom Waffen für Al-Qaida*, Berlin, Aufbau Verlag, 2005.
Kohli, M. S. et Conboy, Kenneth, *Spies in the Himalayas*, New Delhi, HarperCollins, 2005.
Kux, Dennis, *The United States and Pakistan 1947-2000: Disenchanted Allies*, Karachi, Oxford University Press, 2001.
Lal, Bhure, *The Monstrous Face of ISI*, New Delhi, Siddharth Publications, 2000.
Lamb, Alastair, *Kashmir. A Disputed Legacy 1846-1990*, Hertingfordbury, Roxford Books, 1991.
Levy, Adrian et Scott-Clark, Catherine, *Deception. Pakistan, The United States and the Global Nuclear Weapons Conspiracy*, Londres, Penguin Books, 2007.
Mader, Julius, *Geheimdienstaktivitäten im ungeklärten Krieg der USA gegen Afghanistan*, Berlin, Militärverlag der DDR, 1988.
Matinuddin, Gen. Kamal, *The Taliban Phenomenon*, Karachi, Oxford University Press, 2002.
Mirza, Humayun, *From Plassey to Pakistan*, Lahore-Rawalpindi-Karachi, Ferozsons, 2000.
Mukarji, Apratim, *The War in Sri Lanka*, New Delhi, Har Anand Publications, 2000.
Musharraf, Gen. Pervez, *In the Line of Fire*, Londres, Simon & Schuster, 2006.
Nair, K. Sankaran, *Inside IB and RAW, The Rolling Stone that Gathered Moss*, New Delhi, Manas Publications, 2008.
Napoleoni, Loretta, *Die Ökonomie des Terrors*, München, Verlag Antje Kunstmann GmbH, 2004.
Peterzell, Jay, *Reagan's Secret Wars(CNSS Report)*, Washington, DC, Center for National Security Studies, 1984.
Prabha, Kshitji, *Terrorism: An Instrument of Foreign Policy*, New Delhi, South Asian Publishers, 2000.
Raina, Ashok, *Inside RAW:The Story of India's Secret Services*, New Delhi, Vikas Publishing House, 1981.
Raman, B., *A Terrorist State as a Frontline Ally*, New Delhi, Lancer Publishers and Distributors, 2002.
—, *Intelligence: Past, Present and Future*, New Delhi, Lancer Publishers and Distributors, 2002.

—, *The Kaoboys of R&AW*, New Delhi, Lancer Publishers and Distributors, 2007.
Rashid, Ahmed, *Taliban*, Londres, IB Tauris Publishers, 2000.
Ridgeway, James, *The 5 Unanswered Questions about 9/11*, New York, Seven Stories Press, 2005.
Rizvi, Hasan-Askari, *Military, State and Society in Pakistan*, Lahore, Sang-e-Meel Publications, 2003.
Rushd, Abu, *RAW in Bangladesh: Portrait of an Aggressive Intelligence*, Dhaka, Abu Rushd, 2001.
Sarila, Narendra Singh, *The Shadow of the Great Game: The Untold Story of India's Partition*, New Delhi, HarperCollins, 2005.
Schofield, Victoria, *Kashmir in Conflict*, Londres, I. B. Tauris, 2000.
Shafqat, Saeed, *Contemporary Issues in Pakistan Studies*, Lahore, Azad Enterprises, 1998.
Shaikh, Muhammed Ali, *Benazir Bhutto*, Karachi, Orient Publishing House, 2000.
Sharma, Rajeev (éd.), *The Pakistan Trap*, New Delhi, UBS Publishers' Distributors Ltd, 2001.
Singh, V. K., *India's External Intelligence: Secrets of Research and Analysis Wing (RAW)*, New Delhi, Manas Publications, 2007.
Sinha, B. M., *The Samba Spying Case*, New Delhi, Vikas Publishing House, 1981.
Swami, Praveen, *India, Pakistan and the Secret Jihad*, Londres, Routledge, 2007.
Timarzi, Brigadier Syed A. I., *Profiles of Intelligence*, Lahore, Fiction House, 1995.
Verkaaik, Oskar, *Migrants and Militants*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2004.
Wilson, Sir James, *Unusual Undertakings. A Military Memoir*, Londres, Leo Cooper, 2002.
Winchell, Sean P., « Pakistan's ISI: The Invisible Government », *International Journal of Intelligence and Counter Intelligence*, vol. 16, n° 3, automne 2003.
Wolpert, Stanley, *Zulfi Bhutto of Pakistan*, New York, Oxford University Press, 1993.

Yousaf, Mohammad, *Silent Solider. The Man behind the Afghan Jehad*, Lahore, Jang Publishers, 1991.
Yousaf, Mohammad et Adkin, Mark, *The Bear Trap*, Lahore, Jang Publishers, 1992.

Journaux, périodiques et sites Internet

Pakistan

Daily Times
Dawn
Defence Journal
The Friday Times
Herald
The Nation
The News
Newsline
Weekly Independent
www.paktribune.com

Inde

Assam Tribune
Covert Action Quarterly
Daily India
Faultlines
Hindustani Times
The Indian Express
India Times
Outlook
The Pioneer
South Asian Analysis Group (SAAG)
South Asian Terrorism Portal
Times of India
www.dnaindia.com
www.rediff.com
sushantsareen.blogspot.com

Autres

Asian Times
Financial Times, Asian Edition
Newsweek
The Independent (Londres)
The Observer
Detroit News
Janes Intelligence Digest
New York Times
Star Tribune
Cicero
Der Spiegel
Frankfurter Allegmeine Zeitung
Stratfor
US News and World Report
Vanity Fair
Washington Post
www.longwarjournal.org
www.therearenosunglasses.worldpress.com
www.thepeoplesvoice.org
www.rue89.com
www.wikipedia.org
www.kashmir.net
Eurasianet.org

421. L'annulation montre aussi qu'ils n'étaient pas disposés à donner suite aux demandes américaines de libération du docteur Shakeel Afridi. Le docteur Afridi a été condamné à trente-trois ans de prison par un tribunal spécial pour avoir collaboré avec la CIA dans la recherche d'Oussama ben Laden. Sa libération finira probablement par se faire un jour en échange de celle du docteur Aafia Siddiqui qui est lui détenu aux États-Unis.

422. L'attaque s'est produite le 23 juillet au Waziristan du Nord et elle a fait 12 morts

423. L'interdiction de la circulation des convois de l'Otan vers l'Afghanistan était une réponse au bombardement du poste frontière pakistanais de Salala par l'armée de l'air américaine qui avait tué 24 soldats pakistanais le 26 novembre 2011. Les frappes de drones ont continué pendant les huit mois qu'ont duré les négociations pour lever le blocus et elles ont fait 70 morts au Waziristan du Nord pendant cette période.

424. Selon une étude de l'organisation non gouvernementale basée à Londres, le *Bureau of Investigative Journalism*, publiée en janvier 2014, 4 civils au maximum ont été tués par des drones en 2013.

425. NdT : Mian Muhammad Shahbaz Sharif, le frère (et éventuellement le rival) de Nawaz Sharif.

426. Une des raisons pour lesquelles Kayani voulait rencontrer très vite le futur Premier ministre était que le programme électoral de celui-ci contenait une enquête sur l'incident de Kargil et le partage des conclusions de celle-ci avec l'Inde, ce qui inquiétait les militaires.
427. Un pacte militaire secret avait été conclu avec Riyad en 2004 pour permettre à l'Arabie saoudite d'acheter des armes nucléaires et des missiles balistiques. Pour garder le secret, ces armes étaient entreposées au Pakistan. L'Arabie saoudite a demandé leur rapatriement en 2012.
428. Fin novembre 2013, New Delhi a annoncé l'envoi d'un groupe d'ingénieurs vers le port iranien de Chabahar, qui doit être étendu et mis à la disposition de la marine indienne pour lui donner une base en mer d'Arabie, de façon à contrebalancer la base que la marine chinoise possède dans le port pakistanais de Gwadar. Pour Tehéran, Chabahar aura l'avantage de procurer un point d'accès maritime au plus court par l'Afghanistan. Sans préjuger de ce que sera la politique de Kaboul dans le futur, Chabahar renforcera la collaboration entre l'Inde et l'Iran et fera concurrence à Gwadar.
429. Le président afghan Hamid Karzai a déclaré qu'il y avait des preuves évidentes de l'implication du LeT.

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library